ÉTUDES DIPLOMATIQUES

FIN DE LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE. — TRAITÉ D'AIX-LA-CHAPELLE (1748).

III[1].

DERNIÈRES NEGOCIATIONS. — LE TRAITE.

Les préliminaires de paix signés par les plénipotentiaires de France, d'Angleterre et de Hollande portent la date du 30 avril 1748. L'acte définitif, qui convertit ces articles, rédigés à la hâte et revêtus seulement de trois signatures, en un traité régulier, engageant toutes les grandes puissances et réglant pour un temps indéfini la situation générale de l'Europe, n'est que du 18 octobre de la même année. Il sera aisé pourtant de se convaincre qu'entre les deux documens n'existe aucune différence essentielle. Les négociateurs avaient donc eu, dès l'abord, un sentiment assez juste des conditions qu'imposerait à tous un intérêt commun et supérieur. Il n'en est que plus intéressant de connaître comment un si long délai dut encore être employé à des discussions épi-

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier et du 15 février.

neuses pour mener à fin une combinaison que, de gré ou de force, chacun devait finir par accepter. Si cette étude un peu compliquée paraît stérile au premier abord, puisque ces débats n'eurent aucune suite immédiate, on y trouvera tout au moins l'avantage de bien définir de quels sentimens réciproques restèrent animées les diverses puissances qui vinrent, l'une après l'autre, et toutes de mauvaise grâce, mettre leurs signatures au bas du traité de paix : et comme cette paix elle-même ne devait durer, on le sait, que très peu d'années, on est ainsi en mesure de prévoir dans quelles conditions devront s'engager, après un délai très court, de nouveaux et plus graves conflits. On voit déjà à découvert non-seulement se préparer, mais presque s'accomplir, la grande révolution diplomatique, qui, en rapprochant du même coup la France de l'Autriche, et la Prusse de l'Angleterre, changea toutes les traditions d'une politique séculaire, et qui est demeurée jusqu'à nos jours l'objet de tant de contestations. En sorte qu'à le bien prendre, les faits qu'il nous reste à faire connaître forment moins le dernier chapitre de la guerre de la succession d'Autriche que le premier de la guerre de sept ans.

I.

En réalité, à la manière dont les préliminaires avaient été préparés et conclus, ce fut déjà une merveille que d'arriver à en faire admettre la discussion par les puissances qu'on n'avait pas appelées à y prendre part : tant était grand, le premier jour, le trouble, c'est trop peu dire l'indignation, que par leur initiative mystérieuse et hardie, les plénipotentiaires d'Angleterre et de France avaient causé à leurs collègues. C'était, on l'a vu, un *tolle* et un récri général : petits et grands, tous se plaignaient, tous se regardaient comme joués ou lésés : Sardaigne, Espagne, Autriche, et jusqu'aux modestes cliens à qui la France avait promis son appui : l'électeur palatin qu'on avait oublié de nommer, la république de Gênes et le duc de Modène, qui trouvaient mauvais qu'en leur restituant leurs États, on ne parlât pas de leur accorder les intérêts des biens et des capitaux qu'on leur avait confisqués. Il ne fallut pas moins, pour imposer un peu de silence à ces clameurs discordantes, que l'accueil favorable et presque enthousiaste fait au seul mot et à la seule espérance de paix, par les populations souffrantes. Mais ce qui contribua aussi bientôt à calmer les mécontens et à leur faire prendre le ton plus bas, ce fut qu'il ne se trouva aucun terrain commun sur lequel ils pussent mettre leurs griefs d'accord pour en poursuivre ensemble le redressement. Ce dont chacun d'eux, au con-

traire, croyait avoir à se plaindre, c'était d'avoir été sacrifié à l'autre, et il n'en était aucun qui ne se vît bientôt réduit par là à reconnaître, quel que fût son dépit ou son regret, que l'isolement le condamnait à l'impuissance.

Le premier à se rendre compte de cette faiblesse de situation, ce fut le roi de Sardaigne. Les préliminaires lui reprenaient le marquisat de Final et tous les points du littoral de la Méditerranée qu'il avait enlevés à la république de Gênes. C'était un grand désappointement, car il perdait ainsi l'espoir de garder une communication directe de toute une partie de ses États avec la mer, à laquelle il attachait un grand prix. De plus, il prenait en très mauvaise part qu'on eût compris dans l'établissement de l'infant le duché de Plaisance qui faisait partie des concessions à lui faites par le traité de Worms, et dont ses troupes étaient restées en possession depuis la bataille livrée sous les murs mêmes de la ville. Il jetait donc d'abord feu et flamme contre l'Angleterre, qui trompait sa confiance. Mais à qui aurait-il été conter ses doléances? A l'Espagne qui détenait son patrimoine héréditaire de Savoie, et qui demandait hautement à n'en pas sortir? A l'Autriche qui n'annonçait pas, avec moins d'éclat, la prétention de tenir le traité de Worms tout entier pour non avenu, et le sommait ainsi d'avoir à évacuer non-seulement la cité de Plaisance, mais toute la partie du Milanais bordant le cours supérieur du Pô dont ce traité lui avait fait don? C'était, au contraire, la possession de ces belles provinces dont les préliminaires lui assuraient la confirmation, et un grand pas était ainsi fait vers cette domination suprême de la Haute-Italie qui était l'ambition héréditaire de sa race. C'était là un pis-aller dont on pouvait se contenter. Le raisonnement amena donc assez vite la résignation, et le mois de mai n'était pas écoulé que le comte de Chavannes recevait l'instruction d'adhérer aux préliminaires.

Il fallait bien s'attendre que l'Espagne, d'humeur moins endurante, se trouvant peut-être encore moins bien traitée, fût plus difficile à réconcilier. Puisieulx se trompait pourtant, quand il se préparait à voir éclater à Madrid *un vacarme épouvantable*. Ce fut, au contraire, par un silence de mort régnant dans l'entourage royal que l'arrivée d'un courrier apportant de graves nouvelles fut annoncée au public, et quand l'ambassadeur Vauréal dut se rendre au palais, portant le texte des préliminaires que l'envoyé l'Espagne avait déjà transmis, il n'eut point à subir ces emportemens de passion dont il avait dû, du temps de Philippe et d'Élisabeth, braver les orages. Mais ce fut de la part du débile Ferdinand, qui en tout temps parlait peu, et de la reine, dont le naturel était également concentré, un accueil glacial : puis

quand il fallut s'expliquer, un ton de dignité blessée et un accent d'amertume qui firent voir que le trait avait porté au cœur. Parme et Plaisance, même accrus du petit duché de Guastalla, paraissaient un mince échange à offrir en retour de la restitution réclamée de la Savoie et du comté de Nice. Puis le rétablissement des exigences vexatoires imposées par l'Angleterre au commerce espagnol était un affront pour l'indépendance de la nation et pour l'honneur de la couronne que la fierté castillane ne pouvait manquer de ressentir cruellement. Enfin c'était toujours, disait-on, le même procédé : disposer de l'Espagne et de ses plus chers intérêts sans prendre même la peine de la prévenir. Interprète de ces sentimens, mais moins mesuré dans son langage que ses maîtres, le duc d'Huescar fit à Puisieulx des scènes si vives que ce ministre, dont le sang-froid n'était pas la qualité principale, en éprouva un trouble même physique dont Saint-Séverin s'aperçut dans sa correspondance. « Du courage donc et de la santé, mon cher marquis, lui écrivait-il, l'Espagne fait beaucoup de bruit, mais finira par se rendre. » — Et il avait quelque mérite lui-même à ne pas s'émouvoir davantage, car il n'était pas mieux traité à Aix-la-Chapelle par le duc de Sotomayor, qui ne lui adressait pas la parole et lui tournait le dos quand il le rencontrait. En revanche, entre l'Autriche et l'Espagne, l'intimité paraissait rétablie et complète. Kaunitz et Sotomayor passaient leurs journées à faire de la musique ensemble et à épancher dans le sein l'un de l'autre leurs griefs contre leurs alliés. A les voir ainsi inséparables on aurait pu croire qu'ils méditaient quelque opération commune (1).

Mais de quel secours pouvait être l'Autriche à l'Espagne, et l'Espagne qu'aurait-elle pu lui rendre en échange, une fois qu'elle était abandonnée de la France et ne pouvait se rapprocher de l'Angleterre? Quelle mesure efficace pouvait sortir du concert de ces deux co-héritiers de la succession de Charles-Quint, du moment où ils ne pouvaient plus se donner la main ni par mer, dont les croisières anglaises leur rendaient la communication impossible, ni par terre à travers le Piémont et la Provence qui leur étaient désormais fermés? L'Autriche avait-elle des vaisseaux à envoyer dans l'Océan pour empêcher les escadres britanniques d'achever la ruine, déjà presque consommée, du commerce espagnol, et barrer le chemin aux galions du Nouveau-Monde? Puis les troupes espagnoles ne pouvaient se maintenir en Savoie et à Nice qu'avec le concours des Français, et en s'adossant en quelque sorte à la frontière de France;

(1) Vauréal à Puisieulx, 15-17-21 mai 1748. (*Correspondance d'Espagne.*) — Saint-Séverin à Puisieulx, 7-14 mai 1748. (*Correspondance de Bréda et d'Aix-la-Chapelle.* — Ministère des affaires étrangères.)

une fois privées de cet appui, elles ne pouvaient rester au-delà des Alpes et se verraient forcées de quitter la place sans délai. Mieux valait encore recevoir Parme et Plaisance en retour, que de s'en aller les mains vides. Aussi fut-il bientôt visible que la colère, d'abord si vive, s'atténuait insensiblement. On ne parla bientôt plus que d'obtenir la promesse que les humilians contrats de l'*asiento* et du *vaisseau de permission*, dont la durée avait toujours été limitée, ne seraient renouvelés que pour le nombre d'années qui restaient à courir à la déclaration de guerre : enfin, dans les termes les plus maussades, l'accession fut accordée. — « Mon honneur, dit Ferdinand à Vauréal, a été attaqué par la signature faite à mon insu, il le serait plus encore si on me soupçonnait de vouloir continuer la guerre pour mon intérêt. C'est la seule raison qui m'engage à ordonner à mon ministre de signer. » « Et la reine, fort allumée (dit l'évêque), a ajouté que sans cette raison il n'aurait jamais consenti à une chose qui est aussi contraire à son intérêt qu'à sa gloire (1). »

L'Autriche restait donc seule : mais à elle non plus, la solitude ne laissait pas plus de ressources que d'espérance. Elle ne pouvait continuer sans alliés une lutte que, même avec de puissans concours, elle avait très faiblement soutenue. Batthiany, sans Cumberland, pouvait-il même essayer de regarder Maurice en face? Exilé de la Hollande, où se serait-il replié, ne pouvant plus poser le pied dans les Pays-Bas? Les Russes, ce suprême espoir, n'étaient encore qu'à moitié de leur route si péniblement parcourue : pour les empêcher de faire un pas de plus, il suffisait que les deux puissances maritimes, qui s'étaient chargées des frais de leur transport, les avertissent qu'on allait leur couper les vivres. En Italie, la partie était peut-être tenable pour les troupes impériales, tant qu'elles n'auraient en face d'elles que les Piémontais ; mais qui pouvait répondre que Charles-Emmanuel n'allait pas faire preuve une fois de plus de cette facilité à passer d'une alliance à l'autre qui était la vieille habitude de sa dynastie? Pour se retourner vers la France et l'appeler à son aide, il n'avait qu'à tirer de ses cartons le traité préparé naguère par d'Argenson, et le consacrer par une de ces alliances de famille qui avaient si souvent uni les maisons de Savoie et de Bourbon. Si le dauphin était marié, le prince de Piémont ne l'était pas, et Louis XV avait plus d'une fille dont la main serait facilement obtenue. De ce côté, comme de tout autre, le regard ne rencontrait que des ennemis et l'horizon était fermé à l'espérance.

(1) Vauréal à Puisieulx, 3 juillet 1748. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.)

A une force majeure si évidente, comment se fait-il que l'Autriche ait sérieusement essayé de faire tête et qu'elle ait prolongé, six mois durant, une vaine résistance? L'impératrice, malgré la ténacité connue de son caractère, n'était dépourvue ni de prudence ni de jugement, et son orgueil avait dû fléchir à plusieurs reprises devant des nécessités moins impérieuses. Cette obstination serait vraiment incompréhensible, si les documens autrichiens ne nous en fournissaient une explication inattendue. Quelle surprise n'est-ce pas, en effet, de reconnaître que ce fut le ministre de France en personne, le même Saint-Séverin, — qui venait d'enlever par surprise, et presque d'arracher de force, la signature de l'Angleterre et de la Hollande, — qui, se retournant dès le lendemain, vint chercher son collègue autrichien pour lui suggérer tout bas la pensée qu'après tout, rien n'était fait, que les préliminaires étaient conçus en termes si larges qu'en disputant sur l'exécution au lieu de les repousser en bloc, on pouvait encore en modifier le sens, en atténuer la rigueur, changer les clauses les plus pénibles et préparer ainsi la voie à de nouvelles et plus heureuses combinaisons? Quel but poursuivit-il par ce manège clandestin, dont le ministère français ne fut jamais complètement informé, et dont la trace est à peine visible dans sa correspondance? Partageait-il lui-même l'espoir ou l'illusion qu'il se plaisait à faire naître? Avait-il réellement l'intention de réparer en partie le tort qu'il avait causé, de panser, sinon de guérir, la blessure qu'il avait faite, et de se faire pardonner ainsi par Kaunitz le manque de foi dont il sentait qu'il avait justement encouru le reproche? Voulait-il tout simplement se donner l'apparence d'un esprit de conciliation affecté, faire ressortir, par ce contraste, la raideur et la dureté des exigences britanniques et envenimer ainsi le différend qu'il s'applaudissait d'avoir suscité entre les deux alliés? C'est ce qu'il est difficile de déterminer. On ne peut pourtant se défendre de croire que, des deux suppositions, celle qui prête à l'agent de la France le plus d'adresse et le moins de franchise, étant la plus conforme au caractère que nous lui avons vu déployer, est aussi la plus vraisemblable : car c'est celle qui répond le mieux à la joie maligne qu'il éprouvait (c'est lui qui l'a dit, en propres termes) « d'avoir mis le comble au commencement de méfiance et d'aigreur établies entre les ennemis de la France. »

Les relations entre Kaunitz et Saint-Séverin étaient restées naturellement plus que froides, et à peine polies, depuis la scène assez vive qui avait suivi les explications échangées à la suite de la signature des préliminaires; mais elles ne tardèrent pas à être renouées par l'intermédiaire officieux d'un secrétaire d'ambassade saxon, le baron de Kauderbach, que son ministre, le comte de

Brühl, avait envoyé à Aix pour suivre de près et lui faire connaître la marche de la négociation. Si l'on se souvient de l'ardeur et de la persévérance que Brühl avait mises à préparer le rapprochement de la France et de l'Autriche, on peut comprendre le désappointement qu'il avait dû éprouver en apprenant la rupture survenue entre les représentans des deux cours : d'autant plus que, tenu au courant, sinon des détails, au moins des progrès de leur transaction secrète, il se croyait à la veille de mettre la main sur un résultat si longtemps attendu. Il était dur d'échouer au port. Pénétré du chagrin qu'éprouvait son maître et recevant d'ailleurs journellement la confidence de la douloureuse irritation de Kaunitz, Kauderbach se décida à aller trouver tout droit Saint-Séverin. — Qu'avez-vous fait, lui dit-il, et que sont devenues les espérances de paix et de conciliation que vous nous aviez données? — Puis il lui rappela ce nouveau et grand système politique, déjà plus d'une fois développé à Versailles par le comte de Loos, et à Aix par Kaunitz lui-même, et qui consistait à prévenir la ligue, toujours prête à se former, des puissances protestantes, en lui opposant une union catholique capable d'y tenir tête. Ces grandes vues, dont Saint-Séverin s'était laissé entretenir, dont il avait paru apprécier la portée, avait-il cessé d'y être sensible? Comment ne voyait il pas que les préliminaires, en consacrant, de concert avec l'Angleterre, tous les avantages de la Prusse, préparaient précisément cette union protestante qui, une fois la paix conclue, deviendrait intime et menaçante?

Saint-Séverin le laissa parler sans s'émouvoir, puis il lui affirma que ses sentimens, ni ceux de sa cour, n'étaient nullement changés. — « Mais que voulez-vous, lui dit-il, l'Autriche nous faisait attendre, et de l'autre côté on ne cessait de nous presser. Vous ne croiriez jamais jusqu'où de ce côté-là on poussait les concessions et le désintéressement. On allait au-devant de tous nos désirs. Pouvions-nous manquer une occasion pareille? Tenez-vous encore pour heureux que nous n'ayons pas exigé davantage. Pour peu que j'eusse insisté, je faisais imposer à l'Autriche des conditions bien plus désavantageuses encore, et l'Angleterre aurait tout accepté. Croiriez-vous qu'il s'en est peu fallu que j'aie fait insérer dans les préliminaires la restitution de Gibraltar?

Abordant ensuite les vues générales que Kauderbach avait rappelées, Saint-Séverin n'eut pas assez d'admiration à témoigner pour la justesse et la supériorité d'esprit que Kaunitz avait déployées en les développant. — Et puis quelle noblesse dans toute sa conduite! On ne saurait en faire trop d'éloges, surtout si on la comparait à celle des autres ministres des alliés, car de ce côté il fallait bien

le reconnaître, il y avait eu des manœuvres odieuses de nature à laisser *les plus implacables rancunes*. Pourquoi enfin, dit-il, se préoccuper si fort de telle ou telle clause des préliminaires; ce sont de maigres détails auxquels il ne faut pas s'arrêter. Ces articles sont si vagues qu'on leur fera dire tout ce qu'on voudra. J'en tirerai, moi, ce qui me conviendra. *C'est une cire molle, j'en ferai un chien, un chat, un singe, tout ce qui me plaira.* L'essentiel est qu'on ait confiance dans la France et qu'on lui dise clairement ce qu'on désire. Il est encore temps d'aviser.

Kaunitz avait trop chèrement payé sa confiance dans les complimens et les caresses de Saint-Séverin pour mordre cette fois à l'appât sans précaution. Il se borna donc à engager Kauderbach à continuer la conversation, mais en le chargeant de bien faire comprendre qu'après ce qui s'était passé, ce n'était pas à l'Autriche à parler, mais bien à attendre ce qu'on aurait à lui dire. Puis rendant compte à sa cour de cet étrange entretien, il laissait voir assez clairement sa crainte de donner dans un nouveau piège. — La France, disait-il, a cette fois bien réussi à *brouiller toutes les cartes;* elle a brisé tous les liens qui unissaient entre eux les alliés, elle a levé tous les scrupules qui pouvaient nous faire hésiter à rompre avec les puissances maritimes : elle voit l'Angleterre aux abois; il est tout simple qu'elle veuille profiter d'une situation si adroitement ménagée, mais il faut savoir ce qu'elle en veut tirer. Des paroles dites à voix basse et des promesses vagues ne sauraient nous suffire. — Le tableau était exact et la réserve prudente. Seulement ce qu'avec son sens pratique et la précision un peu lourde de son esprit Kaunitz ne pouvait deviner, c'est que derrière les allures changeantes et les retours capricieux de l'envoyé de France, ne se cachaient réellement aucune espérance, ni aucun calcul d'intérêt. Témoin du désarroi des cours naguère alliées, et heureux de pouvoir l'accroître, Saint-Séverin, à qui ses instructions n'avaient pas permis d'en profiter à son gré, se plaisait faute de mieux à s'en donner le spectacle et à s'en faire un jeu (1).

A Vienne on prit la chose plus au sérieux, et l'ouverture fut accueillie avec plus de confiance et plus d'empressement peut-être qu'elle ne méritait. C'est que, si la brusque signature des préliminaires, succédant à des espérances tout opposées, n'avait pas causé à Marie-Thérèse une surprise moins pénible qu'à son envoyé, l'impression pourtant qui lui restait était différente. Kaunitz était surtout sensible au désagrément personnel qu'il éprouvait d'avoir été ou du moins de paraître dupe des bonnes paroles de Saint-Séverin. Pour Marie-Thérèse, il n'y avait qu'un vrai, un

(1) Kaunitz à Marie-Thérèse, 6-15 mai 1748. (Archives de Vienne.)

seul, un grand coupable, c'était l'envoyé anglais, ou plutôt le cabinet britannique lui-même dont ces préliminaires prétendus improvisés n'avaient fait que mettre au jour les frauduleux desseins, conçus déjà de longue daté. De ce côté tous les soupçons étaient enfin justifiés, et dès lors l'irritation de l'impératrice portée à son comble. Que Saint-Séverin eût manqué d'égards, en se dérobant à la dernière heure à un arrangement presque conclu, qu'importait qu'il eût même usé de ruse pour cacher son jeu : et qu'était-ce auprès du trait bien plus noir de l'Angleterre oubliant une amitié presque séculaire et jetant au vent la foi jurée par vingt traités différens? On pardonne plus volontiers le stratagème d'un adversaire que la trahison d'un ami. Et quelle joie ne serait ce pas pour l'impératrice de profiter à son tour des irrésolutions, des artifices mêmes de la France et de sa politique à double face pour retourner contre cette alliée infidèle l'instrument qu'elle avait forgé et la faire tomber à son tour dans le piège qu'elle avait tendu !

Il faut ajouter que l'impératrice fut appuyée dans cette ligne de conduite un peu hasardeuse par ses meilleurs conseillers. Le vieux Bartenstein, en particulier, entra presque de lui-même dans la pensée, au lieu de repousser les préliminaires en bloc et en principe, d'y pénétrer en quelque sorte pour en modifier le détail, en changer l'esprit et en prévenir les effets. En vieux praticien qu'il était, portant dans les affaires politiques l'esprit de procédure et presque de chicane juridiques, il examina article par article, disséqua en quelque sorte le document, et n'eut pas de peine à y reconnaître les traces d'une précipitation irréfléchie. Des points nécessaires à résoudre avaient été omis, et la difficulté se retrouverait à l'exécution. D'autres avaient reçu une solution imparfaite et obscure qui donnerait lieu entre les contractans à de nouvelles dissidences et peut-être à de longs débats. Dans le cours de ces contestations inévitables, l'Autriche, appuyée comme elle pouvait l'être par l'Espagne (dont la colère à ce premier moment n'était pas encore calmée), trouverait l'occasion de présenter et peut-être de faire prévaloir ces justes griefs. Le tout était de savoir si la France était sérieusement disposée à se prêter à cette métamorphose insensible de l'œuvre qu'elle avait elle-même préparée. C'est ce que Kaunitz fut chargé de tirer au clair, « car en ce cas, lui disait une lettre officielle, il y aurait remède à tout (1). »

L'impératrice développa elle-même cette instruction dans une longue dépêche dont la rédaction confuse était, suivant son habitude, parsemée et comme éclairée par des traits lumineux. Après

(1) Uhlfeld à Kaunitz, 13 mai 1748. — Beer. *Friede von Aachen.* Archives de l'histoire d'Autriche publiées par l'Académie de Vienne, t. XLVII, p. 34.

avoir envoyé à son fidèle agent sa pleine approbation de sa conduite, le rassurant ainsi contre les reproches qu'il se faisait à lui-même : — « Ne perds point courage, lui disait-elle, l'intérêt supérieur de notre service te commande de reprendre possession de toi-même. » — Elle convenait alors qu'il n'y avait plus lieu de se fier « pas *plus aux ennemis jusqu'ici irréconciliables de notre maison qu'à ceux qui s'appelaient nos alliés.* » Aussi elle avait appris avec plaisir que, sous le coup d'une première impression, il s'était exprimé avec vivacité, aussi bien devant lord Sandwich que devant Saint-Séverin, sur l'indignité de leur conduite, et elle comprenait qu'il eût été *blessé dans l'âme par les procédés faux et indécens du ministre français.* « Il est toujours utile, disait-elle, de se montrer sensible à un affront et surtout avec l'Angleterre qui, ainsi que *l'atteste l'expérience des temps anciens et modernes, est toujours prompte à assouvir l'impétuosité de ses appétits* (*Nachdem sie ihre ungestummentheit sättiget hat*). » Mais ce n'était pas une raison pour rompre en visière à ses collègues et briser tous les rapports avec eux. Il ne faut se souvenir des torts déjà ressentis « que pour empêcher qu'en nous croyant indifférens, on ne continue à nous sacrifier. »

Entrant alors elle-même dans la discussion détaillée des articles préliminaires, elle distingue ceux qu'elle pourrait accepter ou sur lesquels elle peut, au moins, passer condamnation, ceux, au contraire, qui la blessent au vif et qu'elle trouve autant que jamais intolérables. Dans la première classe, elle range naturellement tout ce qui intéresse la France et peut servir à ménager son appui, comme l'établissement de l'infant en Italie et les satisfactions données à la république de Gênes. La seconde comprend, est-il besoin de le redire? les faveurs faites, les garanties accordées aux deux grandeurs rivales et détestées que la guerre a fait accroître à ses dépens : à Charles-Emmanuel et à Frédéric. Puisque la France a fait la faute de laisser inscrire ces concessions maudites dans l'acte qu'elle a signé, la princesse ne lui demande plus de s'y opposer directement, mais seulement de s'en désintéresser, de ne pas s'attacher à les maintenir dans l'acte définitif, et de montrer par cette indifférence qu'en tout cas on ne peut compter sur elle pour en assurer l'exécution. C'est de cette indifférence (*gleichgültigkeit*) de la France que Kaunitz doit se procurer la certitude, et c'est le sujet sur lequel il ne faut cette fois tomber dans aucune méprise. Ainsi, avec cette ténacité peu raisonnée qui est souvent un des traits du caractère féminin, le seul qu'on puisse relever dans cette âme virile, c'est toujours sur les mêmes points fixes que sa pensée est tendue, et le double engagement qu'elle n'a pu empêcher la France de prendre, elle veut, au moins, qu'on lui promette de

ne pas le tenir. Une autre recommandation qui n'est pas faite à Kaunitz avec moins d'insistance, c'est de n'accepter à aucun prix, en échange des réclamations de divers genres qu'il aura à présenter, les compensations pécuniaires que l'Angleterre pourrait lui offrir. — « Il vaut mieux, s'écrie-t-elle, se fier désormais à nos propres forces que de mendier l'argent étranger et de rester ainsi dans une éternelle dépendance. Notre maison n'a que trop éprouvé la réalité du proverbe : *Fistula dulce canit.* Les subsides d'Angleterre sont estimés dix fois plus qu'ils ne valent. Pour suppléer aux engagemens qu'elle n'a jamais remplis, nous avons dépensé bien plus que ce qu'elle nous a donné pendant quelques années, malgré l'éclat qu'elle a mis à en faire, aux yeux du public, un odieux étalage (1). »

En exécution de ces instructions, Kaunitz vint déclarer à Saint-Séverin qu'il recevait de l'impératrice les pouvoirs nécessaires pour accéder aux préliminaires, mais seulement en ce qui touchait les différends à régler entre elle et les États avec qui elle était en guerre. Cette adhésion limitée excluait par là même les clauses qui n'intéressaient que le roi de Sardaigne, puisqu'il n'avait pas cessé d'être son allié nominal, et le roi de Prusse, avec qui elle était en paix depuis le traité de Dresde. Quant à ce dernier traité, l'ayant déjà souscrit et ne songeant pas à le violer, elle ne voyait pas par quel motif elle aurait à y donner une adhésion nouvelle. Pourtant, ce traité lui-même, ajoutait Kaunitz toujours au nom de sa souveraine, comme toutes les conventions du monde, comportait des obligations réciproques. En même temps que le roi de Prusse avait reçu la cession de la Silésie, il avait dû s'engager à respecter tout le reste des possessions héréditaires de la maison d'Autriche. L'une de ces obligations n'étant pas moins sacrée que l'autre, l'impératrice ne pouvait croire que, *contrairement à toutes les lois humaines et divines*, les puissances signataires des préliminaires eussent le dessein de les séparer, et n'eussent pas entendu donner à toutes deux une égale confirmation. Que ce point fût bien éclairci, qu'il fût clairement exprimé, que la garantie donnée à la Prusse pour sa conquête était assurée également à l'Autriche pour tout ce qui restait de ses domaines patrimoniaux, et elle consentirait que cet ensemble des dispositions corrélatives prît place dans les actes qui établiraient la paix générale (2).

Une déclaration, posant ces deux réserves, était déjà préparée

(1) Marie-Thérèse à Kaunitz, 14 mai 1748. (Archives de Vienne.) — Je n'ai pu découvrir le sens exact du proverbe auquel l'impératrice fait une si singulière allusion. Ce doit être le commencement d'un vers connu dont la signification était : qu'il ne faut pas se laisser séduire par les doux sons de la flûte.

(2) D'Arneth, t. III, p. 369-370.

et devait précéder l'acte formel d'adhésion aux préliminaires. Kaunitz n'hésita pas à en donner connaissance à Saint-Séverin qui ne fit pas difficulté non plus d'en prendre lecture. Il n'y présenta aucune objection positive, indiqua même quelques modifications à faire qui furent insérées, suivant son conseil. Il ne pouvait se dissimuler cependant que, sous une forme ambiguë, et moyennant quelques précautions de langage qui ne pouvaient tromper personne, la pièce à laquelle il collaborait ainsi avait pour effet d'écarter implicitement un des articles des préliminaires et de donner à un autre une très grave extension et que ces points étaient de ceux auxquels son collègue anglais attachait un prix tout particulier. La manœuvre allait donc assez directement à altérer le texte et encore plus l'esprit de l'acte dont il était lui-même l'auteur principal. Il sentait si bien ce que ce procédé avait de louche, sinon de positivement déloyal, qu'il n'en rendait à son ministre qu'un compte imparfait et très atténué. — « M. de Kaunitz, écrivait-il, m'a témoigné ne vouloir se déterminer que d'après mon conseil. Le rôle est difficile à jouer : je crois m'en être tiré de manière à ne laisser naître aucun soupçon sur notre fidélité à remplir nos engagemens, mais d'une façon à ne pas nous aliéner absolument la cour de Vienne, mais plutôt à l'entretenir dans de certaines dispositions pour la retrouver au besoin. »

Pas un mot de la confidence qu'il avait reçue et de l'accueil qu'il y avait fait. A plus forte raison, n'en donna-t-il aucun avis à Sandwich, avec qui il restait en rapports journaliers, dans des termes d'intimité et de confiance apparens, et qui devait être à cent lieues de soupçonner l'atteinte qu'il laissait porter à leur œuvre commune (1).

Naturellement, quand la déclaration fut communiquée aux envoyés d'Angleterre et de Hollande, ceux-ci se récrièrent et déclarèrent d'un commun accord qu'ils ne pouvaient accepter qu'une adhésion pure et simple et ne se prêteraient à aucune réserve. Obligé à son tour de s'expliquer, Saint-Séverin s'en tira par une équivoque. — « Je pris la parole, dit-il, et je dis que comme Sa Majesté n'avait pris aucune part aux traités de Worms, de Breslau et de Dresde, je ne pouvais rien dire sur ce point et que je m'en tenais à l'accession aux préliminaires. » C'était conclure comme ses collègues, mais en s'appuyant sur un motif que Kaunitz, croyant l'entendre à demi-mot, pouvait prendre pour un encouragement. Aussi ce ministre se borna-t-il à répondre qu'il n'avait rien à retrancher, ni

(1) Kaunitz à Marie-Thérèse, 26 mai 1748. (Archives de Vienne.) — Beer. *Friede von Aachen*, p. 42. — Saint-Séverin à Puisieulx, 24 mai 1748. (*Correspondance de Bréda et d'Aix-la-Chapelle.* — Ministère des affaires étrangères.)

à ajouter à sa déclaration et que c'était à prendre ou à laisser. Réflexion faite, on trouva qu'il valait mieux se contenter d'une acceptation conditionnelle que de s'exposer à une rupture absolue. Acte fut donc donné à Kaunitz de son adhésion, mais en le prévenant d'avance que dans la suite de la négociation on regarderait ses réserves comme nulles et on n'en tiendrait aucun compte. — « Après tout, disait Saint-Séverin à Kaunitz, dans un entretien qui suivit cette conférence, en signant les préliminaires, nous n'avons pas pris l'engagement d'intervenir en Italie à main armée pour y exercer sur vous une contrainte, et ce ne sont pas les flottes anglaises que vous avez à y craindre. » Et il laissa entendre qu'il était mandé à Compiègne pour entretenir verbalement de la situation le roi et ses ministres, et que c'était là à peu près le langage qu'il comptait leur tenir. Il est vrai qu'au même moment, il affirmait à Sandwich que son voyage n'avait pas, dans sa pensée, d'autre but que de préparer les mesures qu'ils auraient à prendre en commun, si l'Autriche persistait dans son attitude de résistance et de réserve (1).

Ces paroles étaient consolantes et se rapprochaient assez de la promesse d'*indifférence* que désirait l'impératrice et que Kaunitz était chargé d'obtenir. Ce n'étaient pourtant que des paroles, et le moindre écrit aurait mieux valu. C'est à quoi il paraîtrait que Kaunitz réfléchit, mais un peu tard, quand il eut laissé partir Saint-Séverin pour se rendre à l'appel royal et alors qu'il eût été difficile de courir après lui. Mais Saint-Séverin avait laissé à Aix en son absence, pour veiller aux affaires, son secrétaire d'ambassade Tercier, que j'ai déjà nommé et à qui une capacité reconnue avait valu (on le savait) la pleine confiance de son chef. Ce fut à ce modeste agent que, faute de mieux, Kaunitz crut devoir s'adresser, en usant avec lui d'une ouverture de cœur qui ne laissa pas de l'étonner un peu. Il fallait, lui dit-il, que l'on sût enfin à quoi s'en tenir sur ce que voulait la France. L'Autriche ne pouvait continuer *à marcher à l'aventure* et elle devait se former, ce que dans la langue diplomatique du temps on appelait *un système*. Si ce n'était pas avec la France, ce serait donc avec ses anciens alliés qu'elle devrait lier de nouveau sa partie, et il ne manquerait pas de gens qui la pressaient d'y revenir. Mais pourquoi donc la France tiendrait-elle à ce qui pouvait accroître la situation du roi de Sardaigne? Est-ce que le traité de Worms n'avait pas été fait contre elle dans la *ferveur de la guerre* et avec le dessein avoué d'exclure la maison de Bourbon d'Italie? Et est-ce que la France ne voyait

(1) Sandwich à Newcastle, 19 mai 1748. — *Treaty papers*. — *Record office*. — Beer, p. 42. — Kaunitz à Marie-Thérèse, 26 mai 1748.

pas que depuis ce jour-là le roi de Sardaigne était devenu *la marotte de l'Angleterre :* « Quant à nous, ajouta-t-il, nous offrons à la France une réconciliation loyale et solide : l'établissement de l'infant Philippe deviendra par notre concert aussi sûr que stable : nous lui servirons pour ainsi dire de garde du corps et... nous ne demandons qu'une seule chose à la France qu'il lui est très facile de nous accorder, c'est de ne prendre aucune part à ce qui se fera relativement à l'exécution du traité de Worms... Ce sera à nous à voir ce qu'il nous conviendra de faire, et nous n'aurons pas même besoin de recourir à des voies de fait : car le pays est tout ouvert, et la citadelle de Plaisance est la seule place de quelque défense,.. mais il nous faut quelque chose de plus que des paroles, et c'est jusqu'à présent tout ce que j'ai pu donner à ma cour. Quelque illimités que soient les pouvoirs qu'elle m'a donnés et quelque confiance qu'elle ait en moi, cependant comme dans les cours les sentimens sont différens, je voudrais bien que l'on pût ne me rien reprocher... Pour offrir donc des sûretés à ma cour, je voudrais que le comte de Saint-Séverin me donnât un écrit en forme de déclaration de lettre ou de quelque autre manière que ce soit, car je me prêterai à la forme qu'il voudra choisir,.. qui nous donnât l'assurance que nous avons les mains libres et que ni la France, ni ses alliés ne s'opposeront à ce que nous voudrons entreprendre. » Et ce disant, il tira de sa poche un petit papier écrit d'avance et portant que « Sa Majesté Très Chrétienne n'avait pris aucune part aux traités de Worms, de Breslau et de Dresde et que, par conséquent, par les articles des préliminaires où il est fait mention des cessions déjà faites par Sa Majesté l'impératrice, Sa Majesté Très Chrétienne n'entend point avoir rien ajouté ni ôté à la valeur de ces cessions. »

La communication ainsi faite dépassant par sa nature même la compétence d'un simple chargé d'affaires, Tercier n'avait qu'à s'incliner en promettant de la transmettre. Mais c'était un esprit droit et simple, nullement mêlé, et probablement n'entendant rien aux finesses de son supérieur ; il avait prêté sa plume réputée très habile à la rédaction des préliminaires ; c'était lui qui avait été envoyé pour en porter le texte à Versailles. L'idée d'en altérer le sens naturel par une sorte de restriction mentale imaginée après coup lui causa une surprise qu'il eut peine à dissimuler : et effectivement, sans y être préparé d'avance, il était difficile de comprendre par quelle subtilité de conscience on pourrait souscrire une convention d'une main et de l'autre prendre l'engagement d'en laisser annuler, en fait, une des clauses les plus importantes (1).

(1) Tercier à Puisieulx, 15 juin 1748. (*Conférence de Bréda et d'Aix-la-Chapelle.* — Ministère des affaires étrangères.)

L'expédition aussitôt faite par Tercier ne rejoignit pourtant pas Saint-Séverin à Compiègne, où on ne le garda que quelques jours. Mais il est certain qu'il n'aurait fait aucun effort pour obtenir la permission de mettre sa signature au bas d'un acte pareil à celui que Kaunitz essayait de tirer de lui. Outre qu'il n'avait certainement nulle envie lui-même de laisser une pièce d'une nature si compromettante entre les mains d'un confident qui avait tout intérêt à en user sans discrétion, une fois à Compiègne, il n'avait pas été longtemps à reconnaître qu'une telle proposition ne trouverait aucun accueil pas plus auprès du roi que du ministre. L'un et l'autre, préoccupés avant tout de mener à fin une conclusion qui n'avait que trop tardé à leur gré, écartaient tout ce qui pouvait ouvrir la porte à de nouveaux débats. C'est le propre des caractères irrésolus, une fois que les circonstances les ont obligés à prendre un parti, de repousser avec une sorte d'effroi tout ce qui pourrait les replonger dans les difficultés dont ils sont sortis. Puisieulx, en particulier, informé par le ministre saxon, le comte de Loos, du dépit qu'éprouvait l'Autriche et des expédiens auxquels elle essayait de se rattacher dans sa détresse, avait déjà refusé absolument de donner à ces espérances un mot d'encouragement : « M. de Kaunitz, écrivait-il dès le 21 mai, a écrit une lettre très forte au comte de Loos, ce dernier est venu exprès ici pour m'en faire la lecture. Elle porte que le roi doit être satisfait des coups qu'il a portés depuis quinze ans à la maison d'Autriche. Sa Majesté est trop généreuse pour la réduire au point de se trouver peut-être par la suite obligée de la relever. Cette lettre est remplie d'aigreur contre l'Angleterre et contre le roi de Sardaigne... Le comte de Loos m'a dit encore que la reine de Hongrie souhaiterait qu'on la laissât agir contre le roi de Sardaigne en Italie pour reprendre tout ce qui avait été cédé par le traité de Worms et qu'alors maîtresse de tous les États qui devaient former l'établissement de l'infant, elle les remettrait dans la main de Sa Majesté... et cet ambassadeur m'a prié d'aider la cour de Vienne de mes conseils dans une circonstance si critique. J'ai reçu cette déférence avec la modestie qui me convenait. Je lui ai répondu que, me mettant pour un moment à la place de la cour de Vienne, je sentais toute l'amertume de la situation où elle se trouvait par sa faute, que je croyais qu'elle n'avait rien de mieux à faire pour le présent que de ne montrer aucune aigreur à ses alliés, d'accéder aux préliminaires et d'attendre de l'adoucissement du temps et des circonstances. Je lui ai déclaré que le roi ne ferait rien sans le concours de l'Angleterre tant sur ce qui avait rapport à l'Italie que sur les autres articles des préliminaires... Il me paraît, ajoutait-il, que la cour de Vienne est convaincue que l'Angleterre cherchera désormais l'alliance du roi de Prusse de

préférence à la sienne, et ce système, qui ne peut être encore qu'en perspective, a déjà commencé depuis quelque temps à faire faire de sérieuses réflexions à la reine de Hongrie, et cette appréhension vraie ou fausse peut nous servir utilement : mais il faut pour en tirer parti que nous ayons l'air d'ignorer tout cela. »

Sur un esprit ainsi disposé, on peut juger quelle impression avait dû produire la déclaration pleine de restrictions et de réserves dont l'Autriche avait fait précéder son accession aux préliminaires : « C'est la pièce la plus captieuse, s'était-il écrié, qui soit sortie de la boutique de Bartenstein. » Saint-Séverin ne fut pas pressé, on le conçoit, de se vanter d'y avoir mis la main. Il aurait craint de s'attirer cette réponse méritée : c'est que, s'il y avait dans les préliminaires des articles dont l'Autriche pouvait réellement se plaindre, c'était en les rédigeant qu'il aurait dû y songer, et qu'il était trop tard pour réparer l'imperfection de son œuvre par des voies obliques et des interprétations subtiles (1).

Aussi dut-il revenir à Aix-la-Chapelle, ne rapportant rien qui répondît à l'attente impatiente de Kaunitz et aux espérances qu'il lui avait laissé concevoir. En revanche, des propos flatteurs, des complimens empressés pour lui et sa souveraine de la part du roi, du ministre et de toute la cour, y compris M[me] de Pompadour, il en revenait, dit-il, les mains pleines et, effectivement, il s'en montra prodigue. Tout le monde regrettait, assura-t-il, les malentendus qui avaient divisé les deux cours et les fausses mesures auxquelles le dernier ministre s'était laissé entraîner, contrairement aux véritables intérêts de la France ! A l'avenir, il fallait vivre des deux parts sur un pied de confiance et de cordialité réciproque, et la France, pour sa part, était décidée à travailler, non-seulement au maintien, mais à l'agrandissement de la maison impériale. Mais, pour le présent, les préliminaires étant signés, il fallait les exécuter, l'honneur du roi ne lui permettant pas de rien faire qui parût tendre à en éluder l'obligation.

A part cet objet, sur tout autre point la France était prête à rendre à l'Autriche tous les services qui étaient en son pouvoir, et il en était un en particulier qu'elle offrait tout de suite et de grand cœur. On avait de bonnes raisons de croire que le roi de Prusse songeait à embrasser la religion catholique et qu'il avait même fait prier le pape de lui envoyer deux missionnaires pour l'éclairer. Cette conversion ne pouvait avoir d'autre but que de préparer une candidature à la dignité impériale au détriment du jeune archiduc qui n'était pas encore déclaré roi des Romains : la France

(1) Puisieulx à Saint-Séverin, 22-26 mai 1748. (*Correspondance de Bréda et d'Aix-la-Chapelle.* — Ministère des affaires étrangères.)

était décidée à s'opposer formellement à la réalisation d'un tel dessein.

C'était une étrange manière de détourner la conversation, et la promesse d'un concours contre un danger lointain et probablement imaginaire était une mince compensation au refus de toute assistance immédiate contre un grief présent. Kaunitz eût été excusable de n'y voir qu'une plaisanterie d'un goût médiocre. Il se borna à dire qu'il croyait volontiers que le roi de France ne songerait pas à disputer la dignité impériale à l'Autriche pour en faire don à un souverain dont la puissance serait bien plus à craindre pour les intérêts de sa couronne et les libertés germaniques, et il se retira à la fois piqué et découragé (1).

Ce n'était pas le compte de Saint-Séverin, à qui quelques mots jetés par Kaunitz, dans son entretien avec Tercier, avaient fait craindre que l'Autriche, si on la poussait à bout, ne finît par se rejeter dans les bras, ou plutôt aux pieds de ses anciens alliés, et n'obtînt d'eux quelques concessions qui lui permettraient de rentrer en grâce. Cette réconciliation entre les ennemis de la France (si elle avait lieu) lui enlèverait précisément le seul fruit véritable qu'il se vantait, on l'a vu, d'avoir tiré de sa négociation. Il lui importait donc de tenir Kaunitz en espérance et en quelque sorte en haleine; mais la difficulté était de le faire revenir après s'être vu contraint de lui refuser la seule chose qu'il demandât, et qu'il mît du prix à obtenir. L'occasion naturelle se trouva pourtant, et Saint-Séverin ne perdit pas un moment pour la saisir.

Bartenstein avait bien jugé quand il prévoyait que les signataires des préliminaires auraient quelque peine à s'entendre sur bien des points que, dans leur hâte à conclure, ils avaient négligé de tirer au clair; une dissidence de ce genre s'éleva en effet au sujet de la date qui devait servir de point de départ à la restitution réciproque des provinces conquises. La France voulait en faire remonter les effets au jour de la signature des préliminaires : l'Angleterre, tenant à garder le plus longtemps possible ses conquêtes maritimes, demandait à retarder l'exécution jusqu'à la conclusion du traité définitif : on pouvait la soupçonner de vouloir ainsi se ménager le temps d'achever la démolition des défenses qui protégeaient le Cap-Breton et le fort de Louisbourg : opération qui, soustraite par la distance à toute surveillance, pourrait être menée à fin sans qu'on en fût même prévenu. Le dissentiment ne put rester

(1) Kaunitz à Marie-Thérèse, 25-29 juin 1748. — Beer, p. 45, 46. — Il paraîtrait que l'idée de la conversion de Frédéric fut alors généralement répandue. On la trouve mentionnée dans les correspondances du ministre d'Angleterre en Russie.

longtemps secret parce qu'au même moment le roi d'Angleterre, profitant de l'armistice, venait visiter son cher électorat de Hanovre en compagnie de son premier ministre, et Sandwich, désirant vivement trouver un moyen de conciliation, prit le parti d'aller demander à ses supérieurs de nouvelles instructions. Ce départ donna lieu à beaucoup de commentaires, et on put croire un moment que, si un arrangement n'intervenait pas à la satisfaction des deux parties, une rupture aurait lieu qui remettrait tout en question.

Saint-Séverin n'éprouvait, en réalité, aucune inquiétude véritable sur l'issue de ce débat, car Sandwich, dont les bonnes dispositions lui étaient connues, n'avait pas craint de lui dire que son roi, ne jouissant pas du même pouvoir despotique que le roi de France et les autres souverains d'Europe, était souvent obligé, pour ménager l'opinion de son peuple, de faire des démonstrations qui ne tiraient pas à conséquence : il s'était fait fort de revenir avec un moyen d'accommodement. Mais le seul bruit répandu d'une rupture possible fournissait à Saint-Séverin le prétexte qu'il désirait pour rechercher Kaunitz dans la retraite où il ne voulait pas le laisser s'affliger et s'aigrir plus longtemps. L'officieux intermédiaire saxon était toujours à son service, et il ne fallut qu'un signe pour le faire revenir.

M. de Kaunitz, dit-il à Kauderbach, nous a demandé une chose impossible et qu'on a dû lui refuser. La France ne peut se prêter à rien de ce qui ferait mettre en doute sa bonne foi dans l'exécution des conventions qu'elle a signées. Mais si d'autres puissances venaient d'elles-mêmes à manquer à l'engagement pris, la chose serait bien différente, et la France, retrouvant sa liberté, pourrait se retourner vers d'autres alliances. Seulement, ajouta-t-il, le cas serait très grave, car la reprise de la guerre avec l'Angleterre, qui en serait la conséquence, amènerait la perte des colonies et la ruine du commerce français : il faudrait donc que la France trouvât un équivalent aux risques qu'elle aurait à courir et aux sacrifices qu'elle pourrait faire. Saint-Séverin, paraissant alors s'abandonner à son imagination, traça sous une forme hypothétique un plan de partage absolument différent de celui qu'avaient consacré les préliminaires, et à l'avantage commun de la France et de l'Autriche. — On pourrait, disait-il, laisser à Marie-Thérèse tout ce qu'elle réclamait en Italie, même Parme et Plaisance, en donnant à l'infant la Savoie et Nice en apanage, et en attribuant à la France quelques places fortes des Pays-Bas, principalement choisies, comme Maëstricht, parmi celles qui dépendaient de la Hollande. Paraissant alors se monter et se découvrir de plus en plus, il entra dans certains détails d'exécution. Il faudrait, dit-il, que l'impératrice obtînt de la Russie, son alliée, la promesse de tenir en respect le roi de

Prusse, pour l'empêcher de venir prêter appui aux puissances maritimes. Kauderbach, qui écoutait tout oreilles, mais un peu étourdi, demanda alors s'il devait faire part à Kaunitz de ces vastes et nouvelles perspectives. Saint-Séverin n'hésita pas à l'y engager, mais sous la condition expresse qu'il donnerait le plan tout entier comme une idée à lui personnelle et en se gardant de dire qu'il parlait au nom de la France ou de son envoyé.

D'ordinaire, de telles recommandations sont enfreintes par ceux qui les reçoivent, et ceux qui les donnent ont rarement la naïveté de croire qu'elles seront respectées. Il était difficile de supposer d'ailleurs que Kaunitz pût s'y méprendre et prêtât à l'humble secrétaire d'une petite puissance le dessein ambitieux de remanier, même en pensée, les territoires et les frontières des grands États. Kauderbach n'eut donc rien de plus pressé que de faire savoir, ou du moins de laisser entendre de quelle part il venait. Mais il trouva Kaunitz plongé dans un abattement profond et accueillant toute parole qui portait la marque d'origine française avec un sourire d'incrédulité mélancolique. Au premier mot qui lui fut touché d'un dédommagement à réclamer par la France en échange de l'offre conditionnelle de son alliance : — Et où voulez-vous que je le prenne? amis et ennemis se sont entendus pour nous dépouiller. Où trouverions-nous quelque chose encore à céder? — Kauderbach lui fit entendre que l'Autriche pourrait bien obliger la France sans lui donner rien du sien. — Êtes-vous donc si contens, dit-il, de la Sardaigne et de la Hollande que vous craigniez de faire une affaire à leurs dépens?

L'idée ainsi présentée parut faire sortir l'Autrichien de sa torpeur. — C'est une autre affaire, dit-il, bien que toujours avec un accent de défiance; vous me parlez d'inaugurer un système tout à fait nouveau en Europe et qui vaut la peine que j'entretienne ma cour. Je vais lui envoyer un exprès pour l'en informer. — Kauderbach se retira en lui recommandant une discrétion absolue dont il ne lui avait pas lui-même donné l'exemple.

Saint-Séverin se doutait si bien que la responsabilité de cette démarche aventureuse lui serait imputée et que de Vienne la nouvelle en serait renvoyée à Versailles, qu'il ne crut pas cette fois nécessaire d'en faire mystère à son ministre. Il prit donc les devans pour l'en informer sans trop de détour, mais en insistant sur ce point qu'il n'avait agi et parlé que dans la supposition d'une rupture menaçante avec l'Angleterre et en vue de se ménager une parade et une représaille à cette infidélité. « D'ailleurs, disait-il, Kauderbach est un garçon sage et adroit... je n'avais aucun risque à m'ouvrir à lui sur une simple idée qui n'engage à rien. » Et Puisieulx ne s'étant montré qu'à moitié rassuré par cette précau-

tion : — « Ne soyez point inquiet, lui répétait-il, de ce que j'ai fait dire par Kauderbach ; nous ne sommes engagés et compromis en rien. Je suis de votre avis qu'il faut, de préférence à tout, suivre le plan que nous avons formé, mais je ne crois pas qu'il y ait inconvénient à jeter des propos qu'on peut suivre ou abandonner suivant que le cas l'exige (1). » Et il ajoutait, en même temps, que Sandwich était de retour, apportant sur le point débattu entre eux une concession à peu près complète du cabinet anglais. Dès lors, la prévision d'une rupture n'étant pas réalisée, la démarche qu'il avait faite pour s'y préparer tombait d'elle-même.

L'effet n'en était pas moins obtenu. Kaunitz, sans ajouter beaucoup de foi à une ouverture trop séduisante pour être bien sérieuse, n'en était pas moins obligé d'attendre ce qu'on en penserait à Vienne. L'idée d'un rapprochement avec l'Angleterre (si jamais il l'avait conçue) était par là même éloignée ; et quant à l'impératrice, prompte à se rattacher à tout ce qui lui laissait l'espérance de satisfaire ses ressentimens, elle était confirmée dans la pensée qu'elle avait tout profit à gagner du temps, l'union dirigée contre elle pouvant d'un jour à l'autre se dissoudre d'elle-même par le désaccord de ceux qui l'avaient formée. Kaunitz dut donc continuer par son ordre à faire naître une série de difficultés dans le dessein évident d'éluder et de retarder indéfiniment toute conclusion.

Ce fut d'abord une difficulté de forme. A quoi bon, dit-il, un traité général, signé en commun par toutes les puissances et prétendant trancher par un acte d'ensemble toutes les questions pendantes? Pourquoi ne pas recourir plutôt à des conventions particulières entre les divers États belligérans, réglant entre eux, isolément, et chacun en tête à tête avec son rival et son adversaire de la veille, les points qui les intéressent et qui les divisent? Le motif de cette préférence pour un mode de négociation si compliqué n'était que trop visible : c'était toujours le désir d'écarter ces engagemens collectifs que l'Autriche ne voulait pas subir. Et effectivement, on ne voit pas dans quelle convention particulière aurait pu trouver place la garantie promise aux cessions territoriales des traités de Dresde et de Worms. Il n'y avait donc aucune chance que ceux qui avaient repoussé cette pensée sous la forme des réserves mises à l'accession des préliminaires y fissent meilleur accueil, quand elle reparaissait sous une autre tout à fait équivalente. Mais Kaunitz pouvait pourtant invoquer, en faveur du procédé qu'il récla-

(1) Saint-Séverin à Puisieulx, 26 juin, 6 juillet 1748. (*Conférence de Bréda et d'Aix-la-Chapelle.* — Ministère des affaires étrangères.) — D'Arneth, t. III, p. 374. — Beer, p. 47.

mait, tous les précédens et tous les souvenirs diplomatiques, entre autres les plus récens et les plus chers à l'Angleterre, ceux de la paix d'Utrecht, qui n'avait pas donné lieu à moins de neuf traités différens entre tous les intéressés de la succession d'Espagne. Il croyait donc sa cause si bonne à défendre que, d'avance, il se faisait envoyer de Vienne un traité tout rédigé en dix-huit articles qu'il offrait à la France de signer directement avec l'Autriche, et le remettant à Saint-Séverin, il lui fit remarquer que, si l'Angleterre en prenait connaissance, elle ne verrait rien qui pût l'offenser, car elle restait pleinement libre de régler de même ses intérêts avec qui et comme il lui conviendrait. Saint-Séverin reçut la pièce, mais sans lui promettre cette fois de la faire agréer, et peut-être que Kaunitz n'y comptait pas (1).

Une prétention plus embarrassante, parce qu'elle reposait sur des motifs valables, fut celle qu'il émit au sujet de la restitution promise des Pays-Bas. L'Autriche entendait rentrer dans la possession pleine et entière de ces provinces, et la France avait toujours déclaré ne les avoir reçues et ne les garder qu'en dépôt. De ce côté, par conséquent, il n'y avait nulle contestation, ni à élever, ni à craindre. Mais j'ai déjà eu occasion de rappeler que, par un arrangement diplomatique qui avait suivi la paix d'Utrecht, l'Autriche avait reconnu à la Hollande le droit de tenir garnison dans la plupart des forteresses flamandes, afin de constituer ainsi une *barrière* (c'était l'expression consacrée) qui défendît la république contre toute agression de la France. Kaunitz déclara au nom de sa souveraine qu'il ne consentirait pas au renouvellement de ce singulier privilège, et il donna pour motif de son refus que, la plupart de ces forteresses ayant été déjà démolies à la suite de la conquête française, leur possession était devenue sans importance : d'ailleurs, elles avaient toutes cédé si facilement aux premières attaques de Maurice de Saxe que l'impuissance et la vanité de la précaution prise par la Hollande pour sa défense étaient suffisamment démontrées. La raison était bonne, mais ce n'était pas la véritable. En réalité, quand cette fameuse barrière avait été dressée, Autriche, Angleterre et Hollande sortaient d'une lutte acharnée sou-

(1) Saint-Séverin à Puisieulx, 16-23 juillet, 2 août 1748. (*Correspondance de Bréda et d'Aix-la-Chapelle.* — Ministère des affaires étrangères.) — Beer, p. 46-53-170-175. — Cet écrivain donne le texte même du traité proposé, et ce qui prouve la ténacité des espérances de Marie-Thérèse, c'est qu'à ce texte étaient ajoutés deux articles secrets ayant encore pour but d'obtenir de la France la promesse de ne pas concourir à l'exécution du traité de Worms. Kaunitz savait si bien, par une première épreuve, qu'il ne pouvait rien obtenir de pareil qu'il se hâta, sur la prière de Saint-Séverin, de biffer lui-même ces deux articles : « Seulement, dit-il, ne nous mettez pas le couteau sur la gorge pour cette exécution. C'est tout ce que nous vous demandons. »

tenue ensemble contre la France : toute mesure était bienvenue qui les préserverait d'un nouvel assaut de l'adversaire commun. Tout se passait en famille, chacun ayant même intérêt et même crainte. Mais dans les termes où de part et d'autre aujourd'hui on se préparait à rester, un pareil accord n'était plus possible et l'apparence même en semblait dérisoire. Aux yeux de l'impératrice irritée, la Hollande n'était qu'un satellite de l'Angleterre, complice de ses trahisons ; au moment où elle recherchait l'amitié de la France, admettre dans ses murailles les soldats du gendre du roi George, c'était se donner à elle-même des gardiens dont la surveillance allait être très incommode, et il y avait même telle hypothèse déjà prévue où ce serait loger l'ennemi dans la place. Mais par cette même raison, la république, soupçonnant vaguement ces mauvais desseins, n'en était que plus pressée de se garantir contre les chances d'un mauvais voisinage. Le stathouder fit donc défense à son envoyé de rien céder sur ce point capital, et Kaunitz maintenant son exigence, la négociation se trouva absolument en arrêt devant un obstacle en apparence infranchissable (1).

Que faire, en effet, du moment où l'Autriche ne voulait pas prendre livraison des Pays-Bas sous la condition que d'autre part on persistait à lui imposer ? A qui pouvait-on en faire remise ? A quel titre demander à la France de commencer l'évacuation qu'elle avait promise et de se dessaisir de ce précieux gage sans lui faire savoir dans quelles mains elle le laisserait ? Et cependant l'échange réciproque des restitutions étant la base même sur laquelle reposait tout l'échafaudage des préliminaires, tant qu'un soldat français restait en Flandre, l'Angleterre ne voulait pas lâcher prise en Amérique. On espéra bien, un instant, obtenir que la France remît sa conquête en dépôt entre les mains de a Hollande ; mais la France n'avait pas eu assez à se louer de la république pour lui donner une telle marque de confiance. Personne ne voulant ainsi faire le premier pas, tout se trouvait paralysé.

Ce n'était pas tout, ni le seul inconvénient de ce retard indéfini. Tant que l'acte formel n'était pas conclu, la paix n'existait encore qu'en expectative et en espérance : l'humanité commandait bien de suspendre les opérations militaires, mais la prudence ne conseillait pas moins impérieusement de ne pas se dessaisir des moyens de les reprendre, si l'accord préparé venait à ne pas se réaliser. Un armistice, le mot l'indique, n'a jamais permis de désarmer. Chacun garde ses positions et reste en éveil pour se préparer à

(1) Coxe. *Pelham administration*, t. Ier, p. 450. — Saint-Séverin à Puisieulx, 24 juillet 1848. (*Correspondance de Bréda et d'Aix-la-Chapelle.* — Ministère des affaires étrangères.) — Beer, p. 54.

tout événement et se préserver de toute surprise. Point de difficulté pour les troupes qui de part et d'autre restaient en présence sur les deux rives de la Meuse. Mais que faire de ces étranges auxiliaires qu'on avait appelés de si loin, à si grands frais, en proclamant si haut que leur apparition au jour du combat serait nécessaire autant que décisive ? Fallait-il renvoyer les Russes dans leurs solitudes lointaines, au risque de ne plus les retrouver au cas peu probable, mais toujours possible, d'une reprise d'hostilités ? Mais les arrêter en pleine marche au centre de l'Allemagne, dans des campemens improvisés, imposer aux populations déjà mécontentes le poids incommode de leur présence, était-ce possible ? Pouvait-on abuser à ce point d'un simple droit de passage et mettre à si forte épreuve la tolérance du corps germanique ? Il était dur pourtant de laisser ces troupes avancer, quand chaque jour de marche était une lettre de change tirée sur le trésor anglais, et accroissait d'avance les frais du retour à opérer, après une course probablement inutile. L'embarras était grand, d'autant plus qu'il ne fallait pas compter, pour en rendre la charge moins lourde, sur la bonne grâce et l'obligeance de la tsarine.

Cette capricieuse princesse ne s'était décidée, après bien des hésitations, à se mettre en mouvement, que parce qu'on avait grandi à ses yeux l'importance du rôle qu'elle allait jouer, en mettant par un coup d'éclat un terme aux souffrances des peuples. Elle y avait pris goût et ne renonçait qu'à regret à faire cette entrée brillante sur la scène diplomatique et militaire de l'Europe. La signature imprévue des préliminaires lui avait causé une vive contrariété et presque autant qu'à elle, à son chancelier Bestouchef et au ministre anglais accrédité à sa cour, lord Hyndfort, qui, après l'avoir provoquée à se mettre en avant, se trouvait fort déconcerté par le brusque revirement de sa cour. Aussi, ministre, souveraine et ambassadeur travaillaient-ils de concert à tout entraver. A tout le moins la tsarine aurait-elle voulu, en récompense du concours qu'on avait exigé d'elle, être représentée au congrès, mettre sa signature à côté de celle de ses frères en royauté qui ne l'avaient jamais traitée en égale, et acquérir ainsi droit de cité parmi les puissances civilisées : honneur que n'avait pas eu en partage même le grand Pierre, son illustre père. Pour maintenir cette prétention que l'Autriche appuyait, que l'Angleterre ne décourageait pas, mais que la France combattait résolument, il lui importait d'être présente et de faire sentir sa main jusqu'à la dernière heure ; aussi, ne négligeait-elle rien pour rapprocher ses troupes du lieu où se jouerait le dénoûment du grand drame, et on put remarquer que ses soldats n'avaient jamais avancé plus rapidement que depuis qu'au

rendez-vous où ils avaient hâte d'arriver, ils n'étaient plus attendus, ni désirés par personne (1).

Cette attitude des Russes qu'on voyait se porter en avant d'un pas précipité, comme pour arriver à temps sur un champ de bataille au moment où tout le monde croyait à la paix conclue, — ce retard inexplicable d'une solution qu'on avait saluée d'avance comme certaine, répandirent bientôt dans toute l'Europe un trouble et un malaise général, d'autant plus qu'on apprenait en même temps que l'Autriche rassemblait des troupes sur le Tessin, et paraissait prête à les mettre en campagne. Le but de cette démonstration ne pouvait être (nous le savons), de la part de l'impératrice, que de se préparer à défendre contre le roi de Sardaigne, ou à reprendre sur lui les territoires qu'elle se repentait de lui avoir cédés. Mais pour ceux qui ne connaissaient pas ce dessous de cartes, on pouvait croire que, ne s'étant pas fait comprendre dans l'armistice, elle méditait quelque coup de main, et Richelieu, toujours enfermé dans Gênes, aussi bien que Belle-Isle qui avait enfin été prendre le commandement de l'armée d'Italie, se mettaient en garde pour ne pas se laisser surprendre. On entendait ainsi de tous côtés le bruit des armes et on se voyait prêt à rentrer dans les épreuves dont on se croyait sorti. C'était une consternation universelle, et de toutes parts on se retournait vers les signataires des préliminaires pour leur demander compte des fausses espérances qu'ils avaient fait naître et de l'attente dans laquelle ils laissaient languir ceux qui s'étaient fiés à leur parole (2).

Saint-Séverin était peut-être moins troublé qu'un autre d'une émotion qu'il avait dû prévoir, et dont la cause était en partie imputable aux encouragemens secrets qu'il avait donnés à la résistance de l'Autriche. Mais il n'en était pas de même de ses associés Sandwich et Bentinck, qui se sentaient compromis aux yeux de leurs concitoyens et placés, par le retard qui suivait leurs promesses, dans une position fausse dont ils avaient hâte de sortir. Leur impatience contre les difficultés suscitées par l'Autriche (dont ils ignoraient l'origine) était très vive et s'exprimait en termes amers. Ils demandaient instamment qu'à tout prix on en finît, et, pour couper court à toute hésitation, qu'on procédât à l'acte définitif, comme on avait fait pour la convention provisoire, c'est-à-dire en recevant tout de suite les signatures qui seraient prêtes et en laissant le

(1) Coxe. *Pelham administration.* — Frédéric à Chambrier, 15 juin 1748. — (Ministère des affaires étrangères.) — *Pol. Corr.*, t. v, p. 3. — Droysen, t. III, p. 477. — Le ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg dit qu'on a été frappé de la signature des préliminaires comme par un coup de tonnerre.

(2) Coxe. *Pelham administration*, t. Iᵉʳ, ch. XVII, et t. II, ch. XVIII.

protocole ouvert pendant un délai fixé d'avance pour l'accession des dissidens. Nul doute, suivant eux, que l'Autriche, devant ce parti nettement pris, ne finît par se résigner, surtout si on lui faisait entendre qu'on pourrait se passer d'elle, en cédant les Pays-Bas en apanage à l'infant. Le moyen était énergique et, suivant toute apparence, la menace seule aurait suffi : mais le conseil, pour être suivi, avait besoin d'un agrément sur lequel on croyait avoir droit de compter et qui, au dernier moment, ne put être obtenu.

Ce fut le roi d'Angleterre qui se refusa absolument à faire un pas de plus dans une voie où il n'était entré qu'à regret, comme contraint et forcé. Le rapprochement avec la France, fait à l'insu et aux dépens de la plus ancienne alliée de l'Angleterre, renversait toutes ses habitudes et choquait toutes les préventions dans lesquelles son esprit étroit était nourri dès l'enfance. Son ministère anglais l'y avait difficilement converti, en lui parlant au nom d'un parlement qui tenait les clés de son trésor épuisé. Mais dès que la mer le séparait de ses conseillers britanniques, il repassait sous le joug de son ministère hanovrien bien plus cher à son cœur, et lui parlant un langage plus conforme à ses sentimens. Ces confidens, dont les sympathies pour l'Autriche s'étaient manifestées à plus d'une reprise pendant la guerre, n'eurent pas de peine à lui persuader que, la France étant ennemie héréditaire et l'Autriche une amie de longue date, il fallait se garder, par un excès de rigueur et par une injure qui laisserait de longs ressentimens, de convertir une dissidence passagère en une rupture durable. La crise du jour passée, il fallait garder la porte ouverte pour revenir à ce que George appelait lui-même son *vieux système*, la coalition antifrançaise qui avait fait, depuis le commencement du siècle, la force et la sécurité de sa dynastie.

Le premier ministre Newcastle, qui accompagnait le roi et qui avait toujours partagé ou flatté ses préférences, entra aisément dans la même pensée, et la conséquence fut qu'au lieu de l'autorisation de conclure sans délai, Sandwich reçut l'interdiction de pousser les choses à l'extrême et l'ordre de prendre avec Kaunitz un ton plus affectueux pour chercher de concert avec lui un terrain de conciliation. L'instruction assez sèche lui laissait voir qu'on le soupçonnait de s'être laissé séduire par l'envoyé de France et de subir aveuglément son influence (1).

La réprimande, qui ressemblait à un désaveu tardif, causa à Sandwich et à son collègue hollandais, qui ne se séparait plus de lui, un effet égal de colère et de désespoir. Bentinck s'écria que tout était perdu, qu'il n'y avait rien à faire avec des gens dont l'humeur

(1) Coxe. *Pelham administration*, t. Ier, ch. XVII, t. II, ch. XVIII.

variait tous les jours, et qu'il retournait à La Haye, ne voulant plus se mêler de rien. On peut juger quelle impression produisait, dans les cercles bruyans de la Hollande, l'éclat de cette retraite précipitée. Chez Sandwich, très piqué du reproche qui lui était fait, la fierté du pair d'Angleterre se montra plus résistante : il n'hésita pas à en appeler du Hanovre à Londres, et du premier ministre au chef de la majorité parlementaire. Il écrivit directement à Pelham pour le prévenir que les instructions qu'il recevait conduisaient tout droit à la reprise des hostilités, attendu que des ménagemens qui paraîtraient dictés par la faiblesse n'amèneraient certainement pas l'orgueil de l'Autriche à capitulation. Il savait à qui il parlait, car rien ne pouvait moins convenir à celui qui avait à faire dans le parlement aux critiques souvent amères de l'opposition, que la perspective d'y reparaître avec de nouveaux impôts à proposer et de nouveaux sacrifices à demander. Aussi vit-on s'engager entre les deux frères Pelham une correspondance où les formes habituelles de l'affection dissimulaient mal un fond d'aigreur. L'un réclamait la paix à tout prix, l'autre insistait sur les précautions à prendre en vue de l'avenir, avant de s'engager à fond dans une voie nouvelle. Un peu plus, et de cette querelle de famille pouvait sortir la dissolution du ministère. Pour le coup, le désarroi était au comble, et si Saint-Séverin n'avait voulu que jeter partout la confusion, il pouvait s'applaudir d'y avoir réussi, peut-être au-delà de son attente. C'est ce dont le duc de Newcastle se rendait compte avec une perspicacité qui lui fait honneur. « Ne voyez-vous pas, écrivait-il à Sandwich, la joie que vous causez à Saint-Séverin? Il a réussi à se mettre bien des deux côtés, et il sait le parti qu'il en peut tirer ; s'il peut nous faire choquer les uns contre les autres (*knock our heads together*), il n'y manquera pas, et il est en bon chemin d'y parvenir (1). »

II.

Il était naturel que les puissances engagées dans la dernière lutte et menacées d'avoir de nouveau à en courir les chances vissent avec un trouble profond cet échec inattendu d'une grande affaire qu'elles croyaient terminée. Mais il paraît moins facile de comprendre au premier abord par quelle raison cette inquiétude fut presque aussi vivement ressentie par un adroit politique qui aurait dû y rester indifférent, puisqu'il avait su prudemment se tenir à l'écart, au

(1) Tercier à Puisieulx, 19 août 1748. (*Conférence de Bréda et d'Aix-la-Chapelle.* — Ministère des affaires étrangères.) — *Pelham administration*, t. II, p. 7. — Beer, p. 64-102-105.

moins pendant les dernières années, de tous les hasards de la guerre.

Il est pourtant vrai que Frédéric qui, de Berlin, suivait avec sa vigilance accoutumée toutes les phases de la négociation, s'émut vivement de ce temps d'arrêt, et que peut-être à aucune époque de sa vie on ne le vit en proie à une aussi grande agitation que pendant ces mois d'attente. C'est qu'il sentait que tout le système fédéral de l'Europe était remis en question dans un sens encore mal défini, et qu'il se demandait avec anxiété à quoi il devait dès lors se préparer, quelles amitiés il avait à rompre, quelles inimitiés à braver, et sur quels nouveaux auxiliaires il pouvait compter.

Au premier moment, le fait même de la paix, ou tout au moins les conditions dans lesquelles elle paraissait prête à être conclue, l'avaient comblé d'une satisfaction sans mélange. Rien ne pouvait mieux lui convenir qu'une rupture ouverte entre l'Angleterre et l'Autriche. Il sentait que, privée de cette amitié précieuse, l'Angleterre devait naturellement chercher à la remplacer. C'était du côté de la Prusse que les liens de parenté des deux familles royales et la communauté d'origine et de religion des deux peuples devaient tourner ses regards. Quant à lui, tout son désir, je l'ai dit, était depuis longtemps de trouver à Londres un appui qu'il pût substituer avec avantage à cette tutelle de la France, dont il avait tour à tour, avec une égale impatience, porté le poids et secoué le joug, mais dont il savait que le patriotisme germanique lui savait très mauvais gré. Par un singulier hasard, il avait eu, justement la veille du jour où la signature des préliminaires fut connue à Berlin, l'occasion de s'exprimer à cet égard avec une franchise inattendue. Il donnait une première audience ce jour-là au ministre anglais, sir John Legge, que le roi George, on l'a vu, s'était enfin décidé, bien à regret, et après bien des hésitations, à lui envoyer. Bien que la démarche de l'oncle ne fût encore qu'à moitié cordiale, le cabinet anglais avait cru pouvoir en profiter pour faire parvenir au neveu les plus chaudes protestations d'amitié. Frédéric les reçut de la meilleure grâce, comme s'il ne doutait pas de leur sincérité, et se mit de lui-même à exposer sous une forme presque dogmatique ses prévisions et ses desseins d'avenir.

« Dès que je suis arrivé à Potsdam, écrivait l'agent anglais, il m'a fait admettre immédiatement et asseoir auprès de lui et commença tout de suite à me dire qu'il était très sensible aux bons sentimens du roi de la Grande-Bretagne à son égard. Il se défendit alors de tout engagement avec la France, et de tout désir d'en contracter de nouveaux, et donna de très justes raisons de cette opinion. Je me souviens, en particulier, qu'il insista sur ce point, que la France était à une trop grande distance de lui pour lui ve-

nir en aide dans les momens critiques, où cette assistance pourrait lui être nécessaire. Il a ajouté que personne n'avait jamais longtemps à s'applaudir d'une alliance avec la France, et qu'il connaissait trop bien le tempérament de la cour de France, pour ne pas savoir les exigences excessives qu'elle impose à ceux qui s'appellent ses alliés, de sorte qu'en réalité, être allié de la France, c'est être son esclave. Il savait, au contraire, m'a-t-il dit, que la situation des puissances maritimes les mettait en mesure de lui venir en aide plus efficacement. De ce côté un fond substantiel d'intérêts communs, les liens les plus forts de la religion, de la politique et du sang permettaient d'établir une alliance solide et sur laquelle on pourrait compter, principalement avec l'Angleterre. Si donc il avait été obligé de recourir par occasion à l'appui de la France, il savait où étaient les vrais et substantiels intérêts de son pays, et il était prêt, aussitôt que la paix générale le délivrerait entièrement de ses obligations envers la France, à entrer dans l'union la plus étroite et la plus cordiale avec les puissances maritimes pour la sécurité future des libertés de l'Europe. Et là-dessus il me donna la main et m'exprima le désir que j'écrivisse à ma cour afin d'obtenir les pouvoirs et les instructions nécessaires pour conclure une alliance défensive avec la Grande-Bretagne, dès que la guerre serait terminée. »

Legge, un peu surpris de la promptitude et de la franchise de l'ouverture, n'avait qu'à abonder dans un sens si conforme à ses instructions et à ses espérances. Mais comme il était loin de s'attendre encore à une si prochaine conclusion de la paix, il aurait désiré naturellement obtenir quelque promesse d'une application plus immédiate. D'ailleurs, il avait reçu à Aix-la-Chapelle, principalement du ministre hollandais, la commission de représenter au roi le danger que l'attaque vigoureuse portée par Maurice de Saxe sur le territoire de la république faisait courir à la religion protestante et de l'engager à s'y opposer au besoin par la force. Puisque le roi voulait, lui dit-il, avoir la Hollande pour alliée dans l'avenir, pourquoi souffrir qu'elle fût accablée dans le présent et laisser fermer ainsi la communication naturelle de l'Allemagne et de l'Angleterre? Connaissant d'ailleurs qu'une des faiblesses de Frédéric était sa méfiance haineuse contre son voisin de Dresde, Legge ne manqua pas d'ajouter que le commandant de l'armée française était allié de la maison de Saxe et qu'on pouvait le soupçonner de travailler, en même temps qu'au succès de la France, à l'agrandissement de sa famille.

« Sa Majesté m'a répondu, continue Legge, qu'il y avait du vrai dans ce que je lui disais, mais qu'il ne lui était pas possible de prendre en ce moment aucune mesure qui le fît sortir de la neu-

tralité. La France, ajouta-t-il, avait mis tout en œuvre pour le décider à lui venir en aide par une action de cette nature, mais il s'y était constamment refusé; il avait assurément toute raison de n'être pas satisfait de la conduite de la France à son égard : mais, d'un autre côté, il avait reçu d'elle tant de services et d'assistance dans ses premières difficultés, qu'il se faisait un point d'honneur de ne pas prendre parti contre elle. Il désirait donc voir la tranquillité générale rétablie, et quand il n'aurait plus de ménagemens à garder avec la France, il serait prêt à s'unir d'une façon aussi ferme que cordiale avec les puissances maritimes (1). »

Pas plus tard que le lendemain, la condition était remplie, puisque la nouvelle de la signature des préliminaires se répandait comme un éclair dans toute l'Allemagne. Frédéric, en mettant ainsi sa pensée à découvert, avait-il eu une communication anticipée de ce brusque dénoûment? On ne peut le supposer, puisque tout s'était passé, on l'a vu, à huis-clos et en quelques heures, dans le cabinet du ministre d'Angleterre. Il est probable que c'était d'un côté opposé qu'il regardait, et qu'informé des relations intimes qui avaient existé jusqu'à la veille de la signature des préliminaires entre Kaunitz et Saint-Séverin, et plus inquiet qu'il n'en voulait convenir de ce qu'il appelait ce *chipotage* entre la France et l'Autriche, il se mettait en garde contre l'éventualité qui en pouvait sortir.

Quoi qu'il en soit, c'était la paix, il était libre : et dans les les termes où la solution s'annonçait, l'Angleterre se trouverait également en liberté de répondre à l'invitation pressante qu'il avait eu la bonne fortune de lui adresser par avance.

Le texte des préliminaires, quand il lui fut communiqué, était bien de nature à accroître sa satisfaction; il y trouvait, en effet, en termes exprès, cette garantie de sa conquête de Silésie qui était l'objet de ses vœux et qu'il n'avait jamais cessé de solliciter. Et ce qui peut-être lui fut aussi agréable que la chose elle-même, c'est que Sandwich eut l'attention de lui faire connaître sans délai cette disposition si désirée, tandis que Saint-Séverin fit la faute de n'y pas songer. Dès lors, il était en droit d'en attribuer tout le mérite, et d'en rapporter toute la reconnaissance à la seule Angleterre. Puisieulx, à la vérité, averti de la négligence de son agent, s'efforça de la réparer. C'était la France, assura ce ministre, qui n'avait jamais cessé d'insister pour faire confirmer une conquête qu'elle avait toujours regardée comme son avantage personnel. Mais il était trop tard, le bienfait avait perdu le mérite de la nouveauté, et Frédéric

(1) Legge au duc de Newcastle. Berlin, 11 mai 1748. (*Correspondance de Prusse. — Record office.*) — Cet entretien est raconté dans des termes assez semblables par Frédéric lui-même. — *Pol. Corr.*, t. VI, p. 100.

en fit des remercîmens très froids sur un ton d'incrédulité presque ironique. — « Les soupçons, écrit Valori, trouvent ici un accès facile, et pour peu qu'ils y soient aidés, ils y prennent racine. Le prince de Prusse (le frère du roi), interrogé par le maréchal de Schmettau, a dit qu'on avait trouvé la France très refroidie sur cet article, depuis que le roi, son frère, avait refusé d'entrer dans aucune mesure pour traverser la marche des Russes, et que, soit pour s'en venger, soit pour quelque autre intérêt, elle se mettait médiocrement en peine de lui procurer cette garantie et eût été charmée d'en abandonner le projet, moyennant quelque intérêt réversible à elle-même. Je ne serais pas étonné que ce fût le sentiment du roi de Prusse... il est assez dans son caractère de chercher des raisons pour diminuer l'obligation qu'il a au roi et tendre à faire partager le service avec d'autres. » — « Je ne doute pas, écrivait en effet Frédéric à Chambrier, que si la France avait pu faire des convenances à son gré, elle ne m'eût sacrifié pour se les procurer... Les sentimens que M. de Puisieulx vous exprime sont admirables, et de nature qu'il ne me resterait rien à désirer à leur égard. Aussi mon intention est-elle que vous le combliez de complimens de ma part, et que vous le payiez de la même monnaie que celle qu'il vous a donnée (1). »

Ainsi délié des obligations qui lui pesaient, il se livre avec une véritable effusion de joie à l'espérance d'une nouvelle amitié bien plus conforme à ses goûts; et il fait part de cette espérance avec une précipitation peu réfléchie à ceux qui représentent ses intérêts dans les lieux où ils sont le plus sérieusement engagés. A Mardefeld, son ministre à Saint-Pétersbourg : « Quoique j'aie, lui écrit-il, toutes les apparences par *devers moi de me voir sur un très bon pied avec l'Angleterre, et qu'ainsi je n'aurais plus grand'chose à appréhender de la Russie, je ne vous en recommande pas moins pour cela de vous conduire prudemment* là où vous êtes. » — Avec Podewils, son ministre à Vienne, il est plus net encore : — « Tout ce que le sieur Robinson (le ministre anglais à Vienne) peut vous dire ne signifie autant que rien, parce qu'il n'est pas au fait des affaires. Vous pouvez compter, tout au contraire, fort et ferme sur ce que je vous écris, me revenant de la part du chevalier Legge, qui est instruit à tous égards du vrai état des affaires. Comme il paraît que vous ne savez pas proprement ce qui se traite à Vienne, je veux bien vous informer, moi, que le *système de l'Europe s'est déjà changé effectivement en sa plus grande partie*, que je me

(1) Valori à Puisieulx, 25 mai 1748. (*Correspondance de Prusse*. — Ministère des affaires étrangères.) — Frédéric à Chambrier, 20 mai, 11 juin 1748. — *Pol. Corr.*, t. VI, p. 118-186.

trouverai dans peu sur un bon pied avec la Grande-Bretagne, qu'il y a une grande désharmonie et mécontentement entre la reine de Hongrie et l'Angleterre; que le ministère autrichien est même dans une rage terrible contre l'Angleterre. Dans vos raisonnemens sur les conjectures présentes, vous vous bornez simplement à la cour de Vienne sans envisager en même temps le tableau universel de l'Europe, ce que pourtant vous dussiez faire pour vous convaincre que ceux qui gouvernent et donnent le branle aux affaires d'Europe ne sont pas *rencognés* à Vienne. » — Ainsi point de soucis : l'Autriche a beau résister, quand les subsides des puissances maritimes lui manqueront, elle poussera des *cris de douleur*, mais il faudra bien qu'elle cède; les Russes ont beau avancer et s'attarder en Moravie, comme ils sont *mercenaires de l'Angleterre*, « ils n'y feront pas d'autre effet que s'ils étaient auprès des marais Méotides, et quant à la bonne intelligence qui semble vouloir se mettre entre la France et l'Angleterre, elle se fonde sans doute plutôt sur de simples complimens et politesses que sur quelque chose de réel. Les intérêts de ces deux couronnes sont trop différens et trop éloignés les uns des autres pour qu'il en résulte jamais rien de solide (1). »

Quelque chose aurait toujours manqué chez Frédéric à la joie de l'orgueil triomphant et de l'ambition satisfaite, s'il n'avait pu y joindre le plaisir de se jouer, par des propos blessans, de ceux dont il s'applaudissait de contrarier les desseins ; et quand c'était la France qui se trouvait sur son chemin, ce contentement paraissait prendre pour lui une saveur toute particulière. Aussi, autant il se félicitait, pour son avantage personnel, de cette paix inespérée, autant il se plut à faire remarquer que le profit en était nul pour la France et qu'elle se faisait mal payer de ses sacrifices et du succès de ses armes : « Ce sont donc des idiots et des ignorans qui gouvernent la France, disait-il, pour savoir si mal tirer parti de leurs avantages. » — Ce jugement était exprimé si haut, et en termes souvent si plaisans, que Valori (attaché, à la vérité, au souvenir de d'Argenson et toujours prêt à prendre en bonne part le mal qu'on pouvait dire de son successeur) ne put s'empêcher d'en rire, et fit même la faute de s'y associer. — « Vous n'avez pas l'air content, disait la reine en souriant à cet ambassadeur. — Je suis enchanté, répondit-il, que le roi ait donné la paix à ses ennemis. » — C'était une manière assez fine et un peu hautaine de faire sentir qu'elle n'avait pas su la leur faire acheter.

Le seul des serviteurs de la France qui fut excepté du blâme

(1) Frédéric à Mardefeld, 27 mai ; à Podewils, ministre à Vienne, 24 mai, 3 juin ; à Chambrier, 22 juin 1748. — *Pol. Corr.*, t. VI, p. 122-126-130-146.

commun, c'était toujours le maréchal de Saxe, que Frédéric continuait encore, dans une lettre flatteuse, à combler de complimens. Encore pourrait-on trouver l'intention malicieuse de le distinguer de son gouvernement, dans le soin avec lequel, après s'être étendu sur les nouveaux triomphes que le maréchal aurait pu obtenir, si on l'avait laissé achever la campagne, Frédéric ajoutait: « Que la paix se fasse, ou que la guerre se rallume, que la France maintienne ses conquêtes ou qu'elle les restitue, que les Russes joignent les alliés ou qu'ils retournent aux fanges des Palus-Méotides dont ils sont partis, tout cela peut être égal à votre réputation... C'est une vérité que je n'ose vous dire en face, la gloire qui vous est acquise est si solidement établie que dans les fastes des guerriers, malgré la rouille de l'envie et l'oubli du temps, votre nom sera toujours célèbre parmi ceux des plus grands généraux qui ont réuni dans un plus grand degré de perfection des talens les plus opposés. » Et il finissait par l'inviter à venir auprès de lui avec son ami Folard qui « donne de bons préceptes et qui radote (1). »

Quelques semaines se passent et voilà que rien ne se conclut : l'incertitude, au contraire, renaît et se prolonge; son enchantement alors diminue. On lui apprend que des rapports intimes et confidentiels paraissent repris entre Kaunitz et Saint-Séverin. D'où vient cela? Serait-ce que l'Autriche, furieuse contre l'Angleterre, au lieu de comprendre la France dans sa colère, tend au contraire à se rapprocher d'elle pour préparer sa vengeance? « Surveillez cela, » écrit-il à Chambrier. Puis ce sont les retards et la marche également inexplicable des troupes russes qui le surprennent et l'inquiètent. Il n'en avait cure tant qu'il les voyait courir vers un champ de bataille dont il avait eu la prudence de se tenir à l'écart. Mais maintenant pourquoi restent-elles et même avancent-elles encore? Pourquoi ces longues stations, puis ces rapides passages le long de ses frontières? Serait-ce que l'Autriche, après avoir fait sa paix à tout prix, songerait à retourner contre lui ces redoutables auxiliaires et chercherait à retrouver au nord la compensation de ce qu'elle aurait dû céder au midi? Enfin ce qui achève de le jeter dans une perplexité croissante, c'est le séjour du roi et du premier ministre d'Angleterre en Hanovre, le langage qu'ils y tiennent, leurs efforts visibles pour panser la blessure de l'Autriche et se faire pardonner par elle. Voici Legge qui revient après avoir profité du voisinage pour visiter son souverain. Ses sentimens sont très refroidis, son langage bien plus réservé; il recherche les mi-

(1) Valori, *Mémoires*, t. Ier, p. 278. — Frédéric à Chambrier, 24 mai; à Maurice de Saxe, 20 mai 1748. *Pol. Corr.*, t. VI, p. 119-123.

nistres d'Autriche et de Russie à Berlin et s'entretient confidentiellement avec eux. Il semble que ce qu'on propose maintenant à la Prusse, ce n'est plus une alliance particulière avec l'Angleterre, mais une place dans une vaste coalition de toutes les puissances allemandes contre les desseins futurs de la France, où on lui offrirait une place à côté et presque à la suite de Marie-Thérèse. Puis on commence à parler d'ajouter à la garantie que les préliminaires donnent à la conquête de la Silésie, une caution réciproque assurée à l'Autriche pour le reste de ses domaines et à laquelle il serait lui, Frédéric, comme tous les autres souverains, sommé d'accéder. Rien de tout cela ne fait son compte, rien de tout cela surtout ne présente une idée claire à son esprit : il se sent entouré d'intrigues croisées qu'il ne réussit pas à démêler ; ce sont des fils enchevêtrés qu'il ne vient pas à bout de débrouiller (1).

Dans cet embarras, c'est vers la France, objet tout à l'heure de ses appréciations dédaigneuses, qu'il se retourne pour l'associer à ses inquiétudes. D'ailleurs, c'est son habitude, on l'a vu, à plus d'une reprise, de recourir à la France, après s'être éloigné d'elle, quand il voit l'horizon s'assombrir autour de lui, car il se croit sûr, même après l'avoir offensée, de la retrouver toujours en cas de besoin. Est-ce que la France ne voit pas que tout le monde se joue d'elle, que l'Autriche et l'Angleterre ne sont brouillées qu'en apparence, qu'on est en train de les réconcilier au Hanovre, et que c'est pour fondre sur elle par surprise que l'Angleterre a prolongé à grands frais le séjour des Russes en Allemagne : — « Avertissez donc la France, écrit-il à Chambrier, de ce qui se trame là contre elle ; mais cependant, ajoute-t-il, mesurez bien vos expressions afin de ne pas donner lieu au reproche ignominieux que les ministres de France m'ont déjà fait, comme si je ne songeais qu'à souffler le feu et à pêcher en eau trouble (2). »

Effectivement, c'était l'opinion assez généralement répandue sur son compte en Europe, et l'interprétation qu'on aimait à donner, surtout à Versailles, aux jugemens sévères, portés par lui, d'une façon si blessante, sur la générosité excessive des concessions de la France. L'amour-propre de Louis XV et de ses ministres se plaisait à n'y voir que l'expression d'une contrariété égoïste ; s'il médisait ainsi des conditions de la paix, c'est que, dans quelques termes qu'elle fût conclue, ayant su rester tranquille lui-même au milieu de l'agitation générale, il aurait toujours regretté de voir cesser

(1) Frédéric à Chambrier, 7 juin, 8-16 juillet 1748. — *Pol. Corr.*, t. VI, p. 141-150-154-159-164-168-192-198. — Droysen, t. III, p. 478 et suiv. — Valori, *Mémoires*, t. Ier, p. 279.

(2) Frédéric à Chambrier, 16 juillet 1748. — *Pol. Corr.*, t. VI, p. 173.

la discorde qui, en épuisant tout le monde, le grandissait lui seul en proportion. — « On accuse, lui écrit franchement Chambrier, Votre Majesté de désirer l'affaiblissement de toutes les puissances, sans embarras de la destruction du genre humain, pourvu que Votre Majesté croie que cela convient à ses vues. Il y a, outre cela, des impressions données que Votre Majesté ménage peu le ministère de France, et que, dans ses soupers familiers, elle lâche quelquefois des choses qui blessent le maître et ses ministres. Je sais que ceux-ci ont le cœur un peu gros, et bien qu'ils ne m'en aient laissé rien entrevoir, qu'ils sont un peu piqués. »

Averti ainsi du tort qu'il s'était fait et ne voulant laisser fermer aucune des portes auxquelles il pouvait encore, dans l'occasion, avoir besoin de frapper, Frédéric prit le parti assez peu généreux de rejeter la faute sur le malheureux ambassadeur qu'il avait lui-même mené à mal : — « Vous direz au marquis de Puisieulx, écrit-il à Chambrier, que je prenais véritablement part à ce que le roi de France venait de rendre la paix à l'Europe d'une manière qui lui était d'autant plus glorieuse qu'elle était moins intéressée; que, bien loin que j'en eusse témoigné le moindre mécontentement, j'étais pénétré de la plus vive reconnaissance envers Sa Majesté très chrétienne de ce qu'elle avait bien voulu me faire inclure dans les préliminaires ; qu'en attendant, je ne pouvais lui cacher que c'était le marquis de Valori lui-même qui avait jeté partout les hauts cris contre les préliminaires, qu'il en avait fait ses doléances à tous ceux qui les avaient voulu entendre et que, de mon côté, je l'avais fait avertir en secret de son imprudence. Vous insinuerez au marquis de Puisieulx qu'il se pourrait peut-être qu'on eût mis ces explications peu mesurées du marquis de Valori sur mon compte; que je faisais avertir ingénument lui, le marquis de Puisieulx, qu'après que le marquis de Valori eût fait autant de bruit sur les préliminaires, je m'étais une bonne fois donné l'innocent plaisir, sachant le caractère de ce marquis, qui se fâchait aisément et avec qui on se divertissait quelquefois en le mettant en feu, mais qui se radoucissait d'abord qu'on lui disait quelque chose de flatterie sur la personne du maréchal de Belle-Isle, je m'étais, dis-je, donné l'innocent plaisir de l'agacer un tant soit peu, que cependant je ne pouvais pas concevoir que le marquis de Valori dût avoir pris des plaisanteries pour des choses sérieuses et en eût fait rapport de la sorte à sa cour : que si toutefois il en avait agi ainsi, j'espérais que lui, le marquis de Puisieulx, ne voudrait pas prendre pour un tout de bon ce qui peut-être s'était passé entre le marquis et moi pour nous égayer un peu,.. que, tout au contraire, le marquis de Puisieulx pouvait compter fort et ferme sur une continuation des sentimens

invariablement bons de ma part; qu'au reste je me donnerai bien de garde de parler à l'avenir, de quelque façon que ce puisse être, d'affaires soit avec le marquis de Valori ou tel autre ministre étranger. Vous ne manquerez pas de faire toutes ces insinuations au marquis de Puisieulx d'une manière tout à fait honnête et des plus convenables. »

Avant d'accomplir cette commission si peu digne, Chambrier crut pouvoir demander à son souverain si vraiment il voulait faire à Valori un tort qui l'exposerait certainement à être révoqué : « Car c'est toucher, disait-il, une corde si délicate auprès du roi de France et du marquis de Puisieulx que rien ne pourra faire excuser ici le marquis de Valori,.. et on ajouterait en augmentation de déplaisance contre lui son peu de légèreté à se tirer des plaisanteries de Votre Majesté (1). »

Frédéric n'avait, en réalité, aucun désir de se séparer d'un représentant de la France dont il croyait connaître de longue date le fort et le faible, qui, s'il lui avait quelquefois résisté, ne l'avait jamais desservi. Courant donc encore de nouveau après ses paroles, il ne crut pas pouvoir mieux faire que de charger Valori lui-même d'aller en son nom s'expliquer à Versailles sur les reproches qu'ils avaient encourus en commun. Le pauvre marquis avait obtenu un congé, assurément très mérité, car il n'avait pas quitté son poste un seul jour pendant les sept laborieuses années de la guerre, et quelles épreuves n'avait-il pas dû traverser! Le roi le convia à dîner la veille de son départ, et avant et après le repas, eut avec lui une conversation dont il l'engagea à prendre note sur ses tablettes à mesure qu'il parlait. Il s'exprima alors absolument avec le même accent de franchise que peu de jours avant avec l'agent anglais, et le lecteur jugera lui-même si la ressemblance du ton n'est pas justement ce qui fait le mieux ressortir la différence de langage. Il aborda tout de suite le sujet des rapports qu'on lui supposait déjà avec le cabinet anglais. — « Je vais vous dire, lui dit-il, de quoi il s'agit. Les Anglais m'ont proposé une alliance et en même temps le mariage du duc de Cumberland avec ma sœur. J'ai répondu au premier article qu'avant de donner une réponse sur ce point, il fallait savoir le but de l'alliance proposée, et la nature des engagemens qu'on voulait me faire contracter. Quant au mariage de ma sœur, ma réponse a été purement négative, et en effet, si je ne trouve pas un roi ou un prince, je la garderai; nous avons de quoi la nourrir, et je ne la crois pas

(1) Frédéric à Chambrier, 19-29 juin 1748. *Pol. Corr.*, t. VI, p. 143 et 155. — Chambrier à Frédéric, 19 juin, 26 juillet 1748. — (Ministère des affaires étrangères.)

faite pour épouser un sujet (1). A l'égard de la proposition d'alliance, le seul éclaircissement qui m'ait été donné sur son but a été qu'on exigeait de moi que je garantisse la sanction pragmatique dans toute son étendue. Or, ce n'est pas mon compte, et je ne crois pas que ce soit celui de votre cour, et il n'y a pas d'apparence que vous me le conseilliez. » — Revenant alors sur le jugement qu'il avait porté au sujet des conditions de paix, « quant à ce qui le touchait, il dit qu'il avait tout lieu d'en être satisfait, mais qu'on ne pouvait avec justice lui faire un crime d'avoir désiré pour la France de plus grands avantages, et d'avoir raisonné en ami sur cet événement; qu'il savait qu'on l'avait accusé d'avoir tenu des propos tendant à faire croire que, non-seulement il improuvait la paix, mais qu'il eût désiré la continuation de la guerre. »

Valori l'ayant interrompu ici pour lui dire que ce n'était là que le langage de quelques critiques oisifs et ignorans, et que le ministre ne se prêtait pas à de tels soupçons : — « Je connais mes amis à votre cour, reprit-il, et je ne crois pas que M. de Puisieulx en soit. Peut-être apprendrez-vous, quand vous serez sur les lieux, ce qu'il faut pour vous convaincre que je suis bien informé... Mais pour peu qu'on réfléchisse à mes intérêts, on verra qu'ils sont d'être unis avec la France. J'en fais ma principale occupation; mais rien n'est plus rebutant que ces méfiances : elles sont de la fabrique de la cour de Vienne... Soyez sûr que vos intérêts me sont chers et que vous me trouverez toujours prêt à les appuyer. Je crois vous en avoir donné une preuve en vous confiant les propositions de l'Angleterre pour une alliance avec moi... Je suis averti qu'on traite entre les cours d'Angleterre, de Vienne et de Russie et avec la Hollande... Ces différens objets ont beaucoup de part à la marche des Russes. Je suis au fait de bien des choses depuis quelque temps. C'est le ministère du Hanovre qui gouverne le roi d'Angleterre, et par là ce ministère a la plus grande influence sur le conseil de Londres. » — Là-dessus, il congédia Valori en le priant d'assurer le roi de France qu'il connaissait tout le prix de son amitié, qu'il n'aurait jamais un plus fidèle allié, ni un admirateur plus zélé, et qu'il désirait ardemment et de tout son cœur trouver les occasions de l'en convaincre (2).

(1) Je n'ai pas trouvé trace dans la correspondance anglaise de ce projet de mariage.

(2) Conversation que le sieur marquis de Valori a eu l'honneur d'avoir avec sa majesté prussienne, le 15 août 1748, jour de son départ de Potsdam pour se rendre à la cour. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.)

III.

J'ignore si Valori, revenu en France, réussit à justifier Frédéric et à se disculper lui-même du reproche d'avoir mal parlé des conditions de la paix, mais ce qu'il y a de certain, c'est que Chambrier n'exagérait rien quand il disait que Louis XV et ses ministres étaient dans un état de susceptibilité et d'excitation extrêmes au sujet des reproches de complaisance excessive et presque de duperie qui commençaient à leur être communément adressés. Un mal apaisé, on le sait, est vite oublié, et la sécurité est pour les peuples, comme la santé pour les individus, un bien négatif dont la perte est très sensible, mais dont on cesse de goûter la jouissance dès qu'on s'habitue à le posséder. Ainsi on n'avait d'abord vu dans la paix que la fin des souffrances devenues insupportables; mais, dès que le premier effet fut passé, dès que le commerce ne se plaignit plus de souffrances aiguës, dès que l'on cessa d'entendre parler de nouveaux impôts et de nouvelles recrues, on se prit à réfléchir et on dut reconnaître l'insuffisance des avantages obtenus en compensation de tant de sacrifices, et surtout en comparaison des conditions qu'on était obligé de subir. Le marquis d'Argenson qui, au premier moment, s'était vu forcé d'applaudir à la nouvelle de la paix, note avec satisfaction ce revirement de l'opinion dans son journal. Il oubliait sans doute que ces conditions, à la vérité assez peu satisfaisantes, étaient celles mêmes qu'il avait proposées, sans réussir à les faire accepter. Dès le 17 juin, il écrivait : — « A Paris et dans les provinces on est consterné. Quoi! dit-on, nous rendons toutes nos conquêtes, tout sans exception : Louisbourg seul nous est rendu, Louisbourg, que ce mauvais ministre de la marine avait laissé prendre; nous n'obtenons qu'un petit établissement pour don Philippe, établissement d'un bâtard de pape, à qui originairement il fut donné; et l'Espagne, à qui nous rendons service, est mécontente des conditions. C'est un étranger, un Italien, seul ministre du roi au congrès, qui dispose ainsi de la fortune du royaume, et qui tranche comme il veut pour le plus mal! Voilà des discours que je n'ai pu dicter, mais qui font quelque honneur à la mémoire récente de mon ministère (1). »

Ce n'était plus là seulement le ton des conversations de la cour, mais des chansons railleuses circulant sous le manteau et des pamphlets acerbes en portaient partout les échos. Un de ces libelles, très avidement recherché, traitait nettement la paix de déshonorante, et ce qu'il y avait de plus grave, c'est que cet écrit plein

(1) *Journal de d'Argenson*, t. v, p. 227.

de fiel était dédié au maréchal de Saxe, et qu'il y avait toute raison de croire qu'il n'avait pas été le dernier à en prendre connaissance. Maurice, en effet, revenu de Flandre, que ses troupes occupaient encore, ne se gênait pas pour dire très haut qu'on l'avait arrêté en pleine course vers de nouveaux triomphes, que si on l'avait laissé suivre son plan quelques semaines de plus, il menait l'armée française tambour battant jusqu'à Nimègue, et qu'il ne resterait plus rien qu'un souvenir de la république qui avait bravé Louis XIV et de la patrie de Guillaume d'Orange (1). Il est vrai qu'il lui échappait de laisser percer des regrets personnels qui ôtaient quelque valeur à ses appréciations. — « Voilà la paix, disait-il, nous allons tomber dans l'oubli : nous sommes comme les manteaux, on ne songe à nous que pendant la pluie. »

Mais l'opinion fut bien plus émue encore, quand on vit que rien ne se terminait, et qu'on entendit même dire que cette négociation, déjà si peu attrayante, était menacée de ne pas aboutir. Ce ne furent plus seulement des murmures, mais une clameur générale. En vérité, même au prix de tant d'efforts et après tant de succès, ne pouvoir pas même compter sur un peu de repos! Avoir perdu un temps précieux, laisser échapper une occasion qui ne reviendrait peut-être plus; en tout cas, effacer par la faiblesse de la politique l'impression de terreur causée par nos armes, la déception était pénible, c'était la preuve chez les gouvernans d'une incapacité notoire.

Puisieulx, tout en faisant bonne contenance, ne laissait pas d'être ému : « Les libelles contre les préliminaires, écrivait-il à Belle-Isle, courent les cafés de Londres et de Paris, on fronde autant le ministère anglais que je le suis ici : cette différence d'opinion est une preuve des préventions de la critique des hommes. L'ouvrage d'Aix-la-Chapelle a été plus applaudi d'abord qu'il ne méritait et on le critique trop aujourd'hui. J'ai reçu, grâce à Dieu, la louange et le blâme avec la même indifférence parce que j'ai cru voir les choses telles qu'elles sont... Il semblerait que les alliés voudraient donner des interprétations forcées aux préliminaires : si cela est, nous aurons bientôt repris les armes. J'espère cependant qu'ils y feront réflexion et que tout s'apaisera. Les peuples qui doivent être comptés pour quelque chose verraient avec douleur les espérances qu'ils ont conçues s'évanouir (2). »

Les peuples, en effet, auraient été très déçus si, prenant au sérieux les saillies frondeuses de quelques critiques, on les eût

(1) Chambrier à Frédéric, 8 juillet 1748. — (Ministère des affaires étrangères.)

(2) Puisieulx à Belle-Isle, 17 juin 1748.— (Ministère de la guerre; série supplémentaire.)

replongés dans les souffrances dont ils ne commençaient à parler légèrement que parce qu'ils croyaient en être délivrés. Mais ce n'était pas seulement avec les peuples qu'il fallait compter, c'était aussi et surtout avec le roi qui, dégoûté de la vie des camps après l'ingrate station qu'il y avait faite l'année précédente et rentré cette fois pour jamais dans sa vie de plaisir, était résolu à ne plus s'imposer de nouveaux ennuis. Il prenait très mal les murmures mêmes du maréchal de Saxe : — « Voilà, dit-il, le style de MM. les généralissimes, leur politique est toujours à boulet rouge. » — Comprenant très bien que la seule manière de mettre un terme à cette agitation incommode était de placer les mécontens en présence d'un fait définitivement accompli : sentant que tout serait compromis si, l'incertitude se prolongeant, la paix se trouvait décriée avant d'être conclue, il donna ordre de faire revenir de nouveau Saint-Séverin, sous prétexte de lui remettre le cordon bleu, mais, en réalité, pour lui enjoindre cette fois, sans commentaire, de tout terminer au plus vite.

C'était, en effet, sur cet envoyé, un instant porté aux nues, qu'on commençait à rejeter toutes les fautes et à lui que l'impatience publique s'en prenait; on l'accusait couramment de s'être précipité, avec un empressement sans dignité, dans une voie si mal préparée qu'on ne savait plus aujourd'hui où elle allait conduire. Puisieulx, sans pouvoir désavouer un agent qu'il avait choisi et dont il avait approuvé tous les actes, laissait pourtant faire à côté de lui par ses meilleurs amis ce reproche qui lui servait à lui-même, au moins en partie de justification : — « Je ne crois point du tout, lui écrivait, de Gênes, Richelieu (que la reprise des hostilités pouvait exposer à de véritables périls), que mon attachement pour vous m'aveugle, et je suis bien persuadé qu'il n'y aurait que vous de capable de faire une paix qui pût être raisonnable et durable, et il me semble en même temps que personne n'y était moins propre que M. de Saint-Séverin : tout ce qui m'en revient est d'un homme qui a tous les défauts opposés à toutes les qualités qui seraient nécessaires en pareil cas, et je crois que l'empressement démesuré et scandaleux que nous montrons de finir nous fera faire un ouvrage qui nous conduira à une guerre prochaine et à des embarras sans fin. Mais pour vous et pour moi, sortons vite de ceux-ci au moins, car votre situation et la mienne est très mélancolique (1). »

Rappelé ainsi à Versailles en toute hâte, Saint-Séverin reçut l'ordre de conclure sans délai, non-seulement de la bouche royale,

(1) Richelieu à Puisieulx, 10 août 1748. — (Ministère de la guerre, partie supplémentaire.) Voir aussi dans le même recueil une lettre de Chavigny à Belle-Isle dans le même sens.

mais d'une autre qui, pour un bon courtisan comme lui, avait plus d'autorité encore ; ce fut Mme de Pompadour qui, dès son premier entretien et sans le laisser parler, lui dit : — « N'allez pas revenir sans la paix, le roi ne veut plus de guerre. » — Avec Puisieulx, son explication, dont nous n'avons pas les détails, dut être un peu vive, car les étranges communications qu'il n'avait pas craint de faire à Kaunitz, par l'intermédiaire du secrétaire saxon, — rapportées, commentées et amplifiées par ce confident indiscret, — circulaient de Vienne à Dresde et formaient un véritable commérage diplomatique. On ne savait plus comment s'en tirer. Puisieulx était harcelé par le comte de Loos, qui venait lui demander avec surprise pourquoi le langage tenu par l'envoyé de France à Aix-la-Chapelle différait de celui qu'on lui faisait entendre à lui-même, à Versailles, et annonçait que sa cour faisait partir un envoyé exprès pour venir tirer la chose au clair. — « Dans quel galimatias sommes-nous fourrés? s'écriait Puisieulx avec impatience : si on a trompé l'Autriche, comment la désabuser sans l'offenser, et si la chose se sait, comme cela ne peut manquer d'arriver, que va-t-on penser de nous à Londres et à Berlin? » — Je ne sais comment Saint-Séverin réussit cette fois à présenter des explications rassurantes de sa conduite. Ce qu'il y a de certain, c'est que sous prétexte de lui donner un collaborateur plus expert que lui en écritures diplomatiques,— en réalité peut-être pour le surveiller et prévenir de nouveaux coups de tête, — on lui donna un adjoint qui dut repartir avec lui ; c'était le même La Porte du Theil, qui avait déjà figuré à la conférence de Bréda et qui dut être chargé de tenir la plume pour la rédaction du traité définitif. Les deux représentans reçurent un pouvoir collectif qui ne leur permettait pas d'agir, ni même de correspondre l'un sans l'autre, et le roi, en le leur remettant, leur dit d'un ton qui ne souffrait pas de réplique : « Allez, messieurs, et finissez vite (1). »

Une instruction si impérative ne pouvait manquer d'être obéie : et dans la situation dominante qu'occupait la France et dont elle profitait si mal, l'effet en était certain. D'autant plus qu'au même moment le gouvernement anglais, éprouvant la même impatience d'un retard qui remettait tout en question, recourait pour y mettre un terme au même moyen que le ministre français. Aussi peu content de Sandwich qu'on l'était, sans le dire, de Saint-Séverin à Versailles,

(1) Campardon : *Mme de Pompadour*. Puisieulx à Saint-Séverin, 26 juillet, 25 août, 13 septembre 1748. (*Correspondance de Bréda et d'Aix-la-Chapelle*. — Ministère des affaires étrangères.) — Aucun témoignage direct n'existe des entretiens qui durent être échangés verbalement entre Puisieulx et Saint-Séverin au sujet de Kauderbach, j'ai dû emprunter les détails que j'ai placés ici à des dépêches adressées à Saint-Séverin après son retour à Aix-la-Chapelle et qui font clairement allusion à ce qui s'était passé dans ses conversations avec son ministre.

bien que par d'autres motifs, il crut devoir lui adjoindre, sous forme d'auxiliaire, un véritable surveillant. Le choix porta sur le ministre anglais à Vienne, Robinson, dont la situation en face de Marie-Thérèse, après tant de violentes altercations, était devenue très difficile, mais qui, en raison de son long séjour à Vienne, paraissait plus propre qu'un autre à trouver quelque moyen de faire sortir l'Autriche de sa position de bouderie hautaine. Robinson arrivait donc de Vienne, très froidement congédié par l'impératrice, et, par là même, très pressé d'en finir. Les quatre plénipotentiaires, auxquels se joignit le Hollandais, qu'on décida à revenir, formaient ainsi un congrès en miniature, qui se mit à l'œuvre sans retard, et tout marcha dès lors assez rapidement (1).

Du Theil était un esprit conciliant et un écrivain habile, fertile en expédiens pour ménager, par des rédactions heureuses, les amours-propres en conflit. Robinson, au contraire, était un Anglais de la vieille roche, prenant volontiers le ton dogmatique, et pensant tout emporter de haute lutte. Mais ni la douceur insinuante de l'un, ni la hauteur de l'autre, ne suffiraient à expliquer comment des difficultés qui, la veille, paraissaient insolubles, disparurent par enchantement. La vérité est que le retour de Saint-Séverin en compagnie et sous bonne garde fit comprendre à Kaunitz et par lui à Marie-Thérèse qu'ils n'avaient plus rien à attendre du langage ambigu de la France et du double jeu de son envoyé. Le mieux était donc de courber pour ce jour-là la tête sous la nécessité afin de mieux préparer la revanche du lendemain ; c'est ce que Saint-Séverin trouva encore moyen de faire entendre à l'oreille. — « Laissez finir ceci, dit-il à Kaunitz, après chacun pourra se faire un système à l'avenant de son goût, et c'est alors que l'Autriche nous retrouvera si elle nous cherche sincèrement et de bonne foi (2). »

L'accord étant fait ainsi, par suite de cette résignation forcée, au fond des choses, la forme ne devait pas tarder à suivre. Successivement, en effet, la marche des Russes fut arrêtée par une convention intervenue entre les puissances maritimes, sous la condition que la France retirerait, en même temps, des Pays-Bas, un nombre de troupes sensiblement égal à celui que devait apporter ce corps auxiliaire. L'Autriche consentit à laisser rentrer les troupes hollandaises dans celles des places de la barrière dont les fortifications n'étaient pas démolies, moyennant une formule qui réservait ses droits de souveraineté. La garantie des cessions faites à la Sardaigne et à la Prusse qui arrachaient l'âme à Marie-Thérèse fut

(1) Coxe. *Pelham administration*, t. II, ch. XVII. — D'Arneth, t. III, ch. XIV, p. 25-49.

(2) Saint-Séverin à Puisieulx, 31 août 1748. (*Correspondance de Bréda et d'Aix-la-Chapelle*. — Ministère des affaires étrangères.)

plus difficile à obtenir d'elle; mais elle céda à l'assurance qui lui fut donnée que la pragmatique sanction de Charles V serait mentionnée dans le traité, comme l'une des bases de la paix, et qu'une consécration nouvelle serait ainsi donnée à ce qui subsistait encore de cet acte, après toutes les violations et les atteintes qui y avaient été portées. Quand des points de cette importance étaient réglés, que pouvaient signifier les contestations, encore assez vives, élevées par l'Espagne au sujet de la date fixée pour l'expiration du néfaste contrat de l'*asiento* et des cas où l'apanage constitué à l'infant devrait faire retour à ses anciens possesseurs? Ces discussions stériles faisaient seulement voir que chacun, étant mécontent, ne cédait qu'à regret et ne subissait la nécessité qu'en la maudissant. Ce fut par suite de ce sentiment de mauvaise humeur générale que le traité, signé entre les plénipotentiaires de France, d'Angleterre et de Hollande, le 18 octobre 1748, ne reçut qu'après quelques jours et même quelques semaines d'attente, l'accession de l'Autriche, de l'Espagne, et même de la Sardaigne. Toutes ces puissances tenaient à bien établir qu'elles n'abandonnaient pas volontairement leurs prétentions, mais qu'elles n'en faisaient le sacrifice provisoire qu'au bien des peuples et au repos général de l'Europe : — « Nous entrons dans une maison de carton, dit Kaunitz, il faudra voir si on pense en faire quelque chose de plus solide (1). »

Chose singulière, une des premières accessions qui vinrent s'ajouter à la signature des plénipotentiaires, ce fut celle de Frédéric qui, pourtant, s'était tenu jusqu'à la dernière heure à l'écart de la négociation et s'était refusé constamment à accorder à l'Autriche, en échange de ce que le traité lui attribuait à lui-même, la réciprocité qu'elle réclamait et qu'on avait fini par lui accorder. Son historien et son panégyriste, Droysen, s'étonne de cette contradiction et finit par en donner une explication qu'il croit véritable : c'est, suivant lui, que, n'ayant aucune confiance dans la durée de la paix, Frédéric ne voulait pas se trouver isolé en Europe le jour prochain et probable où de nouveaux conflits éclateraient, ni être signalé d'avance comme un trouble-fête qui conspirait dans une retraite maussade contre le repos commun. Il craignait de paraître préparer et provoquer le retour des troubles qu'il prévoyait. Ainsi, ajoute l'historien allemand, voyant l'horizon se charger de nuages, il voulait éviter tout ce qui les ferait amonceler sur sa tête (2).

(1) L'adhésion de l'Autriche est du 8 novembre, celle de l'Espagne du 20 octobre, la Sardaigne ne fit accession que le 20 novembre. — (Beer. *Friede von Aachen*, p. 89.)

(2) Droysen, t. III, p. 501-502. — L'accession de Frédéric fut offerte par lui, mais ne paraît pas avoir été effectivement donnée, on n'en trouve pas la trace officielle dans les archives de Berlin. — Droysen, t. IV, p. 9.

Le traité, composé de vingt-quatre articles au lieu de huit que contenaient les préliminaires, serrait pourtant de très près le texte primitif, auquel n'étaient ajoutés que quelques complémens et explications indispensables. Chose singulière, parmi ces additions qui pouvaient paraître nécessaires, il en est une qu'on devait s'attendre à y trouver et qu'on cherche pourtant vainement, c'est celle qui aurait dû constater la reconnaissance par la France du titre impérial de Marie-Thérèse et de la couronne décernée à François de Lorraine par la diète germanique. Non que la France n'eût fait à plusieurs reprises, pendant les négociations, l'offre de retirer par un acte formel la très vaine protestation qu'elle avait opposée à l'élection de Francfort. Mais Marie-Thérèse avait dédaigné de faire accueil et même de prêter l'oreille à cette satisfaction tardive, pensant probablement (comme le général Bonaparte devait le dire plus tard de la république française) que son droit était trop éclatant pour avoir besoin de la reconnaissance ou de la confirmation de personne. L'omission, pourtant singulière, passa, ce semble, complètement inaperçue. Ainsi de la prétention même qui avait motivé la première prise d'armes, — du dessein d'enlever à l'héritière orpheline de la maison d'Autriche la succession de Charlemagne et de Charles-Quint, — le souvenir même avait disparu ! Rien ne restait, dans aucun esprit, du rêve qui avait enflammé l'imagination de Belle-Isle, auquel Louis XV, par une violation éclatante de la foi jurée, n'avait pas craint de sacrifier l'honneur de la parole royale, et qui avait fini par troubler de tant d'angoisses les dernières veilles de Fleury. A voir même avec quel soin le nouveau traité rappelait et rétablissait, autant que la chose était possible, les moindres dispositions des conventions antérieures et s'efforçait de replacer l'Europe dans l'état où la guerre l'avait trouvée, il semble que ce fût cette guerre elle-même et toutes ses péripéties qu'on voulait effacer de la mémoire des peuples, pour ne la laisser figurer dans les annales de l'histoire que comme un sanglant intermède. Les seuls changemens, en définitive, qu'il eût fallu consacrer, c'étaient ceux qui étendaient la domination du roi de Sardaigne en Italie et du roi de Prusse en Allemagne, en sorte que tant de vies et d'or français n'avaient été sacrifiés que pour satisfaire l'ambition de la maison de Savoie et préparer la grandeur de l'électeur de Brandebourg. Je ne crois pas que la justice du sort ait jamais porté sur un acte aussi répréhensible qu'impolitique une condamnation plus éclatante.

Tout étant cependant connu d'avance, la publication officielle du traité n'apprit rien à personne et ne pouvait causer aucune émotion. Ce ne fut ni la joie du premier jour, ni la déception qui avait suivi. Une disposition assez étrange donna même un instant quelque

consolation à la vanité française : ce fut celle qui stipulait que pendant l'intervalle de quelques semaines qui devait s'écouler entre l'évacuation des Pays-Bas et la restitution de Louisbourg, deux pairs d'Angleterre viendraient en France pour y être gardés en otages. Paris vit passer ces deux seigneurs avec une curiosité polie, et la cour les reçut avec une courtoisie de bon goût, non sans se divertir un peu à suivre sur leur visage la trace du léger embarras qu'ils devaient éprouver, et dont, du reste, en gens de bonne compagnie, ils prenaient galamment leur parti.

Tout se serait donc passé paisiblement, et la légèreté française, si prompte à tout oublier, aurait bientôt fait taire critiques, louanges et discussions de toute sorte, quand un scandale inattendu vint jeter une triste lumière sur l'une des faces les plus douloureuses de la nécessité qu'on avait dû subir. L'engagement était pris, en termes très nets, bien que sous une forme mitigée, d'éloigner de France le jeune et brillant guerrier qui avait eu un instant la bonne fortune de disputer la couronne d'Angleterre à la dynastie protestante. L'exécution était pénible, et par là même, il convenait de la faire sans éclat. Rien ne devait faire prévoir qu'on dût rencontrer aucun obstacle sérieux. Pareil sacrifice avait été imposé à Louis XIV après les malheurs de ses dernières guerres, et le chef de la maison de Stuart, celui à qui toute la France rendait les honneurs royaux sous le nom de Jacques III, acceptant sans murmure ce surcroît de proscription, s'était retiré à Rome et trouvait dans cet asile des grandeurs déchues une situation conforme à la dignité de son rang et de son caractère. On devait espérer du prince, son fils, la même résignation aux exigences de la politique et aux caprices de la fortune. Il n'en fut rien : le jeune héros, au milieu des péripéties tour à tour glorieuses et romanesques qu'il avait traversées, s'était accoutumé à voir son nom répété par les échos de la renommée ; il était en France l'objet d'une curiosité admirative dont il recevait à toute heure les témoignages les plus flatteurs ; il se consolait d'ailleurs de ses disgrâces en prenant sa part des plaisirs de la capitale. Il lui en coûta trop de rentrer dans l'obscurité et l'isolement, où s'était écoulée son enfance. Quand il reçut l'invitation de se retirer sans bruit, il déclara hautement qu'il n'y déférerait pas, laissant en même temps entendre qu'il avait en main une lettre (qu'il ne montra pourtant pas), par laquelle Louis XV s'engageait à ne pas l'éloigner de sa présence, tant qu'il n'aurait pas pu lui assurer un établissement convenable. Tous les moyens furent mis en œuvre pour vaincre cette puérile obstination. On lui fit envoyer de Rome, par son père, l'injonction de se conformer au désir du roi. Pour lui épargner l'ennui de retourner au point dont il était parti, on lui ménagea aux portes de France,

à Fribourg, une retraite que, malgré les menaces de l'Angleterre, les magistrats de ce petit canton ne craignirent pas de lui offrir. Enfin, pour rompre les liens les plus chers qui l'attachaient au séjour de Paris, on fit défense à sa maîtresse, la princesse de Talmont, de le recevoir chez elle; elle dut se conformer à cet ordre, de sorte que, se présentant à sa porte, il la trouva fermée, et qu'essayant de la forcer, il fut arrêté par le poste voisin, accouru pour s'opposer à cette violence. Rien n'y fit, le prince persista dans sa résistance, affectant même de se montrer avec ostentation dans les lieux publics. « Il verrait bien, s'écriait-il, si on oserait mettre la main sur lui, et d'ailleurs, il était décidé à ne pas sortir vivant de France, de sorte qu'il faudrait ou le tuer ou le laisser se tuer lui-même, si on voulait être délivré de lui. » Au duc de Gesvres qui venait une dernière fois le sommer d'obéir à l'ordre royal : « Sans le respect que je dois au roi, lui répondit-il, je ne vous laisserais pas sortir comme vous êtes entré. » Enfin, averti un soir que les deux seigneurs qu'on gardait en otages devaient assister à la comédie, il vint se placer en face d'eux pour faire lever toute l'assistance à son arrivée, et se faire rendre par ceux qui l'entouraient les honneurs dus aux princes royaux.

Après avoir supporté cette bravade pendant plus d'une semaine. il devenait impossible de laisser défier à ce point l'autorité royale et compromettre sans profit le repos public. Ordre fut donc donné par le conseil des ministres, réuni sous les yeux du roi, de faire finir le scandale, en arrêtant le prince le jour où il essaierait encore de se montrer de nouveau dans une réunion publique. Ce fut à l'Opéra qu'eut lieu cette triste exécution, et quoi qu'on pût faire, malgré tous les soins pris pour en adoucir la rigueur, l'emploi de la force ayant toujours plus ou moins un air de brutalité, rien ne put empêcher que les circonstances prissent un caractère repoussant et presque cruel. La salle de l'Opéra était alors contiguë au Palais-Royal, demeure du duc d'Orléans : on demanda au duc, qui n'y consentit qu'à regret, l'autorisation de faire passer, par les cours intérieures du palais, des gardes qui, déguisés en bourgeois, se trouvèrent en face du prince au moment où il descendait de son carrosse. D'autres agens apostés fermèrent au même moment le passage derrière lui. On le saisit, en lui mettant la main sur les deux bras pour l'empêcher de tirer son épée et on le conduisit en étouffant ses cris jusqu'à une rue écartée où l'attendait le duc de Biron avec un carrosse à six chevaux pour le conduire à Vincennes. Il se débattait violemment, et bien qu'on eût eu soin de lui enlever tout de suite un pistolet et un poignard qu'il portait sur lui, on craignait tellement qu'il n'eût quelque autre arme cachée dont il pût faire usage contre lui-même ou contre ceux qui le détenaient, qu'on

crut devoir lui lier les pieds et les mains avec un cordon de soie, et l'emporter à bras dans la voiture, le corps renversé et la tête en arrière. Pendant tout le chemin, il s'emportait en injures contre ses gardiens. Au chevalier de Vaudreuil qui était placé en face de lui : « Vous faites là, mon cher monsieur, dit-il, un bien vilain métier. Où sommes-nous donc? Est-ce la France? Je serais mieux traité au Maroc. » — Arrivé à Vincennes, où un appartement très convenable lui était réservé et un souper lui était préparé, il refusa de manger et se coucha tout habillé. Cet état de fureur dura plusieurs jours, donnant lieu à des accès de fièvre qui faisaient craindre pour sa vie ou pour sa raison. Il était impossible de le faire partir dans cette crise, au risque de voir les mêmes éclats se renouveler tout le long de la route. Il fallut attendre que, la solitude produisant l'effet calmant qui est assez ordinaire, le captif lui-même s'avouât vaincu et se laissât mettre en voiture pour Fontainebleau et de là pour Avignon. Une lettre d'excuse qu'il adressa à Louis XV était encore écrite d'un ton assez fier, et, dit Luynes, comme traitant de couronne à couronne.

Les récits commentés, amplifiés, envenimés de ces tristes faits, dont l'apparence, au moins, était barbare, répandirent partout la stupeur et bientôt l'indignation. La nécessité qu'on ne pouvait guère contester était une excuse difficilement acceptée. On y voyait plutôt la condamnation de l'incapacité et de l'imprévoyance qui n'avaient pas su prévenir une telle extrémité. Dans l'entourage même du roi, le mécontentement s'exprima avec une liberté et une audace inaccoutumées ; le dauphin, qui était très lié avec le prince Édouard, ne put s'empêcher de verser des larmes qui lui étaient arrachées moins par la douleur de l'affection blessée que par le ressentiment de l'injure faite au sang royal. La princesse de Talmont, devenue presque une héroïne de roman, grâce à la tendresse dont elle ne faisait pas mystère, prit prétexte de l'arrestation d'un de ses serviteurs, qui avait été pris avec la suite du prince, pour écrire au ministre, Maurepas, cette épître insolente :

« Monsieur, voilà les lauriers du roi portés à leur comble, mais comme l'emprisonnement de mon laquais n'y peut rien ajouter, je vous prie de me le rendre. »

Les vers suivans, dont on est surpris de rencontrer l'accent généreux dans les recueils du temps, à côté de pièces d'un ton bien différent, attestent par ce contraste même la vivacité du sentiment public :

Peuple, jadis si fier, aujourd'hui si servile,
Des princes malheureux vous n'êtes plus l'asile.
Vos ennemis vaincus aux champs de Fontenoy
A leurs propres vainqueurs ont imposé la loi,

Et cette indigne paix qu'Aragon nous procure
Est pour eux un triomphe et pour nous une injure.
Hélas! avez-vous donc couru tant de hasards
Pour placer une femme au trône des Césars?
Pour voir l'heureux Anglais, dominateur de l'onde,
Voiturer dans ses ports tout l'or du Nouveau Monde?
Voilà le fils de Stuart, par vous-même appelé,
Aux frayeurs de Brunswick lâchement immolé.
Et toi, que les flatteurs ont paré d'un vain titre,
De l'Europe, aujourd'hui, te diras-tu l'arbitre,
Lorsque dans tes États tu ne peux conserver
Un héros que le sort n'est pas las d'éprouver,
Mais qui, dans les horreurs d'une vie agitée,
Abandonné de tous, fugitif mis à prix,
Se vit toujours du moins plus libre qu'à Paris (1)?

Un autre factum, dont on ne peut citer que quelques vers, se terminait également par une apostrophe à Louis XV, plus amère et plus injurieuse encore :

George, dis-tu, t'oblige à refuser l'asile
Au vaillant Édouard : s'il t'avait demandé,
Roi sans religion, que ta p..... s'exile,
Réponds-moi, malheureux : l'aurais-tu concédé?

Dans toutes les pièces du monde, c'est le dénoûment qui reste gravé dans la mémoire des spectateurs. Ainsi, un incident, au fond sans importance, allait marquer d'une note de déshonneur et d'humiliation une paix chèrement achetée et dont on contestait déjà les avantages. Bête comme la paix, disait-on, par une expression qui courut et qui fit fortune. Avec plus de justice encore et non moins de sévérité, on aurait pu appliquer la même qualification, non pas à la paix seulement, mais à la guerre elle-même, qui, mal engagée, le plus souvent mal conduite, finissait sans profit, sans éclat, sans que ni le génie de Maurice de Saxe, ni la gloire de Fontenoy, eussent pu réparer l'erreur et la faute du premier jour.

Le présent ainsi péniblement réglé, que devait-on espérer? Que n'avait-on pas à craindre de l'avenir! C'était la question que tout le monde se posait et que chacun s'apprêtait à résoudre dans le sens de ses intérêts et de ses passions. Quelque chose manquerait donc à la conclusion de ce long récit si, avant de tourner la dernière page, je ne rappelais quels devaient être, dans une situation qui demeurait si incertaine, les vœux et les desseins avoués ou secrets des diverses puissances.

(1) *Journal de Barbier*, novembre et décembre 1748; *Journal de Luynes*, t. IX, p. 60 et suiv.; *Journal de d'Argenson*, t. V, p. 280 et suiv.

Aucune d'entre elles, on l'a vu, ne plaçait la moindre confiance dans la durée de la paix. C'était la déclaration que faisait tout haut, dès le premier jour, un excellent observateur, parlant avec la clairvoyance propre à l'intérêt personnel, et avec la sagacité pénétrante qui était la qualité principale de son génie. — « Cette pacification générale, écrivait Frédéric, ressemble plutôt à une trêve dans laquelle toutes les parties profitent d'un instant de repos et cherchent des alliances pour être mieux en mesure de reprendre les armes. » Rien de plus juste ; et rien ne fait mieux comprendre comment l'encre du traité était à peine séchée, que déjà personne n'allait plus le prendre au sérieux. Un vague sentiment d'instabilité continuait à peser sur l'atmosphère. Vainement, les pacificateurs se sont-ils vantés d'avoir remis l'Europe dans l'état le plus voisin possible de l'équilibre où la guerre l'avait trouvée. Chacun sent que, sous le calme assez mal rétabli de la surface, de profonds changemens s'opèrent, de nouvelles combinaisons se préparent, d'où peuvent sortir des périls imprévus, et c'est à qui regardera autour de soi pour reconnaître d'avance sur quel appui il peut compter, et, le jour de la prochaine épreuve venue, quels auxiliaires se mettront en ligne à ses côtés.

Frédéric pouvait d'autant plus parler pertinemment à cet égard, que pour sa part sa résolution est prise, et nulle incertitude ne subsiste plus dans son esprit. Délié, il le croit du moins, de tout engagement envers la France, c'est contre elle qu'il va lier partie avec l'Angleterre. Ne venons-nous pas de l'entendre annoncer ce projet sur un ton de franchise presque cynique, dans son premier entretien tenu avec le ministre anglais, le jour même de la signature des préliminaires de paix? N'est-ce pas lui qui nous apprend que cette paix, attendue comme une délivrance, va lui permettre de retirer de la main de la France celle qu'il se propose de tendre lui-même à l'Angleterre? La neutralité jalouse dans laquelle il s'est renfermé pendant les dernières années de la guerre lui a laissé le temps de préparer et de masquer son évolution. Elle est prête maintenant, et s'il garde encore quelques ménagemens de prudence et de politesse avec les ministres de Louis XV, c'est pour rester libre de choisir le moment où il lui conviendra de déclarer ses nouveaux sentimens. Assurément, il ne dénoncera pas le premier l'armistice européen : il a trop à faire à garder ce qu'il a gagné, pour se jeter à l'aventure dans de nouveaux hasards. Il ne parle encore que de former une ligue défensive pour assurer (c'est son expression) la liberté de l'Europe contre les menaces de l'ambition française. Mais il sait parfaitement à qui il parle, et ce n'est pas lui qui se trompera jamais sur le sens et la portée des paroles. Il n'ignore pas qu'entre France et Angleterre subsiste une riva-

lité à peine assoupie, excitée par le souvenir d'un partage égal de revers et de victoires, et que le plus léger incident, une querelle de frontière, une chicane élevée sur une interprétation de texte, peut, d'un instant à l'autre, porter à l'état aigu. Vienne ce conflit, qu'il prévoit inévitable, il déclare d'avance auprès duquel des combattans il a marqué sa place, et pour une cause qu'il aura une fois embrassée, il n'est pas homme à former longtemps des vœux stériles.

C'est bien ainsi que l'Angleterre entend l'alliance qui lui est offerte et qu'elle a d'ailleurs toujours attendue et sollicitée. Pendant toute la guerre, il n'y a pas eu un jour où l'Angleterre n'ait travaillé à détacher Frédéric de la France, et à le faire passer dans le camp de ses adversaires : à plus d'une reprise, elle a pu croire y avoir réussi. De la part de Frédéric, ç'a été, avec les ministres et les agens anglais, une suite de rapports tantôt secrets, tantôt publics, mais qui, entretenus parfois à l'insu et au préjudice de ses propres alliés, ont eu le caractère d'une véritable trahison : si, à d'autres momens, ces relations ont paru se refroidir et même s'aigrir, ce n'est pas que Frédéric les ait jamais découragées ; au contraire, il a toujours tenu à garder l'oreille ouverte pour entendre ce qui lui viendrait de Londres. Mais c'est que le roi George, songeant plus au Hanovre qu'à l'Angleterre, ou cédant à une sotte antipathie personnelle, a entravé les vues politiques de ses ministres. La nation anglaise n'a jamais partagé ces mesquins dissentimens de famille : elle a toujours suivi avec une sympathie instinctive et prophétique les exploits du jeune héros, enfant de Luther comme elle, et qui semble destiné à raviver, pour l'honneur de la foi protestante, les glorieux souvenirs de Gustave-Adolphe et de Guillaume d'Orange. Vainement l'Autriche est-elle encore l'alliée officielle et la Prusse l'ennemi nominal : les victoires de Molwitz et de Kesselsdorf n'en sont pas moins saluées, avec une satisfaction peu déguisée, dans les cafés et les lieux publics de Londres. Et à toutes les étapes de la longue négociation qui vient de passer sous nos yeux, n'avons-nous pas toujours vu l'Angleterre prendre en main la cause de Frédéric, se prêter à toutes ses exigences, aux dépens, en dépit et malgré les protestations de l'Autriche ? N'est-ce pas elle enfin, qui, par un dernier acte d'autorité, met la conquête de la Silésie sous la garantie du nouveau droit public ? Ainsi l'alliance de la Prusse ne lui est pas encore proposée que déjà l'Angleterre s'empresse d'en fournir le gage, et ce témoignage anticipé de reconnaissance atteste assez les services qu'elle en attend, et qu'à un moment donné elle se croira en droit de réclamer.

Mais ces avances n'ont pu être faites ni ces avantages assurés

à la Prusse sans contrister péniblement l'Autriche. A quel point Marie-Thérèse est offensée de se voir porter le dernier coup par une main qu'elle croyait amie, en quels termes elle qualifie cet abandon, c'est ce qu'on aurait peine à croire, si dans les textes que j'ai fait connaître, on n'entendait sortir de sa bouche même l'expression de son ressentiment. L'Angleterre, à ses yeux, par la garantie donnée à la conquête de la Silésie, s'est faite complice de l'attentat dont elle a été victime. Si le Prussien a fait le vol, l'Anglais, en le garantissant et en le mettant à l'abri de toute reprise, a joué le rôle ingrat de receleur; et c'est tout au plus si le complice, moins hardi et plus perfide que l'auteur principal, n'est pas plus digne de réprobation. A ce grief, qui est toujours le plus grave, l'Angleterre a mis le comble par ses faiblesses pour le roi de Sardaigne, en sorte que, si l'héritage de Charles VI n'arrive à sa fille qu'après une double mutilation, c'est l'Angleterre qui la lui a fait subir. Aux traits que j'ai rapportés pour peindre cet état d'âme de Marie-Thérèse, il semble qu'on ne puisse rien ajouter: il en est un pourtant qui les complète et qui les couronne. La paix conclue, quand arrive à Vienne le nouvel envoyé anglais qui doit remplacer Robinson, l'impératrice refuse de le voir : « Je lui ai donné en réponse, écrit le ministre Uhlfeld en lui transmettant ce refus, qu'après avoir fait rapport à Leurs Majestés, ils avaient trouvé que nos pertes étaient trop récentes, et la plaie des préliminaires faits à nos dépens était trop fraîche, pour qu'il leur convînt de recevoir un compliment de félicitations, pendant qu'un de condoléance conviendrait de préférence. Je lui ai doré la pilule de mon mieux (1). »

L'indifférence que l'Angleterre oppose à ces emportemens de la passion féminine atteste assez qu'elle s'y est préparée et même résignée d'avance, et que la perte d'une ancienne amitié, déjà remplacée par une nouvelle, si elle lui cause quelque regret, ne lui fait pourtant concevoir aucune inquiétude sérieuse. Sans doute, il y a encore des politiques attardés, entre autres le roi-électeur et son premier ministre, qui restent fidèles à ce qu'ils appellent le vieux système, à cette coalition des forces impériales et britanniques devant laquelle a fléchi, au début du siècle, l'orgueil de Louis XIV. Les victoires remportées en commun à Malplaquet et à Ramillies vivent encore dans plus d'une mémoire. Mais outre que dans la dernière campagne cette union, très difficilement maintenue, est loin d'avoir produit d'aussi brillans résultats, le bon sens du public anglais ne s'y trompe pas. Il comprend, d'instinct, qu'entre la catholique Autriche et la nation qui a chassé ses

(1) D'Arneth, III, p. 489.

souverains légitimes pour cause de papisme, l'alliance qui n'est fondée sur aucun rapport d'institution, de croyance ou de mœurs, ne peut être qu'accidentelle et doit cesser avec la combinaison de circonstances qui l'a fait naître. Après tout, ce que la politique anglaise appréciait dans l'alliance autrichienne, c'était le concours d'une grande force militaire dont les canons étaient braqués contre la France, et qui complétait par de gros bataillons la très petite armée qu'elle peut elle-même envoyer au dehors. Il lui fallait aussi une grande alliance continentale pour être libre de consacrer toutes ses ressources à établir et à exercer sa domination sur les mers. Mais voici qu'il peut attendre ce double service dans des conditions égales, sinon supérieures, d'une puissance bien plus rapprochée d'elle par des affinités de foi et de race : dès lors, entre l'alliée d'hier, déjà très affaiblie, qui devient exigeante et impatiente, et celle qui s'offre avec toute l'audace de la jeunesse et de la victoire, sa préférence ne peut être douteuse, et s'il est nécessaire de choisir, elle ne regrettera pas l'échange. S'il faut affronter de nouveau, même sur terre, la fortune des combats, l'Angleterre n'est pas certaine que du sein de sa propre armée s'élèvera un second Marlborough, mais elle peut déjà compter qu'en fait d'auxiliaire elle trouvera dans Frédéric plus grand que le prince Eugène.

Ainsi délaissée par l'Angleterre, trop fière pour essayer de s'en rapprocher, inquiète pour sa propre sécurité des pièges que peut lui tendre à toute heure un voisin sans foi et sans scrupule, n'ayant renoncé d'ailleurs ni à la revanche, ni à la vengeance, à qui Marie-Thérèse aurait-elle recours, sinon à la France? Quel autre espoir, quel autre appui possible lui reste? Assurément, il est dur d'implorer le secours, et de se mettre ainsi à la discrétion de l'ennemi héréditaire. Elle aussi a bien des préjugés à vaincre, bien des souvenirs de gloire et des ressentimens d'injure à effacer. Mais le temps presse, la nécessité commande, et Marie-Thérèse n'est pas d'humeur à faire à moitié ce qu'elle entreprend. Aussi avec quelle ardeur elle tend tout de suite les bras à la France! On dirait que, n'était l'orgueil impérial qui la retient, elle va se jeter à ses pieds. Rechercher presque à tout prix l'alliance française, c'est la seule instruction que son confident Kaunitz emporte à Aix-la-Chapelle, et il se croit un moment à la veille de la remplir. Déçu par la brusque signature des préliminaires, il se remet à l'œuvre dès le lendemain pour renouer les fils brisés de sa négociation clandestine. La paix ne découragera ni lui, ni sa souveraine : c'est à Vienne surtout que cette paix ne paraît qu'une trêve, et Kaunitz va passer tout droit d'Aix-la-Chapelle à Paris comme ambassadeur, afin que,

confiée à la même main, la poursuite du même dessein ne subisse ni interruption ni relâche.

Reste à savoir ce que fera la France de ces invitations qui, à certains momens, prennent le ton de véritables supplications. Mais comment le savoir si elle ne le sait pas elle-même? Rien n'égale, on a pu tristement s'en apercevoir, en face de la révolution significative qui s'opère et dont les symptômes sont visibles, en quelque sorte à l'œil nu, l'irrésolution et l'embarras des hommes qui dirigent la politique de la France, ou plutôt qui sont censés la conduire. Louis XV prête peu d'attention à son conseil, et ses ministres ne s'entendent pas : aucun d'eux, le roi moins que tout autre, ne sait clairement ce qu'il pense et moins encore ce qu'il veut. On est las des caprices, des exigences, des impertinentes railleries de Frédéric, mais on n'ose lui déplaire. Les offres de l'Autriche sont séduisantes, mais pour les accepter, il faudrait rompre avec les traditions d'une inimitié séculaire, et le courage d'esprit fait défaut. C'est ainsi que se perdent toutes les faveurs de la fortune. Grâce à la division de ses ennemis, la France était maîtresse de faire la loi de la paix : mais il semble que, fléchissant sous le poids d'une situation trop forte pour le génie de ses ministres, elle se soit hâtée d'en déposer le fardeau par une conclusion précipitée, qui ne termine rien, laisse tout en suspens, et ne la fera pas sortir elle-même de ses perplexités.

Et pourtant, aujourd'hui que le temps doit avoir fait justice de préventions sans fondement, on ne comprend pas ce qui pourrait faire hésiter la France à céder aux instances pressantes de l'Autriche. A quelque point de vue qu'on se place, qu'il s'agisse de prolonger la durée de la paix, ou de descendre de nouveau dans l'arène, le rapprochement de l'Autriche présente à la France des avantages auxquels les plus sages conseillers de Louis XV sont déjà sensibles et qu'on s'étonne de voir si peu et si mal appréciés. C'est, au fond, la seule combinaison qui, servant de contre-partie et faisant contrepoids à l'intimité dont l'Angleterre et la Prusse ne feront bientôt plus mystère, puisse maintenir le repos précaire et l'équilibre instable, fondé à Aix-la-Chapelle sur des bases si chancelantes. Si au contraire, comme chacun s'y attend et s'y prépare, le sort de l'Europe est livré de nouveau aux chances de la guerre, où la France chercherait-elle, pour tenir tête aux menaces de l'orgueil britannique, un auxiliaire plus sûr et maintenant plus ardent qu'à Vienne? Est-ce à Berlin, où elle n'a jamais trouvé que des mécomptes, des déceptions, et la désertion au moment critique, suivie de la raillerie et de l'insulte? Peut-elle oublier que, pendant que Frédéric, après avoir appelé ses armées au fond de l'Allemagne,

les abandonnait sans prendre souci de leur sort, Marie-Thérèse, pour obtenir non pas leur concours, mais seulement leur inaction et leur retraite, a offert un jour d'importantes concessions territoriales propres à étendre la frontière française sur le point où il a toujours paru le plus essentiel de la régulariser et de la couvrir? L'engouement naïf et crédule d'un ministère philosophe a perdu cette occasion inespérée. Mais dans une lutte nouvelle elle peut renaître : où est le mal, où est le danger de se mettre d'avance en mesure pour ne pas la laisser une seconde fois échapper?

Est-ce sérieusement qu'on invoquerait, pour rester sourd aux propositions de l'Autriche, la crainte de s'écarter d'une tradition glorieuse inaugurée par des souverains ou des ministres de génie, d'offenser en quelque sorte, en faisant pacte avec la petite-fille de Charles-Quint, la mémoire d'Henri IV et de Richelieu? La politique peut-elle vivre à ce point de sentimens et de souvenirs? Quand tout change autour d'une nation, peut-elle ne pas changer elle-même, et quand de nouveaux courans traversent l'atmosphère, le pilote n'est-il pas obligé de modifier la direction du navire? C'est bien assez que, par une fidélité aveugle à de grands exemples, Fleury, suivant à regret les conseils de Belle-Isle, ait précipité la France dans la guerre stérile qui vient de finir. Une telle leçon ne doit pas être perdue. L'épreuve, chèrement payée, a fait voir que, si la nouvelle maison d'Autriche est trop solidement établie dans son patrimoine héréditaire pour qu'on puisse lui susciter un concurrent sérieux à la dignité impériale, hors d'Allemagne, privée, comme elle l'est, de l'Espagne et bannie de la moitié de l'Italie, elle ne peut plus exercer la prépondérance qu'on pouvait redouter de la part de ses aïeux. Nulle précaution n'est donc plus de saison contre une omnipotence dont le fantôme a disparu. En Allemagne aussi, tout est devenu bien différent : le saint-empire affaibli n'est plus que l'ombre d'un grand nom, et du sol allemand lui-même s'est levée une nouvelle puissance qui, pour son premier coup d'essai, a vaincu l'Autriche en bataille rangée. La grandeur soudaine de la Prusse change tout le régime intérieur du corps germanique. Du moment qu'il y a au-delà du Rhin deux États en mesure de se tenir tête et de se faire équilibre l'un à l'autre, l'intérêt de la France est non d'écraser l'un des deux, mais de maintenir entre eux la balance en se portant alternativement du côté qui paraît fléchir. Dans le cas présent, c'est évidemment l'Autriche sur son déclin qui reste menacée : c'est elle donc qu'il convient de soutenir, et c'est ce que le coup d'œil du génie aurait sans doute fait reconnaître aux grands maîtres politiques dont les ministres de Louis XV se piquaient de suivre les

leçons, mais en les interprétant avec plus de docilité que d'intelligence, et en s'attachant à la lettre plus qu'à l'esprit.

Au demeurant, le moment va venir, — et il ne tardera pas, — où le pas qu'on se refuse à faire, de gré ou de force, il faudra le franchir. Quelques années seront à peine écoulées, et pour un prétexte frivole qui ne prouve que mieux l'incompatibilité d'humeur des deux peuples, l'hostilité sera rallumée entre la France et l'Angleterre, et tout de suite Frédéric aura pris parti contre son ancienne ennemie et pour sa nouvelle alliée par un traité encore défensif dans la forme, mais au fond tout à fait agressif et qui n'est que l'application littérale du plan que nous avons entendu sortir de sa bouche. Il faudra bien alors, pour ne pas rester dans un périlleux isolement, que la France se décide à écouter ce que l'Autriche, toujours éconduite, mais jamais découragée, n'aura pas cessé de lui redire. Seulement l'heure favorable sera peut-être passée : la nécessité de s'unir, étant devenue égale et également reconnue des deux parts, les conditions qu'on aurait pu dicter, il faudra les débattre, et peut-être en subir qu'on n'aurait pas offertes. Faute d'avoir su se décider à temps et prévoir, l'alliance que la France aurait pu accorder en 1748, en 1756 elle sera heureuse de l'accepter.

Quoi qu'il en soit, je crois en avoir dit assez pour affirmer, sans contestation possible, que le fameux changement de politique, tant reproché à Louis XV, loin d'être son œuvre propre, était opéré autour de lui et sans lui et devenu par là même nécessaire avant qu'il eût songé à y prendre part. Il faut être juste même pour ce souverain digne, sur d'autres points, de tant de reproches. Cette résolution capitale ne fut de sa part ni l'effet d'une complaisance pour sa maîtresse, blessée d'une épigramme ou flattée d'une caresse royale; ce ne fut pas davantage un acte de dévotion superstitieuse, il ne songea pas à réparer par le secours prêté à une puissance catholique le tort fait à la religion par les désordres de sa conduite. Ces contes, d'une ineptie ridicule, propagés par les flatteurs gagés de Frédéric, répétés par les déclamations démagogiques de nos clubs révolutionnaires, et pieusement transmis ensuite à la crédulité populaire par des historiens français même de notre âge, n'ont pas l'ombre d'un fondement. Le traité de 1756 ne fut point, comme on l'a dit, la faute du règne : la faute fut d'avoir attendu pour le conclure une nécessité si pressante, que rien n'en avait préparé l'exécution et qu'il ne restait plus qu'à y apposer d'une main tremblante une signature tardive.

Duc de Broglie.

LE

JOURNAL DE MLLE DE SOMMERS

DERNIÈRE PARTIE (1).

14 septembre.

Nuit détestable. Je me suis levée tard. Nous sommes allés tous en voiture voir des ruines assez belles à quatre lieues d'ici. De la colline où elles se trouvent, on découvre tous les environs. Il faisait un temps superbe, un peu trop chaud peut-être. J'avais si peu dormi la nuit, que je me suis assoupie dans la voiture. J'ai eu un cauchemar : il paraît que j'ai crié ; on a dû me réveiller. C'est demain que part, cette fois sans rémission, M. Wentworth, aussi y avait-il réception aujourd'hui en son honneur. Le dîner a été brillant, et la soirée fort animée. J'ai beaucoup dansé ; par suite, ce soir, je suis fatiguée, et comme il est une heure, je tombe de sommeil.

Bonne nuit ! J'ai essayé de dompter l'âme par la bête, je crois que j'ai réussi.

15 septembre.

M. Wentworth est parti ce matin. Ses adieux à la famille de Puisaye ont été faits avec beaucoup de convenance, une gratitude

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 février et du 1er mars.

simple et vraie qui avait quelque chose de touchant. Ceux qu'il a faits à Marguerite et à son frère ont été tout à fait caractéristiques. Il semblait ne pouvoir les quitter. M. Wentworth n'est pas précisément un damoisel. Il a trente-deux ans, a fait trois fois le tour du monde, rempli des missions dangereuses, chassé le tigre, et risqué sa vie dans plus d'une tempête. L'émotion chez lui se manifeste par la pâleur et une légère contraction des traits : il était visiblement ému. Il y a eu presque de la tendresse dans ses adieux à Marguerite, dont il sait l'affection pour sa cousine.

A M. de Lostange, il a donné une poignée de main qui semblait ne se pouvoir terminer. Ses derniers mots ont été :

— Nul ne peut répondre de l'avenir. Si jamais vous avez besoin de moi, appelez-moi. Est-ce promis ?

— Oui, c'est promis.

Miss Grey, de même qu'à son arrivée elle avait seule été au-devant de lui, l'a reconduit, seule, à son départ.

Voilà un vide, mais pour aujourd'hui seulement. Le commandant Paumier et sa sœur arrivent demain.

La journée a été trop chaude : le ciel est plein d'éclairs. Que faire ce soir ?

Essayons de dormir : je crois savoir ce qui m'attend.

16 septembre.

Je ne m'occupe même plus de ce que sont mes nuits.

Aujourd'hui sont arrivés, à quatre heures, Mlle Adèle Paumier et son frère le commandant. Marguerite et son frère aîné étaient allés les chercher à la gare. Ils ont été reçus au château comme de vieux amis, de la manière la plus affectueuse, chose presque incroyable, s'agissant de personnes comme le marquis et surtout la marquise. Maman et moi nous étions arrangées de façon à ne pas être là, pour ne pas gêner les premiers épanchemens. C'est au salon, un peu avant le dîner, qu'a eu lieu la présentation.

Le commandant Paumier est un homme de soixante-cinq ans, je crois, les cheveux gris taillés en brosse, le visage bien rasé, sauf la moustache et la mouche. Ses petits yeux gris bleu devaient autrefois avoir une expression un peu dure ; ils ont maintenant comme une honnête candeur, une douceur ferme, qui font plaisir à voir. Avec son pantalon gris de fer, sa redingote bleue, boutonnée complètement, serrant une taille encore passable, et sa rosette d'officier de la Légion d'honneur, il a une bonne mine et une bonne tournure d'ancien militaire correct et bien tenu ; mais la personne de beaucoup la plus remarquable, c'est sa sœur.

Elle est son aînée, et paraît plus jeune que lui de dix ans, tant

un air de douceur, d'extrême bienveillance, qui d'ailleurs n'exclut pas une aimable dignité, donne de charme, de grâce calme et sereine à son visage.

Quoique sa santé soit excellente, son teint est naturellement pâle. Elle a de grands yeux bleus, d'une expression indéfinissable, et où il semble que se reflète toute son âme, des sourcils bien dessinés, presque châtains encore, un beau front bien encadré de bandeaux gris qu'elle porte plats, à l'ancienne mode : la bouche est moyenne, avec des lèvres fermement pressées, pleines d'énergie, mais dont le joli sourire a souvent une bonté tout à fait séduisante. La forme du visage est harmonieuse, peut-être plus longue que ne l'exigerait la perfection de l'ovale, et les joues sont un peu creuses sans maigreur. Elle n'est pas ce qui se peut dire grande, mais simplement d'une taille au-dessus de la moyenne, mince sans l'être trop, et boite légèrement, si légèrement que cela donne seulement à sa démarche quelque chose d'hésitant et de timide qui lui sied. J'ai lu quelque part que le boiter allait bien à Mlle de La Vallière. On pourrait en dire autant de Mlle Paumier. Elle avait une robe de soie noire qui devait être à la mode il y a dix ans, qui aujourd'hui est encore très seyante, et le sera tout autant dans dix autres années. Comme la personne qui la porte, la robe n'a pas d'âge. Sur cette robe, un petit col blanc, arrondi aux coins, et, au bout des manches plates, des manchettes blanches allant avec le col. Aux mains effilées, blanches, aux ongles soignés, des mitaines de soie noire.

Elle a fait de suite la conquête de maman, et je crois que ç'a été réciproque. Elle a fait surtout la mienne : je me suis sentie irrésistiblement attirée vers elle. Quant à l'impression qu'a produite mon humble personne, je n'ai encore pu en juger. Ce qu'il y a de certain, c'est que cette femme si douce, si modeste et si sérieuse, religieuse sans bigoterie, bien plus, sans dévotion, rieuse volontiers aux occasions, et avec son sérieux, souvent souriante, répand autour d'elle une sorte de charme auquel nul ne se peut soustraire, dont elle-même semble n'avoir aucune idée, bien loin de s'en prévaloir, et devant lequel même l'aigre roideur de la marquise est tombée. On dit que nul n'est prophète en son pays. Ici le proverbe ment, car le commandant Paumier a une sorte de culte pour sa sœur, qu'il a toute sa vie consultée en tout, et pour qui seule, du temps qu'il était le grincheux capitaine Paumier, son habituelle mauvaise humeur disparaissait.

Je croyais connaître M. de Lostange : j'ai eu l'occasion aujourd'hui de le voir une fois de plus sous un nouvel aspect.

Avec Marguerite il est paternel, à la fois rude et tendre. Avec moi, d'une extrême amabilité, un peu grave peut-être, et sentant facilement l'étiquette; avec maman, rempli « d'humour, » — de

manières parfaites et respectueuses. Avec Mlle Paumier, c'est encore autre chose. Il y a dans sa manière d'être avec elle comme un respect délicat, une confiance entière, et une légère soumission pleine de déférence.

Jusqu'ici, je ne croyais pas que personne eût la moindre influence sur lui. Il me semble, maintenant, qu'il consent sur soi à Mlle Paumier une sorte d'autorité morale.

Sa figure, lorsque Mlle Paumier fixe sur lui ses grands yeux clairs, bons et doux, s'éclaircit presque toujours, souvent même elle prend, pour un instant, je ne sais quoi de jeune. Ses regards ont alors une expression de dévoûment empressé, absolu ; il semble qu'elle n'ait qu'à ordonner pour être obéie. Chose bizarre, tandis que tout le monde l'appelle François, sauf Marguerite qui dit « mon frère, » Mlle Paumier dit, comme son frère, « Lostange, » et cela, avec une honnête et affectueuse familiarité qui fait plaisir à voir, et lui donne à elle, en même temps, un petit air de supériorité officielle tout à fait original et charmant.

J'ai dit que maman et Mlle Paumier ont fait réciproquement la conquête l'une de l'autre. Rien de curieux comme de les voir, avant le dîner, dans le feu d'une nouvelle connaissance, déjà en conférence sur le canapé.

Pendant ce temps, le commandant Paumier causait avec M. de Lostange et Marguerite, et je crois qu'on jetait les bases de cinq ou six projets de cavalcade. Miss Grey, Jules de Puisaye et moi, nous causions dans un coin ; la marquise n'était pas encore au salon. C'est Sky qui m'a valu une présentation particulière à Mlle Paumier et à son frère.

Il était resté à dormir, ou à réfléchir, dans le petit salon. Le bruit des conversations l'a dérangé : il est arrivé, tout engourdi de sommeil ou de méditation, et s'est arrêté au milieu du salon pour se détirer à son aise, en cambrant les reins et en fléchissant sur les pattes de devant, tout en faisant un bâillement démesuré au cours duquel il a prodigieusement tiré la langue.

— Sky ! malheureux chien ! a dit Mlle Paumier, veux-tu bien te sauver ! Qu'est-ce que tu fais ici ? Tu vas être grondé !

— Oh ! non, non, a répondu Marguerite, il a droit de cité maintenant, grâce à Madeleine. — Et elle s'est approchée du canapé, le commandant aussi ; je n'ai pas entendu ce que Marguerite a raconté, mais à la rougeur de maman, à ses gestes de dénégation, qui étaient ceux qu'on fait quand on reçoit des complimens, j'ai compris qu'il était question de mes hauts faits.

Du reste, Marguerite ne m'a pas laissée longtemps dans l'incertitude. Elle est venue me prendre par la main, et m'a conduite au canapé, en disant :

— Fais une belle révérence.

Ce que j'ai fait. Les petits yeux du commandant brillaient d'un regard fort aimable, et sa sœur m'a cordialement tendu la main. Il m'a semblé qu'elle me regardait avec un bon vouloir très réel. En me retournant, j'ai vu M. de Lostange qui approuvait du bonnet, je veux dire de la tête.

Dîner on ne peut plus gai.

Je suis à la gauche de M. de Lostange, Mlle Paumier à sa droite. Entre nous trois, la conversation n'a pas tari, pendant que le commandant réussissait à dérider la marquise, et commençait avec Marguerite une guerre de taquinerie qui est de rigueur, pour ainsi dire, et va durer tout le temps de son séjour à Puisaye.

— Et Jeannette, commandant?

— Vous la verrez, Marguerite (il l'a connue à cinq ou six ans), actuellement elle est cachée.

— Sur votre cœur? Il me semble que je distingue sa forme.

— C'est impossible.

— Alors, je la sens. — Et Marguerite a flairé bruyamment.

— Ah! par exemple! Sérieusement, a dit le pauvre commandant, madame la marquise, est-ce qu'on sent ma malheureuse pipe?

— Mais non, commandant, c'est une méchanceté de Marguerite.

— Du tout, maman, j'ai l'odorat plus fin que vous : d'ailleurs vous n'êtes pas sous le vent, moi, j'y suis. — Et Marguerite, levant le nez en l'air comme un limier, a de nouveau flairé bruyamment et dit : Je sens Jeannette. Il n'y a pas à dire, je la sens!

Le commandant était aux abois.

— Mademoiselle Paumier, a dit la marquise, imposez silence à Marguerite, la voilà qui tourmente le commandant!

— A propos de Ja-a-nette! a dit gravement Marguerite, en scandant le mot.

— Mon commandant, a dit M. de Lostange en riant, vous avez un moyen de la punir, c'est de lui dire qu'elle ne pourra pas vous aider à l'allumer, tout à l'heure.

— Ceci, c'est de la trahison! si tout le monde se met contre moi!

Enfin le dîner a fini : comme cela a lieu quand le commandant est là, M. de Lostange, lui et Marguerite sont allés s'enfermer dans un petit cabinet près de la salle à manger, où on leur a servi du café, parce que le commandant en prend le soir, et force liqueurs pour la même raison.

Je suppose, c'est-à-dire je suis sûre que Jeannette a fait son apparition, car Sky, qui avait commis l'imprudence de s'aventurer dans ce lieu de perdition, est revenu au bout d'un quart d'heure,

toussant et éternuant comme un possédé, et apportant une odeur de tabac dont tout le salon a été empesté, ou parfumé, suivant qu'on le voudra trouver.

Depuis que miss Grey est fiancée à son cousin, sa situation dans la maison est complètement changée, c'est-à-dire dans ses rapports avec le marquis et la marquise, car, avec Marguerite et son frère, elle avait toujours été sur le pied de la plus parfaite égalité. Pendant que la fumée faisait rage, nous avons formé un cercle et causé d'une foule de choses.

Comme, pour grands que soient les plaisirs, leur durée, hélas! est limitée et bornée, après certainement que Jeannette eut été fêtée et refêtée, le groupe des fumeurs est revenu. On a fait de la musique. Marguerite et moi avons chanté et même son frère aîné, qui, devant la prière de Mlle Paumier, s'est de suite exécuté, et de bonne grâce. Mlle Paumier, qui est un peu musicienne et par suite aime fort la musique, en est privée toute l'année; elle a désigné franchement ses morceaux de prédilection, et on les lui a joués et chantés. Je lui ai, moi, chanté *l'Ave Maria* de Schubert, et *la Jeune fille et la Mort*, du même. J'étais en voix : je crois que je lui ai fait plaisir.

Ces romances lui rappelaient sa jeunesse ; elle était émue, et j'ai cru lui voir aux yeux un certain brillant qu'y avait fait monter le souvenir des jours passés.

Elle m'a beaucoup remerciée, avec effusion, et tout naturellement je me suis assise près d'elle.

Nous étions tout à fait dans le coin du piano et du salon, comme à part des autres personnes.

— Vous aimez beaucoup ces romances, mademoiselle? ai-je dit.

— Oui, ces deux-là particulièrement. Du reste, comme tout ce qui me rappelle le passé.

— Vous y vivez beaucoup, à ce que je vois.

— Il arrive un âge où l'on ne vit plus que là. Le passé a un charme qu'on ne trouve qu'en lui, un charme...

— Douloureux?

— C'est le mot ; mais comment le devinez-vous, ce mot, mon enfant... mademoiselle?

Les mots « mon enfant » lui avaient glissé des lèvres si vite qu'elle n'avait pu les retenir, et, sans affectation, elle s'était reprise. Je lui ai dit :

— Mademoiselle, pourquoi vous reprendre? Vous aviez si bien dit d'abord !

— C'était venu beaucoup trop vite.

— Mais j'y trouvais un plaisir extrême. Vous me rendriez heureuse de ne pas retirer le terme, et à l'occasion de le répéter.

Il paraît que j'avais l'air très convaincu, car elle m'a dit :

— Cela viendra tout seul : en attendant, à votre âge, comment devinez-vous ce mot ?

— J'ai toujours trouvé, mademoiselle, que les souvenirs avaient un charme particulier, moins vif, mais plus profond, et par suite plus puissant, que celui du présent, ou celui des espérances. Enfoncé plus avant dans notre cœur par le long temps, n'effleurant plus, mais ayant pénétré, ce charme en a mieux pris possession, et s'appliquant au passé irréparable, irretrouvable si j'ose employer le mot, il est tout mélangé de regrets, et en devient triste, douloureux même : à la fin, charme et douleur sont tellement confondus dans nos sensations, que nous ne les pouvons plus séparer, pas même distinguer. D'ailleurs charme, douleur, souvent ne font réellement qu'un. Il y a des douleurs agréables. J'ai entendu, un jour, un de nos professeurs dire que les Romains avaient trouvé cette expression « tourmens exquis. » A l'employer au vrai, non plus comme eux, mais dans son sens littéral, il me semble qu'il y a des « douleurs exquises. »

— Pas à votre âge, mon enfant, puisque vous voulez ce terme ; vous êtes trop jeune pour cela. Je dirai même que ces idées sont funestes, pour une si jeune tête.

— Pourquoi, mademoiselle? Ce que je suis aujourd'hui, je l'ai été de tout temps ; je ne m'en suis pas trouvée plus mal. Enfant, j'étais une petite fille mélancolique et folle de lecture ; on me trouvait toujours dans un coin avec un livre.

— Mais, à votre âge, il faut jouir du présent, et surtout de l'avenir : gardez pour plus tard la jouissance de goûter le passé.

— Pourquoi, mademoiselle, ne pas anticiper? Il me semble, avant tout, que ce qui a été a une grâce et un attrait que n'ont ni le présent, ni l'avenir. Le passé a pour lui la poésie du souvenir. J'aime les fleurs, et je préfère le parfum des fleurs fanées à celui des fleurs fraîches. La simple légère odeur, vague, à peine saisissable, d'une fleur fanée dans un livre, éveille en moi tout un monde de souvenirs, par conséquent de sensations. Elle évoque le passé, avec sa séduction plus pénétrante que celle des autres temps, et je le répète, il me paraît que son charme s'accroît du regret qu'on éprouve de ne le plus pouvoir saisir... D'ailleurs, seul le passé nous appartient, est bien à nous. Le présent ne met pas en jeu notre imagination, l'avenir ressemble aux nuées qui flottent dans l'espace, c'est l'incertain. Le passé seul existe, parce qu'il est certain.

— Avec de pareilles idées, vous ne devez pas toujours être heureuse?

— Vous voulez dire, mademoiselle, que je ne dois pas toujours

être gaie, ce qui, pour moi, n'est pas la même chose. Je puis être triste, et cependant être heureuse, ou, si vous aimez mieux, être en réalité malheureuse, mais d'un malheur que je savoure. Je vous le répète, je crois qu'il y a des douleurs exquises. D'ailleurs, je serais presque disposée à croire que la douleur est bonne en soi, car elle élève et ennoblit. Elle mène à la résignation, puis à l'idée du sacrifice, le plus grand de tous les sentimens, puisque c'est le renoncement le plus parfait à soi-même, et certainement une des branches, peut-être une des sources de la charité, qui est l'amour des autres commençant ou continué par l'oubli de soi!

— Quel docteur vous faites, mon enfant! et comme vous possédez votre sujet!

— C'est que, mademoiselle, j'ai beaucoup pensé depuis un certain temps; j'ai...

J'en étais là quand la figure de M[lle] Paumier est devenue très sérieuse; elle a regardé derrière moi : je me suis retournée et j'ai vu... Marguerite et son frère aîné qui ne perdaient pas un mot de l'entretien.

J'ai rougi, beaucoup même, et me suis levée brusquement en disant avec colère :

— Ceci est une trahison! Depuis quand êtes-vous là?

— Depuis le « charme douloureux, » a répondu Marguerite en m'embrassant : — J'avais plaisir à t'écouter; tu étais très bien lancée, c'est pourquoi je n'ai pas voulu t'interrompre. Maintenant, nous venons te demander si tu veux faire un quadrille. Voici les Jussé qui arrivent, et nous serons assez pour danser.

— Soit! je veux bien.

— Mademoiselle, a dit M. de Lostange en s'inclinant, voulez-vous m'accorder le premier quadrille?

J'ai cru rêver : je suis restée interdite.

— Eh bien! tu es polie! a dit Marguerite; tu ne réponds même pas!

— Très volontiers, monsieur, j'étais encore sous le coup de mon indignation de tout à l'heure.

Il s'est éloigné : Marguerite avait déjà pirouetté. Avant de m'éloigner aussi, je me suis assise de nouveau, et j'ai dit à M[lle] Paumier, d'un ton plus sérieux que je n'aurais cru pouvoir le faire une demi-heure auparavant :

— Mademoiselle, je causais avec vous d'abondance de cœur, intimement, à cause de la confiance, du respect que vous m'inspirez.

— Et tant que vous avez parlé en termes à peu près généraux, je vous ai laissée parler. Mais à peine avez-vous commencé à aborder ce qui vous concernait vraiment, que je vous ai arrêtée.

C'est pour vous faire voir que nous n'étions pas seules que j'ai alors regardé derrière vous. Vous le rappelez-vous?

— C'est vrai.

— Et je ne pouvais pas vous le faire comprendre autrement. Marguerite m'avait fait signe de vous laisser parler, et vous dire : Interrompez-vous, c'était en quelque façon attribuer trop d'importance à vos paroles. Ce n'était pas mon sentiment et je ne voulais pas que ce fût non plus celui de... Marguerite.

— C'est vrai, mademoiselle, vous avez raison.

— Vous ne m'en voulez plus?

— Oh! non!

Pendant ce temps, on avait poussé les tables et tout préparé pour danser. Mon cavalier est venu me chercher, et nous nous sommes mis en place.

A peine y étions-nous qu'il m'a dit :

— Vous m'en voulez, mademoiselle?

— Oui, monsieur, je trouve peu digne le métier d'écouteur.

— Lorsqu'il s'agit de banalités et que c'est une simple plaisanterie faite ouvertement, cela a-t-il tant de gravité?

— Oui, car vous pouviez surprendre mes pensées.

— Mais comme cela n'a pas eu lieu, comme même cela ne pouvait avoir lieu, car Mlle Paumier ne l'eût pas souffert, il me semble que vous prenez la chose trop à cœur. Quoi qu'il en soit, je vous ai blessée, voici le fait, et je vous prie de vouloir bien en recevoir...

Il s'est interrompu.

— De vouloir bien me le pardonner.

Le mot semblait lui coûter, mais enfin il a été dit.

— Soit, monsieur, je vous le pardonne.

J'ai tenu à me servir de ses propres termes.

Il s'est incliné : nous nous sommes regardés bien dans les yeux, puis il m'a dit froidement :

— Je vous remercie de la bonne grâce parfaite dont vous m'accordez ce « pardon. »

Le mot a été souligné, en parlant. Il y a eu un silence, qu'il a rompu en disant :

— Madame votre mère était tout heureuse, ce soir, de vous entendre chanter. Du reste, le plaisir a été général.

— Mais vous-même vous avez bien chanté.

— A ravir. C'était ce qui se peut de plus parfait.

— Vous vous moquez, monsieur!

— Nullement, mademoiselle, jamais.

— Ce qui veut dire toujours. Quel singulier caractère vous avez! Tour à tour gai, triste, enjoué, taciturne, capable d'élans réels,

généreux même, puis froid et indifférent. Bien habile qui vous déchiffrera, comte de Lostange!

— Me déchiffrer n'intéresserait personne, laissons donc cela de côté.

— Qui sait! Pour une femme, c'est toujours, je crois, chose intéressante qu'une énigme à déchiffrer.

— Il y a énigmes et énigmes. Il y en a qui ne valent pas d'être déchiffrées. Aimez-vous la musique allemande, mademoiselle?

— Beaucoup. Comme il fait chaud, ce soir!

— Oui : je crois que les vendanges seront belles...

— Le temps est beau pour la saison, monsieur de Lostange!

— Mademoiselle de Sommers, vous avez raison!

Nous nous sommes encore regardés dans les yeux.

Il avait pâli, et moi aussi, je le sentais. Nous avons dû nous prendre par la main pour une figure du quadrille, et j'aurais juré que sa main tremblait; mais son visage était impassible, le regard indifférent, la voix calme. A tout cela il pouvait commander, mais il ne pouvait commander au sang de lui colorer les joues, à ses nerfs de ne pas entrer en vibration.

Mille pensées se heurtaient dans ma tête. Nous sommes restés silencieux quelques minutes, puis il m'a dit :

— Je crois que c'est à nous maintenant, — et nous nous sommes avancés.

J'ai répondu :

— Nous sommes toujours en retard.

— Oui, nous ne faisons pas assez attention.

Ç'a été le dernier mot. Le quadrille a fini et il m'a reconduite à ma place.

J'étais fort mécontente, de lui d'abord, mais surtout de moi. Puis je me suis dit qu'il fallait me secouer, et chasser ces idées ennuyantes. J'ai causé avec Marie de Jussé qui est très gaie, et je suis arrivée à rire, beaucoup même, tout en m'interrompant des instans pour songer.

J'ai été horriblement sotte ce soir. Il avait eu le premier tort, d'être indiscret; au fond, était-ce un tort? Bien véniel et qui aurait plutôt dû me flatter. Et comme j'ai été désagréable avec lui! Car enfin il s'était excusé. Ma foi, c'est fait, tant pis, cela lui apprendra une autre fois.

J'ai tort de faire la brave, je suis furieuse contre moi.

19 septembre.

J'ai passé la nuit à me casser la tête. Je n'ai pas pu rattraper mon sommeil ce matin, et voyant à six heures que je n'avais plus

de chance de me rendormir, je me suis levée et une fois prête, ai descendu prendre l'air.

Au moment où je mettais le pied dans la cour, j'ai vu Mlle Paumier qui sortait. Je lui ai dit bonjour : elle allait à la messe de sept heures.

— Oh ! vraiment ! ce doit être charmant d'aller à la messe de sept heures : si j'osais...

— Volontiers, mais il faudrait vous dépêcher.

— Le temps de prendre mon chapeau et mes gants.

Nous sommes arrivées au moment où le curé montait à l'autel. La petite église était déserte. Deux vieilles femmes comme assistance.

Après la messe, Mlle Paumier m'a dit :

— Je vais vous reconduire, si vous le désirez, et je ferai ensuite ce que mon frère appelle le tour Lostange.

— Pourquoi donc ?

— Parce que c'est lui qui m'en a donné l'habitude, quand il venait passer huit ou dix jours à la maison ; et, par parenthèse, c'est ce qui a remis ma santé : je ne faisais pas assez d'exercice au grand air. Je crois que vous, vous faites assez d'exercice : vous êtes toujours dehors.

— Tout au moins dans le jardin. C'est comme Marguerite.

Nous nous sommes mises à causer de Marguerite, et j'ai proposé de faire ensemble le fameux tour. Il était huit heures un quart quand nous sommes rentrées, et on venait de sonner le premier déjeuner. Nous y sommes allées en chapeau, et notre arrivée a fait sensation. J'avoue que j'ai dévoré. On nous a demandé la raison de cette belle tenue, et j'ai pris à la dire un air de grande fierté.

Naturellement, Marguerite a déclaré qu'elle ferait comme nous demain, et il n'y a pas eu jusqu'à maman qui n'ait dit, en soupirant, que demain elle se lèverait de bonne heure. Pauvre chère maman ! Je sais ce que vaut la promesse.

Marguerite, dans la journée, est allée faire une promenade à cheval avec le commandant Paumier. M. de Lostange devait naturellement les accompagner, et « au dernier moment » il y a eu un empêchement.

Personne, à commencer par le commandant, n'est la dupe de ces empêchemens, qui se reproduisent régulièrement, et ont pour but de laisser le brave commandant accompagner seul sa jeune amie et veiller seul sur elle. C'est une responsabilité qu'il ne partage qu'avec Sky, qui se fait un devoir et un plaisir de les accompagner, de les chaperonner à sa manière, quoique, à dire vrai, il soit toujours à plusieurs centaines de mètres d'eux, à droite, à gauche, ou en arrière.

Mais, qui est parfait en ce monde? Les fourrés sont si tentans, et il y a tant de choses à voir, à flairer, à fouiller en fourrageant, le nez en bas; et Sky, comme tous les chiens possibles, a ses affaires à lui auxquelles il lui faut vaquer, des affaires fort sérieuses, fort absorbantes; parfois, il semble, fort compliquées ou fort embrouillées, et, pour les démêler, il lui faut se lancer au plus épais de ces maudits fourrés, au travers des taillis. Il lui faut tout voir par soi-même; et cela prend plus de temps qu'on ne croit; et les chevaux n'ont aucun égard, ils font fort vite, et Sky est en retard; ce qui l'oblige à courir ensuite beaucoup, de quoi, d'ailleurs, il ne semble pas se préoccuper autrement, sauf que cela donne lieu à un développement inusité de langue, et à des lappées de hasard, quand il trouve un peu d'eau. Mais ceci est un plaisir.

Quand, par extraordinaire, M. de Lostange est de la partie, Spring lui aussi est de la partie; mais comme il n'a pas les longues jambes de Sky, il n'a pas de temps à perdre, et toute son occupation est de courir tant qu'il peut, avec une ouverture de gueule disproportionnée, qui le fait ressembler à ces grenouilles qui sont au milieu d'un jeu de tonneau à la campagne, et où le plus beau trait est de lancer un palet. Quant à la langue de Spring, elle défie la description; pas d'animal chimérique, de dragon héraldique lampassé de gueules qui en ait une semblable : tout ce qu'on peut faire, pour en donner une légère idée, c'est de dire qu'en voyant tout ce qu'il y en a, on se demande où diable il est allé la chercher !

Mais les dieux ont donné à Spring une âme héroïque. Quelque pénibles que soient ses fonctions, si rude que soit son service, ce service qui consiste à courir, à haleine perdue, derrière les chevaux, Spring n'aurait pas un instant l'idée de s'y soustraire; Spring est un chien de devoir, il trouve son plaisir dans son devoir même, et mourrait à la peine plutôt que d'y renoncer : il est plein de *pluck*. A peine, de temps en temps, cède-t-il à la faiblesse de flairer un coin d'arbre ou un bout de buisson; et Dieu sait s'il lui faut courir ensuite, et sortir un pouce de langue de plus (si impossible qu'il puisse paraître), pendant que ce gros sybarite de Sky en prend tout à son aise, nage dans les plaisirs, explore et voit tout, et en est quitte, après, pour une vingtaine de bonds gigantesques qui le mettent « au pair. » Le ciel n'est vraiment pas juste, tout bien considéré.

Je ne savais que faire de mon après-midi. Marguerite me manquait. Miss Grey écrivait; maman s'était accostée de la marquise pour aller respirer sur la fameuse petite terrasse; Sky lui-même était absent pour raisons de service : restait Mlle Paumier, et fort heureusement, Mlle Paumier, elle non plus, n'avait rien à faire que

d'aller retrouver la marquise et maman, ou de causer avec son cher Lostange.

Mais celui-ci était invisible : il avait paru de mauvaise humeur toute la matinée. D'abord, je m'étais sentie presque flattée de cette mauvaise humeur où je croyais avoir quelque part : en tout cas, nous n'avions pas échangé quatre paroles aux deux premiers repas. Je n'avais fait, bien entendu, aucun effort pour l'humaniser ; mais j'avais dû reconnaître ensuite qu'il ne paraissait pas s'occuper beaucoup de moi.

Je l'avais vu, avant le départ de la cavalcade, causer avec le commandant d'un air très sérieux, et j'avais entendu celui-ci lui répondre : « Soyez tranquille. » Malgré son attitude, en général impassible et silencieuse, M. de Lostange est sujet à s'inquiéter facilement quand il s'agit de sa sœur. Je n'ai nulle envie d'en rire, car je sais maintenant comprendre les inquiétudes.

Quoi qu'il en fût, je lui en voulais beaucoup moins tantôt, voilà ce qu'il y a de certain.

Donc, soit commune sympathie, soit effet de ce dieu capricieux qui gouverne le monde et qu'on nomme le Hasard, Mlle Paumier et moi avions déterminé, chacune de notre côté, d'aller faire un grand tour. Le même dieu Hasard a fait que nous nous sommes rencontrées, communiqué notre projet, et sommes parties ensemble ; j'avais emporté un album et des crayons ; Mlle Paumier, un horrible tricot blanc que je soupçonne d'être destiné à quelque œuvre de charité ; et nous voilà en route, par le soleil de deux heures, en grand chapeau de jardin.

La cloche de l'église tintait.

— J'aime beaucoup le son des cloches, ai-je dit, et dans la campagne il a un caractère tout particulier, il éveille tant de pensées !

— Oui, tant de souvenirs, et presque tous mélancoliques : avec vos idées, c'est probablement ce qui fait que vous l'aimez.

— Probablement. Et vous, mademoiselle ?

— Oh ! moi, je l'aime parce que j'y suis tellement habituée depuis mon enfance, qu'il me manque quand je ne l'entends plus. J'habite la maison de mes parens, qui est attenante à l'église.

— La ville que vous habitez est-elle grande ?

— Petite ; douze à treize mille âmes.

— Ce doit être un peu triste : trop de calme, probablement ?

— Ce n'est pas bien gai ; mais ce calme me plaît. J'y trouve mille charmes que d'autres n'y trouveraient pas. Ce petit trou de ville est un bon cadre pour une vie retirée, silencieuse, comme la mienne.

— Je vous comprends, mademoiselle. J'aime moi-même beaucoup la province : cette quasi-solitude me plaît.

— Cependant, je vous le répète, vous êtes bien jeune pour cela, mon enfant; à votre âge on devrait aimer la vie brillante, le mouvement.

— Je vous l'ai dit, affaire de nature, mademoiselle, affaire de caractère : la vie retirée me plaît. Et votre frère, il ne regrette pas sa vie animée de régiment?

— Non, il est fatigué; il a besoin de repos. Ensuite, là-bas, il connaît tout le monde, et il chasse. On l'invite à toutes les chasses à courre, et comme il y a beaucoup de châteaux aux environs, il y en a souvent. Cependant, si son année n'était pas coupée par un séjour ici, et par une, quelquefois deux visites prolongées de Lostange et de Marguerite, je crois que le temps lui durerait fort.

Je me suis contentée de répondre : « Vraiment. »

Je me suis rappelé ce qui m'est arrivé avec miss Grey et n'ai pas voulu paraître m'intéresser à un certain sujet ni surtout l'amener.

A ce moment, nous avons trouvé un joli coin frais à l'ombre; nous nous sommes assises.

Mlle Paumier a tiré ce qui m'a semblé une paire de brassières, et moi j'ai pris mes crayons.

Elle a continué :

— Tenez, en ce moment, mon frère est au comble du bonheur; il chevauche aux côtés de Marguerite, et ne donnerait pas son après-midi pour un empire.

— Ceci, je le crois; il avait un air tout joyeux, tout... ragaillardi.

— C'est très vrai, et Lostange le sait bien. Aussi s'arrange-t-il toujours pour les laisser ensemble.

— Le commandant aime beaucoup Marguerite?

— Beaucoup, oh! beaucoup. Elle est si charmante avec lui. Avec tout le monde, d'ailleurs.

— Oh! non, mademoiselle, je vous assure qu'elle n'aime pas tout le monde.

— C'est vrai, vous avez raison.

— Oui, elle est très réservée, très difficile dans le choix de ses affections, et je sais qu'elle vous aime beaucoup, M. votre frère et vous.

— C'est bien réciproque. Moi, je l'aime infiniment. Vous savez que je l'ai connue tout enfant; avec sa petite mine éveillée, elle était si amusante alors avec mon frère, ils étaient si drôles tous les deux; ils discutaient perpétuellement, et je dois dire qu'Adolphe n'avait pas toujours le dessus. Elle avait des reparties, des idées extraordinaires, et ne cédait jamais. Quand elle était à bout d'argumens, elle prenait un air grave et terminait le débat en disant :

« Je verrai, je réfléchirai. » Puis elle lui tendait sa joue à embrasser, et de cette façon c'était encore lui qui avait le dessous. Aussi l'aime-t-il beaucoup : cependant, je n'oserais pas dire qu'il l'aime plus que son frère. C'est une autre affection, mais je ne la crois pas plus grande.

— Vraiment, — ç'a été ma seule réponse.

— Oui, a continué M[lle] Paumier suivant le fil de ses idées, et interrompant un instant son tricot pour regarder vaguement devant elle par-dessus son pince-nez, je dirai même plus, il aime mieux Lostange que Marguerite. Marguerite l'amuse plus, le charme davantage, si vous voulez, mais Lostange tient plus de place dans sa vie. C'est à Lostange qu'il doit d'avoir quitté le régiment regretté de tout le monde. C'est Lostange qui a complètement transformé son caractère. Décidément, j'en suis sûre, il l'aime plus que Marguerite.

— Et vous, mademoiselle?

— Oh! moi...

Et de nouveau M[lle] Paumier s'est interrompue pour regarder devant elle, du même regard pensif et vague de tout à l'heure. J'ai fait ici un petit trait machiavélique, assez innocent au fond, puisqu'il était sans conséquence, et j'ai dit, contre ma pensée :

— Oui, c'est Marguerite que vous préférez.

Or, j'étais convaincue du contraire.

— Non, a dit M[lle] Paumier d'un ton remarquablement ferme, j'aime beaucoup Marguerite, je lui rends pleine justice; mais, sans établir de comparaison, j'aime encore plus son frère, voilà la vraie vérité.

J'ai fait ma réponse habituelle : « Oh! vraiment. »

— Oui, les années ont passé; mes impressions, mes souvenirs n'ont pas changé. Souvent, bien souvent, quand je pense à lui, je le vois encore tel qu'il m'est apparu pour la première fois, sur le seuil de notre petit salon, au moment où la vieille Agathe, toute troublée, a ouvert la porte en disant :

— Mademoiselle,.. c'est un monsieur!

Je vois encore, se détachant sur la demi-teinte du corridor, cette noble et charmante figure, ce beau jeune homme de haute taille, si élégant, si bien pris dans sa tenue militaire, avec son grand air et son regard doux, tenant d'une main son képi, de l'autre son fouet de chasse, s'inclinant d'un mouvement plein de grâce, et disant d'une voix presque timide, et comme confus de déranger :

— Madame, je suis M. de Lostange!

Puis s'avançant de deux pas, prenant ma main que je lui abandonnais, interdite, et la portant à ses lèvres avec respect...

La voix de Mlle Paumier, naguère si ferme, était maintenant tout attendrie, et, en vérité, ses yeux avaient un éclat humide.

— Mon frère m'avait beaucoup parlé de lui, et je l'attendais: et du premier coup, il m'avait complètement séduite, moi vieille fille aux cheveux gris. J'avais été sous le charme,... j'y suis encore.

Mon frère l'avait invité à venir passer quelques jours; sa chambre était prête. A cette époque mon frère était au service; il était venu pour l'anniversaire de ma mère, amenant avec lui M. de Lostange qui, par discrétion, n'était arrivé à la maison qu'un quart d'heure après lui.

Mon frère, qui l'avait entendu, est venu me tirer d'embarras, et en quelques minutes la conversation est devenue tout à fait cordiale; nous nous sentions déjà en connaissance. Au dîner, mon frère l'a plaisanté sur une mystérieuse boîte carrée dont il n'avait voulu ni se séparer, ni dire le contenu.

Il a rougi et répondu lui-même par des plaisanteries.

J'ai dit que nous nous sentions en connaissance: cependant le lendemain matin, quand il nous a demandé à nous accompagner au cimetière, j'ai trouvé une excuse polie. Mon frère, lui, ne demandait pas mieux, mais moi, il m'aurait gênée.

Il a compris et s'est excusé de son indiscrétion; nous y sommes allés seuls, mon frère et moi; et, quand nous sommes revenus, il était sorti: il a même été assez long à rentrer, nous avons dû l'attendre un peu pour le déjeuner. Il est arrivé rouge, ayant chaud de sa marche rapide, et s'est beaucoup excusé.

Comme le déjeuner finissait, une vieille amie à moi est venue, ainsi qu'elle le fait toujours à cet anniversaire. En voyant un étranger, elle a refusé de s'asseoir. J'ai eu beau insister: je la reconduisais, et j'étais sur le seuil du salon où nous avions déjeuné ce jour-là, quand elle m'a dit:

— A propos, je te fais mon compliment sur le bouquet que tu as porté sur la tombe de ta mère. C'est splendide! Tu as dû en avoir au moins pour cinquante francs, de roses et de camélias. Comment as-tu pu faire venir cela aussi frais?

— Quel bouquet? ai-je dit. Je n'ai pas porté de bouquet!

Et, toute surprise, j'ai regardé mon frère, et M. de Lostange, qui est devenu pourpre.

Ma vieille amie a eu la délicatesse de s'esquiver, pendant que moi, interdite, émue, oh! bien émue! j'allais à M. de Lostange, et le regardant bien en face:

— Monsieur de Lostange, vous êtes un brave jeune homme!

— Madame, je fais tout ce que je peux pour tâcher d'en être un!

Je lui ai tendu les deux mains.

— Embrasse-le donc, a crié mon frère, il l'a bien mérité!

— Bien volontiers!

Et je lui ai donné l'accolade, pour la première fois; depuis je lui en ai donné bien d'autres! A partir de ce moment, nous sommes devenus des amis, et bientôt, des amis intimes. Sachant que j'allais tous les matins à la messe de sept heures, il m'a demandé la permission de m'y accompagner; puis, dès le premier jour, après la messe, il m'a proposé de faire un tour de promenade. J'ai accepté et m'en suis bien trouvée.

Dans la journée, après le déjeuner de midi, et deux ou trois pipes fumées avec recueillement, mon frère avait l'habitude, qu'il a encore, d'aller faire une sieste dans sa chambre.

C'était le moment où j'allais m'asseoir et travailler dans le salon près de la fenêtre : je faisais cela depuis quinze ans.

Lostange, lui, a pris l'habitude de venir à cette heure-là s'installer au salon, presque en face de moi, à ce qu'il appelait « le tribunal de la pénitence, » c'est-à-dire ma table à ouvrage, jouant avec un de mes pelotons, ma boule à bas ou mon petit livre à aiguilles, jetant comme moi de temps en temps un coup d'œil sur les passans, qui n'étaient pas plus nombreux alors qu'aujourd'hui, et me parlant avec un entier abandon de tout ce qui l'intéressait ou lui venait à l'esprit. Enfance, jeunesse, famille, amis, surtout sa mère et sa chère Marguerite! Voilà ses sujets de conversation. A mon tour, je lui parlais de mon frère, de notre enfance à tous deux, de notre jeunesse pénible, pour lui surtout, de mes parens, principalement de ma mère : et il m'écoutait avec une attention extrême. Lui, l'élégant jeune homme habitué à une vie raffinée, à une haute société, prenait un intérêt réel, bien visible, à cette histoire monotone de la vie d'une petite bourgeoise dans une petite ville de province. Jamais il ne se lassait, et pour la première fois depuis la mort de ma mère, c'est-à-dire depuis quinze ans, j'ai connu ce plaisir, ce soulagement qu'on éprouve à décharger le faix de son cœur, à dire toutes ses pensées à un être aimable et bon, capable de tout comprendre, de tout apprécier justement, s'intéressant à tout ce qu'on lui dit, et souvent, chose curieuse, devinant les pensées avant qu'elles ne lui soient dites.

Mon frère est aussi bon qu'on peut l'être, et il a pour moi une affection bien touchante, je vous assure, et que je tâche de savoir reconnaître : mais il n'aurait pas supporté un quart d'heure ces bavardages de femme auxquels il n'aurait rien compris.

Lostange, lui, m'écoutait avec une attention infatigable; parfois nous discutions de hautes questions; je dis discuter, c'est traiter, qu'il faudrait dire, car nous étions toujours d'accord. Il entremêlait notre conversation de boutades, de réflexions à lui,

qui me faisaient rire : le temps passait avec une incroyable rapidité; il y avait bien longtemps que je n'avais eu tant de plaisir!

Or, j'aurais compris qu'il eût joie et intérêt à causer avec une belle jeune fille, qu'il ne se lassât pas de regarder quelque frais visage de dix-huit ans, comme le vôtre, tenez, mon enfant, et que les gracieuses fantaisies ou les jeunes rêveries d'une jolie personne pussent le charmer; mais moi, avec mes cinquante-cinq ans, mes cheveux gris, mes histoires de l'autre monde, mes idées de province en retard d'un demi-siècle, avouez qu'il fallait être Lostange pour s'y complaire, et que nul autre que lui ne l'eût fait. Ah! il était bien charmant à cette époque!

— Pourquoi, mademoiselle? Est-ce qu'il n'est plus si charmant avec vous? Il me semble pourtant...

— Lui! Oh! le pauvre enfant! il n'a jamais été si bon avec moi. Il n'a jamais changé avec moi : mais il a changé pour lui-même, changé pour son bonheur! et c'est ce funeste voyage...

Et Mlle Paumier s'est arrêtée de nouveau, et a interrompu son tricot.

Je n'ai pas eu l'indiscrétion de faire l'ombre d'une question. D'ailleurs, je savais à quel voyage elle faisait allusion. Elle a repris, après un instant de silence :

— Tout en lui me plaisait, satisfaisait ce besoin d'épanchement qu'a toujours la créature humaine, et s'il faut le dire à ma honte, flattait ce petit, oh! je vous assure, ce bien petit grain de vanité qu'une femme, si vieille qu'elle soit, a toujours aussi en elle.

Mon père était un simple huissier, homme de bien, et qui a toujours compris ses devoirs d'une certaine façon très digne, qui l'a fait bénir plus d'une fois par les malheureux et estimer par les honnêtes gens. Il avait des goûts studieux, et s'était fait une bibliothèque assez intéressante où il passait ses heures de loisir, et où, depuis, j'ai trouvé des livres qui m'ont permis de pousser un peu loin mon éducation, et ont été les plus sûrs amis et les meilleurs compagnons de ma vie de solitude.

Mais enfin notre situation était bien modeste, et plus d'une fois, dans cette ville où j'ai passé toute ma vie, j'avais eu à constater sans en souffrir réellement, d'ailleurs, je tiens à le dire, les airs de grandeur bienveillante et de bonté protectrice que prenaient vis-à-vis de mes parens, de moi et de mon frère, quand il était plus jeune, les gens qui composaient la haute société de ***, c'est-à-dire la haute bourgeoisie, la bourgeoisie cossue, car chez les quelques familles anciennes avec qui je m'étais trouvée en rapport, j'avais rencontré beaucoup plus de simplicité et de naturel.

Or, quand le matin je sortais de la messe, quand je traversais la ville pour faire ma promenade, accompagnée de ce jeune homme

de grande mine, de tournure élégante, qui portait mon livre de messe sans s'en cacher, et dont l'attitude avec moi était si respectueuse, Dieu sait les coins de rideaux que je voyais se soulever, soit au rez-de-chaussée, soit au premier, dans les rues où nous passions, et les airs étonnés et ahuris des gens de quelque importance que nous rencontrions, quand nous revenions vers neuf heures.

Déjà Agathe avait été entourée et questionnée, chez le boucher, le boulanger, l'épicier, surtout chez la mercière du coin de la place, vrai bureau ouvert de cancans. Qui était-il? Comment s'appelait-il? Que venait-il faire? et patati, et patata!

Mais, le jour de sensation, de grand effet, fut le premier dimanche où j'allai à la messe, escortée de mon frère et de Lostange, tous deux en uniforme. Mon frère, n'ayant aucune fortune, n'avait que de vieux vêtemens civils, et aimait mieux rester en tenue. Par suite et par égard pour lui, son jeune ami, ce jour-là, en avait fait autant.

J'avais, avec intention, retardé notre départ pour l'église. J'avais toujours conservé les deux chaises de mes parens; j'étais donc sûre de trois places, et ces places étaient en haut de la nef, presque au premier rang, près du chœur, et tout au bord de la rangée de chaises.

La grand'messe était commencée quand nous arrivâmes, et l'église était pleine.

Par suite, je vous laisse à penser combien de têtes se tournèrent, quel frémissement, quel petit murmure sourd il y eut, quand on entendit un léger, un très léger cliquetis d'éperons, et qu'on vit s'avancer votre très humble servante, suivie de son frère et d'un bel officier, inconnu c'est vrai, mais sentant d'une lieue, comme on disait autrefois, son homme de qualité.

Mon frère passa le premier dans le rang des chaises, puis je me mis près de lui, et enfin Lostange à ma droite, tout à fait au bord de l'allée du milieu. Il avait mon livre, qu'il me remit avec ce geste poli qu'il a pour tout; il ouvrit ensuite un vieux livre de messe que je lui avais prêté, le feuilleta avec candeur, mais sans en lire une ligne, et fit enfin tout ce qu'il fallait pour prendre une attitude édifiante.

J'avais vu dans l'église des robes neuves et des chapeaux flamboyans qui, je crois, n'avaient pas été mis simplement dans l'intention d'honorer la maison du Seigneur: j'avais pu constater que le ban et l'arrière-ban de la population féminine étaient présens et sous les armes, c'est-à-dire affublés de manières diverses, mais concourant toutes à un but unique.

A un moment, le pauvre Lostange, ne pouvant rien tirer de son livre, le jeta, sans y voir malice, sur sa chaise où il tomba avec

fracas, mit son lorgnon dans l'œil par distraction, et dans toute l'innocence de son âme, commença d'inspecter les moulures de la voûte et les différens ornemens du chœur. Je trouvai cette conduite très païenne, et lui touchai le coude du bout de mon livre. Il se pencha, surpris, et je lui fis honte de son attitude. Il sourit, retira son lorgnon, ramassa son livre, l'ouvrit et le tint ainsi très correctement, mais sans y lire, en se contentant de pousser de profonds soupirs.

Il l'aurait certainement tenu sans broncher tout le reste de la messe, si je ne m'étais avisée de jeter un coup d'œil pour voir où il était ouvert, ce qui m'obligea à me pencher vers lui et à lui dire tout bas :

— Mais, malheureux jeune homme, tenez donc au moins votre livre dans le bon sens; il est à l'envers!

Quand on offrit le pain bénit, il prit modestement un très petit morceau : moi, j'en pris trois gros que je lui repassai, et qu'il dévora avec une satisfaction impie en me disant tout bas :

— C'est ce qui s'appelle peloter en attendant partie.

Je n'avais jamais été si distraite à la messe; mais je n'étais pas au bout.

Un malheureux chien, un de ces bull-terriers qui sont toujours dans les écuries, s'était faufilé dans l'église à la recherche de son maître. Le maître l'avait certainement vu, mais s'était empressé de le renier.

Le bull avait enfilé l'allée du milieu de la nef, et était arrivé jusqu'à l'entrée du chœur. Là, les pattes de devant sur la marche qui l'exhausse, il s'était arrêté, surpris de la nouveauté du spectacle, peut-être aussi de la beauté des chants, car les chantres criaient à tue-tête.

A peine Lostange l'eut-il eu aperçu que son cœur fut touché, et qu'il le suivit des yeux avec tendresse. Le bull réfléchissait, incertain; il avait éternué deux ou trois fois, et, renonçant à chercher davantage à comprendre ce qui se passait et la mélodie, regardait à droite, à gauche et en arrière.

Dans ce dernier mouvement, il vit Lostange. Lostange lui rendit son regard et sourit. Ils s'étaient compris. Le bull vint en trottinant s'arrêter à trois pas de lui, la tête un peu penchée de travers, les yeux brillans, et remuant son tronçon de queue.

Lostange fut ému à cette manifestation flatteuse; et n'osant le caresser, voulant cependant donner une marque de sympathie à un ami dans l'infortune, lui adressa un de ces appels de langue énergiques dont les cavaliers excitent leurs chevaux.

Malheureusement, à ce moment, les chantres s'étaient arrêtés, le silence était complet...

L'appel de langue retentit dans toute la nef : le bull, flatté à son tour, et ne voulant pas être en reste de politesse, répondit par un aboiement joyeux ; mon frère, qui avait suivi la scène, se mit à rire d'un rire inconvenant, il y eut d'autres rires de tous les côtés plus ou moins bien étouffés, et le suisse, découvrant enfin la présence d'un chien, accourut à toute course en brandissant sa canne.

Le bull, instruit probablement par l'expérience, jugea préférable de ne pas attendre, et fila à travers les jambes de l'assistance ; et moi, indignée, je m'écriai : « C'est un scandale, » et fermant les yeux en m'agenouillant, je me cachai la figure dans mon livre, pour dissimuler ma rougeur, — et le rire qui finissait par me gagner. La messe se termina sans autre incident, et nous partîmes, Lostange marchant près de moi dans une attitude pénitente.

A ***, l'entrée de l'église est précédée d'une sorte de galerie assez large, faisant porche, formée par une forte avancée du bâtiment, et soutenue par des pilastres de pierre garnis de dentelures. C'est là qu'en sortant de la grand'messe, on s'attend pour se dire bonjour et échanger quelques mots. Quand nous y arrivâmes tous les trois, plusieurs familles de notre connaissance nous y attendaient, mon frère et moi, avec une mine indifférente et des yeux pétillant de curiosité.

Il y avait dans le nombre plusieurs personnes que j'aimais sincèrement ; je leur présentai Lostange, qui fut parfait de simplicité et d'amabilité.

Avec les autres, ces gros bonnets qui m'avaient si souvent lassée de leurs airs protecteurs, je ne fis pas de présentation, et Lostange, saisissant la nuance comme si je l'eusse prévenu d'avance, se montra avec eux ce qu'il sait être à l'occasion plus que personne du monde, le grand seigneur indifférent et hautain qui se sent, et pour qui de certaines gens n'existent pas. J'eus la petite satisfaction de voir plus d'une bouche pincée de dépit, et de surprendre des coups d'œil vexés, lancés à la dérobée.

Pendant ce temps, Agathe, allant chercher chez le pâtissier une tourte et des gâteaux, était reçue comme une personne d'importance, et criblée de questions auxquelles elle répondait, de sa voix traînante, par une vingtaine de « je ne sais point » qui désespéraient les gens, et excitaient encore plus leur curiosité.

O vanité, ô petitesse humaines !

Je vous assure que j'ai eu plus d'un gai moment ce jour-là.

Dans l'après-midi, nous allâmes à la promenade publique, nous asseoir sur des chaises. Quelques vieilles amies à moi, mariées et ayant des filles, vinrent s'asseoir près de nous.

J'encourageai Lostange du regard, et il fit ce qu'on appelle des frais de conversation, et réussit à merveille. Les jeunes filles,

charmées d'être l'objet de l'attention d'un étranger homme du monde, et désirant tout naturellement, si cela était possible, pousser au paroxysme le dépit et la rage de toutes leurs bonnes amies qu'elles voyaient passer et repasser, en se promenant, devant notre petit groupe, où elles ne pouvaient venir faute d'être appelées, aidaient elles-mêmes à la manœuvre, et, pour un mot méritant un éclat de rire, en faisaient libéralement quatre qui entraient comme autant de dards aigus dans les oreilles des autres.

Nous ne nous séparâmes pas, mais revînmes, tous ensemble, une nombreuse et joyeuse compagnie. Je venais de lancer une invitation à prendre une tasse de thé avec nous ce soir-là. Personne n'eut garde de refuser, et, au moment où nous partions, une des « bonnes amies, » devenue tout à fait enragée, ne put y tenir, et vint aborder une des jeunes filles qui faisaient partie de notre groupe.

Celle-ci, saisissant l'occasion, eut le talent, après quatre mots indifférens, de dire qu'elle passait la soirée chez nous : sur quoi la bonne amie, brûlant ses vaisseaux, s'écria tout haut :

— Ah! mademoiselle Paumier devrait bien nous inviter aussi!

J'entendis le mot, je regardai la jeune fille, pour lui faire voir que je l'avais entendue, et j'eus la cruauté de détourner les yeux sans répondre.

Vous me direz que voilà bien de petites méchancetés, fort indignes d'une femme chrétienne; mais c'est la seule vengeance que j'aie jamais tirée de longues années de vexations et même de petites humiliations qu'on ne m'a pas toujours suffisamment épargnées ; il me semble qu'on ne saurait m'accuser d'avoir outrepassé mes droits.

Ce qu'il y eut de mieux, ce furent mes bonnes promenades, mes longues conversations avec Lostange. Nous faisions toujours la même promenade parce qu'elle était fort jolie, et que nous ne nous en lassions pas.

Il me disait en riant :

— Voyez-vous, madame (il m'a toujours appelée madame parce qu'il prétend que l'ancien style est bien plus poli), voyez-vous, madame, c'est pour l'avenir que je travaille. Ces promenades vous font du bien, vous le reconnaissez. Quand je ne serai plus là et que vous les ferez sans moi, en voyant cette route, ce petit sentier, ces arbres devant lesquels nous passons chaque matin, et au loin, ces collines bleuâtres et ce coin de rivière, vous vous direz :

— C'est pourtant ce pauvre Lostange qui m'a habituée à venir ici. C'est avec lui que je voyais cela tous les matins. Ce sera la première pensée, et elle sera déjà bonne. Mais la seconde sera encore bien meilleure, car vous direz : « Tiens, si je lui écri-

vais ! » Et vous m'écrirez, et ce bout de paysage me vaudra plus d'une bonne lettre.

Et sa prophétie s'est réalisée de point en point. Un détail, bien peu de chose, au vrai, mais qui permet de juger l'homme, et m'avait encore plus attachée à lui.

Nous rencontrions souvent, dans nos promenades, des vers de terre ou des limaçons se pavanant au milieu du chemin, après la pluie ou la rosée. La première fois que cela arriva, c'était un superbe limaçon. En le voyant, Lostange me devança d'un pas, prit le seigneur limaçon par la coquille, et le jeta dans l'herbe sur le bord de la route en lui disant : « Imbécile ! va-t'en donc, tu vas te faire écraser. » J'avais cru qu'il voulait le tuer, et ce petit trait me toucha. Ce furent ensuite des vers de terre, qu'il enlevait au bout de sa canne, et jetait de la même façon, en leur adressant le même reproche ou le même conseil, suivant qu'on le voudra prendre.

Et comme je lui disais en riant : « Ce n'est pas un service que vous rendez aux plantes. »

— Bah ! me répondit-il, il doit y avoir place pour tous sur la terre, et puis, à quoi bon tuer !

A quoi bon tuer ! c'est là sa grande théorie. Il tire fort bien et, à la chasse, abat très peu de pièces ; et quand le gibier n'est que blessé, le fait achever sous ses yeux pour être sûr qu'il ne souffre pas, mais ne l'achève jamais lui-même. Vous ignorez probablement qu'on n'achète jamais, pour le château, de volailles ou de lapins vivans. Il ne veut pas qu'on tue chez lui, et ne veut pas à son service de gens capables de tuer des animaux. Une cuisinière qui, un jour qu'on était à court, était allée, chez le fermier, chercher un poulet qu'elle avait ensuite tué elle-même, a été prévenue qu'elle serait renvoyée sur l'heure si elle recommençait. Il y a toujours des canards dans la pièce d'eau. Quand il y en a par trop, on les donne dans les châteaux voisins où l'on sait qu'ils seront heureux, on ne les vend jamais ni on ne les échange. Tout animal qui a vécu à Puisaye doit mourir de sa belle mort. Cet homme capable à l'occasion d'une si grande énergie, si froid souvent et parfois d'un aspect si dur, veut que, autour de lui, tous soient heureux, gens et bêtes. Il ne peut supporter l'idée d'un être malheureux qu'il puisse secourir, sans le faire. Je sais qu'il avait une ancienne connaissance qui lui avait fait du mal, et tombée dans la dernière misère, n'avait plus littéralement de quoi manger. Il a refusé de voir cet homme, mais a fait payer ses repas dans un restaurant pendant un certain temps. Il m'a souvent dit : « La bonté est la seule qualité qu'il dépende de nous d'avoir, si nous le voulons. Nous ne pouvons façonner nos traits, ou donner à

notre esprit les qualités qui lui manquent, mais nous pouvons toujours être bons! »

— Ce que vous venez de raconter m'étonne, ai-je dit, je le croyais ennemi irréconciliable.

— Dans certains cas. L'homme dont il s'agit lui avait nui plutôt par sottise que par méchanceté. Ce n'était pas absolument un homme dépourvu de cœur. Oh! quant à ce qu'il appelle la « canaille morale, » c'est-à-dire les malhonnêtes gens, les ingrats, les fourbes, surtout les hypocrites et les gens sans cœur, qu'il a en vraie horreur, je ne vous dirai pas qu'il est implacable avec eux, cela va plus loin : il devient féroce!

Maintenant, pour l'ordinaire de la vie, vous ne devineriez jamais quel est le plus grand sujet de fierté de ce dédaigneux, de ce blasé, qui a tant vu, tout lu, tout retenu, car vous ne vous imaginez pas ce qu'il sait. Vous ne devineriez jamais quelles sont les grandes joies, les suprêmes triomphes de ce railleur, de ce sceptique qui poursuit et perce de ces sarcasmes les plus ordinaires expressions des sentimens humains!

Je le sais, moi, car avec moi il est toujours en confiance, il a son vrai visage, et non plus ce visage de commande, d'emprunt, qu'il a pour les autres. Or, plus d'une fois il m'a dit :

Plus que personne, madame, ma chère mère était une vraie grande dame de visage, de maintien et de mise. Eh bien! quand dans une gare ou un lieu public, un pauvre homme ou une pauvre femme, tout honteux et décontenancés de ce monde affairé ou brillant, ne savaient à qui s'adresser pour demander un renseignement, s'ils apercevaient ma mère, c'était à elle qu'ils venaient sans crainte, et ils avaient raison. J'ai hérité d'elle ce privilège : c'est le plus bel héritage qu'elle m'a laissé.

Croiriez-vous que, quand je me promène dans la rue, en France ou à l'étranger, si un ou deux petits enfans veulent savoir l'heure, c'est à moi qu'ils s'adressent entre dix personnes qui passent, et ces petits se plantent devant moi, naïfs et confians, sans s'effrayer de ma taille gigantesque et de ma maussade figure : les rusées petites bêtes devinent que je leur répondrai volontiers, et ils ont raison; ils ne savent cependant pas quel plaisir ils me font.

Et quand, dans un jardin public, ici, mais plutôt encore à l'étranger, je m'arrête à regarder une de ces angéliques petites figures, si pures, avec leurs grands yeux bleus pleins de cette sorte de gravité sereine qu'on trouve aux petits enfans, quand, en passant, je m'amuse à tirailler tout doucement un bout de mèche folle, ou du coin de mon journal plié, je donne un petit coup sur

la tête blonde ou sur le bras nu, ils se retournent avec étonnement puis sans hésiter ils me font un beau sourire, ils m'envoient un joli regard : d'abord, nous sommes devenus des amis. Les rusées petites bêtes le sentent. Y a-t-il rien au monde d'aussi ravissant que le regard affectueux ou confiant de deux beaux yeux?

Dire qu'autrefois on m'accusait de ne pas aimer les enfans! Il est vrai que je n'aime pas les singes; mais les vrais enfans!..

Tenez, c'est comme les chiens. Une belle tête de chien me met de bonne humeur pour le reste de la journée. Et il n'y a pas de chien si farouche d'aspect, que j'hésite à l'aller caresser de suite sans le connaître. Je m'approche de lui en lui parlant, et en lui présentant ma main ouverte. Il sent que je me mets à sa merci, qu'il peut me mordre s'il veut, et c'est précisément pour cela qu'il ne le fait pas.

Et ici poussant un soupir :

— Ah! madame! qu'un chien est un bel objet!

Un jour, il ajouta avec ce rire qu'il a parfois, et que je n'aime pas à lui voir, tant je sens qu'il cache de tristesse :

— Au résumé, madame, je suis une bête à sentiment, et quand je mourrai, on pourra mettre sur ma tombe cette pensée de... (Il m'a dit le nom du poète, mais je l'ai oublié.)

Il avait une puissance d'aimer plus grande que la nature
N'en donne à la plupart de ceux de forme et de naissance mortelles.

Il avait raison, et c'est bien lui qui, lorsqu'il croit, a le cœur naïf et confiant d'un enfant.

— Oui, ai-je dit, lorsqu'il croit. Mais quand croit-il?

Le mot à peine parti, j'aurais voulu courir après, comme toujours.

Mlle Paumier m'a lancé un regard malicieux, mais d'une malice si charmante, si aimable, que tant s'en faut que je lui en aie voulu, et a répondu :

— Si, il peut croire encore, j'en ai la pr.... la conviction.

Si légère qu'ait été son hésitation, presque imperceptible, j'ai bien compris qu'elle s'était interrompue au moment de dire « preuve, » et reprise avec « conviction. »

Sans s'arrêter, elle a parlé des visites que Marguerite lui avait faites ensuite avec son frère, puis de l'habitude qu'elle-même et le commandant ont prise de venir au château, habitude fort douce, et elle a terminé en disant :

— A propos, il faut que je monte à la lingerie voir la vieille Marie.

— Qu'est-ce que c'est que la vieille Marie, mademoiselle? N'est-ce pas la vieille servante qui a élevé...

— Justement, le frère et plus tard la sœur.

— Mais je crois qu'elle est dans son pays en ce moment.

— Non, elle est revenue depuis hier au soir. Cela me fournira encore une occasion de parler de lui, du « Pitit, » comme elle l'appelle.

— Comme vous l'aimez, mademoiselle!..

— Oui,.. assez!

Et Mlle Paumier s'est mise à rire, et a eu le plus charmant regard du monde. Par moment, avec ses soixante-sept ans, elle a des regards, des rougeurs de jeune fille; tant il est vrai que la fraîcheur et la beauté des sentimens du cœur, la vraie pureté d'âme, donnent l'éternelle jeunesse! C'est une réflexion que j'ai entendu faire bien des fois à maman, et je puis apprécier maintenant combien elle était juste.

Nous avons ensuite parlé de choses et d'autres. Mlle Paumier a travaillé avec ardeur; moi, j'ai fini mon dessin, et l'ai agrémenté d'un certain nombre d'oiseaux volant dans le ciel, et que j'excelle à faire par cette raison bien simple qu'il suffit, pour les représenter, de faire un accent circonflexe renversé.

Puis nous avons rentré, très lentement, et, en arrivant, Mlle Paumier m'a proposé de monter avec elle à la lingerie. C'est tout en haut, au troisième étage. Là, sur le palier, près de la porte, nous avons senti une odeur de tabac. Je voulais m'éloigner, mais Mlle Paumier ne l'a pas permis et m'a dit : — Non, je veux que nous les surprenions.

Elle a mis un doigt sur ses lèvres, a ouvert la porte très doucement, et m'a fait signe de marcher sur la pointe du pied.

Dans la première pièce, personne, mais l'odeur de tabac était beaucoup plus forte, et on causait dans la pièce voisine.

J'ai entendu la voix de M. de Lostange qui disait :

— Comme te voilà superbe maintenant! Tu as une mine,.. le diable m'emporte, tu as l'air plus jeune que moi!

J'ai voulu de nouveau m'éloigner, mais Mlle Paumier m'a saisi par le bras et poussée de force vers la porte. J'ai passé la tête en même temps qu'elle, et j'ai vu, au fond de la lingerie qui est très grande, assise à une table près de la fenêtre, une vieille femme aux cheveux blancs, d'un visage calme et beau, vêtue comme une femme de charge aisée, et examinant du linge qu'on venait de repasser.

A deux pas d'elle, tournant le dos à la porte, M. de Lostange, à cheval sur une chaise et les bras appuyés sur le dossier, tirait des bouffées énormes de sa pipe favorite.

Je me suis ce qui s'appelle sauvée, et, comme j'ouvrais la porte du palier, j'ai entendu Mlle Paumier s'écrier :

— Ah! je vous y prends! — Puis il y a eu des exclamations et des rires, et j'ai refermé la porte.

Je suis allée à ma chambre. J'ai tiré un fauteuil près de la fenêtre, repoussé les volets, et suis restée à regarder le ciel et à penser.

Il y avait peut-être deux heures que j'étais ainsi, quand Marguerite, toute rouge et tout animée de sa promenade à cheval, est entrée sans frapper.

En me voyant, elle s'est écriée d'un air de triomphe : — La voilà !

Puis elle a ressorti jusque sur le palier et crié :

— Elle est ici, madame, ne cherchez pas; elle est ici qui baye aux corneilles.

Elle est rentrée, a fermé la porte et m'a dit : — On te cherchait partout; ta mère était presque inquiète.

— Mais je n'ai pas bougé d'ici.

Marguerite m'a regardée avec attention :

— Tu n'es pas malade, Madeleine?

— Du tout.

— C'est que tu es si pâle : alors, tu es triste?

— Pas davantage.

— Voyons donc : si, — voilà des yeux qui ont pleuré, — Madeleine, tu as du chagrin!

— Tu es folle! ne me parle pas ainsi, car alors tu me ferais pleurer tout de bon! Seulement, je suis un peu nerveuse, cela m'arrive souvent.

— Tu as pleuré!

— Du tout! c'est le soleil; j'ai dessiné au grand jour, et la réverbération du ciel m'a éblouie et m'a rougi les yeux.

— Je ne te demande pas tes secrets, Madeleine, mais j'ai le droit de te faire une question. Personne ne t'a contrariée ici? Tu n'as eu à te plaindre de rien? Dis, bien vrai?

— Mais où vas-tu chercher tout cela?

— C'est que tu es très aimée ici. Je ne te parle pas de moi; mais si l'on savait que quelque chose a pu te faire de la peine, papa et même maman, bien vrai, et surtout mon frère, seraient aux cent coups!

— A la condition qu'il n'eût pas mangé trop de homard!

— Pourquoi rappeler cela? Je ne sais pas comment tu as su cette plaisanterie : tu sais qu'il fait toujours des plaisanteries. Mais depuis il a bien changé pour toi.

Il paraît que je n'avais pas l'air bien convaincu, car Marguerite

a pris un air très sérieux, et elle a parlé avec une chaleur, un accent de vérité auxquels il était impossible de se méprendre.

— Ne sois pas injuste envers lui, Madeleine, il t'aime beaucoup, je t'assure, et il t'estime tant, il a une si haute opinion de toi! Si tu entendais comme il parle de toi, — pas quand tu es là, naturellement; il a beau ne plus être jeune, il y a des choses que, même à son âge, un homme ne peut pas faire. Mais quand il est seul avec moi : là il est bien lui-même. Avec quel accent il parle, alors, comme il s'anime, comme ses yeux brillent! et ils prennent tant d'expression! — Je t'assure, tu serais injuste de croire qu'il ne t'aime réellement pas beaucoup.

Mon cœur battait... à me rompre la poitrine : il me semblait, j'en entendais tellement les battemens, qu'il était impossible que Marguerite ne les entendît pas aussi. J'ai répondu du ton le plus indifférent que j'ai pu :

— Tant mieux! je ne croyais pas que ton frère, sauf ce fameux jour, me fît jamais le très grand honneur de parler de moi.

— Jamais? — Mais à chaque instant, mais tous les jours : nous ne sommes pas ensemble une fois qu'il ne le fasse. Tu es une des personnes qu'il aime le plus au monde, j'en suis sûre, je ne puis pas m'y tromper. Mon frère est très froid, très concentré, mais moi qui connais si bien ses jeux de physionomie, j'ai beau tourner le dos à la porte, — quand tu entres, je sais que c'est toi, je le devine à l'expression de son visage; seulement il n'y a que moi qui puisse m'en apercevoir; je te garantis que les autres n'y voient que du feu. Mais moi, je ne puis pas m'y tromper.

— Que tu es drôle! et à quoi vois-tu cela?

— A plusieurs choses; voyons : d'abord, il y a comme un éclair dans le regard, mais qui ne dure pas même une seconde. Il est pour ainsi dire supprimé aussitôt qu'apparu; puis un mouvement nerveux des paupières; c'est très léger, comme un demi-battement, imperceptible pour tout le monde, mais pas pour moi. Quand je vois ces deux signes, je me dis : — C'est Madeleine qui entre, et cela ne manque jamais, bien que d'ailleurs il fasse tous ses efforts pour les dissimuler et qu'il y arrive à peu près. Mais il y a encore autre chose dont il ne se doute pas!

— Quoi donc?

— Le son de sa voix. Dès que tu parais, le timbre de sa voix change, très légèrement aussi, mais toujours de la même manière. La voix devient à la fois plus profonde, et plus vibrante; le timbre en est plus riche, plus chaud. Ceci, il ne s'en doute pas.

Je me suis mise à rire.

— Sais-tu bien, Marguerite, que tu es un petit serpent! Qui l'aurait cru!

— Bon, bon, un petit serpent qui t'amuse, dans tous les cas, et qui te fait rire. C'est là l'important.

— Tu as raison, cela m'a fait du bien de causer avec toi. Quelles sottes créatures nous sommes, nous autres femmes! un rien nous affecte, et un rien aussi nous met de bonne humeur.

Je l'ai embrassée bien affectueusement, et j'ai ajouté :

— Je te remercie, je me sens tout autre.

— Eh! bien, maintenant, je vais ôter mon amazone, car elle me tient horriblement chaud, et je voudrais bien, moi aussi, me sentir tout autre.

Puis, en ouvrant la porte :

— Au moins tu ne diras rien à mon frère de ce que je t'ai dit?

— Par exemple!

— Ni à personne?

— A personne.

Elle allait sortir, elle s'est arrêtée, est revenue à moi, m'a pris les deux mains et me regardant bien en face, d'un joli regard limpide, tout brillant d'affection et de bonté :

— Ce que je viens de te dire, Madeleine, je te l'ai dit d'un cœur honnête, sincère, parce que ma conscience me dit que c'est la vérité. Tu sais si je trahirais les secrets de mon frère,.. mais cette vérité, il m'a semblé que tu méritais de la savoir, parce que, au fond, très au fond, mais bien au vrai, il m'a semblé que tu commences à bien aimer mon grand frère, mon bon frère, mon frère Lostange!

Je me suis jetée à son cou sans répondre, et pendant un instant j'ai laissé mon front sur son épaule.

Elle s'est écriée :

— Allons bon! La voilà qui pleure tout de bon, maintenant! On ne sait plus comment s'y prendre. Il n'y a moyen de lui rien dire! *By Jove!* Quelle fille insupportable! Allons, mignonne, assez de ces folies!

Tout cela dit d'une grosse voix.

Je lui ai répondu :

— Il faut les laisser couler. Ce ne sont pas des larmes de tristesse, ce sont de douces larmes. Maintenant, sauve-toi, tu ne seras jamais prête. Je te jure que je suis loin d'être triste.

Et, en effet, je me suis habillée en chantant pour le dîner, et j'ai mis une de mes plus jolies robes.

Je suis allée embrasser maman, qui écrivait dans sa chambre. Elle m'a trouvé une mine superbe et m'a dit que j'embellissais.

— C'est tout comme vous, maman, ai-je répondu, je ne vous ai jamais vu un teint pareil. Ah! l'air de Puisaye vous est favorable.

Là-dessus, maman s'est regardée avec plaisir dans la glace, et m'a dit un : « Crois-tu vraiment? » de bonne humeur.

Bref, tout a été pour le mieux, et je suis arrivée au salon d'un pas leste et dégagé que je n'avais pas eu depuis longtemps. Presque tout le monde y était déjà.

Le commandant racontait sa promenade de l'après-midi. Puis se tournant à moi, il a dit galamment : — Il ne manquait que votre présence à cette promenade, mademoiselle, pour que le plaisir fût complet.

— Mon commandant, a dit gravement M. de Lostange, n'auriez-vous pas été trop exposé au soleil aujourd'hui ?

— Non, impertinent jeune homme, je n'ai pas attrapé de coup de soleil, et il est tout naturel que je pense ainsi.

— Mademoiselle, a repris M. de Lostange, vous nous ramenez au beau temps des miracles, quand Orphée suspendait le cours des fleuves et surtout... apprivoisait les tigres!

— Mon pauvre commandant, a dit la marquise, n'écoutez pas ce qu'ils disent. Venez vous asseoir près de moi, qui sais tout ce que vous valez.

Et la marquise, qui est toujours charmante avec lui, lui a fait une place sur le canapé.

Puis elle a dit à maman qui entrait :

— Le commandant dit que Madeleine aurait dû les accompagner tantôt : il a raison, et je suis sûre que cela lui ferait beaucoup de bien.

— Mais je ne sais pas si elle a pris son amazone.

— Oui, maman, je l'ai prise à tout hasard.

Il a donc été entendu que demain je monterai à cheval avec eux.

Au dîner, on a causé poésie, musique, chevalerie ; on a parlé de la chanson de Roland, et enfin décidé qu'on la lirait tout haut dans la soirée. D'un commun accord, M. de Lostange a été désigné pour être le lecteur.

— Je lirai tout ce que vous voudrez, a-t-il répondu, mais à la condition que vous vous chargerez de trouver le volume. Je ne sais pas où il est.

— Qu'à cela ne tienne, a dit Marguerite, je me charge, ou plutôt (me regardant) nous nous chargeons de le trouver.

Aussitôt le dîner fini, Marguerite a pris une lampe à main qui éclaire très bien, et nous avons monté à la bibliothèque. A peine là, mes terreurs m'ont reprise : tout y était sombre, vaste, triste. J'étais redevenue horriblement nerveuse.

Au moment où Marguerite a levé la lampe au-dessus de sa tête, j'ai presque poussé un cri.

— Qu'est-ce que tu as donc?

— Qui est-ce qui est là?

— Mais personne!

— Si, cette figure pâle!

— Mais, es-tu folle? C'est le portrait du chevalier, tu sais bien qu'il est sur un chevalet.

— C'est vrai, tu as raison, je suis folle. J'ai peur sans raison. Quelle figure triste, malheureuse!

— Ce pauvre chevalier, c'est joli d'avoir peur de lui, toi, qui l'aimais tant.

— Je l'aime toujours autant, mais il m'a fait peur : avec sa pâleur, de loin, il avait l'air d'un mort.

— Allons, peureuse, viens m'aider à trouver Roland. Tiens, prends la lampe; je sais où il faut le chercher.

J'ai pris la lampe, et j'ai éclairé Marguerite : tout en l'éclairant, j'avais tourné la tête, et je regardais dans la direction du portrait. Je ne me rappelle pas avoir eu ce genre de peur de ma vie, même étant enfant. Il faut vraiment que maintenant mon système nerveux soit bien ébranlé par cette continuité de pensées fatigantes, d'inquiétudes, de sommeil insuffisant, et de sentimens nouveaux si puissans, enfin par cette lutte perpétuelle avec moi-même, et la contrainte où je vis, car j'éprouvais une réelle frayeur, telle que si j'avais été seule, je serais partie de suite, ou, si j'avais resté, ce n'aurait été que par orgueil, pour tâcher à dompter une sensation qui m'était nouvelle, et dont j'ai honte.

Jamais la ressemblance de ce portrait avec M. de Lostange ne m'avait paru aussi complète, aussi frappante. De loin, l'obscurité aidant qui dissimulait les détails de costume et les particularités inséparables de toute œuvre d'art, il semblait non-seulement qu'il y eût identité entre les deux personnes, mais bien plus, qu'on fût en présence de l'original même du portrait, et non d'une peinture; et, en vérité, j'avais cru voir le frère de Marguerite, mort, et cependant debout au milieu de la bibliothèque.

Marguerite a trouvé assez vite le volume cherché, et nous sommes parties. Elle a tenu à s'arrêter, en passant, devant le portrait, qu'elle a bien éclairé, et m'a dit :

— Est-tu rassurée maintenant?

Et pendant que je l'examinais, mes idées ont pris un autre cours, et tout ce que le vieux médecin avait dit m'est revenu à l'esprit.

Enfin, nous avons redescendu.

On nous a chaudement félicitées de la trouvaille; et, peu de temps après notre retour, le commandant et M. de Lostange sont rentrés au salon.

— Oh! commandant, a crié Marguerite, que c'est beau! Quoi! Jeannette est déjà couchée?

— Oui, Marguerite, vous n'étiez pas là, elle s'est ennuyée, et a demandé à aller au dodo.

— Commandant, vous avez dit « au dodo. » Je prends tout le monde à témoin : tu entends, Madeleine?

— Veux-tu te taire, Marguerite, a crié son frère aîné, on ne s'entend plus. Quelle fille insupportable! Tu es pire que Sky!

— Très flattée! Sky est mon fils; telle mère, tel fils.

Et elle a fait la révérence.

On s'est mis en rond autour de la table du milieu; on a approché les canapés, mis un plateau avec verre d'eau pour le lecteur; maman, la marquise, Mlle Paumier, les puissances alliées enfin, comme les appelle Marguerite, et miss Grey, ont pris leur ouvrage; il n'y a eu que Marguerite et moi qui avons dédaigné ces travaux domestiques.

Le lecteur a bien lu. On a écouté toute la première partie du poème avec plaisir : nous avons eu juste la moitié, le reste sera pour demain.

Il est horriblement tard; je tombe, malgré tout, de fatigue et de sommeil.

20 septembre.

Temps superbe, aujourd'hui. Journée passée agréablement, mais sans rien de notable.

Ce soir nous avons eu, après le dîner, la seconde partie de *Roland*, qui nous a tenus sous le charme comme la première. Cette fois, cela a fini plus tôt, et on a discuté les beautés du poème, que M. de Lostange a lu en français, mêlant par-ci, par là quelques mots du texte original, qui était en regard de la traduction, quand cela donnait du caractère.

Après le grand épisode de Roncevaux, sur lequel tout le monde était d'accord, les avis se sont partagés sur les autres passages remarquables. Moi, j'ai déclaré que ce qui me plaisait le plus, parce que c'est ce qui me touche le plus, après Roncevaux, c'était la mort de la belle Alde, et surtout sa réponse à Charlemagne, lui offrant d'épouser son fils :

Ce mot m'est étrange.
Ne plaise à Dieu, ni à ses saincts, ni à ses anges,
Après Roland que je vive remaigne!

Mlle Paumier a pensé tout de même, et comme j'ai pu voir qu'elle a l'esprit cultivé et s'y connaît, cela m'a fait plaisir. Pen-

dant que j'expliquais les raisons de ma préférence, M. de Lostange me regardait avec la plus grande attention, et ne perdait pas une de mes paroles. Il s'est, d'ailleurs, abstenu d'émettre luimême aucune opinion.

Comme j'ai beaucoup écrit hier et que je me suis couchée fort tard, aujourd'hui que je n'ai rien à mettre sur ce journal; je vais tâcher de regagner le sommeil perdu.

Là-dessus, bonsoir, cher journal, confident de mes joies et surtout de mes peines, car dans cette vie, ainsi que le dit je ne sais plus, ou plutôt la devise de je ne sais plus, quelle maison princière : « Plus deuil que joye! » Il y a tant de ces devises. — Ah! — je crois, — oui, — ce sont les Bauffremont, j'en suis sûre maintenant.

21 septembre.

Ne plaise à Dieu, ni à ses saincts, ni à ses anges,
Après Roland que je vive remaigne!

La pensée est très belle. Elle a bien le caractère enthousiaste et naïf de l'époque : elle est bien la pensée que devait avoir la femme aimée de Roland; elle est vraie.

Elle s'est présentée en premier à mon esprit ce matin ; je l'y ai tournée et retournée.

Cette après-midi, j'ai monté à cheval avec le commandant et Marguerite : hier, Marguerite était fatiguée. Nous avons fait une longue promenade et beaucoup causé. Le commandant est un digne homme, bon, simple, franc, énergique. Son attitude avec Marguerite est charmante; il était tout fier d'être l'écuyer cavalcadour de deux jeunes filles. Tout le monde est venu sur le perron assister à notre départ. Je crois que le pauvre Jules serait venu avec nous bien volontiers, mais son aîné s'abstenant, par égard pour le commandant, il lui était force d'en faire autant. Sky, qui décidément m'aime beaucoup, était aux anges et sautait comme un perdu (ceci soit dit sans attenter à sa dignité, mais, je le crains, un peu au détriment de la saine logique des métaphores).

Pendant la promenade, le brave commandant a interrogé Marguerite sur la santé de son frère. Il a dit qu'il le trouvait changé, d'humeur sombre : « On dirait, » a-t-il ajouté, « qu'il a quelque chagrin, quelque idée fixe qui le tourmente et qu'il ne peut secouer. »

Marguerite a répondu avec toute la sincérité possible que parfois son frère avait des accès d'humeur sombre, mais qu'en ce moment elle ne lui connaissait aucun sujet particulier de préoccupation.

Rien de saillant dans la soirée.

Maintenant, me voici seule à ma table. Pas un mouvement, pas le plus léger bruit : je puis penser à loisir. Penser! j'y passe à présent la plupart de ma vie. Depuis longtemps, et plus encore surtout depuis que le docteur Leroy est venu dîner, je suis en proie à une appréhension vague, indéfinie, qui m'énerve et me subjugue. L'autre soir, dans la bibliothèque, j'étais comme hallucinée.

Ce que j'ai de mieux à faire, je crois, c'est de m'abandonner, les yeux fermés, à la destinée, car plus je creuse mes pensées, plus je trouve que je n'ai, après tout, que des raisons non suffisantes, ni probantes, toutes romanesques, d'éprouver cette frayeur, et plus, en même temps, à la difficulté que je trouve à m'en abstraire, je puis constater à quel point elle est intense et résistante.

Indépendamment de cela, il y a mon état proprement dit, qui, en lui-même, est pitoyable. Je suis profondément troublée, livrée tour à tour à des sentimens exagérés de joie ou de tristesse, souvent aussi peu fondés les uns que les autres ; un rien m'abat et me fait voir tout au pis : et, un instant après, me voici presque exaltée d'espérance ; tantôt, il semble, ne touchant pas la terre, tantôt au désespoir.

Comme résultat, excepté quelques momens bien rares de bonheur paisible, mais qui, il est vrai, sont ravissans, je me sens on ne peut plus malheureuse, et j'ai toujours, toujours, quoi que je fasse, le sentiment non justifié et cependant persistant, d'une catastrophe probable, imminente!

Je venais d'écrire tout ceci quand j'ai entendu vaguement ces fameux pas dans la cour qui, plus ou moins nettement, se distinguent toujours au milieu du silence de la nuit, quelques précautions qui soient prises.

Mes grands rideaux étaient fermés et tirés entre mes fenêtres. J'ai soufflé les bougies, et en regardant sans me pencher, j'ai vu passer M. de Lostange tenant son cheval par la bride : il semblait marcher avec plus de circonspection encore que d'habitude ; un peu en avant de lui, Sky.

Je ne me coucherai pas : je veux attendre son retour.

J'ai mis un vêtement chaud, ouvert mes rideaux tout grands et suis restée à la fenêtre sans même m'asseoir.

Ce n'est plus le temps des longs raisonnemens ni des pensées à perte de vue. Je suis décidément arrivée à un tel état d'inquiétude, de fatigue d'esprit, résultat de trop penser, de misère spirituelle enfin, que tout est préférable à la prolongation d'une pareille situation. Je n'y tiens plus. Où va-t-il et quels dangers court-il?

En outre, jusqu'ici, à force de puissance sur moi-même, j'ai pu dissimuler tout ce que je ressens, expliquant mon air de fatigue

par les chaleurs, et faisant si bonne contenance que maman ne s'était doutée de rien; mais il y a trois jours, j'ai cru remarquer qu'elle m'observait : aujourd'hui encore. Une question, et je serais perdue; c'est le départ immédiat.

Avant d'en arriver là, je veux au moins en finir avec mes inquiétudes et savoir à quoi m'en tenir, coûte que coûte : j'y suis résolue !

Tout en comptant les heures, j'ai formé un plan. J'en commencerai demain l'exécution.

Il était plus de quatre heures quand il a rentré, et depuis une heure, je me promenais dans ma chambre.

22 septembre.

Je suis allée ce matin à l'écurie : j'ai vu où se trouve Selim, le cheval que je monte, et que je demanderai toujours. Le premier cocher ne couche jamais là, mais dans une chambre par derrière, et qui n'y a pas accès; c'est inusité, mais j'en étais sûre à l'avance. Quant au second cocher, il couche aux communs. Ce doit être M. de Lostange qui a tout réglé ainsi. L'écurie est éclairée la nuit, et n'est séparée de la sellerie que par une porte simplement fermée au loquet.

Grâce à Dieu, je selle et bride facilement un cheval : je l'ai fait maintes fois au manège, du conseil du vieil écuyer qui nous donnait leçon.

Journée vide. Nous avons sorti à cheval cette après-midi. J'ai tenu à seller et brider moi-même ma monture : stupéfaction, puis applaudissemens du commandant. J'ai demandé que la promenade ne soit pas trop longue, ce qui m'a été accordé. Pendant la route, et en descendant de cheval, force morceaux de sucre à la bête.

Rentrée, j'ai pendu mon amazone au lieu de la serrer.

Rien au dîner, soirée incolore. Il n'est pas sorti cette nuit; par suite, je vais me coucher relativement de bonne heure.

23 septembre, 6 heures.

Rien. Nouvelle promenade dans l'après-midi : encore du sucre à Selim. Une sorte d'intuition me dit qu'il sortira cette nuit. Je suis prête. Aujourd'hui encore, j'ai sellé et bridé moi-même ma monture.

24 septembre.

Quelle nuit !

Hier, mes conjectures ne m'avaient pas trompée. Dans la journée,

l'expression du visage de M. de Lostange, un je ne sais quoi, m'avaient indiqué qu'il sortirait la nuit, et que cette sortie lui était plus désagréable que les autres. Le soir, dès qu'il m'a été possible de monter, je l'ai fait et j'ai préparé à l'avance mes affaires de cheval.

A onze heures, j'étais sûre que tout le monde autour de moi était couché. J'ai passé mon amazone, puis je me suis forcée à lire.

Vers minuit, j'ai mis mon chapeau, — soufflé mes bougies, — et attendu.

J'étais en proie à une émotion extraordinaire; j'avais la fièvre: mais je m'étais promis, quoi que j'éprouvasse, de ne pas faiblir, de ne pas hésiter un instant, de ne rien, absolument rien changer au programme que je m'étais tracé, — de l'exécuter jusqu'au bout, quoi qu'il pût survenir.

Il avait plu toute la matinée. La pluie avait cessé ensuite, mais le ciel était resté assez nuageux, le vent était très fort, et parfois la lune restait cachée.

A minuit et demi, M. de Lostange a traversé la cour de la façon accoutumée.

Je me suis levée, et le courage m'a manqué. Je me suis roidie, redressée; une sueur froide pointait dans mes mains qui tremblaient: j'avais de tels battemens de cœur que ma respiration était coupée.

Je me suis dit: il le faut! je le veux!

J'ai ouvert ma porte, et descendu comme une criminelle qui va au supplice. J'ai fait vite, bien, sans tâtonner : en deux minutes Selim a été sellé et bridé.

J'ai traversé la cour, le jardin, avec précaution, mais rapidement, car M. de Lostange avait de l'avance qu'il s'agissait de regagner. Comme j'entrais dans le massif dont l'allée conduit à la porte du parc, j'ai entendu cette porte se fermer : il avait été retardé, et un instant plus tard nous nous rencontrions.

Arrivée à la porte, je l'ai ouverte doucement et j'ai passé la tête: je l'ai vu à cent mètres sur la route.

Par bonheur, le vent, toujours fort, venait de face. J'étais donc sûre que M. de Lostange ne pourrait entendre la marche de mon cheval, et j'avais quelque chance d'entendre la marche du sien et d'y régler ma distance.

Du reste, j'étais à peine en route que j'ai senti tout ce que mon entreprise avait d'insensé, d'irréalisable.

Qu'il s'arrêtât, qu'il se retournât dans un de ces momens où la lune était dégagée, qu'il prît un chemin de traverse où il serait difficile de le suivre de loin, et, ou j'étais découverte, ou la folie que je faisais devenait inutile.

Je ne pouvais prévoir l'épreuve mille fois plus terrible qui m'était réservée.

Il y avait peut-être sept à huit minutes que j'étais en chemin, quand j'ai entendu au loin un son de clochettes. Il faisait alors plein clair de lune, et j'ai vu une file de voitures qui s'allongeait, à gauche, sur une route coupant à angle droit la grand'route que je suivais.

Celle-ci était bordée de fossés et de vignes soutenues d'échalas: je n'ai donc pas osé prendre à travers champs, et j'ai poussé mon cheval, au risque d'être entendue par M. de Lostange, mais espérant passer avant les voitures qui me paraissaient nombreuses.

Peu s'en est fallu que je ne réussisse : mais deux voitures avaient déjà traversé : le passage était coupé.

Forcément, j'ai arrêté mon cheval, et alors j'ai entendu qu'on me parlait, puis ces mots : « Une belle dame... » J'ai eu peur, j'ai voulu retourner en arrière; un roulier a saisi la bride de mon cheval, un autre m'a pris par la taille pour m'enlever de la selle, et j'ai eu le sentiment horrible que j'étais perdue. J'ai rassemblé mes forces, et crié avec l'énergie du désespoir:

— A moi! à moi!.. Au secours!.. A moi!..

Heureusement, le vent venait de tomber.

J'avais pris ma cravache presque par le bout, et j'ai criblé de coups le visage de l'homme qui me tenait.

Il a essayé de me saisir le bras: d'autres rouliers accouraient; mon cheval, qui a la bouche fine, se cabrait sous la main brutale qui le maîtrisait.

Tout à coup, — à quinze pas, — un cavalier noir m'est apparu, semblable au cavalier légendaire des temps fabuleux : droit sur sa selle, on l'eût dit plus grand que nature d'une coudée...

En avant de lui, — dans l'ombre de la route, — deux prunelles étincelantes : j'ai poussé un cri :

— A moi, Sky! à moi, mon chien!

Le noble, le brave animal, a fait un bond énorme, il était temps; et l'homme qui me tenait, saisi à la gorge, a roulé sur la route en jurant.

Celui qui était à la tête de mon cheval s'est retourné, juste à temps pour recevoir en plein visage un coup de cravache, sanglé en travers, qui l'a fait reculer de deux pas, en criant, et en portant la main à ses yeux.

— Mords là! Sky, mords là! — et M. de Lostange a pris mon cheval par la bride et l'a fait tourner.

Au même moment, un des autres rouliers qui étaient accourus s'est élancé vers lui; à la clarté de la lune, j'ai vu quelque chose

étinceler au bout de son bras qui s'allongeait. J'ai poussé un cri.

M. de Lostange a fait une exclamation : « Ah ! gredin ! » lui a écarté le bras d'un mouvement rapide, et de la main droite lui a asséné sur la tempe un coup de la pomme plombée de sa cravache avec une telle force, une telle justesse, que l'homme est tombé de côté comme un bœuf qu'on assomme.

De nouveau, M. de Lostange a saisi la bride de mon cheval : — il a sifflé Sky, et nous sommes partis au galop, poursuivis par les hurlemens de rage et les vociférations de la bande des rouliers.

La file de voitures s'était arrêtée en laissant un passage assez large. Nous l'avons franchi et nous avons suivi la route en tournant le dos au château. Après un temps de galop assez long et deux chemins de traverse pris coup sur coup, M. de Lostange a arrêté les chevaux derrière une charmille.

La lune nous éclairait ; nous nous sommes écriés tous deux en même temps :

— Êtes-vous blessé ?

— Non, ai-je dit, absolument rien, mais vous, ce coup que j'ai vu ?

— Oh ! rien, j'ai paré à temps.

Il était descendu de cheval.

Je lui ai dit timidement :

— Puis-je sans inconvénient descendre aussi un instant ? Je me sens un peu mal à l'aise.

Je tremblais et mes dents s'entre-choquaient. Il s'est approché pour m'aider. J'ai dit :

— Pardon... permettez-moi... d'attendre un instant !..

Je ne pouvais pas parler, tant mes dents claquaient. Son visage, qui avait presque pris une expression de dureté, est redevenu bon.

Il m'a dit :

— Appuyez-vous sur moi, vous ne tenez pas en selle tant vous tremblez ; j'ai peur que vous ne tombiez.

J'ai mis légèrement la main sur son épaule. Nous sommes restés quelques minutes sans parler.

— Maintenant, je crois que je pourrai, si vous voulez m'aider un peu... Mais tenez-moi bien, surtout, monsieur de Lostange !

J'ai rassemblé toutes mes forces ; il m'a enlevée par la taille ; j'avais posé ma seconde main sur son épaule !

J'ai senti le sol sous mes pieds : il m'a lâchée.

J'ai voulu me redresser, mais mes jambes se dérobaient sous moi.

J'ai crié très faiblement : « Je tombe » et instinctivement, je me

suis cramponnée à ses épaules. Mon chapeau a roulé à terre : de nouveau il m'a saisie, ma tête s'est inclinée en avant, et j'ai perdu tout sentiment pour quelques minutes.

Quand je suis revenue à moi, j'étais toujours debout. J'ai senti qu'on baisait légèrement mes cheveux ; M. de Lostange me soutenait dans ses bras, et j'avais la tête renversée sur son épaule.

Une sensation de bonheur inouie, ineffable, m'a envahie tout entière : je n'ai pas fait un mouvement. De nouveau, il a baisé mes cheveux, puis il a mis sa joue moitié sur mes yeux, moitié sur le haut de mon visage, comme on fait à un enfant qu'on endort.

Il y avait quelque chose de si tendre, de si vraiment maternel dans cette caresse, le contact de sa joue me donnait des sensations tellement exquises, et je me sentais si faible encore, que je n'ai pas eu le courage de bouger.

Malheureusement ou heureusement, car je n'aurais pas dû rester ainsi un moment, mes larmes m'ont trahie. Sans que je puisse savoir pourquoi, des sanglots ont grondé dans ma poitrine, des pleurs ont coulé... il a senti ma taille se gonfler, senti sa joue humide et m'a dit :

— Êtes-vous revenue à vous ?

— Oui. Oh ! que je voudrais mourir...

Je me suis arrêtée à temps ; ma pensée avait été « mourir ainsi ! »

Je me suis redressée et dégagée.

La lune tombait à plein sur nous : nous étions dans la campagne, au milieu de la nuit fraîche, parfumée ; à quelque distance, le cri mélancolique et persistant d'un oiseau de marais se faisait entendre avec une modulation bizarre.

Je ne suis pas une pleurnicheuse, j'ai ce défaut en horreur ; j'ai vite essuyé mes yeux.

Malgré tout, j'éprouvais un sentiment de bonheur presque aussi vif qu'un instant auparavant. Ce calme complet, cette solitude, et il faut bien que je me l'avoue, ces légers baisers, si tendres, si purs, dont je sentais encore l'empreinte ; surtout le contact de sa joue qui s'était appuyée sur mon front avec un mouvement tutélaire plein de caresse... hélas ! moi aussi, pour un instant, pour un instant seulement, j'aurais pu dire...

J'aurais voulu ne pas m'éloigner, je regardais les moindres détails autour de nous ; devant, les grands arbres ; derrière, une sorte de talus au-dessus duquel commençait la charmille... Tout à coup, le sentiment de la réalité m'est revenu. Il devait avoir hâte de partir, on l'attendait peut-être, presque sûrement même, et je lui prenais son temps.

J'ai dit :

— Monsieur de Lostange, vous allez m'aider à remonter à cheval, s'il vous plaît ; puis vous me laisserez : je connais mon chemin.

— Vous laisser, mademoiselle ! à aucun prix. Après ce qui est arrivé !

— Mais il le faut : je vous en prie. Partez, il le faut.

— Non, mademoiselle, n'insistez pas.

— Mais, monsieur, je vous en prie. C'est humiliant pour moi d'être obligée de m'avouer que je vous retarde, que je suis une entrave pour vous. Comme, au fond, vous devez me maudire ! Et sans vous, que serais-je devenue ! quelle dette de reconnaissance !

— Et la mienne envers vous ? Nous ne sommes même pas quittes.

Un sentiment de douleur m'a mordue au cœur, et j'ai senti que les larmes, les maudites larmes me gagnaient. O rage ! si j'allais encore pleurer ! j'ai frappé du pied.

— Partons, monsieur ! veuillez m'aider.

— Je ne vous quitterai pas.

— Mais vous ne comprenez donc pas, vous ne voulez donc pas comprendre... (Et ici les infernales larmes sont arrivées. Quelle honte !)

— Que vous m'humiliez avec votre escorte, que vous m'en faites pleurer de colère ! — Et j'ai frappé du pied de nouveau.

Il est resté un instant à me regarder, puis il a demandé brusquement :

— En quoi ma présence peut-elle vous humilier ?

— En ce que c'est un devoir de reconnaissance que vous remplissez, et que je n'aime pas qu'on remplisse des devoirs envers moi.

— Et si l'idée de vous laisser seule, la nuit, au milieu de cette campagne, me cause une inquiétude horrible que je ne pourrais pas supporter ! si vous sentir près de moi, sous ma sauvegarde, est pour moi une joie, plus que cela, un bonheur !

— Monsieur de Lostange, vous qui ne mentez jamais !

— Mademoiselle !

— Pardonnez-moi, je ne vous crois pas !

— Vous ne me croyez pas !

Il a saisi mes mains, les a conservées dans les siennes, et m'a regardée dans les yeux, en répétant simplement :

— Vous ne me croyez pas !

J'ai baissé la tête.

— Si, je vous crois, mais...

Il a quitté mes mains.

— Mais... Ah! vous voulez être seule! c'est juste : vous étiez sortie seule, à cette heure de la nuit, et moi j'ai l'indiscrétion de vous imposer « mon escorte, » comme vous l'appelez! c'est trop juste, vous êtes libre : je vais vous aider.

Et il a reculé de deux pas, en se rapprochant des chevaux.

La lueur éclairait si bien que je pouvais distinguer les moindres impressions sur son visage, et il avait l'air si profondément malheureux!

Et moi, ce que je souffrais...

Je me suis rapprochée de lui.

— Monsieur de Lostange, ne continuez pas. C'est plus que je n'en puis supporter!

Il s'est incliné.

— Que dois-je faire?

— M'accompagner jusqu'au château.

— Je ne vous gênerai pas?

— Comte de Lostange, je suis l'amie de votre sœur : je n'ai que dix-neuf ans, et je n'ai jamais eu de frère. Ce doit être bien bon, d'avoir un frère pour vous garder, vous protéger; surtout... surtout pour vous aimer! Marguerite est bien heureuse d'avoir un frère; vous la traitez comme votre enfant... pour une fois... traitez-moi comme elle! marchons à côté l'un de l'autre, si vous n'êtes pas fatigué ou pressé. Et... appuyez-vous sur mon épaule, comme vous le faites avec elle!

— Ah! Madeleine!

Le mot a résonné si doucement! comme une caresse : son regard a pris une expression de ravissement.

Et nous avons marché lentement, la bride de nos chevaux passée au bras, lui la main si légèrement appuyée sur mon épaule qu'à peine je la sentais, mais, enfin, je la sentais; et le bon Sky, courant devant nous, et à chaque moment, revenant à cinq pas pour nous regarder et repartir.

De temps en temps, nous nous arrêtions pour nous parler en nous regardant.

Nous marchions lentement, bien lentement : l'horloge du chateau venait de sonner deux heures et demie comme nous arrivions à la petite porte du parc.

Il m'a dit : — Rentrez seule, et dans quelques minutes je rentrerai avec les chevaux.

Je lui ai tendu la main.

— Bonsoir, monsieur de Lostange!

Il a pris ma main, mais au lieu de la serrer simplement, il l'a portée à ses lèvres : je l'ai retirée.

— Je ne veux pas que vous embrassiez mon gant!

Je me suis dégantée. Il a gardé ma main sur ses lèvres un instant : j'ai éprouvé de nouveau une émotion exquise.

Enfin je me suis éloignée : j'ai ouvert la petite porte et suis rentrée dans le parc. Arrivée à la cour, j'ai marché avec précaution, mais tout était parfaitement tranquille.

Je me suis couchée de suite, après avoir vu, toutefois, M. de Lostange rentrer.

J'ai eu quelque peine à m'endormir : mais enfin, comme les premières lueurs du jour se montraient, mes yeux se sont fermés.

25 septembre.

Hier, après avoir rempli mes pages de journal, je me suis couchée pour dormir d'un sommeil de plomb.

Le matin, M. de Lostange et moi étions arrivés au premier déjeuner presque en même temps. A midi nous avons causé d'un ton où perçait encore quelque chose des sentimens de notre promenade nocturne.

Au dîner nous avions eu tous deux le temps de réfléchir.

Moi, j'avais tout à regretter, et mon escapade, et, une fois près de lui, l'irrésistible entraînement auquel j'avais cédé. Lui avait, à coup sûr, beaucoup pensé à ma sortie au milieu de la nuit. Quelle en était la cause? Quelle que fût la conclusion de ses réflexions, elle n'avait pas dû me hausser beaucoup dans son esprit.

Une jeune fille en quête d'aventures, ou bien en ayant une; ou une écervelée : il avait le choix entre ces trois flatteuses suppositions, la dernière restant la moins défavorable encore.

Moi, de plus, je suis dans une situation tellement fausse, que je ne puis même essayer d'en sortir.

Mentir, inventer, jamais.

La vérité, lui dire : je vous épie depuis trois semaines, vous n'êtes pas sorti une fois que je ne vous aie attendu; enfin j'ai voulu voir si vous ne couriez aucun danger, mais j'ai voulu voir aussi où vous alliez et cela sans oser me l'avouer à moi-même, parce que l'incertitude où j'étais était un supplice... C'est encore plus impossible.

Il a été avec moi très aimable, plein d'attentions même, mais habituée, comme je le suis maintenant, à discerner les plus fines nuances, je sentais de la gêne, et une secrète froideur, la contrainte d'un homme qui, lui aussi, regrette de s'être abandonné, donnerait beaucoup pour pouvoir revenir en arrière, et, bien sur ses gardes désormais, veille sur sa voix, ses gestes, ses regards, surtout sur ses moindres paroles, avec une arrière-pensée qui ne le quitte pas.

En commettant ma folle équipée, j'ai cru sortir d'un état d'esprit intolérable, et je n'ai fait qu'empirer cet état, et de beaucoup. Agréable résultat !

Mlle Paumier va partir demain. Sa servante vient de tomber malade, et il faut de toute nécessité qu'elle retourne chez elle, pour mettre ordre à bien des choses.

Le commandant voulait partir aussi, mais elle ne le lui permet pas : elle ne veut pas qu'il écourte son bon temps.

26 septembre.

Mlle Paumier est partie.

Maman et elle étaient devenues de véritables amies, et moi j'avais fait de grands progrès dans sa faveur.

Impossible de voir une femme d'une bonté plus simple, plus touchante, avec, par-ci par-là, assez d'esprit d'observation et de pointes de gaîté malicieuse pour donner du piquant.

Le temps approche où maman et moi partirons, sans rémission cette fois. Je ne veux pas y penser. Du reste, sur un point, j'ai changé d'avis. Nous ne ferons que toucher barre à Paris, et de là, nous partirons pour l'Italie. Cela convient très bien à maman, qui n'y a pas été depuis longtemps, et nous ferons un véritable voyage circulaire, en séjournant fort peu dans chaque ville. De cette façon, toujours du nouveau, toujours du mouvement.

Même situation entre M. de Lostange et moi. Nous sommes, l'un avec l'autre, d'une extrême réserve. De temps en temps, seulement, un regard, un jeu de physionomie, un son de voix qui détonnent avec l'ordinaire. Quant aux mots exprimant les pensées, rien à y trouver, tous deux nous savons y veiller. Mais tous deux aussi, nous sentons que quelque chose couve qu'un rien pourra faire éclater, et alors . . . .

. . . .

27 septembre.

Journée désastreuse, et qui peut avoir des suites incalculables. Que Dieu, que Dieu détourne la catastrophe que je prévois.

Oh ! mes rêves affreux ! mes pressentimens ! Le malheur, que je sens planer depuis un certain temps sur cette maison comme un oiseau sinistre, va-t-il enfin s'abattre ?

C'était après le déjeuner, peut-être vers deux heures.

Tout le monde était sorti, les uns d'un côté, les autres d'un autre. Il n'y avait au salon que la marquise, maman et moi. Je suis très fatiguée en ce moment, et voulais me reposer.

M. de Lostange est rentré, venant de faire une course, l'air assez sombre.

Il a échangé quelques mots avec maman et moi, puis, tout à coup :

— Où donc est Marguerite?

— Sortie, a répondu la marquise, elle est allée voir une malade.

— Une malade? Où donc? Pas aux Hutteaux, j'espère?

Et sa voix a eu une vibration métallique.

— Je n'en sais rien. Qu'y a-t-il, François, vous m'effrayez!

— Depuis combien de temps, madame?

— Oh! une bonne heure. Il me semble qu'elle a parlé et des Hutteaux et de Serbonne.

Il s'est pendu au cordon de la sonnette et a couru en même temps à l'antichambre. Deux domestiques arrivaient.

— Par où est partie mademoiselle?

— Je ne sais pas, monsieur le comte.

— Mademoiselle a fermé la grand'porte derrière elle; nous l'avons vue seulement traverser la cour.

Il est rentré en disant :

— La fièvre typhoïde est aux deux endroits.

Il a réfléchi un instant en portant la main à son front. Puis il a pris sa cape, a ouvert la porte de la cour et crié d'une voix de tonnerre :

— La Brie! la Brie!

Et il a couru à l'écurie, s'est arrêté, retourné, et m'a dit d'un ton presque suppliant :

— Un vêtement de Marguerite, une camisole si c'est possible, quelque chose.

Sans répondre, j'ai couru à l'escalier.

Le piqueur était apparu effaré à la fenêtre de sa chambre.

M. de Lostange a crié :

— Lâche Miraut... vite! — Attends... à la grand'porte...

Je n'ai pas mis une minute et demie : quand j'ai redescendu, il était à cheval près de la grand'porte. Il avait jeté une selle sur son cheval sans même mettre la sangle.

Le piqueur était debout, près de lui, tenant par son collier Miraut, le chien de tête, le meilleur limier de la meute.

Je lui ai tendu un corsage que Marguerite met le matin. En le voyant, ses yeux sont devenus humides.

— Merci!

Il l'a pris et jeté au piqueur.

— Fais flairer cela et quêter!

Sa figure était bouleversée, la voix rauque, brève.

Nous étions là, frémissantes, la marquise, maman et moi.

Le chien a flairé, reniflé longuement, flairé encore, et il a enfilé la grand'porte, le nez bas.

Sur la petite place devant la porte, en dehors, il a décrit plusieurs cercles en courant, puis il s'est arrêté devant la route de gauche, quêtant toujours : enfin il a enfilé la route, le piqueur l'excitant toujours.

M. de Lostange a dit :

— C'est aux Hutteaux ! et de là, elle peut aller ensuite à Serbonne. — Qu'on aille à Serbonne, — vite !.. — et qu'on la ramène.

Et il a poussé son cheval. Je lui ai crié :

— Je vais y aller à cheval.

J'ai dit à un domestique :

— Sellez-moi l'arabe.

Je ne sais pas en combien de temps j'ai mis mon amazone. Je suis redescendue, montée à cheval, et partie au galop par la route de droite.

Et, au loin, à gauche, j'entendais encore la voix haletante du piqueur criant :

— Là, là, là, là, là, Miraut, là ! Après ! après !

Et ces sons burlesques, si vulgaires, avaient à ce moment une résonance terrible.

On n'avait pas vu Marguerite à Serbonne. J'ai pris un chemin qu'on m'a dit mener aux Hutteaux, mais je me suis trompée, j'ai trop descendu, et j'ai débouché sur la route de Puisaye aux Hutteaux, au lieu d'arriver droit aux Hutteaux.

Ç'a été heureux, d'ailleurs, car j'ai aperçu, à droite, Marguerite qui revenait avec son frère.

Il était descendu de cheval, et marchait près d'elle, la bride au bras : j'en ai fait autant, et me suis avancée vers eux.

Au seul aspect du visage du frère, à la tendresse avec laquelle il la tenait enlacée, tout en marchant, comme s'il avait voulu la disputer à quelque danger invisible, j'ai compris qu'il était arrivé trop tard.

Il riait et paraissait causer gaîment, mais ce rire faisait peine à voir : quant à Marguerite, triste, ou plutôt sérieuse et pensive de ce qu'elle venait de voir, elle semblait heureuse, cependant, le teint rose et rapportant en triomphe un superbe bouquet d'herbes.

— Eh bien, m'a dit M. de Lostange, vous avez perdu, mademoiselle ! J'ai atteint le clocher avant vous !

J'ai compris et dit :

— C'est vrai, c'est vous qui aviez raison.

Puis nous avons parlé d'autre chose. Au bout de quelques in-

stans, M. de Lostange a dit, en passant la main sur les épaules de sa sœur :

— Y a-t-il du bon sens d'avoir chaud ainsi! J'espère bien que tu n'as rien bu là-bas?

Ceci d'un ton ordinaire, comme une chose presque sans importance. Marguerite a répondu sur le même ton :

— Oh! tu sais bien que je ne bois jamais entre mes repas.

— C'est vrai, a répondu le frère.

Marguerite marchait entre nous deux.

Machinalement, je l'ai regardée à ce moment, et j'ai vu qu'elle rougissait.

Son frère, lui, ne l'a pas regardée. Je me suis dit :

— Toi, tu as bu, mais pour ne pas inquiéter, tu viens de faire un mensonge, quitte à l'avouer après, et, somme toute, je trouve que tu as bien fait, et j'en aurais fait autant. — Et je n'y ai plus pensé, car, bien souvent en pension, j'ai bu moi-même, ayant très chaud.

Marguerite, voyant à une branche quelques feuilles de beau ton, s'est arrêtée à les cueillir, et son frère en a profité pour me dire :

— Elle ne sait rien, ces gens ne savent pas encore de quoi leur fille est morte ; je vais proposer une partie de cheval pour la changer d'air, veuillez l'entraîner de suite à sa chambre, pendant que je préviendrai tout le monde en bas.

Ce qui a été fait de point en point. Tout en montant, j'ai dit à Marguerite :

— Tu sais que je n'ai pas été ta dupe. Tu as bu aux Hutteaux.

— Oui, mais je ne veux pas que mon frère le sache maintenant, il se tourmenterait. Je m'en suis même joliment donné, je n'ai jamais eu, je crois, une pareille soif; j'ai bu au moins quatre ou cinq verres.

— Et de l'eau de puits bien froide, je suis sûre?

— Non, je n'ai pas voulu déranger ces gens, qui étaient tout à leur chagrin. J'ai pris une tasse sans qu'ils le voient, et j'ai tiré de l'eau à une petite pompe. Ce n'était pas trop froid, et l'eau n'était même pas très bonne, mais j'avais tellement soif!

Nous sommes partis tous les trois faire une longue promenade. En route, nous avons aperçu, de loin, le cabriolet du docteur Leroy.

M. de Lostange nous a quittées un instant, pour aller le joindre en coupant à travers champs.

Quand il est revenu, sa physionomie était métamorphosée; il avait l'air tout rasséréné, et nous a dit, d'un air joyeux, que le docteur viendrait dîner au château.

J'ai pensé que celui-ci avait dû lui donner quelque bonne nouvelle, peut-être que ce n'était pas la fièvre typhoïde, ou quelque

autre chose de ce genre. Bref, moi aussi, je me suis sentie rassurée, et nous avons fait une délicieuse promenade.

Nous sommes rentrés juste à temps pour nous préparer pour le dîner. Comme j'ai été plus prompte que Marguerite, elle m'a dit :

— Descends toujours, et qu'on ne m'attende pas, il est plus de sept heures.

En entendant la porte du salon s'ouvrir, le docteur, qui causait, s'est arrêté ; puis voyant que c'était moi, il a continué, et dit à M. de Lostange, en lui frappant affectueusement sur l'épaule, avec un bon sourire :

— Un érudit comme toi, François, devrait savoir qu'on n'attrape pas ainsi la fièvre typhoïde, même à l'âge de ta sœur, qui est le plus dangereux sous ce rapport.

Tout le monde était enchanté, ravi, et au moment ou je faisais la commission de Marguerite, elle-même est arrivée en disant :

— L'exactitude est la politesse des rois, je me suis piquée d'honneur.

On a servi tout de suite, et le dîner a été un des plus gais.

Après le dîner, le commandant, Marguerite et son frère aîné ont passé au fumoir : le pauvre commandant était tout désolé d'avoir manqué notre cavalcade, et Marguerite le dédommageait en le faisant enrager de son mieux.

Comme le docteur Leroy prend du café, on en a servi au salon, où Jules et le marquis en ont pris aussi ; c'est moi qui faisais les honneurs.

En versant sa tasse au docteur Leroy, je lui ai dit assez bas :

— Je suis bien heureuse que vous nous ayez tous rassurés, car tantôt...

Il a souri, et tout en sucrant son café, a dit :

— François est toujours aux champs, quand il s'agit de Marguerite. Il n'y avait pas de danger. Ah ! si elle avait bu dans cette maison... mais il était sûr du contraire, et...

En disant cela, il a levé les yeux. Il n'a pas achevé sa phrase en voyant mon regard : heureusement, je tournais le dos à la table du milieu, et à la lumière.

Il est resté interdit un instant, et c'est moi qui ai trouvé quelque chose :

— Votre café est trop fort, voulez-vous venir à la salle à manger, je vous verserai un peu d'eau ?

A peine dans la salle à manger :

— Elle a bu ?

— Oui !

— Êtes-vous sûre ?

— C'est elle qui me l'a dit.

— Cré coquin! il ne manquait plus que cela!

Le digne homme en avait pâli.

— Mais... voyons. Est-ce de l'eau de ces gens?

— Oui.

— Beaucoup?

— Au moins quatre ou cinq verres!

— Ah! la scélérate, la petite scélérate! — Et il s'est frappé la cuisse avec désespoir.

— Mais, ils ont deux puits, il y en a un...

— De la petite pompe, elle a trouvé l'eau mauvaise.

— Allons, c'est complet!..

Il s'est promené, puis :

— Pas un mot à personne, surtout à son frère. Maintenant, c'est à la grâce de Dieu! Il y a six ou sept heures de cela, et nous venons de dîner! Je n'ai rien à tenter aujourd'hui.

— Qu'est-ce que vous faites donc? a crié la marquise, du salon.

— Nous venons, madame. Mademoiselle, je viendrai demain matin sous un prétexte. Je vais en chercher un. Maintenant, rentrons.

J'ai su que, en partant, le docteur Leroy a dit à M. de Lostange:

— Pour te faire plaisir, je viendrai pendant quelques jours, si tu veux : ce n'est pas du tout utile, mais avec toi, je n'en ferai jamais assez.

Ce qui a été accepté avec reconnaissance.

Je suis brisée : il est horriblement tard. Donc, à la grâce de Dieu!

28 septembre.

Naturellement, j'ai à peine dormi. Je me suis levée de bonne heure, et suis allée frapper à la porte de Marguerite. J'avais hâte de la voir. Elle était déjà levée.

Pendant qu'elle s'habillait, je suis descendue et j'ai rencontré son frère qui flânait dans la cour.

Je lui ai donné de bonnes nouvelles. Il m'a remerciée avec émotion et m'a dit :

— Que vous êtes bonne!

— Pour combien de temps, monsieur de Lostange?

Au lieu de répondre, il a repris :

— J'ai pour votre caractère la plus haute estime, et je vous dirai ce que je n'ai jamais dit à personne. Si vous saviez combien ma vie est misérable, malheureuse, vous ne m'accuseriez plus d'être versatile ou ingrat.

Et sans attendre ma réponse, il s'est éloigné.

Journée sans incident. Visite matinale « toute fortuite, » du docteur Leroy. Il paraît que M. de Lostange a une douleur dans l'épaule et « qu'il faut voir cela. » Le docteur reviendra demain. Je ne sais ce qu'il a ordonné pour Marguerite : il dit que nous sommes tous malades.

Si la journée a été insignifiante comme incidens, tant s'en faut qu'elle l'ait été pour plusieurs d'entre nous, au point de vue des émotions, de l'inquiétude.

Quoique M. de Lostange ne sache rien, il n'est pas complètement rassuré. Il ne perd pas Marguerite de vue. On voit qu'il est continuellement à observer jusqu'aux plus légers changemens de sa physionomie, cherchant à deviner.

J'ai tout dit à miss Grey : c'est une femme d'une énergie froide sur qui on peut compter. Nous sommes donc trois à savoir la vérité.

Par moment, on dirait que M. de Lostange a comme une intuition.

Quand il parle à miss Grey ou à moi, il a des expressions de regard qui font mal.

Il cherche à scruter notre pensée dans nos yeux pour voir si nous n'avons pas découvert quelque chose qui lui a échappé à lui, ou si nous sommes inquiètes, et s'il n'a pas tort de ne pas l'être davantage.

Son regard, à ces momens, a quelque chose de timide, d'effrayé, d'incertain, navrant à voir chez un homme de ce caractère.

4 octobre.

Je n'ai pas le courage d'écrire : je suis lasse et malheureuse !

6 octobre.

Hier, Marguerite s'est plainte de fortes douleurs de tête. Elle est brisée, n'a plus de force pour rien et a perdu à la fois l'appétit et le sommeil.

10 octobre.

Marguerite a toujours les mêmes douleurs de tête : elle est plongée dans une sorte de somnolence, et cependant ne peut dormir. Si cela continue, elle va rester couchée. On lui a préparé une grande chambre bien aérée, dans le même escalier que son frère.

Je suis allée voir cette chambre. Je suis sûre que je n'y étais

jamais entrée, et cependant, on dirait que je la connais, que je l'ai déjà vue.

13 octobre.

Marguerite est au lit : il est à peu près certain que c'est la fièvre typhoïde.

Son frère ne montre plus la moindre inquiétude. Il est calme, froid, résolu. Voici la bataille arrivée; il veut avoir tous ses moyens : je pense du moins, car il y a des momens où je me demande si c'est bien le sentiment où il obéit, et la raison de ce sang-froid vraiment étrange, si frappant que, qui ne connaîtrait pas M. de Lostange, le taxerait d'indifférence.

Le marquis est extrêmement inquiet. On voulait que nous partions, maman et moi.

J'ai prié maman de rester; elle ne le voulait pas. Je me suis mise à genoux devant elle et je lui ai tout dit, tout raconté.

J'ai beaucoup pleuré : maman aussi. J'ai appris à connaître chez elle une femme dont je n'avais encore eu aucune idée. J'avais toujours cru maman pour qui, grâce à Dieu, j'ai eu constamment tout le respect qu'elle mérite, je l'avais toujours jugée un peu... frivole, si j'ose me l'avouer ; admirablement bonne, mais distraite et peut-être quelquefois voyant les choses un peu légèrement : à mes aveux, une autre femme s'est révélée.

Elle m'a bien peu grondée, ou plutôt l'a fait avec une grande douceur, parce qu'elle me voyait très malheureuse, mais cette douceur n'excluait pas la fermeté, tant s'en fallait. Quand elle a su ma sortie à cheval, elle, si bonne, si indulgente, s'est levée avec un mouvement de colère dont je ne l'aurais pas crue capable. J'ai baissé les yeux sous son regard, et je l'ai saisie par sa robe en disant :

— Mais, maman, je n'ai rien fait de mal?

Elle a eu pitié de moi, et m'a dit :

— Non, Madeleine, rien d'absolument mal, mais que doit-on penser de toi? — Une jeune fille ne doit jamais rien cacher à sa mère : vois les conséquences de tes cachotteries!

Maman s'est rassise, puis elle m'a dit avec une tristesse qui a fait plus d'effet sur moi que tous les reproches qu'elle aurait pu me faire :

— Après tout, c'est ma faute! J'ai manqué de surveillance. J'aurais dû mieux te suivre, je n'ai pas fait mon devoir!

Je l'ai arrêtée et je me suis jetée à son cou en disant :

— Chère, chère maman, accusez tout le monde, excepté vous, car cela, je ne le souffrirai pas. C'est moi seule qui suis coupable!

J'ai été dissimulée, et pas dans une mauvaise intention, je vous assure! D'abord, c'est vrai, je ne voulais rien dire, parce que cela me semblait si peu de chose, et je craignais votre sévérité, vous voyez bien! et comme cela me rendait assez heureuse, j'avais peur que vous ne m'emmeniez. Et ensuite, quand j'ai eu du chagrin, je ne vous ai rien dit pour ne pas vous en faire à vous-même. Bien vrai, maman, je vous assure, bien vrai!

— Je te crois, Madeleine, mais, maintenant, nous allons partir de suite!

— Oh! maman, je vous en prie! dès que le danger sera passé, mais pas jusque-là. Je vous en supplie! pas au moment du danger, c'est lâche!

J'ai promis à maman de ne plus rien faire sans le lui dire, et maman a cédé, à la condition de bien nous assurer que nous ne gênions pas et que surtout je ne lui ferais plus la plus légère cachotterie, le plus petit mystère.

Maman était fort irritée, fort mécontente, mais, chose singulière, on eût dit que, tout en s'abandonnant à son chagrin ou en me grondant, elle suivait, à de certains momens, et, comme malgré elle, une arrière-pensée.

Elle s'est expliquée avec la marquise, qui lui a dit avec la dernière sincérité, que, bien loin de la gêner, notre société était une consolation pour elle.

14 octobre.

La fièvre typhoïde est déclarée.

Marguerite est dans une très grande chambre à deux fenêtres, sur le même palier que son frère. Je suis sûre que j'ai déjà vu une chambre semblable, mais je ne sais plus où.

Miss Grey reste toute la journée près d'elle avec le frère aîné.

Celui-ci passe ensuite les nuits avec la vieille Marie, pour qui on a fait un lit dans une chambre tout à côté et qui communique.

C'est là qu'elle dort, ou plutôt se couche sans se déshabiller, pendant que M. de Lostange passe la nuit près de Marguerite, assis dans un fauteuil.

On a voulu me défendre l'entrée de la chambre; je l'ai forcée de haute main. Maman m'a encore grondée. Je lui ai demandé de ne rien me dire avant de m'avoir écoutée.

Une fois dans sa chambre, je l'ai priée de s'asseoir, je lui ai baisé la main, je suis restée debout, et je lui ai dit :

— Maman, j'ai été imprudente, écervelée. Mais ai-je rien fait dont une honnête jeune fille doive rougir?

— Non, grâce à Dieu!

— Je vous ai promis de ne plus rien avoir de caché pour vous. Je ne ferai plus rien dont vous ayez à me gronder. Mais, maman, laissez-moi remplir mon devoir d'amie comme je le dois.

Il peut être un malheur que je me sois trop affectionnée à Marguerite et... à son frère aîné, mais le mal est fait! Je vous le demande encore, ne me faites pas déserter au moment du danger. Si j'ai fait des imprudences, des folies, laissez-moi les racheter en me dévouant un peu, si j'en trouve l'occasion. Vous savez, d'ailleurs, que la fièvre typhoïde n'est pas à Puisaye, qui est très sain; c'est aux Hutteaux que Marguerite l'a prise. — Au moins que je puisse me dire que, si j'ai été... un peu faible en mon cœur contre des sentimens impérieux qui l'ont maîtrisé, du moins il n'y avait rien de banal ou de vulgaire dans ces sentimens. Que je puisse me dire que c'était une noble, une très noble amitié, une de ces amitiés pour lesquelles on donne sa vie, pour lesquelles on la joue... sur une carte, et on la perd au besoin sans regret, parce qu'elle vaut largement l'enjeu qu'on lui donne, parce qu'elle vous grandit par le sacrifice, et que, comme on l'a dit, mieux vaut une mort chaude et fidèle pour une sainte cause, la cause de l'amitié, de la plus haute floraison du cœur, qu'une vie froide, égoïste ou lâche!

J'ai enlevé maman, qui m'a embrassée en me disant :

— Tu es une digne fille! Tu as l'âme de ton père! Dieu a ses desseins. Il ne peut pas mésarriver de toi!

Maman me juge beaucoup trop favorablement, elle me surfait : mais ce dont je suis sûre, c'est que je suis transformée et que c'est *lui* qui m'a transformée par son exemple. Je le vois chaque jour, infatigable, patient, résolu; rongé, miné par la douleur, disputant à la maladie l'être adoré qui est sa vie, mais n'ayant jamais un mot de plainte.

Ce qu'il souffre doit être horrible. Quand Marguerite l'appelle, il arrive, toujours avec le même sourire sur les lèvres, et son regard, dans ces momens, a quelque chose de sublime. L'amour maternel, car il n'est pas le frère, il est la « mère » de Marguerite, le transfigure, et son visage mâle, énergique, a une expression qui fait rêver à ces martyrs que peignaient les vieux maîtres, dont on torture les chairs, et qui gardent cependant un sourire d'extase, parce que leur regard, par-delà le ciel, entrevoit les célestes splendeurs!

18 octobre.

Je n'ai plus le courage d'écrire. La maladie de Marguerite semble prendre un caractère d'extrême gravité.

Quand elle sort pour un instant de l'espèce de torpeur où elle

est plongée, c'est pour appeler son frère, dont elle prend la main : elle embrasse cette main, la met sur son oreiller et se couche, la joue dessus. Ce matin, elle lui a dit :

— Tu ne me quitteras jamais ? dis, jamais ?

Il s'est penché sur le lit, d'une main il a saisi la petite épaule, de l'autre, la chère tête blonde qu'il a serrée sur sa poitrine, et lui a dit :

— Mon pauvre enfant bien-aimé, je ne te quitterai jamais. Nos deux vies sont rivées l'une à l'autre !

21 octobre.

Je ne me trompais pas pour Marguerite, et le docteur Leroy a dit à maman qu'il commençait à avoir les plus grandes craintes. Le frère aîné le sait. Il sent que l'espoir lui échappe et rien en lui ne paraît changé ! Il y a eu hier consultation avec deux médecins de Paris.

La nuit dernière, je me suis levée à quatre heures et demie, habillée, et suis descendue à la chambre de la malade. J'ai ouvert la porte tout doucement, et suis entrée sans bruit.

Le jour pointait à travers les volets et les rideaux à moitié ouverts. La veilleuse ne donnait plus qu'une clarté tremblante. Il s'était assoupi, la tête sur le bout du traversin, et tenant entre ses lèvres une des belles tresses blondes de Marguerite... il s'était endormi en baisant cette tresse, depuis quelques minutes à peine certainement, car il avait pleuré, et une larme était en train de sécher sur sa joue !

Je me suis agenouillée au pied du lit, j'ai caché mon visage dans mes mains, et mordant la couverture pour étouffer mes sanglots, j'ai prié comme j'ai pu.

J'ai senti qu'on me touchait légèrement l'épaule.

J'ai levé la tête, et nous nous sommes regardés sans dire un mot ; puis il a mis un doigt sur ses lèvres, m'a fait signe de partir, et est allé réveiller la vieille Marie.

Dans la journée, Jules est monté à la chambre de M. de Lostange.

Les deux frères sont restés longtemps enfermés. J'ai rencontré Jules comme il sortait. Il avait la figure bouleversée. J'ai voulu lui parler. Il a fait un geste, m'a saluée, et est parti sans vouloir s'arrêter.

J'ai vu plus tard le commandant Paumier. Nous avons causé un peu. Je lui ai demandé ce que sa sœur disait de cette situation désastreuse.

Mais M. de Lostange lui a défendu d'en écrire un seul mot à sa

sœur, défendu de la façon la plus formelle. Sans cela, il y a longtemps qu'elle serait ici.

Ainsi, M. de Lostange, qui aime tant M[lle] Paumier, qui a tant d'estime pour elle, ne veut pas qu'elle soit ici en ce moment...

24 octobre.

L'état de Marguerite est à peu près désespéré.

M. de Lostange a passé une partie de la journée dans sa propre chambre. J'ai vu introduire mystérieusement un monsieur assez âgé, à qui un domestique semblait être allé ouvrir la petite porte du parc. Intriguée, j'ai demandé à ce garçon :

— Est-ce que c'est un nouveau médecin ?

Il m'a répondu :

— Chut ! mademoiselle, M. le comte ne veut pas qu'on le sache : c'est le notaire de la famille.

Je me suis mise de planton dans l'escalier, et quand M. de Lostange est enfin sorti de sa chambre, j'ai pu arriver à temps pour lui dire :

— Monsieur de Lostange, pourquoi aviez-vous besoin aujourd'hui de votre notaire ?

Il a reculé d'un pas, interdit : puis il a répondu :

— Je suis presque toujours dans la chambre de ma sœur ; je puis gagner sa maladie, et il faut tout prévoir.

25 octobre.

Marguerite est perdue, ce n'est plus qu'une question d'heures. Il a fait venir le commandant dans sa chambre.

J'ai guetté le commandant, comme je guette tout. Il était très ému et avait les yeux rouges. Je l'ai entraîné dans la petite pièce du bas, je lui ai saisi les mains, et je lui ai dit ;

— Il va arriver un double malheur, je le sens, j'en suis sûre ! Vous l'aimez tant, votre sœur l'aime tant ! C'est pour cela qu'il n'a pas voulu qu'elle soit ici. Ne peut-on le sauver ?

Les petits yeux gris du pauvre commandant étaient humides, mais il n'a pas répondu un mot.

J'ai poursuivi :

— Vous êtes un homme de cœur ! Je suis une pauvre jeune fille qui lui a donné, sans qu'il le sache, son cœur et sa vie ! S'il meurt, je mourrai ! Ne pouvez-vous nous sauver tous les deux ?

Il a réuni mes deux mains et les a pressées sur sa poitrine : il tremblait autant que moi et ne pouvait pas parler. Enfin, quand la voix lui est revenue :

— Pardonnez-moi !.. J'ai deviné que... que vous l'aimiez, et je le lui ai dit. Pardonnez-moi !..

— Vous avez bien fait ! Après?..

— Je suis un soldat : ma parole est sacrée, et Lostange est mon frère d'armes !

Et il s'est échappé en mettant la main sur ses yeux.

26 octobre.

J'écris d'une main ferme ces lignes, les dernières de ce journal, les dernières que j'écrirai en ce monde.

Marguerite est morte à sept heures.

J'ai entendu, peu après, un coup de fusil du côté de l'écurie, suivi d'un hurlement prolongé, lamentable.

Je suis descendue, j'allais sortir dans la cour.

Je suis remontée à la chambre de Marguerite, en me disant :

— C'est ici qu'il viendra mourir.

Je suis restée devant la porte.

Il est arrivé tenant son fusil qu'il a posé dans l'angle de l'escalier.

Je lui ai dit :

— Vous venez de tuer Sky !

Pas de réponse.

— Vous ne voulez rien laisser derrière vous de ce que vous avez aimé en ce monde ! Maintenant c'est votre tour !

— Non !

— Si, je le sais !

Je lui barrais le passage.

Il a voulu me repousser : je me suis cramponnée à lui.

— Vous ne savez pas... j'humilie devant vous l'orgueil de mon cœur ! Ayez pitié de moi !..

Il a porté son poing crispé à sa bouche avec un mouvement de désespoir.

— Si j'étais un misérable ver de terre, vous m'épargneriez ! Et vous n'avez même pas une pensée pour ceux qui vont sombrer avec vous !

— Croyez-vous que je suis sur un lit de roses !.. Ils ne sombreront pas... Dieu m'est témoin !.. Après ma pauvre !.. ma pauvre Marguerite ! (et à ce nom, il a eu un sanglot déchirant, les larmes lui ont jailli des yeux) je vous avais donné ce que j'avais de cœur ! Mais en ce moment, — tout disparaît, — la force humaine a ses limites, laissez-moi ! J'ai besoin de rester seul !..

De nouveau, il a voulu passer.

— Soit ! je vous suivrai, voilà tout ! Mais avant, rien ne m'empê-

chera de porter votre nom! Maintenant, embrassez-moi, c'est un adieu sacré que nous nous disons!

Et je lui ai tendu mon front.

Il m'a attirée sur son cœur, — avec un gémissement, et m'a gardée ainsi un instant: il a baisé mes cheveux, — j'ai senti des gouttes brûlantes sur le front, puis il m'a repoussée avec une force de géant, a ouvert la porte, l'a refermée à clé.

Je me suis jetée contre cette porte, je l'ai secouée, ébranlée, je suis tombé à genoux en criant: « Grâce! »

Deux lueurs rougeâtres sous la porte, — deux détonations, — le bruit d'un corps lourd qui tombe...

On a enfoncé la porte: il était étendu devant le lit, mort, les yeux grands ouverts, dans cette chambre que j'ai enfin reconnue, — et, le sang collant et séparant ses cheveux près du front, on voyait nettement sur le côté droit de la tête une cicatrice longue, mince, et blanche là où le sang ne passait pas.

DIVERS EXTRAITS.

—

Du Journal des Débats du. . . . . .

« Une touchante cérémonie a eu lieu hier au couvent des Carmélites de la rue d'Enfer, devant une assistance nombreuse et recueillie, la prise de voile de Mlle Madeleine de Sommers. Mlle de Sommers est la fille de Mme la comtesse de Sommers, veuve du général de division comte de Sommers de Rouvre. Les Sommers sont alliés aux plus anciennes familles du faubourg Saint-Germain. Mlle de Sommers a pris, en religion, le nom de « sœur Françoise du Calvaire. »

. . . .

D'une lettre du marquis de Puisaye à sa femme.

. . . . Je suis allé hier voir la pauvre comtesse. Sa vue fait mal et m'a déchiré le cœur en renouvelant tous mes propres chagrins.

Madeleine est morte d'épuisement de ses jeûnes et de ses austérités: elle est morte comme une sainte. Quand je suis arrivé, on venait de rapporter à sa mère divers objets lui ayant appartenu, son crucifix, son rosaire, son livre d'heures, et un morceau de vélin qu'on a trouvé cousu dans le corsage de sa robe de Carmé-

lite et qui venait évidemment d'un livre ancien, puisqu'il portait cette phrase imprimée en vieux langage :

Ne plaise à Dieu, ni à ses saincts ni à ses anges,
Après Roland que je vive remaigne.

D'une lettre de Jules de Puisaye à son père.

. . . . J'ai vu ce notaire de Paris et le consul américain.

J'ai commencé par celui-ci : j'avais une lettre d'introduction, et il m'a très bien reçu. Cette dame n'est pas du tout ce que nous pensions. Elle est fort riche et appartient à une des plus anciennes familles de Philadelphie.

— Mais, a dit le consul en riant, une famille où il y a souvent des démêlés, et par suite des divorces : tout le monde y a la tête à l'envers.

Le pauvre François le savait certainement, puisqu'il dit, dans la lettre qu'il a laissée, qu'il s'était marié avec de grandes craintes pour l'avenir : c'est pour cela qu'il n'avait pas voulu nous annoncer alors son mariage, et avait renoncé à aller au consulat. Cette dame est d'une grande beauté ; c'était une des « belles » de l'Amérique. On l'avait demandée en mariage bien souvent, et elle avait refusé tous les partis.

— J'ai entendu dire, a ajouté le consul en terminant, qu'elle s'est mariée depuis et qu'elle a divorcé, ce qui est bien dans les traditions de la famille. Dans tous les cas, c'est une personne fort honorable et qui serait reçue partout.

Il ne sait donc rien de l'histoire de François. Le notaire m'a dit à peu près la même chose. Cette dame lui a conté son histoire : elle ne réclame que des souvenirs sans valeur, et s'étonne qu'on ne la reçoive pas. Le notaire n'est nullement surpris que François l'ait épousée malgré ses appréhensions. Il dit qu'il est impossible de voir une femme plus belle et plus séduisante. Ils ont divorcé au bout de quatre mois. Elle avoue que c'est elle qui l'a rendu malheureux. Elle est inconsolable. Elle l'avait suivi en Europe.

Il n'a jamais voulu revenir sur le divorce et reprendre la vie en commun, mais il allait la voir quelquefois, parce qu'il en avait pitié.

Il paraît en effet qu'elle l'aimait énormément, mais à sa manière, et sans rien vouloir changer à son terrible caractère.

. . . .

CHARLES DE BERKELEY.

LE
ROMAN CONTEMPORAIN
ET
LE NATURALISME EN ALLEMAGNE

I. Mielke (Hellmuth), *Der deutsche Roman des 19ten Jahrhunderts*. Braunschweig, 1890. — II. Ed. de Morsier, *Romanciers allemands contemporains*. Paris, 1890. — III. *Der Realismus vor Gericht*. Leipzig, 1890.

L'Allemagne a vu se réaliser, en 1870, avec son unité nationale, le plus cher de ses vœux. Vingt ans se sont écoulés depuis qu'un nouvel empire allemand s'est fondé sous l'hégémonie de la Prusse victorieuse. L'intervalle est assez grand déjà pour que les conséquences les plus importantes du nouvel ordre de choses commencent à se dégager nettement, et à prendre une consistance historique. Il en est que l'Allemagne avait désirées avec presque autant de passion que l'unité politique même : la prépondérance dans les conseils de l'Europe, où les États allemands, divisés et rivaux, ne pouvaient jouer auparavant qu'un rôle subordonné ; le développement de l'industrie et de la richesse nationales, la formation d'une marine de commerce et d'une marine de guerre, qui portent le pavillon allemand dans les mers les plus lointaines, et s'essaient à fonder en Afrique un tardif empire colonial. D'autres conséquences, plus fâcheuses, ont aussi apparu avec le temps : la plaie vive de l'Alsace-Lorraine qui ne veut pas se fermer, et qui est pour l'Allemagne plus qu'une gêne, un point douloureux et dangereux ; la résistance, défensive et offensive, des catholiques allemands aux prétentions du nouvel empire « évangélique, » et enfin le progrès

méthodique, régulier, irrésistible de la démocratie sociale, qui semble marcher à la conquête légale de l'Allemagne. Comment a retenti, dans la littérature, le contre-coup de ces grands faits, de ces mouvemens qui agitent la nation jusque dans ses couches les plus profondes? Qu'ont produit les imaginations frappées par les coups de tonnerre de Sadowa et de Sedan, par les figures presque naturellement légendaires du vieil empereur et de son chancelier? De grandes espérances étaient permises, et furent conçues, en effet, en Allemagne. La gloire militaire et la grandeur politique de la nation paraissaient le gage certain d'une brillante floraison littéraire.

Il a bien fallu pourtant se rendre à l'évidence: sur ce point-là la déception a été complète. Plus on a attendu pour s'y résigner, plus la démonstration a été décisive. Sans doute, dans le domaine de la science, de l'érudition, de l'histoire, de la philosophie même, l'Allemagne a maintenu son rang avec honneur: il suffit de citer les Ranke, les Helmholtz, les Hæckel, les Mommsen, les Wundt et vingt autres qui se présentent aussitôt à l'esprit. Mais quel nom la littérature proprement dite peut-elle placer à côté de ceux-là? Les plus illustres, Freytag, Spielhagen, Paul Heyse, s'étaient déjà fait connaître avant 1870. Depuis lors, il n'a pas paru en Allemagne d'écrivain nouveau dont la célébrité égale, à beaucoup près, celle de M. Krupp, le fondeur d'Essen. L'auteur d'un travail récent sur le *Roman allemand au XIXe siècle*, M. Mielke, tout en rendant justice aux talens même les plus modestes, parle des « traces de décadence » que le roman laisse voir depuis 1880 environ, et de la décadence plus profonde encore du théâtre. Laissons le théâtre, dont les conditions d'existence et de progrès sont assez différentes : nous voudrions étudier d'un peu plus près les caractères du roman allemand de l'heure présente, et, ces caractères une fois fixés, essayer de remonter aux causes historiques et philosophiques qui permettraient d'en rendre raison.

I.

Le roman occupe, dans la littérature actuelle, une place déjà considérable et qui va toujours s'agrandissant. Il amuse, il instruit, il prêche au besoin. Il est l'instrument le plus actif de la diffusion des idées nouvelles. C'est par lui que les théories philosophiques et scientifiques arrivent, — étrangement déformées, — jusqu'à la foule. Sa puissance est faite du nombre des lecteurs. Un romancier, parvenu à la célébrité, compte les siens par centaines de mille et bientôt par millions. A peine a-t-il publié un nouveau livre que l'étranger s'en empare et le traduit. L'œuvre même d'un in-

connu, si elle perce, est bientôt lue dans le monde entier : tel a été le cas de *Robert Elsmere* il y a trois ans, de *Looking Backwards* il y a quelques mois. Le succès de ces livres en Amérique a retenti aussitôt en Europe. Or, parmi les romans qui se répandent ainsi sur toute la surface lisante du globe, depuis la Russie d'Asie jusqu'à l'Amérique du Sud, les allemands jusqu'ici ne comptent guère. Ils ne passent point la frontière; ils se naturalisent difficilement au dehors. Que de romans anglais sont entrés en France dans la lecture courante, je ne dis pas seulement pour les jeunes filles à qui une éducation sévère interdit à peu près les autres, mais pour la grande masse du public! Il suffit de nommer Walter Scott, Thackeray, Dickens, Bulwer, George Eliot : aussitôt nombre de figures familières surgissent à l'esprit. Ce ne sont sans doute point des classiques; ce sont du moins des livres connus et aimés de tous.

Le roman allemand n'a pas eu la même fortune. Auerbach et ses *Histoires villageoises, le Doit et Avoir*, de Freytag, la caricature amusante de Julius Stinde dans *la Famille Buchholz;* peut-être un grand roman de Spielhagen, *Enclume et Marteau;* des histoires galiciennes de Sacher-Masoch, quelques nouvelles humoristiques ou historiques : je ne crois pas qu'un lecteur étranger, même curieux de littérature exotique, pousse beaucoup plus loin la connaissance du roman allemand contemporain. Un certain nombre ont été traduits en français : aucun ne s'est encore frayé sa voie jusqu'au grand public; aucun n'est devenu un de ces livres qu'il ne se lasse point de redemander. Non-seulement le roman anglais, mais le roman russe ou norvégien, aura la préférence. En un mot, le roman allemand n'est pas, comme on dit, article d'exportation. L'Allemagne, en revanche, en importe beaucoup de l'étranger. La demande est active, la concurrence entre les éditeurs fort vive, et tout ce qui arrive du dehors avec une réputation bien établie est aussitôt traduit, aussitôt lu.

Mais peut-être en est-il du roman comme du théâtre, et les œuvres étrangères ne sont-elles recherchées que pour suppléer au défaut de romans indigènes, puisqu'il faut satisfaire la curiosité d'un public toujours en quête de nouveautés? Point. Il paraît chaque année en Allemagne un grand nombre de romans, moindre sans doute qu'en Angleterre ou en France, mais encore plus que suffisant, si le quart seulement en était bon. Il en paraît même beaucoup trop. Le flot des œuvres médiocres ou nulles décourage le lecteur. Il se lasse de recommencer une expérience toujours fâcheuse. En outre, la fabrication d'un certain genre de romans est devenue, en Allemagne, un métier relativement facile et parfois, quoique rarement, assez lucratif. Les femmes surtout y ont acquis

une habileté de main redoutable. Pour l'article courant, pour le roman destiné à être découpé par tranches dans les revues hebdomadaires ou mensuelles, elles l'emportent, sans contredit, sur les hommes. Ceux-ci ont peu à peu lâché pied, et, se sentant incapables de soutenir la concurrence, ils ont dû céder la place. Les femmes savent se contenter d'honoraires moins élevés. Elles ont surtout une abondance intarissable, une fertilité d'invention imitative contre laquelle il serait vain de lutter.

Ce genre qui leur appartient « par droit de conquête, » elles ne l'ont guère renouvelé. Parmi tant de *romancières*, l'Allemagne actuelle a tout au plus, avec Ossip Schubin ou Mme d'Ebner-Eschenbach, l'équivalent de la comtesse Hahn-Hahn, ou de Fanny Lewald. Elle attend encore une George Sand ou une George Eliot. Tous ces romans sont à peu près taillés sur le même patron. Intrigue romanesque, caractères conventionnels, couleur locale démodée : l'ensemble laisse l'impression de quelque chose d'artificiel et de vieillot. Il n'y aurait rien à en dire, si le seul fait que ces romans existent, se multiplient et se lisent, ne devait être signalé à titre de symptôme. De là, en effet, le mauvais goût d'une bonne partie du public, qui se contente de cette pâture ; de là, pour des œuvres plus littéraires, qui trouvent la place prise, la difficulté de percer; de là enfin l'accueil fait aux romans étrangers par les lecteurs d'un sens plus aiguisé. D'où peut venir le remède ? Probablement de l'excès même du mal. Si le nombre des mécontens devenait inquiétant, les directeurs de revues et les éditeurs, habiles à deviner d'où le vent souffle, sauraient fort bien changer de système. Mais les réactions de ce genre, si elles éclatent parfois tout d'un coup, se préparent en général lentement. Il ne suffit pas qu'une œuvre maîtresse et originale apparaisse, il faut encore que le public soit prêt à la recevoir.

Mais justement, dans ces dernières années, ceux mêmes de qui le public attend une direction sont comme désorientés et trahissent leur embarras. Tel romancier qui, comme Spielhagen, était dès avant 1870 en pleine possession de son talent et de sa gloire, et qui continue d'écrire, ne se dissimule pas que ses dernières œuvres ont moins de prise sur le public. Il se dit tout bas, on le sent, qu'à une génération nouvelle il faut de nouveaux romanciers. A cet égard, le ton de ses derniers ouvrages est significatif. Au jour de la victoire, il a partagé l'allégresse générale : mais une fois la première ivresse dissipée, les tendances de l'Allemagne unifiée le déconcertent. Bientôt domine en lui une impression mélancolique et attristée. Déjà dans *l'Inondation* (1876), mais surtout dans ses derniers romans, *Qu'est-ce que cela va devenir ?* (1887), et *le Nouveau Pharaon* (1889), Spielhagen semble regretter l'en-

thousiasme idéaliste d'autrefois, et l'opposer au positivisme brutal du temps présent. Un de ses héros a quitté l'Allemagne après 1848. Il fait un long séjour en Amérique, puis il revient, et dans l'empire gouverné par M. de Bismarck, il ne reconnaît pas son Allemagne. Il se sent dépaysé, isolé. Il a perdu, pour ainsi dire, le contact de ses compatriotes. Tout ce qu'il voit, tout ce qu'il entend, le choque, et ses propres sentimens ne trouvent plus de sympathie qui leur réponde. Avec son idéalisme démodé, il s'apparaît à lui-même et aux autres comme un revenant. Il ne lui reste qu'à s'exiler encore. Ce personnage ne représente-t-il pas, en un certain sens, l'auteur lui-même? Spielhagen ne ressent-il pas, lui aussi, un semblable malaise au milieu d'une génération nouvelle, où il ne se reconnaît point? Mais ce qu'il faut ajouter, c'est qu'il a contribué à la former; c'est que, loin d'avoir perdu l'Allemagne de vue pendant de longues années, Spielhagen au contraire, depuis son premier grand ouvrage, *Natures problématiques* (1861), n'a cessé de penser à elle en écrivant, et de combattre avec une éloquence opiniâtre pour ce qu'il croit la vérité et la justice sociales.

L'histoire est pleine de telles ironies. Pendant le second tiers de ce siècle, les écrivains allemands, grands et petits, ont adjuré, sur tous les tons, leurs compatriotes de passer enfin de la période du rêve à celle de l'action. « Assez de métaphysique et d'idéalisme, assez de poésie lyrique! Songez que votre empire doit être de ce monde, et que la mission de l'Allemagne l'appelle non-seulement à la prééminence intellectuelle, mais aussi à l'hégémonie politique parmi les peuples civilisés. Devenez une nation, ayez le sens du réel! » Par malheur, ces apôtres de la mission allemande étaient encore, à leur insu, tout pénétrés de l'idéalisme qu'ils combattaient, tout nourris des principes humanitaires du XVIII[e] siècle, et ils prouvèrent, en 1848, que le sens du réel leur faisait complètement défaut. D'autres survinrent bientôt, qui en étaient mieux pourvus : le prince de Bismarck d'abord, ce grand réaliste de l'école de Frédéric II, puis ses adversaires, catholiques et socialistes. Voilà donc en quelques années l'Allemagne unifiée et puissante, l'empire fondé, le suffrage universel établi et la vie politique éveillée dans toute la nation. Voilà du même coup les idéalistes désenchantés, et beaucoup d'entre eux, incapables de réconcilier la réalité qui s'impose à eux avec celle qu'ils avaient rêvée, s'en détournent avec chagrin et se jettent dans le pessimisme.

Bien des causes ont concouru à favoriser en Allemagne, après 1870, le progrès de la doctrine de Schopenhauer. Il y en eut de philosophiques et de sociales; il y en eut de morales et de religieuses. Mais il y faut joindre, comme on voit, la rapidité et la violence des changemens que l'Allemagne venait de subir. Le pes-

simisme est une doctrine de résignation ou de protestation, selon les cas; mais toujours il signifie, — et de là vient sa valeur morale, — que la raison et la conscience souffrent de ce qui est. Les habitudes séculaires de penser et de sentir, les tendances profondes de l'Allemagne à l'idéalisme ne pouvaient s'accommoder du régime nouveau sans de douloureux froissemens. Il n'est donc pas surprenant que le progrès du pessimisme, dans la philosophie et dans la littérature, ait coïncidé avec le moment où l'Allemagne victorieuse était en proie à une sorte de fièvre industrielle, compliquée d'une folie de spéculation. La transformation était trop brusque, les secousses successives trop rudes; le pessimisme témoigna, pour un temps, du trouble des âmes désorientées.

Le roman archéologique profita de cette disposition générale des esprits. Ebers en avait donné le modèle dès 1864, avec sa *Fille d'un roi d'Égypte;* mais la vogue vint surtout vers 1880 avec l'*Antinoüs* de Taylor, avec les romans romains d'Eckstein et de Günther Walloth, et avec le roman barbare de Félix Dahn, *la Lutte pour Rome*. La réalité présente inspirant un sentiment de malaise, on se plut à dépayser l'imagination, et à évoquer tantôt l'Égypte des Pharaons, tantôt l'empire romain du temps d'Hadrien, tantôt les armées des Germains et des Goths. Mais un décor nouveau ne fait pas supporter longtemps un drame ennuyeux. Encore, lorsqu'il s'agit pour l'auteur, — comme dans *Salammbô*, par exemple, — de faire défiler sous nos yeux des tableaux admirables de lumière et de couleur, il importe moins que la fable du roman soit d'un faible intérêt : quoi qu'on puisse penser du genre, l'œuvre conserve toujours une valeur artistique. Mais, ce cas excepté, — et il est fort rare, — le roman archéologique dure ce que dure la mode qui l'a fait naître. Il ne peut plus espérer la longévité du *Voyage du jeune Anacharsis*, dont la fortune a été unique, et qui paraît à la fois vénérable et comique aux jeunes gens à qui on le donne encore en prix dans les collèges. Presque infailliblement, le roman égyptien, romain ou barbare tourne à la rédaction d'histoire, comme le roman scientifique au cours de physique ou de géographie. Cette sorte d'ouvrage peut bien piquer pour un temps la curiosité du lecteur, étonné d'apprendre sans effort, ou amusé par une couleur locale inattendue : mais sa curiosité est capricieuse, et lorsqu'elle s'éloigne vers d'autres objets, rien ne reste de ce qui l'avait captivée un instant. Les romans de « mosaïque archéologique » sont aujourd'hui tout à fait abandonnés, et M. Mielke n'a pas tort de dire que « rarement le roman allemand est tombé aussi bas qu'avec Ebers. »

La critique, en Allemagne, ne se dissimule pas les faiblesses du roman contemporain, et il est facile d'en surprendre chez elle

l'aveu à peine déguisé. Sans doute, elle n'est pas toujours d'une impartialité incorruptible. Il lui arrive comme à d'autres de servir d'instrument à la réclame, et alors les superlatifs ne lui coûtent rien. Mais personne n'en est dupe, et les épithètes les plus « colossales » ne tirent pas à conséquence. En fait, malgré les éloges maladroits dont telle ou telle œuvre est accablée par des amis complaisans, la critique se rend compte, très nettement, que le roman allemand d'aujourd'hui soutient mal la comparaison avec le roman anglais ou français. C'est pourquoi, depuis quelques années, un groupe de jeunes romanciers a rompu bruyamment avec la tradition. Ils veulent, à tout prix, trouver une formule nouvelle. A leurs yeux, ni le roman de la dernière manière de Spielhagen, — ni, à plus forte raison, celui de Freytag ou d'Auerbach, — ni la nouvelle aristocratique et élégante de Paul Heyse, ni même la nouvelle berlinoise et déjà réaliste de Théodore Fontane, ne répondent plus aux exigences artistiques de notre temps. Les maîtres sont ailleurs : ils s'appellent Zola, Ibsen, Tolstoï, Dostoïevsky, Maupassant. On n'entend plus parler que de réalisme, de naturalisme, de *zolaïsme*. C'est une révolution littéraire qui commence, ou, pour être exact, qui voudrait commencer : car il y a jusqu'ici plus d'intention que de fait.

Tantôt donc, le romancier allemand prend les allures et le style d'un reporter. Il se pique de rendre, avec la plus scrupuleuse exactitude, la physionomie de tel quartier de Berlin, et de prendre sur le vif les mœurs de ses habitans. Ce métier, auquel la nature ne l'avait peut-être pas destiné, il s'en acquitte avec une ponctualité tout allemande. Ce n'est pas lui qui écrirait de verve la description minutieuse d'une ruelle qui n'existe pas, ou qui attendrirait ses lecteurs au tableau d'une cité misérable où il n'aurait jamais mis les pieds. Tantôt, avec une égale docilité, il suivra une autre indication de quelques naturalistes français. Il croira pousser d'autant plus loin le réalisme, qu'il s'abandonnera davantage à « l'obsession sexuelle, » et il écrira des romans qui pourraient passer pour licencieux, s'ils n'étaient surtout naïfs. Trois de ces romanciers eurent la bonne fortune, il y a deux ans, d'être poursuivis avec leur éditeur, à Leipzig, pour outrage à la morale publique; trois tout jeunes gens, dont l'aîné avait à peine trente ans, MM. Wilhelm Walloth, Conrad Alberti, et Hermann Conradi. Ce dernier mourut avant le procès. Devant le tribunal, les deux autres prévenus se sont bornés à protester de la pureté de leurs intentions et à repousser l'accusation de pornographie. Ils ont plaidé la thèse ordinaire du réalisme : l'indépendance absolue de l'art, et le droit pour le romancier de tout dire et de tout dévoiler, pourvu que son œuvre soit vraie et « objective. » Il n'écrit ni pour les

enfans, ni pour les jeunes filles. Il peint la vie comme il la voit; tant pis pour qui se trouble à cette peinture. Naturellement, les accusés rappellent l'exemple célèbre de *Madame Bovary*, poursuivie, elle aussi, pour immoralité. Ils ne manquent pas de relever dans les classiques, et particulièrement dans les classiques allemands, maint passage aussi libre que ceux dont on leur fait un crime. Le seul argument un peu original et bien fait pour toucher une imagination allemande fut donné par un des avocats, qui s'efforça d'élargir le débat. « Il ne faut pas, dit-il, en substance, juger le réalisme sur le plus ou moins de violence et d'audace de tel ou tel ouvrage : il faut le considérer dans son ensemble. Vous verrez alors que le réalisme est un grand mouvement qui se manifeste non-seulement dans la littérature, mais dans la peinture, dans la sculpture, dans la musique ; un courant irrésistible qui entraîne non-seulement l'art, mais la vie entière de notre temps. » D'où cette conclusion qu'il a droit à l'existence, puisqu'il triomphe ; que le condamner, au nom de la morale par exemple, serait faire preuve d'un esprit étroit, incapable de suivre dans son évolution nécessaire la raison immanente des choses ; que l'arrêt, en un mot, serait à la fois vain, et, dans un sens très élevé, injuste. Deux des prévenus furent néanmoins condamnés à l'amende. Mais le bruit fait autour d'eux ne semble pas leur avoir beaucoup profité. Le public allemand ne s'est passionné ni pour la cause ni pour les œuvres.

D'autres romanciers ont essayé de serrer de plus près la manière des réalistes français. M. Karl Bleibtreu, pour ne prendre à Berlin qu'un exemple, a publié en 1888 un ouvrage intitulé : *Folie des grandeurs, roman pathologique*. Les procédés du roman naturaliste y sont imités avec plus de fidélité que de bonheur. Non que l'auteur ne fasse preuve de talent et surtout de virtuosité : mais qu'il faut payer cher quelques passages agréables ! Le roman, qui se traîne pendant trois volumes, pourrait aussi bien s'étendre jusqu'à six, jusqu'à douze. Il n'y a pas de raison pour que les principaux personnages terminent plutôt aujourd'hui que demain leur pèlerinage quotidien par les cafés de nuit et par les brasseries de Berlin. Chaque soir, ils transportent de l'une à l'autre leur amour-propre irritable et leur demi-ivresse méchante. M. Bleibtreu n'a pas à se reprocher d'avoir flatté la bohème littéraire de Berlin. Jalousie ombrageuse, toujours en éveil contre le succès et surtout contre le mérite, vénalité éhontée chez les critiques, mendicité impudente chez presque tous, et, pour comble, une facilité inexcusable à s'éprendre des filles de brasserie qu'ils fréquentent : c'est un monde qui ne nous est pas présenté comme fort attrayant. Pour paraître plus « réaliste, » le roman n'est pas composé. Par là, M. Bleibtreu, — comme en beaucoup d'autres points, — diffère

de son maître M. Zola, qui charpente fortement les siens. L'auteur a découpé arbitrairement des « tranches » de réalité, et les a juxtaposées en s'abstenant de les relier entre elles. Ainsi, avec les scènes de brasseries berlinoises alternent des esquisses, — moins heureuses, semble-t-il, — de la vie aristocratique en Angleterre. Les transitions sont évitées avec autant de soin qu'on en mettait autrefois à les rechercher.

L'unité qui n'est pas dans l'action, vous ne la trouveriez pas davantage dans les caractères. Sont-ce des portraits ? L'auteur, en les dessinant, a-t-il eu devant les yeux certaines figures du monde littéraire de Berlin? Rien ne serait plus conforme au procédé des réalistes modernes. Quoi qu'il en soit, les personnages peuvent être « vrais ; » ils n'en ont certainement pas l'air. Ils sont tous atteints, nous dit-on, de la « folie des grandeurs. » Mais ils ne souffrent, en réalité, que d'une vanité exaspérée, d'une véritable « hypertrophie du moi. » Dégoûtés de la vie, impropres à la lutte, les principaux personnages de M. Bleibtreu finissent par le suicide. L'un se tue en Norvège, où il a suivi la servante de brasserie dont il est épris, et qui voyage avec un autre amant. Un autre se jette sous une locomotive, dans un accès de misanthropie orgueilleuse, au moment où, triomphant au théâtre sous le nom d'un ami, il vient de convaincre de mauvaise foi les confrères envieux et les critiques intéressés qui lui ont toujours refusé justice. Reconnaissez là des petits-neveux dégénérés des Lara, des Manfred et autres héros de Byron, qui ont engendré dans le roman allemand une innombrable postérité. En cherchant bien, on retrouverait toute la lignée, depuis les romantiques contemporains de Byron, en passant par le « roman d'émancipation » de la Jeune-Allemagne, et par les *Natures problématiques* de Spielhagen. Le roman réaliste d'aujourd'hui s'y rattache aussi, qu'il le veuille on non. Ce sont toujours les vieux élémens romantiques, mal transformés par les procédés du naturalisme : mixture imparfaite, combinaison étrange du mélodrame de 1830 et du reportage de 1890.

Avec M. Conrad, « l'apôtre le plus enthousiaste de M. Zola sur le sol allemand, » nous passons de Berlin à Munich. Ses deux grands romans : *Ce que murmure l'Isar* et les *Vierges sages*, ont pour théâtre la capitale de la Bavière, et s'adressent surtout à des lecteurs familiers avec les différens quartiers de la ville. Ici encore se retrouvent les caractères du naturalisme allemand actuel : même défaut d'originalité, même imitation minutieuse, et pour ainsi dire myope, des procédés du modèle. Mais autant les scènes décrites par M. Bleibtreu sont maussades en général et pénibles, autant, — malgré le pessimisme non déguisé de M. Conrad, — il y a de bonne humeur naturelle dans quelques parties de ses

romans. La joie de vivre, ou pour mieux dire, la joie de boire, déborde dans ces *Kneipe* où étudians, fonctionnaires, artistes, négocians, entre-choquant leurs chopes, font largement honneur, en bons Bavarois, à l'incomparable produit de la brasserie royale. Le Munich du réalisme n'en reste pas moins la « ville sainte » de la bière.

Comme les peintres impressionnistes qui procèdent par taches, M. Conrad ne cherche l'effet d'ensemble que par des touches successives et par des tableaux sans lien entre eux. L'unité de l'œuvre, s'il est permis de parler d'unité, tient seulement à ce que les mêmes personnages reparaissent à intervalles d'ailleurs irréguliers. De temps en temps, le récit est coupé par des lettres interminables. Parfois, surviennent des scènes horriblement choquantes : l'auteur veut être naturaliste en conscience, et se croit tenu d'insister sur tous les détails. Si l'on en prend son parti, si l'on a le courage d'affronter, après les deux volumes du premier roman, les trois volumes des *Vierges sages* qui leur font suite, on est récompensé de sa peine par quelques morceaux bien venus. Il ne serait pas impossible d'extraire de là un certain nombre de « scènes de la vie munichoise, » qui plairaient par leur précision, par leur vivacité et leur coloris : une promenade nocturne d'étudians par les rues désertes de Munich, — la réunion pantagruélique des amateurs au jeu de quilles, — l'assemblée et la délibération des francs-maçons, — une *Kaffee-Gesellschaft* de dames de Munich : c'est un *five o'clock tea* qui se tient à quatre heures, où l'on prend du café au lait, et où les hommes, n'étant pas admis, fournissent une ample matière à la conversation. Mais ces jolies esquisses, trop clairsemées, ne suffisent pas à faire un bon roman, et dans le reste, l'auteur s'applique si bien à imiter le modèle étranger que toute saveur originale disparaît.

Comme Berlin, comme Munich, Vienne commence à avoir ses romanciers naturalistes. M. Ernest Ziegler, par exemple, qui s'est fait connaître par des traductions de M. Zola, et qui a reçu du maître français des encouragemens flatteurs, a publié récemment des *Histoires de mariage viennoises*. La peinture y est moins poussée au noir que chez MM. Conrad et Bleibtreu : le réalisme moins âpre, le procédé moins inexorable. Mais ce sont encore des histoires « cruelles, » et l'originalité n'y est pas beaucoup plus marquée. N'insistons pas davantage sur ces premiers essais du naturalisme allemand, qui, de son propre aveu, est encore tout d'emprunt. On ne peut que rendre justice à l'ardeur, à la conscience et parfois au talent de ces jeunes réalistes, et leur souhaiter qu'après avoir été de bons élèves, ils deviennent des maîtres à leur tour.

II.

Le roman traverse donc, en Allemagne, une période critique. Là comme ailleurs, il cherche à s'accommoder aux conditions nouvelles que lui ont faites l'accroissement rapide du nombre des lecteurs et la toute-puissance de la presse quotidienne. Tout en gardant de nombreux vestiges du romantisme, et un goût fâcheux pour le pessimisme byronien et théâtral, il se préoccupe des questions du jour, et surtout des problèmes sociaux. Enfin, pour être neuf, il se jette dans le réalisme naturaliste, au risque de ne pas être original. Mais, à vrai dire, l'a-t-il jamais été?

Certes, l'histoire littéraire de l'Allemagne n'est pas vide, tant s'en faut, au chapitre du roman. Goethe y brille au premier rang. La forme du roman a été particulièrement heureuse à ce poète. *Werther*, *Wilhelm Meister*, les *Affinités électives* comptent parmi ses œuvres les plus assurées de vivre, et les mémoires qu'il a écrits dans sa vieillesse, sous le titre de *Poésie et vérité*, valent peut-être le meilleur de ses romans. Mais Goethe une fois mis hors de pair, trouverons-nous, pour emprunter une expression favorite de la critique allemande, une autre « étoile de première grandeur? » Et sans faire tort aux Wieland, aux Jean-Paul, aux Auerbach, aux Spielhagen, sont-ils de ces génies créateurs qui laissent sur un genre littéraire une empreinte ineffaçable? Peuvent-ils se comparer aux Rousseau, aux Chateaubriand, aux Balzac, ou aux Walter Scott, aux Dickens et aux Thackeray? Leurs admirateurs mêmes ne le soutiendraient pas. C'est que, en général, le roman allemand ne s'est pas développé spontanément. L'impulsion lui est venue de l'étranger, avec les modèles : conditions peu propices à l'originalité.

Vers le milieu du XVIIIe siècle, il paraissait déjà en Allemagne un assez grand nombre de romans; mais quels romans? Des imitations encore fort maladroites du roman français ou anglais à la mode. Tant que de Foë est en faveur, les *Robinsonades* se multiplient. Après Richardson, ce ne sont qu'histoires bourgeoises et sentimentales, interminables romans par lettres sur le plan de *Paméla* et de *Clarisse Harlowe*. Mais Richardson est détrôné par Rousseau : aussitôt paraissent en Allemagne nombre de romans où la corruption civilisée est humiliée devant l'homme de la nature, où les droits de la passion sont fièrement opposés aux conventions de la société. Même docilité d'imitation dans notre siècle, non moins nettement marquée par instans, quoique combattue par un effort intermittent vers l'originalité. Dans l'intervalle, en effet, l'Allemagne littéraire a traversé sa période héroïque et classique. Ses grands écrivains lui ont donné la conscience et l'orgueil d'elle-

même : ils ont essayé, par leur exemple, de soustraire le génie national à l'influence séculaire de ses voisins. Mais c'est peut-être pour le roman (et pour le théâtre) qu'ils y ont le moins réussi. Tour à tour Walter Scott, Eugène Süe, Alexandre Dumas, Dickens, George Sand, — Balzac beaucoup moins, — ont donné le ton au roman allemand. On a vu tout à l'heure à quel point il subit, aujourd'hui même, l'ascendant du réalisme étranger.

L'influence la plus durable revient peut-être aux romans de Walter Scott. Il n'est pas jusqu'à leurs défauts, la longueur interminable des conversations, la surabondance du détail pittoresque, le développement lent et majestueux des caractères, qui n'aient dû trouver grâce aux yeux du lecteur allemand. Les longs ouvrages ne lui font pas peur, pourvu que son imagination y trouve une matière où se prendre. Aussi le roman issu de Walter Scott, tout en traversant des périodes alternantes de vogue et de défaveur, ne risque-t-il jamais d'être tout à fait délaissé : témoin le succès encore durable d'*Ekkehard* (1855). Il profite ainsi de sa parenté avec l'histoire, pour laquelle l'Allemagne de notre siècle a montré un goût si vif et si constant. L'histoire, en effet, telle que l'ont comprise les maîtres de l'école allemande contemporaine, les Niebuhr et les Ranke, exige le concours de deux facultés en apparence ennemies : la patience infatigable de l'érudit qui rassemble et critique les documens, — et l'imagination qui, avec ces documens, reconstruit et fait revivre le passé. Il n'est pas rare de rencontrer ces qualités unies dans l'esprit allemand, qui sait user de sa liberté tout en s'astreignant à une méthode. Mais il n'en va pas tout à fait du roman comme de l'histoire, où l'imagination est soutenue par la matière des faits et contenue par la méthode scientifique. Dans le roman, il lui faut créer son cadre et presque son objet. Des qualités toutes nouvelles d'invention et d'adresse deviennent alors nécessaires. Si tant d'imaginations allemandes ont choisi l'érudition et la philologie pour s'y donner carrière, c'est peut-être qu'elles y trouvaient à la fois la discipline et la mesure de liberté dont elles avaient besoin. Une édition critique de Virgile, une hypothèse sur l'auteur de l'*Iliade* a été leur roman.

M. Mielke avoue de bonne grâce que le roman, en Allemagne, a fort souvent cherché ses modèles en France ou en Angleterre : mais il n'en est pas de même, dit-il, de la « nouvelle. » Car la nouvelle serait, selon lui, un genre nettement distinct du roman, ayant sa forme et ses lois propres, et qui aurait évolué séparément. C'est une théorie qui a cours dans la critique allemande. Nous ne voulons pas entrer ici dans une discussion abstraite sur l'essence du roman et de la nouvelle : aussi bien n'est-ce pas nécessaire. Un coup d'œil jeté sur l'histoire littéraire nous aidera peut-être mieux à com-

prendre pourquoi les écrivains allemands se sont montrés, en général, plus originaux et plus heureux dans la nouvelle que dans le roman. D'abord le travail de la composition leur a toujours coûté, et beaucoup. Ils s'en dispensent le plus qu'ils peuvent, non par négligence, mais faute d'en sentir la nécessité. Aussi les œuvres restées à l'état fragmentaire ne se comptent-elles plus dans la littérature allemande. Le « fragment » y est vraiment un genre, et l'on sait que Frédéric Schlegel en a donné la théorie, subtile et paradoxale. Or, sans être un fragment, la nouvelle n'exige pas le même effort de composition que le roman. L'art peut y être aussi parfait; mais, la matière étant plus simple, il y faut moins de travail pour disposer et agencer les différentes parties en les subordonnant à l'unité du tout. Le talent de conter peut suffire, à la rigueur, sans l'art de construire.

D'autre part, le morcellement politique, qui est demeuré la caractéristique de l'Allemagne durant plusieurs siècles, favorisait l'apparition et le développement de la nouvelle. Le roman peut aussi, sans aucun doute, servir à la peinture minutieuse des mœurs et de l'esprit d'un coin de pays; mais la nouvelle est plus naturellement provinciale ou locale. C'est une sorte d'aquarelle, de prétentions plus modestes et de caractère plus intime. Chaque région distincte de l'Allemagne, attachée à ses traditions, à ses usages, à son dialecte, à ses préjugés même contre ses voisins, devait avoir non seulement ses poètes, mais ses « novellistes; » la Forêt-Noire avec Auerbach, la Thuringe avec Otto Ludwig, le Mecklembourg avec Fritz Reuter, la Suisse allemande avec Gottfried Keller. Plusieurs ont excellé à rendre la physionomie de leur contrée et l'harmonie indéfinissable qui s'établit à la longue entre l'aspect du sol et l'âme de ses habitans.

Les nouvelles de ce genre ne nous manquent pas non plus en France. Nous en avons à foison, de normandes et de languedociennes, d'alsaciennes et de berrichonnes, de franc-comtoises et de savoyardes : il n'est plus un coin de France qui n'ait son romancier attitré. Mais chez nous le goût du détail précis et intime, du paysage vu et pour ainsi dire vécu, de la saveur provinciale dans le dialogue, ne date pas de bien loin. Il est lié au réveil du sentiment de la nature et du sens historique qui se fit sentir, voilà maintenant un siècle, sous l'influence de Rousseau. On aperçoit là une des avenues qui, à travers le romantisme, ont conduit le roman français au réalisme. En Allemagne, les choses se sont passées tout autrement. La nouvelle provinciale n'est pas née d'une sorte de décentralisation du roman. Elle y existait, au contraire, avant lui, et tandis que le roman devait demander presque périodiquement de nouveaux modèles à l'étranger, avouant ainsi son caractère arti-

ficiel, la nouvelle provinciale se produisait spontanément et poussait dans le sol des différentes régions de l'Allemagne de vigoureuses racines. De même qu'en France l'apparition et l'évolution du roman sont liées à l'unité nationale dès longtemps accomplie, et à la centralisation de l'ancien régime, de même, en Allemagne, la prédominance de la nouvelle provinciale se rattache à l'état divisé du pays ; elle en exprime à sa façon le particularisme vivace, elle s'explique enfin par l'absence d'une capitale où se concentrât la vie de la nation.

Tout cela, il est vrai, est bien changé depuis 1870. L'Allemagne, une désormais, a une capitale dont elle est fière, qui grandit à vue d'œil et qui agit sur le reste du pays comme un centre énergique d'attraction. Naturellement, beaucoup d'écrivains l'ont choisie pour théâtre de leurs récits : la capitale de fraîche date est étudiée et décrite dans sa structure, dans ses bas-fonds, dans son grand monde et dans sa bourgeoisie par une foule d'observateurs patiens et attentifs. La nouvelle berlinoise constitue une variété spéciale, déjà fort nombreuse. Mais Berlin n'est pourtant pas pour l'écrivain allemand l'équivalent de Paris ou de Londres. On sent à son langage que l'acquisition est récente, que cette *Weltstadt* poussée en vingt ans lui inspire à la fois de l'orgueil et un respect admiratif. Il y manque cette familiarité naturelle, ces liens subtils et innombrables avec le passé qui font qu'un Français, quel qu'il soit, se sent si vite à l'aise sur le pavé de Paris. Depuis des siècles, Paris est l'organe central d'où partent et où aboutissent les fibres les plus sensibles de la nation. Pour que Berlin devienne ainsi la capitale dans le sens plein du mot, il ne suffit pas que l'Allemagne se soit politiquement unifiée au lendemain d'une grande guerre. Il faut encore, — et cela demande plus de temps, — une transformation progressive du tempérament national. Beaucoup d'Allemands avaient l'habitude séculaire de ne point regarder au-delà des limites de leur petite patrie, si ce n'est, comme disait Mme de Staël, pour s'occuper de l'univers. L'imagination aidant, la « résidence » de leur prince, petite ville ou gros village, leur tenait lieu, très sérieusement, de capitale : — « Quand un Allemand, écrit Stendhal, voit son maître héréditaire revenir de la chasse avec ses trois piqueurs en livrée, il lui semble voir Arminius revenant d'écraser les légions romaines. » — A la fin du siècle dernier, les gens de lettres étaient à peu près unanimes à trouver bon que l'Allemagne n'eût point de capitale. Ils s'en félicitaient surtout dans l'intérêt de la littérature. Mieux valait, selon eux, une multiplicité de centres de différente grandeur, indépendans les uns des autres, qu'une ville unique, énorme, qui aspire toutes les forces vives de la nation. Beaucoup iraient s'y perdre, qui, dans un air plus calme, hors de la concur-

rence acharnée, peuvent librement déployer leur originalité discrète et timide. Lessing, Goethe, Schiller, étaient de cet avis, et plus d'un, il y a trente ans, pensait encore comme eux. Peu de gens, il est vrai, professeraient aujourd'hui cette opinion. Mais les mœurs et les habitudes d'esprit, tout en se transformant aussi, évoluent néanmoins plus lentement que les institutions. Aujourd'hui encore, si vous cherchez une œuvre allemande originale d'inspiration et d'accent, ne la demandez pas au roman berlinois, imité de M. Zola ou de M. de Maupassant. C'est dans la nouvelle provinciale, plus modeste, mais plus sincère, que vous aurez chance de la rencontrer.

III.

L'histoire littéraire se trouve ainsi amenée à poser un problème qu'elle ne peut résoudre seule : pourquoi, sauf exception, les romanciers allemands ont-ils cherché leurs modèles au dehors? Pourquoi l'Allemagne n'a-t-elle pas eu, comme l'Espagne, comme la France, comme l'Angleterre, son roman original? — Précisément, pourrait-on répondre, pour les raisons qui ont favorisé plutôt l'apparition de la nouvelle provinciale. Pendant de longs siècles, faute d'une grande capitale, faute d'une cour brillante, faute d'une société élégante et polie, il n'y eut en Allemagne ni public pour lire des romans ni auteurs pour en écrire. Mais cette explication est elle-même provisoire. Car à leur tour les grands traits de la vie d'un peuple ont leur raison d'être dans son génie même qui seul rend compte à la fois de son histoire et de sa littérature. En sorte que le problème serait plutôt philosophique qu'historique : il s'agirait surtout de dégager les qualités foncières, les tendances les plus intimes et les plus constantes du génie allemand, et de voir si le roman était une forme littéraire par laquelle elles dussent naturellement s'exprimer.

Or il faut sans doute beaucoup de qualités réunies pour faire un bon romancier, mais il est indispensable, avant tout, que l'écrivain soit psychologue. Je n'entends pas par là qu'il doive connaître par le menu l'analyse des opérations de l'esprit, le mécanisme de l'association des idées, de l'imagination, de la mémoire et du jugement. Cette connaissance, sous sa forme scientifique, nous commençons à peine à l'entrevoir aujourd'hui. Les plus grands romanciers n'en ont point senti le manque, et elle n'a pas pour eux, à beaucoup près, l'importance de l'anatomie pour les peintres et les sculpteurs. Nous demandons au roman, comme au drame, des personnages qui vivent ou qui donnent du moins l'illusion de la vie; nous n'avons que faire de mannequins ou d'auto-

mates dont les ressorts visibles sont mus par l'auteur lui-même, qui nous en explique l'ingénieux arrangement. Mais le romancier a toujours dû avoir le goût des choses de l'âme, le discernement de la vie intérieure, l'habitude d'observer les motifs cachés des actions humaines, et surtout une aptitude spéciale de l'imagination à se représenter ces motifs et à en saisir l'enchaînement. En ce sens nous dirons, par exemple, que Shakespeare et Racine, que Benjamin Constant et Thackeray sont psychologues, mais que Byron et Théophile Gautier ne le sont pas.

Comparez, sur ce point, la littérature allemande à la française et à l'anglaise : le contraste est des plus frappans. En France, les moralistes et les psychologues abondent. Ils sont une des gloires les plus solides de sa littérature, et des plus anciennes. C'est un genre qui ne chôme jamais, et qui s'adapte avec une aisance parfaite au génie de la nation. Il s'accommode de tous les tons; il sera, selon le cas, ironique, sérieux, pessimiste, gouailleur, attendri. Le théâtre français vaut souvent plus par la vérité et par la finesse de l'observation psychologique que par l'invention dramatique. Cela est vrai de nos tragiques comme de nos comiques. Cela était vrai hier de Marivaux, et ce l'est aujourd'hui de MM. Meilhac et Halévy. Il n'est pas jusqu'au théâtre de Victor Hugo qui ne témoigne indirectement en ce sens; car si ses meilleurs drames, en dépit de leur splendeur lyrique, ne nous satisfont jamais tout à fait, n'est-ce pas que la psychologie de ses héros est un peu bien rudimentaire? Même goût, même observation abondante et précise des choses de l'âme chez les écrivains et chez les orateurs sacrés qui tiennent une si grande place dans notre littérature classique, et qu'on lisait tant jadis. Vous retrouverez ce trait jusque chez les philosophes de profession : chez Malebranche, qui excelle à analyser les inclinations et les passions, chez Maine de Biran, dont le *Journal intime* survivra peut-être au reste de son œuvre; chez Cousin enfin, dont on connaît le faible pour la critique littéraire et biographique. Partout se révèle le goût naturel de la nation pour l'observation psychologique. Il reparaît jusque dans ses méthodes d'instruction, qui poursuivent, peut-être avec excès, l'art délicat, l'art tout psychologique de composer et de persuader, je veux dire le style.

Telle littérature, telle langue. A force d'être maniée et façonnée par des générations d'artistes, dont plusieurs ont été d'admirables observateurs du cœur humain, la langue française est devenue, pour ainsi dire, la langue la plus psychologique qui soit. Elle peut, sans se faire violence, rendre les nuances de ce genre les plus légères : un tour de phrase suffit. Peu de métaphores, une grande discrétion d'images. La langue n'a pas besoin d'emprunter aux

sensations pour noter les états d'âme : elle ferait plutôt le contraire et traduirait volontiers la nature extérieure en symboles psychologiques. Il n'y a pas d'année où il ne paraisse en France plusieurs recueils de *Maximes*, de *Réflexions* ou de *Pensées*, tellement il semble facile de rivaliser avec La Rochefoucauld ou avec La Bruyère. Et souvent ces *Pensées* ne sont pas sans valeur. Mais le mérite en revient moins à l'écrivain qu'à la langue elle-même. Saturée de psychologie, elle les contenait pour ainsi dire en puissance, et il n'était pas besoin d'une grande originalité pour les en extraire. Quel admirable instrument une telle langue n'offrait-elle pas aux romanciers français, et en effet quel merveilleux parti n'en ont-ils pas tiré?

La littérature anglaise, qui a eu son évolution originale, suggérerait des réflexions analogues. Elle est moins orientée vers le théâtre que la française; mais là aussi les orateurs sacrés et les moralistes, ces maîtres de l'observation psychologique, ont longtemps été les favoris du public. Là aussi ils ont laissé leur empreinte sur la langue, et le roman anglais en a largement profité.

En Allemagne, rien de semblable. L'Allemagne est sans doute la terre classique de la philosophie. Aucune nation, depuis la Grèce antique, n'a produit plus de métaphysiciens, ni de plus grands. Mais parmi ces philosophes, les psychologues sont peu nombreux. Et, en guise de moralistes, on ne trouve guère que des pédagogues. Encore se sont-ils longtemps tenus à l'écart, n'écrivant que pour leurs collègues, et n'exerçant point d'action sur la littérature générale. Wolff est le premier qui ait enseigné et écrit en allemand, au XVIIIe siècle : les professeurs et les savans usaient ordinairement du latin. La noblesse et l'entourage des princes se faisaient gloire de ne pas parler allemand. Il fallut de longs efforts pour que les gens de qualité consentissent à lire des vers ou des romans qui ne fussent pas anglais ou français. Quant au théâtre moderne allemand, il date de Lessing, et malgré Goethe et Schiller, il n'a pas été bien fertile en chefs-d'œuvre.

La langue n'a donc pu subir en Allemagne la même élaboration séculaire qu'en Angleterre et en France. Il faut toujours excepter Goethe, qui n'a peut-être jamais mieux écrit que dans certaines parties de *Wilhelm Meister* et des *Affinités électives;* mais, en général, le romancier allemand a dû lutter contre l'extrême plasticité, et je dirais presque contre l'indifférence de la langue. Les termes abstraits ont été maniés, non pas par des moralistes, mais surtout par des métaphysiciens. De là des associations spéciales qui se sont formées autour de ces mots, et qui font que la philosophie a l'air d'être mêlée à tout en Allemagne. Pour avoir de cette particularité une impression très nette, il suffit, par exemple,

de lire en allemand un article ordinaire de critique. L'auteur y parle la langue courante et veut être compris de tout le monde : involontairement, par une phrase, par un mot, il évoquera une certaine théorie de l'univers (*Weltanschauung*), ou il rappellera une conception de Kant ou de Hegel. L'allusion est plus ou moins bien saisie par le lecteur allemand, accoutumé à ce langage : pour tout autre il y faudrait un commentaire. En un mot, une prose proprement littéraire, une prose homogène fait défaut. Un grand romancier allemand devrait, comme Goethe, créer non-seulement son style, mais presque sa langue.

D'autre part, on s'accorde à reconnaître dans la poésie lyrique et dans la métaphysique les plus purs produits du génie allemand. C'est là qu'il a été le plus lui-même, le plus indépendant de toute influence étrangère. Or, la poésie lyrique allemande trahit une disposition constante à éviter le dessin net et précis qui fixe soit un état d'âme, soit un paysage. Elle recherche plutôt un effet d'ensemble : son grand attrait est l'émotion qui ne s'analyse point. Un lecteur étranger serait tenté parfois d'y regretter le manque de contours arrêtés. Mais pour l'imagination allemande, bercée par la musique du vers, ce vague est plein de sensations et d'idées à l'état naissant. C'est le murmure confus et inexprimable de l'infini. En un mot, cette poésie, loin de peupler la nature de forces semblables à l'âme humaine, tend au contraire à fondre insensiblement cette âme parmi les forces naturelles. De même, rien ne répugne autant à la philosophie allemande que de se représenter Dieu ou la nature à l'image de l'homme. Cette explication lui paraît une hypothèse enfantine, une solution trop naïvement simple, qui serait la négation même de la philosophie. Comme d'autres ont la superstition de la clarté, la pensée allemande a le respect de l'obscur, du mystérieux, de la profondeur insondable du réel. « Il faut comprendre l'inintelligible comme tel, » a dit sérieusement Hegel. C'est peut-être dénaturer les choses que de vouloir les rendre pleinement intelligibles, et les forcer à entrer dans les cadres rigides de notre entendement.

Si telle est bien sa pente naturelle, l'esprit allemand n'allait pas de lui-même à la psychologie ni surtout à l'observation morale. Celle-ci procède en effet d'une autre sorte de réflexion, qui se plaît à remarquer les variations presque imperceptibles des états d'âme, à noter les nuances des sentimens, à suivre la marche et les crises des passions, et qui sait, au besoin, tirer de là des préceptes de sagesse pratique : tel le joli traité de Nicole sur les *Moyens de conserver la paix avec les hommes*. Mais une pensée

qui s'élève spontanément à l'absolu et à l'universel ne s'arrête guère à l'individu. Celui-ci n'a évidemment pour elle qu'un intérêt provisoire. Au moins n'en fera-t-elle pas l'objet ordinaire de sa réflexion. Elle ne le séparera pas du tout dont il dépend et d'où il tient son être. Plutôt que d'analyser les ressorts des passions ou de poursuivre les ruses infinies de l'amour-propre, elle ira droit aux rapports de la raison et de la volonté humaines avec le principe premier de l'univers. En ce sens, l'inaptitude du génie allemand au drame et au roman serait comme la rançon de ses facultés métaphysiques. S'il n'a ni Shakespeare, ni Molière, ni Rousseau, c'est qu'il a Leibniz, Kant et Hegel.

On a donc le droit de supposer, chez les nations comme chez les individus, des dispositions naturelles qui les inclinent secrètement vers une forme d'art déterminée. Celui-là a l'étoffe d'un dessinateur et peut-être d'un peintre, dont l'œil s'arrête avec complaisance sur les formes et sur les contours des objets, les étudie, les compare, les retient et les esquisse déjà dans sa pensée. Mais celui dont l'imagination, en présence des mêmes objets, part en rêve et suit le courant de ses propres suggestions, sera malhabile à reproduire une réalité où son attention ne s'est pas fixée. Or il faut, pour le roman, la vision nette des individus et le talent de les rendre comme on les voit : ce que j'appellerais le *dessin* psychologique, ce qui met le roman (comme le théâtre) au nombre des arts plastiques. Ce genre, évidemment, n'attirera pas d'abord des esprits moins attentifs aux particularités des êtres qu'intéressés par le mystère des choses, et que le spectacle même de la vie entraîne à la méditation de l'absolu. C'est pourquoi le roman a bien pu s'acclimater en Allemagne, y être cultivé par des écrivains de grand mérite, y produire même des œuvres de haute valeur; mais il n'y est pas indigène et il n'y a pas donné ses meilleurs fruits. Les romantiques du commencement de ce siècle, en Allemagne, ont fort bien parlé du roman; ils lui ont emprunté leur nom, ils en ont prédit l'expansion, l'importance sociale et l'empire littéraire. Il ne leur a manqué que d'écrire un bon roman.

Ce roman, c'est en Angleterre que nous le trouverions, chez George Eliot. Par un privilège peut-être unique, elle a uni à l'ampleur de la pensée philosophique des Allemands le talent plastique qui leur fait trop souvent défaut. Elle possède, en effet, les qualités les plus précieuses du romancier : la faculté de créer des personnages vivans que le lecteur voit de ses yeux et qu'il ne peut plus oublier quand il les a vus, le don du dialogue, abondant, naturel, plein d'humour, et surtout l'observation psychologique la plus fine et la plus pénétrante : qu'on se rappelle seulement, parmi tant d'autres, les caractères de Dinah, de Gwendolen, de Dorothée, de

Rosemonde, et cet admirable début du *Moulin sur la Floss*, qui est bien ce que nous connaissons de plus vrai sur « l'âme de l'enfant. » Mais en même temps George Eliot a le sentiment toujours présent du jeu infiniment complexe des effets et des causes dans l'univers. Elle voit les individus dans leur rapport à l'ensemble des choses qui les entourent, qui les expliquent et qui les ont produits. De là l'impression de gravité, de majesté presque, qui sort de ces romans : ils participent à la profondeur de la nature. Les personnages y sont, pour la plupart, des gens comme tout le monde, les premiers venus, d'esprit ordinaire, ni très bons ni très méchans ; et néanmoins George Eliot nous découvre, dans ces consciences à demi obscures, l'humanité même avec le pénible progrès de ses idées morales et les lentes conquêtes de l'hérédité. Ce sont les romans d'un esprit familier avec Spinosa, qui peut voir les êtres « du point de vue de l'éternité ; » d'un esprit qui a étudié, avec Feuerbach et D. Strauss, comment les religions naissent et meurent, et qui a approfondi, avec Goethe et M. Spencer, la théorie de l'universelle évolution. Aussi bien, ces romans de George Eliot ne sont-ils pas toujours irréprochables comme œuvres d'art. Parfois la dualité du penseur et de l'artiste s'y trahit, et l'on dirait que la fusion demeure incomplète entre les élémens d'origine diverse dont s'est formé son génie.

L'Allemagne même n'a pas fait un pareil effort dans le roman. Sans doute un art différent l'attirait davantage ; elle trouvait dans la musique la forme esthétique qui convenait le mieux à ses dispositions naturelles. Et en effet, de même que le roman et le drame sont de la psychologie en action, Schopenhauer définissait la musique : une métaphysique devenue sensible. Ce n'est pas une boutade jetée en passant : Schopenhauer prétend démontrer que les combinaisons des sons représentent symboliquement, mais avec exactitude, les combinaisons des idées éternelles ; que la musique nous élève ainsi, loin du monde des apparences et de la douleur, à une réalité supérieure et harmonieuse, et qu'elle est enfin excellemment ce que tout art est par essence : un affranchissement de l'être qui, ravi dans la contemplation de l'objet, cesse un moment de vouloir vivre, de souffrir et de faire souffrir. De fait, la musique n'a pas pour fonction de fixer le réel, ni de reproduire l'image des êtres et des objets individuels. Elle suggère à l'imagination, ou plutôt elle dispose l'imagination à se suggérer à elle-même des sentimens et des visions. Son premier effet peut se comparer à celui de l'hypnotisme : c'est une sorte d'accommodation simultanée du corps et de l'âme, qui deviennent tout à coup dociles à ce que le rythme, l'harmonie et la tonalité des sons font naître en eux. Et les états d'âme ainsi évoqués ne sont pas nécessairement semblables chez tous les

auditeurs. Justement parce qu'elle est hors de l'espace et presque immatérielle, parce qu'elle est indépendante du langage, ce lien social par excellence, la musique (j'entends la musique des maîtres) a quelque chose d'incommunicable qui ne s'étend pas de conscience à conscience. Observez des amateurs écoutant, par exemple, un quatuor de Beethoven : les uns s'isolent en se couvrant le visage de leurs mains, d'autres fixent sur les artistes des yeux grands ouverts qui regardent en dedans. La musique est du domaine intérieur du moi, dont les fonctions les plus intimes, les plus obscures aussi, s'éveillent à son appel. Cette absence de formes rigides, de symboles extérieurs à signification établie d'avance, convenait admirablement au génie germanique. Là son imagination, délivrée des obstacles que lui opposaient les arts plastiques, se meut sans effort, et, tour à tour grave, spirituelle, légère, touchante ou sublime, elle n'est jamais lasse d'inventer et de créer.

Ainsi se trouveraient ramenées à une origine commune l'admirable fécondité musicale du génie allemand et sa pauvreté relative dans le roman. Mais peut-être, en ce moment même, un grand romancier est-il né à l'Allemagne, qui viendra démentir cette analyse? Il se peut en effet, et l'on risquerait encore trop en affirmant que, si la chose est possible, elle n'est guère probable. Dans une nation de quarante-neuf millions d'hommes, les génies les plus divers ont chance de se produire, et, si l'on croit à la vertu de la race, il y a assez de sang latin et slave mêlé au sang germain pour expliquer la soudaine apparition d'un Balzac ou d'un Tourguénef allemand. En outre, de même que le tempérament d'une personne se modifie peu à peu avec l'âge, ou parfois se transforme brusquement dans une crise, de même le caractère et les tendances générales d'un peuple évoluent sous l'action de mille causes extérieures et intérieures. Rien n'est moins conforme à la réalité positive et historique que de prétendre fixer un type unique et immuable du Français ou de l'Allemand. On peut seulement, de la permanence de certains traits caractéristiques dans le passé, conclure à leur persistance probable pour l'avenir. Mais la vraisemblance est peu de chose en pareil cas, et que de démentis les faits ne lui ont-ils pas infligés!

Certes, l'Allemagne d'aujourd'hui pourrait offrir à un grand romancier une admirable matière. Longtemps demeurée en arrière, alors que les nations occidentales étaient en plein développement, l'Allemagne a repris conscience d'elle-même au XVIIIe siècle, et s'est tout à fait ressaisie après la grande secousse de la Révolution. Depuis lors, comme pour rattraper le temps perdu, elle a vécu très vite, et le mouvement qui l'emporte semble s'accélérer

toujours! Comparez l'Allemagne de 1891 à celle de 1791 : la différence est prodigieuse, bien plus profonde que celle qui sépare la France actuelle de l'ancien régime. Comparez même l'Allemagne de 1891 à celle de 1861 : la distance parcourue en l'espace d'une génération est encore immense. Que de familles, dans l'Allemagne du Sud, par exemple, où les grands parens ont encore le souvenir de l'Allemagne d'autrefois, de l'Allemagne d'avant 1848, des espérances et de l'enthousiasme de cette année unique, et, tout en jouissant de l'œuvre accomplie, gardent au fond du cœur une prédilection secrète pour l'Allemagne qu'ils avaient rêvée ; — où leur fils, qui s'est battu en 1866 contre les Prussiens, et en 1870 avec eux contre la France, est d'autant plus attaché à l'unité allemande qu'il sait ce qu'elle a coûté à établir ; — où la jeunesse, enfin, qui n'a pas eu l'expérience de ces crises, tend confusément à un idéal nouveau, et inquiète parfois ses anciens comme une énigme déconcertante !

Mais la rapidité même de ces transformations donne à penser que l'époque est passée où l'Allemagne aurait pu, elle aussi, avoir un roman national. Nous ne dirons pas, avec un de ses historiens, que sa littérature fleurit tous les six cents ans, et qu'ainsi, après les XII[e] et XVIII[e] siècles, elle devra attendre le XXIV[e] pour porter de nouveaux fruits. Seulement, la pénétration mutuelle des peuples civilisés les uns par les autres, qui est un des caractères les plus évidens de notre temps, ne saurait être une condition favorable à leur originalité littéraire. Une littérature proprement nationale ne pourrait se produire aujourd'hui que dans un pays où le télégraphe et les chemins de fer n'auraient pas pénétré, où la presse n'existerait pas. Comme la science, comme la philosophie, comme les problèmes sociaux, la littérature tend de plus en plus à devenir internationale. Le théâtre l'est déjà, le roman, tout près de l'être. Le public allemand a donc grandement raison de s'approprier les romans anglais, français, norvégiens, qui le touchent : c'est aussi pour lui que leurs auteurs les ont écrits. « Il n'y a plus de nations, disait Heine, il n'y a plus que des partis. » Il se trompait, ou du moins son espérance impatiente devançait l'histoire ; mais qui sait si l'erreur d'aujourd'hui ne deviendra pas demain une vérité ? Peut-être alors faudra-t-il aussi dire : « Il n'y a plus de nationalités littéraires, il n'y a désormais, d'un hémisphère à l'autre, qu'un même public, qui, malgré les différences de race et de langue, se tourne tout entier vers ceux dont la parole sait l'attirer et le retenir. »

LÉVY-BRUHL.

LA

LITTÉRATURE BYZANTINE

I.

Depuis une vingtaine d'années il se fait, peu à peu, un travail de réhabilitation en tout ce qui concerne l'empire chrétien d'Orient. Les expressions de *byzantinisme*, de *bas-empire* n'ont, il est vrai, rien perdu de leur signification méprisante. Toutefois, on commence à mieux apprécier ce qu'a été le monde byzantin, à étudier d'une manière plus approfondie l'histoire de l'empire grec. Les préjugés, à travers lesquels on l'a pendant si longtemps vu, se dissipent graduellement. En France, aussi bien qu'ailleurs, des travaux importans ont été consacrés à diverses phases de ce passé jusqu'ici si méconnu. Le succès de quelques-uns de ces écrits a trouvé un écho au-delà même du public limité auquel ils s'adressaient. Non pas que les choses byzantines soient encore à la mode; mais il semble qu'il ne s'en faut pas de beaucoup.

L'étude de cette période historique nous réserve bien des surprises. Le champ est si vaste, il en reste tant de parties à explorer, que les recherches du savant ou de l'historien auront longtemps l'attrait de l'inconnu. Ainsi, la littérature byzantine était fort difficile à étudier jusqu'à ce jour. Nous ne possédions sur ce sujet, dans aucune langue de l'Europe, un ouvrage sérieux et complet. Cette lacune vient d'être comblée par M. Krumbacher (1).

(1) *Geschichte der Byzantinischen Litteratur, von Justinian bis zum Ende des*

En attendant que son livre soit traduit en français, ceux qui peuvent lire l'allemand n'auront plus d'excuse s'ils dénigrent cette littérature tout entière, sans en rien savoir. Cette étude n'offrît-elle pas d'autre intérêt, on pourrait toujours invoquer en sa faveur ce fait, que les écrivains grecs de ces longs siècles constituent le véritable trait d'union, — ou, si l'on veut la transition, — entre la civilisation antique et la renaissance moderne.

Mais ce n'est pas seulement comme faisant suite au passé que cette époque peut nous intéresser. L'empire grec a été, pendant la plus grande partie de son existence, l'état le plus important du monde civilisé d'alors; au dedans, l'hellénisme, transformé par la religion chrétienne et par l'adoption des traditions romaines, y apparaît sous une face nouvelle; — au dehors, cet empire exerce autour de lui, dans toutes les directions, mais surtout parmi les peuples slaves, une influence dont les résultats sont encore visibles de nos jours. Son histoire se rattache ainsi aux origines de l'Europe contemporaine. Si nous y voyons la fin de l'antiquité, nous y trouvons aussi les commencemens de l'ère moderne. C'est à ce double point de vue que l'on s'est enfin placé pour comprendre et traiter cette histoire, et c'est là, peut-être, la meilleure explication de l'intérêt croissant dont les études byzantines, depuis quelques années, sont l'objet.

Une question se pose ici tout d'abord : où commence la période byzantine? — Parmi ceux qui ont traité l'histoire de l'empire d'Orient, plusieurs ont pris comme point de départ la division de l'État sous les fils de Théodose; d'autres ont préféré le règne de Justinien, ou celui d'Héraclius, ou même celui de Léon l'Isaurien. S'il est malaisé de préciser les commencemens de l'histoire politique, les difficultés deviennent encore plus grandes lorsqu'il s'agit du mouvement littéraire de cette longue période. M. Krumbacher remonte jusqu'à Justinien, pour la simple raison que son travail, faisant partie de la même série que le livre bien connu de M. W. Christ, devait en être la suite. Dans le fait, il considère le milieu du VIIe siècle comme l'époque où finit l'antiquité et où une nouvelle période commence. Dans son introduction, il défend cette thèse par des argumens dont il serait difficile de contester la valeur. Cependant, n'y aurait-il pas quelque chose de trop arbitraire dans ces démarcations?

A première vue, elles paraissent comme justifiées par le nom

Oströmischen Reiches (527-1453), von Karl Krumbacher, privatdocent an der Universität München. (9e volume du *Handbuch der Klassischen Alterthumwissenschaft*, publié par le docteur Iwan von Müller; München, 1891.)

même de littérature *byzantine*. Mais il ne faut pas oublier que le terme *byzantin*, tout commode qu'il soit, est de fabrication moderne. Le monde auquel on l'applique n'en aurait point compris la portée. Il est bon aussi, croyons-nous, de tenir compte d'un autre fait : c'est que les désignations historiques, qui ont leur raison d'être lorsqu'il s'agit de l'Occident, perdent souvent leur signification dès qu'on passe en Orient. Ainsi, on ne pourrait pas y adapter le terme de *moyen âge* avec tout ce que ce nom implique. A proprement parler, il n'y a pas eu de moyen âge grec. Le flot des invasions barbares a contourné l'empire grec, sans l'entamer, pendant qu'il bouleversait l'Occident. En Orient, il y a eu déchéance artistique et littéraire, il y a eu affaiblissement dans la puissance créatrice. Mais il n'y a pas eu interruption radicale dans la marche de la civilisation. Les traditions antiques n'y ont jamais été entièrement oubliées. La perte de l'indépendance nationale, l'absorption dans le monde romain, l'adoption d'une religion nouvelle, ont, sans doute, opéré un changement immense dans les conditions et dans les tendances de l'hellénisme ; sous l'influence du contact avec des élémens étrangers ou nouveaux, celui-ci perdit sa première originalité, il ne retrouva plus son ancien essor ; mais il n'en conserva pas moins son caractère et son individualité. Ces nouveaux Romains de l'Orient furent et restèrent toujours Grecs.

Mais, avant tout, ils furent chrétiens. L'influence de la religion nouvelle prédomine et se manifeste dans toutes les phases de leur histoire, et non moins qu'ailleurs dans leur histoire littéraire. L'établissement du christianisme marque le commencement de cette troisième période de la littérature grecque, qui succède aux périodes classique et alexandrine. Au lieu de donner à cette troisième période le nom de byzantine, ne pourrait-on pas, tout simplement, la qualifier de chrétienne ?

Là, encore, il y aurait une date à fixer. Faudrait-il remonter jusqu'aux premiers temps de la prédication ? On ne saurait contester l'influence exercée par les livres sacrés, mais avant qu'elle s'établît, il s'est passé quelques siècles. Les Grecs placent au IVe siècle le commencement de cette ère nouvelle de leur littérature. De même que Constantin le Grand est, pour eux, le premier de leurs empereurs, de même les pères de l'église sont les initiateurs d'une nouvelle période littéraire. Saint Jean Chrysostome, saint Basile et saint Grégoire de Nazianze ont, de tout temps, été considérés comme les premiers parmi les écrivains de la Grèce chrétienne. Dans tous les pays grecs, ils sont devenus comme les patrons des lettres. Aujourd'hui encore, le 30 janvier de chaque année, leur

mémoire y est célébrée comme une fête à la fois religieuse et académique. Cette fête collective a été instituée en 1100, sous le règne d'Alexis Comnène, comme la consécration d'un sentiment déjà séculaire. Dans les tropaires, chantés en leur honneur, ils sont nommés « les luminaires qui ont embrasé l'univers, — les fleuves coulant le miel de la sagesse, — les hérauts saints inspirés de Dieu. » Sous ces hyperboles poétiques il y a un grand fonds de vérité. Les pères de l'église ont imprimé à l'intelligence grecque le pli qu'elle a gardé pendant de si longs siècles. Nous ne voulons point parler ici des disputes dogmatiques qui ont tenu une si grande place dans l'histoire de l'Orient hellénique; nous laissons de côté la littérature théologique, que M. Krumbacher n'a pas, du reste, fait rentrer dans son cadre, malgré son importance au point de vue de l'influence qu'elle eut, en général, sur le mouvement des esprits. Mais, même dans la littérature purement laïque, on voit toujours percer le sentiment chrétien et les préoccupations religieuses. Sous le style de l'écrivain qui s'attache, plus ou moins heureusement, aux modèles antiques, on découvre, le plus souvent, l'homme nourri de lectures ecclésiastiques.

Sans doute, au milieu de cette rénovation religieuse, l'esprit antique subsiste toujours. Le paganisme ne fut pas détruit du jour au lendemain. Les historiens Dexippe, Eunape et Zosime sont païens; Proclus jette un nouvel éclat sur le néo-platonisme, au milieu du ve siècle : même dix siècles plus tard, Pléthon apparaît comme un novateur, inspiré des doctrines antiques. Mais ce sont là des exceptions. Depuis le ive siècle, le monde est devenu chrétien; l'esprit religieux est la note dominante dans le mouvement intellectuel des Grecs. Ce n'est pas là la seule explication de leur déclin littéraire. La théologie n'est pas nécessairement fatale aux écrivains. Hier encore elle était qualifiée « d'excellente école de dressage pour l'esprit. » On affirmait, non sans raison, que de « Talleyrand à Renan, diplomates ou savans, tous ceux qui ont passé par les bancs des séminaires en sont sortis plus prestes et plus agiles. » Seulement, pour que cet heureux résultat se produise, il faut que les leçons théologiques soient tempérées par un souffle de liberté, qui manquait dans l'atmosphère politique d'alors. Quoi qu'il en soit, il nous semble que la place attribuée, par les Grecs, aux pères de l'église ne constitue pas une erreur historique et qu'il serait plus sûr de remonter plus haut que ne l'a fait M. Krumbacher, c'est-à-dire jusqu'au ive siècle, si l'on veut faire un tableau complet du mouvement d'idées dont Constantinople fut le centre et le foyer.

Si l'on ne peut pas facilement préciser la date où commence la

littérature byzantine, — pour employer encore ce terme, — on ne saurait pas non plus dire, au juste, où elle finit. La date de 1453 s'impose sous plus d'un rapport. Avec la chute de Constantinople, l'empire grec s'effondre tout entier; l'état chrétien périt. Cependant, l'Église surnage ; elle reste même, en quelque sorte, aux yeux de la nation asservie, comme l'ombre de l'état disparu. Elle conserva du passé tout ce qu'il était possible de conserver, au milieu du naufrage général. Parmi les épaves à sauver, on s'attache aux traditions littéraires, d'autant plus qu'elles incarnaient, à la fois, la religion et la nationalité. Tout ce qu'il y avait encore de culture littéraire se groupa autour de l'Église, se faisant, comme elle, un devoir de ne pas dévier des chemins déjà tracés.

D'autre part, à côté des lettrés attachés à la conservation du passé, une littérature populaire se faisait modestement jour. M. Krumbacher lui a consacré un chapitre spécial, à la fin de son livre. Les monumens que nous en possédons remontent jusqu'au xe siècle; les origines peuvent en être suivies plus loin encore. Avant comme après la chute de Constantinople, cette littérature vulgaire, s'exprimant dans la langue parlée et vivante, se permit de se produire à l'ombre de la littérature savante qui, elle, employait une langue que l'on persistait à écrire, après même qu'on eut cessé de la parler. Le cours de ces deux littératures a été parallèle pendant des siècles. Souvent l'une influa sur l'autre d'une manière latente et inconsciente. D'un côté, les lettrés, malgré leur dédain pour la langue populaire, se laissaient parfois aller à en adopter certaines formes; de l'autre, on ne pouvait pas toujours oublier les leçons reçues à l'école, où l'on avait appris à écrire en étudiant, tant soit peu, la langue antique ou savante. Quoique ces deux courans n'aient pas encore abouti à une fusion, de leur influence réciproque est sortie une nouvelle langue littéraire qui, tout en penchant tantôt à droite, tantôt à gauche, se plie aux besoins multiples de notre société moderne et semble répondre aux besoins d'une Grèce régénérée.

Sans vouloir entrer dans le détail de cette question, bornons-nous à constater qu'en dehors de la littérature populaire, la plus grande partie de ce qui a été écrit par des Grecs, sous la domination ottomane et jusqu'au commencement de ce siècle, est une continuation fidèle des traditions littéraires du passé : la forme, la langue, ainsi que l'esprit, en justifieraient la classification dans la littérature byzantine. Quant à l'Église elle-même, sa fidélité à ce passé ne s'est jamais démentie, et si l'on se référait aux mandemens, aux prières ou aux services composés pour des occasions spéciales, et, en général, aux écrits émanant des chancelleries ec-

clésiastiques d'Orient, on serait fort en peine d'affirmer que la littérature byzantine ait, en réalité, de nos jours, cessé d'exister.

II.

En dehors d'une introduction et du chapitre consacré à la littérature vulgaire, l'ouvrage de M. Krumbacher est divisé en deux parties : Prose et Poésie. Les prosateurs sont répartis en plusieurs subdivisions : historiens et chronographes, — géographes, — philosophes, rhéteurs, sophistes et épistolographes, — et en dernier lieu, tout ce qui se rapporte à la philologie (*alterthumwissenschaft*). La diversité de ces rubriques témoigne, par elle seule, de l'activité littéraire de cette période; et encore il y manque non-seulement tout ce qui touche à la théologie, mais aussi les travaux ayant trait au droit, à la médecine, aux mathématiques, et aux sciences en général.

Chacun de ces groupes est précédé d'un aperçu d'ensemble, où l'on trouve des renseignemens et des jugemens d'un grand intérêt; puis viennent des notices détaillées sur chacun des principaux écrivains de chaque groupe ; à celles-ci fait toujours suite une bibliographie complète, indiquant non-seulement les éditions, ou les traductions de chaque auteur, mais aussi toutes les monographies ou études spéciales dont il a pu être l'objet dans presque toutes les langues de l'Europe. M. Krumbacher ne s'est épargné aucune peine pour faire de son livre un *vade-mecum* indispensable, un guide aussi minutieux que sûr, pour ceux qui voudraient s'occuper de littérature byzantine. Il a débrouillé cette masse énorme de documens littéraires avec une patience scrupuleuse, avec une précision scientifique, qui seront surtout appréciées par ceux qui ne sont pas étrangers à ces études. La richesse des détails n'alourdit point son livre. La distribution méthodique de la matière et l'arrangement typographique viennent en aide au lecteur, dont l'intérêt se trouve réveillé à la fin de chaque chapitre par les considérations générales qui préparent le chapitre suivant.

De tous les prosateurs, c'est aux historiens que notre auteur donne la préférence. Ainsi qu'il le remarque, aucun peuple européen ne possède une littérature historique aussi riche que les Grecs. D'Hérodote à Laonic Chalcondyle, la chaîne ne s'interrompt pas. Les historiens de la période qui nous occupe s'attachent aux modèles antiques ; ils imitent leurs procédés et s'efforcent même de leur emprunter leur langue. Ils comprennent comme eux le caractère et la mission de l'histoire ; sans pouvoir les égaler, ils suivent fidèlement leurs traces ; beaucoup d'entre eux ont le vrai

sentiment de la science historique et ne manquent point de critique. On ne peut pas leur en vouloir de ne pas avoir devancé leur époque ; il suffit de reconnaître qu'ils sont de beaucoup supérieurs à leurs contemporains de l'Occident. S'ils ont des défauts, ils n'en sont pas toujours responsables; beaucoup de ces défauts sont le fait du régime sous lequel ils vivaient.

Cependant, il ne faut pas croire que la littérature byzantine constitue un tout uniforme et unicolore. En dehors de la valeur individuelle qui met certains auteurs à part et au-dessus de leurs contemporains, la diversité des idées, des tendances, des goûts, se reflète de siècle en siècle dans les produits de cette littérature. Car les siècles se suivent sans toujours se ressembler, et l'empire d'Orient est loin d'avoir été frappé de l'immobilité qu'on lui a souvent attribuée.

Les variations même dans la langue employée par ces écrivains sont un indice des transformations qui se sont opérées. Pour se borner aux historiens, et sans sortir de la période qui embrasse le livre de M. Krumbacher, ceux du VIe et du VIIe siècle diffèrent de ceux du XIe et des siècles suivans. Chez les premiers, l'effort pour se rapprocher des anciens est moins apparent ; ils restent d'autant plus naturels qu'on ne les voit pas chercher à s'affranchir des élémens contemporains ; le style d'un Procope ou d'un Agathias dénote par lui-même une nature plus raffinée et un sentiment plus artistique. Ces qualités se retrouvent jusqu'au Xe siècle. Quand on passe à Anne Comnène ou à tel autre historien des derniers siècles de l'empire, l'artifice est plus manifeste. On sent que le purisme affecté de ces écrivains est comme une protestation ; à mesure que la langue vulgaire s'affirme, ils s'éloignent d'elle et s'attachent aux traditions classiques avec un redoublement d'ardeur, qui les mène jusqu'au pédantisme. Cet effort vers l'archaïsme atteint son plus haut point sous les Paléologue.

D'habitude, on confond dans un seul groupe les historiens et les chronographes byzantins, en ne les distinguant que selon l'époque dont chacun d'eux s'était occupé et pour laquelle il pouvait servir de source. M. Krumbacher observe, avec raison, qu'il y a entre eux une différence marquée, provenant de la classe sociale à laquelle ils appartenaient respectivement, et de celle à laquelle ils s'adressaient.

Les historiens, nous dit-il, s'adressaient à un cercle restreint ; aux lettrés, au haut clergé, au monde officiel, en un mot, à une espèce de mandarinat, qui cultivait les lettres classiques. Ils appartenaient eux-mêmes à cette élite qui visait à se tenir au-dessus et en dehors du vulgaire. Parmi ces écrivains, il y a eu des empe-

reurs, comme Constantin Porphyrogénète et Jean Cantacuzène; des princes, comme Anne Comnène ou son époux Nicéphore Bryenne; à côté d'eux on trouve de hauts dignitaires, des prélats, des juristes et des lettrés de profession.

Les chronographes, au contraire, écrivaient pour un public plus vaste et moins trié, spécialement pour la nombreuse population qui remplissait les couvens. Dans leurs compilations ils se préoccupent moins que les historiens, d'art, de style ou même de syntaxe ; ils sont plus modernes et plus populaires. Moines eux-mêmes, le plus souvent, les élémens de l'histoire ecclésiastique les attirent plus que les faits d'ordre temporel et les intéressent davantage.

Nous ne suivrons pas M. Krumbacher dans les autres parties de son livre, consacrées aux prosateurs. Il suffit de répéter, encore une fois, qu'il n'y a pas une branche du savoir humain à laquelle ces Byzantins, tant décriés, ne se soient appliqués. On les accuse de n'avoir fait faire à aucune d'elles un pas en avant. Il serait permis d'alléguer en leur faveur que leur mission n'était pas de créer, mais de conserver. Toutefois, et en laissant de côté ce dont nous sommes redevables à leurs jurisconsultes, on ne peut pas soutenir qu'ils se soient toujours renfermés dans une routine conservatrice, excluant le mouvement et le progrès. La tentative de réforme religieuse entreprise par les iconoclastes échoua, il est vrai; mais elle n'en reste pas moins importante comme un signe des temps. Elle n'aurait pas pu avoir lieu dans un milieu aussi dépourvu d'*idées* qu'on veut représenter le monde byzantin. Ne pourrait-on pas dire la même chose de presque toutes les disputes théologiques de cette période historique? Il ne s'y agissait pas toujours de questions abstraites pour lesquelles on se serait passionné sans les comprendre. Sous les dogmes théologiques se cachaient souvent de grandes questions sociales. Les hérésies étaient, en quelque sorte, un dernier produit de la philosophie grecque. En les combattant, les conciles et les empereurs luttaient pour la stabilité de l'État autant que pour l'unité de l'Église. De même pour ces longues luttes qui ont précédé et suivi le grand schisme de Photius ; lorsqu'on viendra à les étudier sans parti-pris et sans préjugés, on y trouvera, croyons-nous, bien des analogies avec la réforme de l'Occident, et l'on sera porté à accorder à ceux qui y ont pris une part active des aspirations plus élevées et une capacité intellectuelle bien plus grande que celles qu'on a voulu, jusqu'à ce jour, leur reconnaître.

Puisque nous avons parlé de philosophie, n'est-ce pas encore un mérite de ces Byzantins d'avoir les premiers renouvelé l'étude de Platon? — « Tandis qu'en Occident dominait l'autorité exclusive

d'Aristote, tandis que même la scolastique du XIIe siècle ne connaissait Platon que de seconde main, et que Pétrarque osait à peine exprimer ses préférences pour l'Académie, — à Constantinople on s'était, dès le XIe siècle, mis avec ardeur à étudier Platon à côté d'Aristote (1). » Psellus et Jean Italos se distinguent parmi ces nouveaux adeptes du platonisme. Plus tard, au XVe siècle, Pléthon, qui aurait mérité une notice spéciale dans le livre de M. Krumbacher, aida à répandre en Italie les idées du grand disciple de Socrate; il alla même jusqu'à vouloir renouveler le christianisme par le platonisme.

Nous ne nous sommes occupés jusqu'ici que d'histoire et de philosophie, mais une littérature n'est pas complète, à moins de produire des œuvres d'imagination. N'en a-t-il point existé parmi les Grecs pendant ces dix siècles? Que lisait-il, ce public, où cherchait-il ses délassemens intellectuels? Comment s'amusait-il? Le théâtre, paraît-il, n'était plus qu'un cirque; on n'avait pas de journaux; les débats parlementaires n'existaient point, et si l'on s'intéressait, autant que de nos jours, aux crimes célèbres, il est à supposer qu'on n'en publiait pas les comptes-rendus. Comment suppléait-on à tout ce qui manquait de ce chef?

D'abord, on avait le roman.

M. Krumbacher est bien loin d'être un admirateur du roman byzantin. Il en déplore le ton déclamatoire, la convention, le manque de vérité, et en attribue l'infériorité esthétique aux conditions même de la société à laquelle il s'adressait. « Les personnes qu'on nous y représente, dit-il, ne sont que des ombres, les paysages sont faux ou nébuleux, rien de distinct, rien de réel; la forme et la couleur sont vides et sans âme. Ces romanciers semblent n'avoir jamais jeté les yeux sur un modèle vivant. Renfermés dans la poussière d'un musée, ils ne travaillent que d'après des moulages. Ils sont les antipodes des Flaubert, des Zola, des Keller, des Dostoïewski, des Tolstoï. » Rien de plus mérité que ces critiques. Seulement, nous croyons que l'on pourrait appliquer aux romanciers ce que notre auteur a dit au sujet des historiens: ne pas leur en vouloir s'ils n'ont pas devancé leur temps. Les Flaubert et les Tolstoï sont un produit du XIXe siècle et ils n'auraient pas pu éclore dans le moyen âge ou dans l'antiquité. Il y a peut-être aussi quelque injustice à condamner un genre tout entier, en ne le prenant que dans sa décadence. Si, comme nous en avons exprimé le souhait en commençant, M. Krumbacher avait compris dans son cadre le IVe siècle, il aurait rattaché le roman byzantin à *Daphnis et Chloé*

(1) Krumbacher, p. 171.

et aux *Éthiopiques*. La sévérité de son jugement en aurait peut-être été mitigée. Manassès, Eustathe le Macrembolite, Eugénianos et les autres romanciers qu'il passe en revue, procèdent des Longus et des Héliodore. Ce sont des imitateurs qui n'ont pas cherché une nouvelle voie, et, — comme il arrive toujours en pareil cas, — la décadence n'a pas été longue à venir.

A côté de l'imitation des anciens modèles, il y a eu une autre influence dont il faut aussi tenir compte, celle qui a été exercée sur le monde byzantin, en général, par les élémens étrangers avec lesquels il s'est trouvé successivement en contact. Ainsi que le dit M. Gaston Paris : — « Le roman en prose est un genre qui se forme après la conquête de l'Asie, dans un milieu qu'on appelle hellénistique, qui fut le grand foyer où se mêlèrent, — pour la civilisation, la religion, l'art, la littérature, — l'Orient et l'Occident. Ce genre a été très fécond dans son pays d'origine, et nous n'en avons conservé qu'un petit nombre de spécimens. Il continua à prospérer dans la période byzantine. Plusieurs de ses productions furent traduites en latin et séduisirent les esprits occidentaux par la bizarrerie même de leurs récits où l'amour jouait toujours un grand rôle (1). »

Plus tard, lorsque les Croisades eurent mis en contact les peuples de l'Europe occidentale avec ceux de l'Orient, l'influence exercée par les uns sur les autres n'a pas été sans s'étendre à la littérature. Il en est sorti le roman de chevalerie. Mais ce roman adopta, en Grèce, la forme et la langue populaires. Or nous ne nous occupons ici que des œuvres écrites dans la langue littéraire qui a été l'organe de la littérature byzantine. L'emploi persistant de cette langue suffit pour donner aux écrivains qui en font usage cette raideur qui fait leur faiblesse, pour entraver le développement naturel de la littérature, pour lui infliger, en un mot, ce caractère plus ou moins factice, dont nous ne la verrons se débarrasser entièrement que lorsqu'elle se laissera dominer par le sentiment religieux.

Ce sentiment a trouvé à se faire jour même dans le domaine de la fiction. A côté du roman d'aventures ou d'amour, il y a le roman religieux. Le chef-d'œuvre du genre est la vie de Joasaph et de Barlaam. Cet écrit a, pendant longtemps, été attribué à Jean de Damas ; la critique moderne lui en conteste la paternité, elle n'en place pas moins la date dans la première moitié du VIIe siècle, c'est-à-dire à la meilleure époque de la littérature byzantine. Plusieurs des épisodes du récit se retrouvent dans les livres bouddhiques, et le nom même de Joasaph ne serait qu'une transcription phonétique d'un des noms

(1) Voir la *Littérature française au moyen âge*, p. 81.

de Bouddha (1); ce qui n'empêche pas que le livre ne soit éminemment chrétien. La vogue en a été grande pendant le moyen âge; il a été traduit dans la plupart des langues occidentales.

Ce livre se rattache par plus d'un point aux vies des saints. Voilà ce qui constituait l'aliment intellectuel de la chrétienté orientale pendant toute cette période. Le roman conventionnel s'adressait à la classe des lettrés; le peuple lisait les vies des saints. Même après que le roman se fut popularisé par les poètes de langue vulgaire, celles-ci continuèrent à lui disputer la faveur du public. On en écrivait même pendant la domination ottomane en l'honneur des nouveaux martyrs de la foi (2). Ces vies embrassent ainsi toute la période historique comprise entre l'établissement du christianisme et la renaissance hellénique. Elles forment une littérature à part, d'autant plus intéressante qu'on y trouve non-seulement le reflet des sentimens les plus intimes des peuples dont elle faisait la lecture préférée, mais aussi des indications précieuses sur les mœurs, sur les idées, sur les goûts et sur les connaissances de ce public. L'historien y pourrait découvrir des faits nouveaux et tirer parti même des fictions dont ces faits peuvent être enveloppés. Car le merveilleux abonde dans ces biographies des saints, dont une des principales fonctions était d'opérer des miracles. Mais c'est un merveilleux qui diffère des conceptions des romanciers de la même époque en ce que l'écrivain y croyait autant que le lecteur. Ces écrits offrent aussi un grand intérêt au point de vue linguistique; la langue littéraire s'y laisse adapter aux besoins du jour, et, par ses anomalies même et ses variations, représente, mieux peut-être que tous les autres produits de cette littérature, la longue lutte entre la tradition et l'usage.

Il est à regretter que M. Krumbacher ne nous ait rien dit au sujet de ces vies. Peut-être les a-t-il considérées comme faisant partie de la littérature théologique, exclue de son cadre. Cependant, elles nous semblent se rattacher à la littérature générale de cette période, autant que le roman contemporain se rattache à l'histoire de la littérature française du XIXe siècle. Le nombre seul de ces écrits indique leur popularité. Sans parler des éditions ecclésiastiques grecques, Migne et les Bollandistes en ont publié toute une bibliothèque. Et ce n'est pas le nombre seul qui en atteste l'im-

(1) Voir H. Zotenberg, *Notice sur le livre de Barlaam et Joasaph;* Paris, 1886.

(2) Le lecteur français peut en trouver un spécimen dans un livre publié, à Paris, en 1741 : *État présent des nations et églises grecque, arménienne et maronite en Turquie*, par le sieur de La Croix. Il contient la traduction de la *Vie et du martyre de Nicolas, enfant grec, — né en Thessalie en* 1656, *— et martyrisé à Constantinople pour la foi de Jésus-Christ.*

portance, mais aussi ce que l'on pourrait appeler leur tirage. Dans toutes les collections de l'Europe, et plus encore dans celles d'Orient, on trouverait une centaine peut-être de manuscrits de ce genre pour un manuscrit classique. La circulation des vies des saints et du roman religieux dépassait, dans les mêmes proportions que celles du roman de nos jours, la circulation des autres livres.

III.

Quelques-uns des romanciers dont nous venons de parler ont versifié leurs récits; il y a également des chroniques en vers; Nonnos, l'auteur de l'immense poème des Dionysiaques, nous a laissé une paraphrase de l'Évangile selon saint Jean, en hexamètres; on employait les vers même dans des traités scientifiques. On aimait à en faire pendant cette période, et la liste des *Poètes profanes* n'en devient que plus longue. M. Krumbacher les groupe sous cette rubrique pour les distinguer des poètes liturgiques, qui représentent, eux, la véritable poésie.

Il nous donne des notices détaillées sur vingt-deux de ces poètes profanes. Citons, parmi eux : *George Pisidès*, que ses contemporains comparaient à Euripide et qui ne mérite pas le dénigrement auquel cette comparaison l'a exposé depuis. Notre auteur lui reconnaît « de la simplicité dans ses conceptions et une grande correction dans ses beaux ïambes. » — L'empereur *Léon le Philosophe* a laissé, en dehors de ses écrits en prose, plusieurs pièces en vers, auxquelles M. Krumbacher accorde le maigre éloge « de ne pas manquer d'intérêt au point de vue de l'histoire littéraire et à celui de la langue. » *Christophe de Mitylène*, « un des meilleurs poètes byzantins, a du goût et possède l'humour, qualité bien rare parmi ces lettrés. » — *Théodore Prodrome,* versificateur très fertile, a échappé à l'oubli grâce à quelques-unes de ses pièces familières qui, étant écrites en langue vulgaire, sont parmi les plus anciens monumens de la littérature populaire. — *Manuel Philès,* auteur de milliers de vers sur les sujets les plus divers, a eu la chance de trouver un éditeur dans la personne d'un savant helléniste français, feu M. E. Miller. Jean Tzetzès a donné lui-même le titre de Milliers (Χιλιάδες) à une de ses nombreuses collections.

Ces poètes ont fait en vers ce que les historiens, leurs contemporains, faisaient en prose. S'attachant aux modèles classiques, ils tâchaient de s'en assimiler la forme, la seule chose qu'il leur était

désormais possible d'en imiter. Lorsque la prosodie antique était perdue pour l'oreille, ils s'exerçaient encore dans l'ïambe ou dans les mètres anacréontiques.

Les poètes de la période précédente étaient aussi des imitateurs; mais les Alexandrins étaient plus rapprochés de leurs modèles, et l'effort chez eux est moins apparent. Pour être tout à fait juste, il faudrait ajouter que, si l'époque alexandrine peut se glorifier d'avoir produit Théocrite, il y a eu parmi les Byzantins aussi quelques poètes qui ont su imiter les anciens avec bonheur. Ainsi, leurs contrefaçons d'Anacréon ont, pendant longtemps, donné le change à la critique, qui les rangeait parmi les productions véritables du chantre de Téos. Beaucoup de leurs épigrammes figurent avec honneur dans l'anthologie grecque. On pourrait aussi citer ici le seul drame qui nous reste de cette période, le Χριστὸς πάσχων, qui date du XIe ou du XIIe siècle, et qui a été si longtemps attribué à saint Grégoire de Nazianze. Mais, même chez les mieux doués parmi ces continuateurs de l'antiquité, on chercherait en vain la chaleur et l'originalité d'une véritable inspiration poétique. Les œuvres de ces poètes témoignent de la perpétuité des traditions classiques, elles font honneur au savoir et, parfois, au goût de leurs auteurs, elles offrent de l'intérêt comme monumens littéraires, mais elles sont loin d'être des manifestations poétiques d'un sentiment réel.

Un sentiment pareil existait-il chez les Grecs de l'empire? A-t-il trouvé un moyen d'expression? A-t-il inspiré des poètes qui puissent représenter leur époque mieux que ne l'ont fait les versificateurs parodiant l'antiquité? En un mot, y a-t-il une poésie digne de ce nom dans la période chrétienne de la littérature grecque? A ces questions, M. Krumbacher répond affirmativement et nous pouvons répondre comme lui.

On a refusé aux Grecs du bas-empire toute espèce d'idéal. On ne retrouvait pas chez eux l'amour de la liberté; même l'idée de la patrie semble entièrement éteinte. On n'y voyait qu'une agglomération de peuples, sans autre cohésion que la dépendance commune d'un gouvernement central, sans autre principe politique que la tradition romaine transformée en despotisme asiatique, sans autre culture artistique que la servile et froide imitation des anciens, sans autre sentiment religieux qu'un attachement puéril à des simulacres de piété.

C'est principalement sur ce dernier point qu'il y avait erreur. Le sentiment religieux, il faut le dire encore une fois, a été, pendant toute cette période, aussi profond que puissant. Il tenait lieu de tout. Le signe de la croix sur le labarum était l'emblème sous lequel et pour lequel on se battait. L'empire orthodoxe, tout entier, re-

présentait la patrie en face de l'ennemi, dans lequel on voyait l'infidèle ou l'hérétique bien plus que l'adversaire politique. La religion se mêlait à tout, dans les rapports avec les pays étrangers, autant que dans les questions d'ordre intérieur. Dans ces luttes perpétuelles au nom de la foi, la piété tournait souvent au fanatisme, on ne savait plus se garder contre l'intolérance, la dévotion devenait de la superstition. Mais, pour ne pas toujours rester éclairé, le sentiment religieux n'en était pas moins fort. Il soutenait les courages au milieu des combats, il consolait dans les désastres publics, il animait les esprits et réchauffait les cœurs. Voilà l'idéal de cette époque. C'est de là que procède tout ce que les Byzantins ont produit de meilleur. Il en est ainsi de l'art proprement dit. « C'est surtout dans le domaine religieux qu'il se manifeste avec toute son originalité et tout son éclat; on ne saurait s'en étonner si l'on songe combien, chez les Grecs du moyen âge, la religion était puissante et se mêlait à toutes choses (1). » Leurs monumens, leurs mosaïques, leurs manuscrits illuminés, leur orfèvrerie, leur sculpture sur bois ou sur ivoire, leur peinture, tout a le caractère religieux et a été inspiré par le sentiment chrétien.

C'est là aussi que la critique devait chercher la meilleure expression de leur génie littéraire. Leur littérature, leur poésie ne devait pas être jugée et condamnée d'emblée, avant qu'on eût examiné ce qu'elle a pu produire sous l'inspiration du sentiment qui a prédominé pendant toute cette période.

Les historiens hellènes, qui se sont occupés de cette partie de leur histoire nationale, ont tous, plus ou moins, senti et fait ressortir la valeur de leur poésie religieuse. Mais leur appréciation pouvait paraître entachée de partialité. Descendans de ces chrétiens si préoccupés des questions théologiques, fils des combattans qui ont accompli l'affranchissement de leur patrie en inscrivant sur leur drapeau la foi à côté de la liberté, on les croyait portés à se faire des illusions, ou, tout au moins, à exagérer la beauté poétique des hymnes et des prières qu'ils étaient accoutumés à entendre dès l'enfance. Du reste, les Grecs eux-mêmes, tout en faisant des réserves pour la poésie ecclésiastique, ont subi l'influence des savans occidentaux, qui accablaient de leur dédain la littérature byzantine tout entière, sans examiner ce que pouvaient contenir les eucologes et les bréviaires de l'église orthodoxe. Il est vrai que, dès 1871, MM. Christ et Paranicas avaient publié leur *Anthologia græca carminum christianorum*; mais ce qui avait, surtout, intéressé les hellénistes dans ce recueil (qui du reste ne

(1) *L'Art byzantin*, par Ch. Bayet; Paris, A. Quantin, p. 104.

contenait que des pièces déjà publiées), c'était d'y retrouver encore l'influence des traditions classiques et l'adaptation de la métrique ancienne dans une partie des morceaux qui le composent. Or, c'est justement dans ceux qui sont écrits en vers rythmiques que les hymnographes ont su le mieux donner la mesure de leur talent ou de leur génie. La valeur littéraire de ces productions restait encore à établir. Le mérite de nous en avoir révélé l'importance, sinon l'honneur même de la découverte, revient, en premier lieu, à un Français, feu le cardinal Pitra.

Le révérend père Edmond Bouvy ne peut être, pas plus que l'éminent prélat, suspect de partialité pour l'église orthodoxe. Dans son livre sur les origines du rythme tonique (1), il nous fait voir, sans sortir tout à fait de son sujet, ce que l'hymnographie grecque a été.

« Au VIe siècle, nous dit-il (p. 195), il se forme deux sortes de prédications homilétiques. L'une reste à peu près conforme aux traditions de l'âge précédent ; elle expose et défend la doctrine, commente l'Écriture, exhorte à la vertu... Un autre genre de prédication est réservé aux grandes fêtes. Les orateurs en renom sont alors invités ; ils préparent leurs discours... Ce ne sont plus en réalité des œuvres oratoires, mais de véritables poèmes ; l'exclamation, le dialogue, la prosopopée, les figures les plus hardies de l'ancien lyrisme se succèdent sans transition, s'accumulent sans mesure, et l'orateur lui-même déclare souvent qu'il prononce non un discours, mais un cantique. »

Ces lignes éloquentes sur l'origine de la poésie religieuse sont faites pour augmenter nos regrets de ce que M. Krumbacher ait exclu de son livre, avec tout ce qui touche à la théologie, l'œuvre des orateurs ecclésiastiques.

« L'hymnographie grecque, dit encore le père Bouvy (préf., p. VII), n'est à aucun titre une imitation du lyrisme profane, elle est toute chrétienne dans le fond et dans la forme. Inspirée par la foi, dirigée par les évêques et les conciles, elle ne chante que dans les temples, et les rythmes qu'elle observe ne sont plus les mètres de l'ancienne prosodie, mais des rythmes nouveaux qu'elle a créés elle-même et adaptés à son usage, et où domine l'élément tonique, alors triomphant dans la langue populaire. »

Et ailleurs (p. 273) : « L'isosyllabie et l'homotonie sont les deux lois fondamentales du lyrisme byzantin. La prose devient de

(1) Poètes et mélodes. — *Étude sur les origines du rythme tonique dans l'hymnographie de l'Église grecque*, thèse présentée à la Faculté des lettres de Paris, par le père Edmond Bouvy, des Augustins de l'Assomption ; Paris, 1888.

la poésie sans y prétendre, et les mélodes furent des poètes. Car vraiment il serait injuste de leur refuser ce nom. Ils ont un rythme qui en vaut un autre ; ils expriment de grandes pensées..., ils se sont faits les interprètes de la prière publique, et c'est la mission par excellence du lyrisme ; enfin, si les livres ont gardé le silence sur leurs noms et sur leurs œuvres, ils ont obtenu une gloire plus solide, la gloire des vrais poètes : ils vivent encore, malgré les siècles, dans la mémoire et sur les lèvres des peuples. »

Nous n'avons pas à nous excuser de la longueur de ces citations. On comprendra que nous aimions à nous appuyer sur un témoignage si éclairé et si sincère. Du reste, M. Krumbacher abonde dans le même sens. Dans cette partie de son livre, qui en est une des plus intéressantes, il examine l'histoire de l'hymnographie et passe en revue les poètes qui en marquent les différentes phases. Ils sont nombreux, ces poètes. Notre auteur consacre des notices détaillées aux principaux d'entre eux. M. Papadopoulos (1) a rempli un gros livre de leurs biographies. Les meilleurs appartiennent au VIe siècle, qui est le point culminant pour toutes les branches de l'art et de la littérature chez les Byzantins.

Le plus grand d'entre ces poètes est Romanos. Il a été canonisé par l'Église grecque, en sa qualité de mélode ; mais, pour citer encore le père Bouvy, « l'Église seule a conservé le souvenir de son existence. Après avoir augmenté par ses hymnes la religion des peuples, lui-même a eu sa place sur les autels, et sa fête est célébrée le 1er octobre dans tout l'Orient. Mais les livres, les écoles, toutes les traditions littéraires sont muettes sur sa mémoire. » Nous n'avons même pas, comme le remarque M. Krumbacher, un témoignage précis qui permette de fixer l'époque où il composait ses hymnes.

Ce poète oublié reprendra la place qui lui est due dans l'histoire de l'esprit humain. M. Krumbacher nous promet une édition complète de ses œuvres. Une petite partie de ses hymnes subsiste toujours dans les livres ecclésiastiques en usage parmi les Grecs, mais la plupart ont été, dans le cours des siècles, remplacés par d'autres poèmes religieux que le goût du temps a préférés, malgré leur infériorité. L'éditeur de Romanos aura à reconstituer son œuvre en la déterrant de la poussière des bibliothèques. L'entreprise est ardue, mais elle comporte sa propre récompense, puisqu'il s'agit d'un auteur que « l'histoire littéraire de l'avenir célébrera peut-être comme le plus grand des poètes religieux de tous les

(1) Voir son ouvrage : Συμβολαὶ εἰς τὴν ἱστορίαν τῆς παρ'ἡμῖν ἐκκλησιαστικῆς μουσικῆς, Athènes, 1891.

temps. » (Krumbacher, p. 313.) Les quelques érudits qui ont jusqu'ici connu et cité le nom de Romanos (ils ne sont pas nombreux ; M. Krumbacher en cite jusqu'à quatre) sont d'accord pour lui attribuer, avec l'Église orthodoxe, la première place parmi les hymnographes grecs. Le père Bouvy ratifie ce jugement. « Romanos, dit-il (p. 367), est le premier des mélodes par le génie poétique. Ses œuvres représentent l'hymne liturgique dans sa perfection... Suivez-le dans toutes les phases du cycle sacré... et vous conclurez peut-être que le christianisme ne doit envier à l'antiquité aucun de ses poètes lyriques. »

Ce n'est pas peu pour une littérature que d'avoir produit un genre nouveau et, dans ce genre, au moins un poète de génie. Nous voyons par là ce dont les Grecs étaient encore capables aussitôt qu'affranchis des entraves du classicisme, ils s'ouvraient une nouvelle voie sous l'influence du sentiment essentiel de leur temps. Interprètes de ce sentiment, les hymnographes se trouvaient en communion directe avec la masse de leurs contemporains ; ils ne s'adressaient pas à une coterie de lettrés. Se servant de la langue littéraire de leur époque, mais sans pédantisme, sans craindre de se rapprocher des formes populaires, leurs chants étaient à la portée de toutes les intelligences et remuaient tous les cœurs. De là, la chaleur et l'originalité qui les distinguent et dont l'absence fait la faiblesse du reste de la littérature byzantine. Grâce à M. Krumbacher, on ne pourra plus porter un jugement sur l'ensemble de cette littérature, sans tenir compte des poètes religieux ; elle n'en sera que mieux appréciée ; ses défauts n'en seront pas effacés, mais ils seront en partie rachetés par les qualités des mélodes. Les œuvres de ces poètes ont été la plus haute et la plus belle manifestation du sentiment chrétien, qui prédomine pendant toute cette période ; elles font ressortir avec vivacité le caractère fondamental de la civilisation byzantine, et justifient la qualification de période chrétienne que nous avons donnée en commençant à cette partie si considérable, et si peu connue, de l'histoire littéraire du monde grec.

D. Bikélas.

LA

RÉVOLUTION A TOULON

LE CLUB JACOBIN. — L'ESPRIT PUBLIC ET L'ÉMIGRATION.

I. Archives municipales de Toulon. — II. Archives départementales de Draguignan. — III. Lauvergne, *Histoire de la Révolution dans le Var*. — IV. Henry, *Histoire de Toulon depuis 1789 jusqu'au Consulat*. — V. Taine, *la Révolution*.

La Révolution n'a eu pendant longtemps pour historiens que des apologistes ou des détracteurs : ceux-ci qui la louaient sans réserves ni mesure; ceux-là, qui la condamnaient tout entière. La raideur tranchante de ces jugemens contradictoires s'explique aisément par ce fait, que chacun abordait cette étude non dans l'esprit d'absolu désintéressement qui seul pouvait conduire à des conclusions équitables, mais avec les préoccupations, ou même les passions propres à l'époque où il écrivait. Or, ces préoccupations, et à plus forte raison ces passions, sont en histoire les mortelles ennemies de la justice.

Il semble que, de nos jours, l'histoire de cette grande et terrible époque commence à entrer enfin dans le domaine de la critique pure. Certes, la Révolution conserve des dévots et des adversaires également passionnés, qui voudraient nous obliger encore à l'admirer ou à la proscrire « en bloc. » Mais beaucoup d'autres esprits, dont la politique, — qui corrompt tout ce qu'elle touche, — n'a pas altéré la naturelle indépendance, protestent contre l'ultimatum de ces deux fanatismes. Et, en dépit de l'intolérance étroite des sec-

taires de l'une et de l'autre école, ces esprits libres et francs deviennent de jour en jour plus nombreux. Ils repoussent résolument le formulaire d'apologie ou de dénigrement qu'on voudrait leur imposer. Ils affirment que la Révolution n'est pas simple, qu'il y a en elle un surprenant mélange des passions les plus basses et les plus hautes, de crime et de vertu, de démence sanguinaire et de magnanime héroïsme. Et ils concluent logiquement que tout jugement simple rendu sur elle, tout jugement qui ne reflètera pas cette intime complexité, qui laissera dans l'ombre un des élémens de ce dualisme essentiel pour mettre l'autre seul en lumière, — tout jugement de panégyriste comme tout jugement de détracteur, par conséquent, — est suspect d'insuffisance, d'erreur, et doit être rejeté. L'auteur de l'étude qu'on va lire ose se flatter d'être un de ces esprits-là. L'étude elle-même montre la Révolution dans deux de ses aspects, l'un repoussant : la tyrannie d'un club jacobin dans une grande ville de province, — l'autre véritablement sublime : l'élan patriotique, les miracles d'héroïsme accomplis en même temps que les crimes, et qui, somme toute, les rachètent.

LE CLUB JACOBIN.

I.

A Toulon, comme dans le reste de la France, le facteur principal des progrès de l'esprit démagogique pendant la Révolution fut le club. Étudions ce pouvoir nouveau : pouvoir non prévu, non défini, et par cela même illimité. Aucun article de la constitution ne le consacre, aucune manifestation régulière de la volonté du peuple ne lui donne un semblant même d'existence légale. C'est une règle fondamentale du nouvel ordre de choses créé par la Révolution, que tout individu ou tout corps dépositaire d'une partie quelconque de la puissance publique soit soumis à l'épreuve préalable d'une élection : lui seul échappe à cette loi. Pouvoir issu du bon plaisir seul de ceux qui l'exercent, il devrait logiquement payer la rançon de son vice originel, manquer d'autorité, de prestige et de force, soulever des résistances : et cependant il est, de sa nature, si envahissant et si formidable, que là où il surgit, il asservit ou absorbe tout, sans que personne songe à lui reprocher l'usurpation qu'il a commise sur le droit de la nation. Une poignée d'hommes,—et quels hommes! — se réunit, annonce à grand fracas sa résolution de veiller désormais sur la chose publique, s'ingère aussitôt avec une violence qui n'a d'égale que son incapacité dans l'administration du village, du bourg, de la cité; enfle son outrecuidance jusqu'à vouloir connaître des affaires de l'État et

contrôler les actes de la représentation nationale : et les corps municipaux tremblent, les administrateurs du district et du département cèdent, les ministres obéissent, l'assemblée même souvent capitule! Qui sont ces gens? On l'ignore. — D'où sortent-ils? On ne sait pas au juste,.— du plus reculé et du plus abject des bas-fonds sociaux, à ce qu'il semble. — Qui leur a conféré le droit de parler si haut et si fort? Personne. Qui les a revêtus de cette sorte de magistrature innomée qu'ils prétendent exercer? Leur présomption et leur audace. — Le pouvoir « gisait à terre, abandonné dans la rue (1). » Ils l'ont ramassé en disant : « Bonne trouvaille, le pouvoir est à nous! » Et le club est fondé...

Arrêtons-nous ici pour assister à l'apparition d'un de ces produits spontanés de l'anarchie. L'exemplaire que Toulon nous en offre est tel, qu'on en chercherait vainement ailleurs un autre aussi parfait. S'il est vrai que les clubs soient devenus un des rouages principaux du régime nouveau, le club de Toulon résume à merveille, en les portant à leur plus haut degré de puissance, les traits essentiels de l'institution. Il est le type accompli du conventicule jacobin : qui le connaîtra bien, connaîtra tous les autres. Déterminer, ainsi qu'on se le propose, les origines de ce club, les élémens, — promptement modifiés, — qui concoururent à sa formation, l'esprit dont il fut animé, ses procédés d'action, la nature enfin de la domination qu'il s'arrogea : ce n'est donc point enfler à plaisir l'importance médiocre d'un cas particulier, spécial à la ville de Toulon et qui n'intéresse qu'elle. C'est prendre connaissance d'un phénomène qui s'est produit simultanément sur une foule de points en France, — avec moins d'intensité peut-être qu'à Toulon, mais dans des conditions absolument identiques; — c'est, en un mot, dégager la philosophie générale du fait qui a peut-être influé, de la façon la plus décisive, sur la marche de la Révolution, qui a le plus efficacement contribué à lui imprimer un caractère de violence, et à la précipiter dans les voies de la démagogie. Cette analyse est d'autant moins hors de propos, que l'histoire de Toulon, pendant la période révolutionnaire, est étroitement mêlée à l'histoire de son club, ou plutôt que les deux histoires n'en font qu'une. Histoire tragique et sanglante : car dans aucune ville de France, — pas même à Paris, peut-être, — la liberté ne fut souillée par de pires excès.

II.

Dès les premiers jours de la Révolution, « une société populaire » ou « patriotique » s'était constituée à Toulon, comme dans

(1) Taine, *Révolution*, II, p. 10.

la plupart des villes de France (1). Elle commença par recruter ses adhérens parmi les membres de cette bourgeoisie libérale, éclairée, qui voulait des réformes et qui accueillit avec enthousiasme la Révolution. La société populaire de Toulon fut « établie d'abord *dans un but bien inoffensif par des hommes très honorables.* » Telles avaient été, à Paris, les origines de la fameuse société des Amis de la constitution (2). « Mais, — ajoute l'historien toulonnais à qui nous empruntons ces renseignemens, — *elle se corrompit bientôt par ses relations avec les jacobins de Paris*, et, sous le titre de *club*, devint le foyer de tous les crimes et le centre d'où partirent les actes atroces qui ensanglantèrent notre ville en marquant d'un signe d'horreur une partie de ses lanternes (3). »

Quelques mois, en effet, se sont à peine écoulés, que la composition du club est déjà profondément modifiée. Les membres de la bourgeoisie, qui avaient formé d'abord le noyau de la société, s'écartent peu à peu, bientôt même se retirent tout à fait (4). Leur place est prise par des hommes nouveaux, sortis pour la plupart des derniers rangs du peuple. « Qu'on se représente, dit un autre historien toulonnais, cette assemblée composée d'abord d'une centaine d'énergumènes, ensuite grossie de tous les oisifs qui ont soif et envie des biens que procurent seuls l'industrie et le travail; en dernier lieu, augmentée par l'admission en masse des ouvriers du port, des matelots, des soldats, des forains sans aveu : et l'on aura une idée, faible encore, de ce que peut devenir à Toulon un véritable foyer d'anarchie (5). » Ces hommes-là ne sont pas, comme les timides représentans de la bourgeoisie qu'ils remplacent, d'humeur à s'effrayer de la tournure que les choses ont prise. En précipitant son allure, la Révolution flatte la violence de leurs instincts. Bien plus, ils trouvent cette allure trop lente et voudraient l'accélérer encore. Ils sont gens d'ignorance robuste qui, ne sachant, ne soupçonnant même rien de l'infinie complexité des problèmes politiques ou sociaux, et se croyant néanmoins investis de la mission de les traiter, jugent que, pour les résoudre, les procédés les plus expéditifs sont les meilleurs : de même que rien ne vaut un coup de poing pour se débarrasser, dans la rue, de qui vous barre

(1) Taine estime qu'à la fin de 1791, il n'y avait pas moins d'un millier de sociétés populaires en France. Ce chiffre devait être de beaucoup dépassé par la suite. « Après la chute du trône, il y en aura presque autant que de communes (26,000), dit Rœderer. » (*Révolution*, II, p. 46.)

(2) Taine, *Révolution*, II, p. 56.

(3) Henry, I, p. 129.

(4) Ce phénomène est général : « Vers la fin de 1789, les gens modérés, occupés, rentrent au logis... La place publique appartient aux autres. » — (Taine, *Révolution*, I, p. 271.)

(5) Lauvergne, p. 106.

le chemin. Dans le vide de leurs cerveaux frustes, deux ou trois formules d'un dogmatisme raide et tranchant sont tombées; elles y ont fermenté comme la vendange dans une cuve, elles obscurcissent de grisantes vapeurs les faibles lueurs de raison, de bon sens, de justice, d'humanité, que la nature leur avait départies. Ils sont ivres de liberté, de fraternité — ivres d'égalité surtout. Mais cette ivresse n'est pas inoffensive; c'est une ivresse sombre, farouche : celle des vins frelatés d'où la gaîté du soleil est absente. Matelots, soldats, artisans, ouvriers, tous avaient un métier, — modeste métier manuel pour la plupart d'entre eux — qu'ils pratiquaient paisiblement, sans regarder à côté ni au-delà, à peu près satisfaits quand le labeur de la veille avait assuré le pain du lendemain. Tout à coup, l'idée leur est venue ou plutôt on leur a dit, — et ils ont cru aussitôt, — que leurs capacités étaient supérieures à cette humble tâche, qu'elles pouvaient se hausser à une vaste entreprise de transformation sociale, que la nation, — et qui sait, peut-être même l'humanité? — attendait d'eux son bonheur, qu'ils se devaient désormais corps et âme à cette œuvre grandiose. Et les voilà partis sur cette chimère, emportés par elle dans une course vertigineuse, galopant bride abattue à travers l'absurde, en plein champ de démence. Une manie s'est emparée d'eux : la manie raisonnante et discoureuse. Tel, simple manœuvre hier, aujourd'hui disserte à perte de vue sur la politique, — dont les premiers élémens lui sont d'ailleurs totalement étrangers, — morigène les législateurs en titre, s'élève avec force contre leur circonspection et leur mollesse, propose des moyens d'une effrayante simplicité pour assurer, d'un trait de plume, la félicité publique. La déclaration des droits de l'homme, évangile politique et social supérieur à toute constitution et à toute loi (1), leur fournit les lumières nécessaires, des lumières qui ne peuvent tromper. De même, la Bible aux puritains de Cromwell. Et pas plus que ces dures « têtes-rondes, » ils ne sont capables d'éprouver une hésitation, de concevoir un doute. Eux aussi possèdent la source de toute vérité. Qu'y pourraient-ils puiser qui ne fût bon, qui ne fût sage, qui ne fût juste; et de quel châtiment ne sera pas digne l'audacieux, le « non-conformiste » impie, qui oserait discuter les arrêts de cette sagesse, de cette justice souveraines? Que la foudre populaire le frappe, l'anéantisse : le peuple, non plus que Dieu, ne saurait souffrir de blasphémateurs!

Le club, lieu de réunion où des gens d'esprit libéral et cultivé, de mœurs polies, aimaient à deviser entre eux, à se communiquer les nouvelles venues de Paris, à commenter les décrets de l'Assem-

(1) Voir, sur ce point important, Taine, *Révolution*, I, p. 273.

blée, à se réjouir ensemble des bienfaisantes réformes accomplies, — ce club se transforme donc en un bouge, où des goujats apportent une tenue, des propos et une politique de cabaret. — Il arrive quelquefois que des élémens morbides, inoffensifs tant qu'ils restent dispersés dans l'organisme, se réunissent, se condensent en un point : la fièvre alors éclate. Le club, à Toulon, est de même un foyer où s'accumulent toutes les âcretés et toutes les sanies du corps social, une sorte d'abcès monstrueux qui attire tous les fermens malfaisans disséminés dans cette population de trente mille âmes, et qui centuple leur virulence, par cela même qu'il les rapproche. Un sûr instinct amène là les mécontens qui, croyant avoir à se plaindre de la société, ne réclament pas moins que sa subversion totale en expiation de ses torts envers eux. Artisans dégoûtés de leur métier trop rude, tâcherons insurgés contre la dureté de leur tâche, manœuvres las de peiner, ouvriers sans ouvrage parce qu'ils ne veulent pas travailler, soldats ayant déserté la caserne parce qu'ils ne veulent pas obéir, moines ayant jeté le froc parce qu'ils ne veulent pas observer la règle, tous les esprits rebelles à une discipline quelconque accourent au club et s'y enrôlent. Le club fournit à ces insoumis ce qui leur manquait, une tribune où ils vont pouvoir exhaler leurs récriminations ; un auditoire animé des mêmes passions, frémissant des mêmes haines, brutal et grossier comme eux : en sorte que, au lieu de demeurer isolés et par conséquent impuissans, tous ces réfractaires, mettant en commun leurs espérances et leurs rancunes, formeront un groupe formidable, d'autant plus audacieux qu'il se sentira plus compact. A côté des révoltés, les rêveurs, les illuminés en possession de la formule magique qui doit régénérer la nation : et la chimère de ceux-ci n'est pas moins dangereuse que les instincts subversifs de ceux-là, puisqu'elle préconise, elle aussi, les moyens radicaux comme seuls aptes à opérer la refonte de la société. Le club accueille les uns comme les autres; les divagations des utopistes alterneront dans son enceinte avec les déclamations furibondes des sectaires. Il sert aussi de réceptacle aux ambitieux légers de convictions et de scrupules, qui cherchent à capter cette force aveugle au profit de leurs convoitises; aux rhéteurs sans emploi qui s'improvisent tribuns; aux déclassés qui, rebutés par toutes les carrières, trouvent dans le métier de démagogue une facile et fructueuse revanche des déceptions essuyées ailleurs par leur vanité; à tous les hommes, enfin, sincères ou non dans leur fanatisme, dont les appétits de désordre, de violence, de domination brutale et oppressive, de représailles sanguinaires contre l'ancien ordre de choses, ont été déchaînés par la Révolution.

Entrons au club, assistons à l'une de ses séances. Depuis qu'une

délibération de la municipalité, en date du 18 juin 1790, a définitivement reconnu l'existence de la société populaire (1), celle-ci tient régulièrement ses assises et se réunit chaque jour. A l'heure dite, ses membres arrivent, avec la ponctualité d'hommes qui savent qu'une grave mission leur incombe. Un emblème qu'ils portent à la boutonnière, un œil peint sur un ruban tricolore (2), rappelle d'une manière symbolique la nature et l'objet de cette mission, qui est avant tout de surveillance. Et, en effet, ils se considèrent, avec une conviction profonde, comme les sentinelles avancées, les gardiens en titre de la Révolution. Ne leur demandez pas qui leur a confié ce mandat, de quel droit ils prétendent l'exercer avec cette frénésie de zèle inquisiteur qui va leur faire découvrir partout des machinations et des traîtres. N'insinuez pas, surtout, que la validité d'un mandat qu'on se décerne ainsi à soi-même est suspecte, qu'elle fournit à tout le moins matière à contestation. Leur opinion sur ce point est faite, elle est inébranlable : c'est *la volonté du peuple* qui les a investis de ces fonctions. Ne cherchez pas à savoir quand, comment, cette volonté s'est exprimée en leur faveur. N'objectez pas que cette volonté souveraine qu'ils invoquent, à laquelle ils affirment que tout doit céder, c'est la leur, en réalité, qu'ils se sont eux-mêmes désignés, et que c'est une intolérable prétention de donner le caprice d'un individu pour le vœu de la nation. Inclinez-vous devant ce sophisme triomphant, devant ce nouveau Dieu le veut! qui répond à tout, qui autorise tout, — et laissez passer ce mandataire du peuple qui, le bonnet rouge sur la tête, la pipe aux dents, des savates aux pieds, va travailler au bien de la chose publique!

Le local adopté par la société pour ses séances est l'église Saint-Jean. Toute décoration religieuse a disparu. Des attributs, des devises révolutionnaires s'étalent sur les murs. Une tribune a remplacé la chaire. Deux ornemens étranges la surmontent. Le premier est un drapeau polonais : le club a voulu rendre hommage à une nation qui combat pour son indépendance. Ce drapeau resta là jusqu'au 23 octobre 1792. Il fut alors retiré : le club ne voulait plus avoir sous ses yeux l'étendard d'un peuple « tombé sous l'esclavage des tyrans (3). » Se moque qui voudra de ces enfantillages : ils montrent à quel diapason les âmes étaient montées et ne prêtent pas à rire. Car, parmi ces hommes qui faisaient un crime aux Polonais de n'avoir pas préféré la mort à la servitude, plus d'un, ne

(1) Henry, I, p. 129.
(2) *Ibid.*, II, p. 15.
(3) *Ibid.*, I, p. 275-276.

l'oublions pas, était sincère dans l'exaltation forcenée de son patriotisme; et quand la France, à son tour, fut menacée, envahie comme la Pologne, il serait mort, s'il l'avait fallu, pour sauver la patrie et la liberté. — L'autre emblème est sinistre. C'est un lambeau de drap déchiré, troué, maculé de boue et de sang : la manche de l'uniforme d'un garde-suisse, tué le 10 août 1792, à la défense des Tuileries (1). Un des seize fédérés toulonnais qui ont pris part à la journée (2) a rapporté de Paris ce trophée, — comme un sauvage le scalp de son ennemi, — et, pendant un an (3), l'église abritera la hideuse loque qui, placée au-dessus de la tête des orateurs du club, les inspire et stimule leur fanatisme, de même que la vue des reliques réchauffait naguère la piété des dévots.

A chaque séance, une cohue s'entasse dans l'église. Un système de recrutement par voie de simple cooptation, qui équivaut, dans la pratique, à l'admission en masse, a bientôt fait affluer au club, comme dans une sorte de sentine collective, toute la lie de la population toulonnaise. Plusieurs centaines d'individus portent le titre de membre de la « Société des vrais amis de la Constitution. » Ce titre est plus qu'un honneur : il est une sauvegarde. On le recherche, on l'envie, on s'en pare comme d'un brevet de jacobinisme éprouvé. Celui qui le porte n'a plus à trembler pour sa tête, et il peut faire trembler les autres pour la leur. Les professions représentées dans cette foule d'adhérens sont les plus humbles (4), celles qui, en exigeant un constant déploiement d'énergie physique, développent les muscles plus qu'elles n'affinent l'intelligence ; celles qui donnent le goût, le respect de la force, l'habitude de recourir à elle de primesaut, de compter sur elle pour trancher tout. Le club compte, en grand nombre, des portefaix, des bouchers, des forgerons, des charpentiers, des cordiers, des manœuvres, des « travailleurs à la terre, » des « perceurs de bronze » employés au forage des canons de l'Arsenal : tous gens de mœurs brutales, à la main prompte et lourde. A côté d'eux, une certaine quantité de membres de la bourgeoisie, des avocats, des journalistes qui rédigeront sa correspondance, des tabellions, des

(1) Henry, I, p. 275-276.

(2) *Archives de Toulon.* — Lettre de MM. Barrallier et Martelly-Chautard à la municipalité, du 12 août 1792. Un des « seize braves, » Roubaud, a été blessé d'une balle à la jambe. Un autre, Bouquet, a sauvé le drapeau du bataillon parisien de Saint-Marcel, dont les Suisses allaient s'emparer.

(3) Jusqu'en juillet 1793. Le premier soin de la réaction antijacobine fut alors de détruire cet emblème. — (Henry, II, p. 38.)

(4) *Archives de Toulon.* — Affiches des jugemens prononcés en 1793 contre d'anciens membres du club (voir les professions indiquées).

commerçans, des industriels. La crainte de passer pour tièdes révolutionnaires et d'être, à ce titre, placés dans la catégorie des suspects, d'où l'on passe bientôt dans celle des proscrits, les a enrôlés dans les rangs de cette société qu'ils abominent en secret. Et cette même crainte les pousse à renchérir sur le débraillé du costume adopté par les « patriotes, » à porter les bonnets les plus écarlates et les plus sordides carmagnoles (1), à témoigner de leur « civisme » par la violence des propos qu'ils tiennent en public (2). Ils sont les plus assidus aux séances, et c'est de leur bouche que sortent les motions les plus furibondes. S'ils ne tuent pas eux-mêmes, ils en seraient capables, au besoin, pour détourner tout soupçon de « modérantisme, » puisque, non contens de pousser à la tuerie, ils ont encore l'ignominie d'y applaudir. Après les massacres, ces lâches chansonnent gaîment les victimes et composent de petits vers, d'un tour satirique et badin, avec des jeux de mots, des remarques graveleuses sur la mine que faisait, dans les affres de son horrible agonie, tel malheureux qui vient d'être accroché à la lanterne. « N'en pendrem mai d'aristocrates, » — nous en pendrons encore des aristocrates ! — Ainsi débute une sorte de « Ça ira » local, en patois provençal, qui fit fureur à Toulon et qu'on chantait sur l'air très en vogue d'un chœur de *Paul et Virginie :*

Nous porter toi chez tes parens,
Sur un petit lit de feuillage (3).

« Il nous souvient, — dépose formellement l'honnête et véridique Henry, — d'avoir entendu, après les meurtres de juillet 1792, des personnes appartenant aux classes que nous venons de mentionner, composer, portes ouvertes, dans un café renommé alors, des couplets auxquels chacun fournissait un vers ou une idée et les chanter avec de grands éclats de rire : et pourtant, — nous le répétons, — c'étaient des hommes d'une bonne position sociale et jusque-là honorables dans leur état (4). » L'infâme chanson est l'œuvre de ces bourgeois ; la peur les a rendus aussi féroces que

(1) Henry, I, p. 246.

(2) « Le nombre et la brutalité des perturbateurs croissaient de jour en jour ; il n'y avait plus de garantie de sûreté pour le citoyen paisible *dont l'opinion politique ne se traduisait point au dehors en bravades et en provocations.* » — (Lauvergne, p. 96.)

(3) Henry, I, p. 360.

(4) *Ibid.*, I, 265.

les brutes sanguinaires dont ils provoquent et célèbrent ensuite les exploits.

III.

Au milieu d'un air épais, saturé des fortes senteurs du tabac et de l'ail, la foule amassée dans l'ancienne église de Saint-Jean s'agite et vocifère. Un homme, qui porte en sautoir une écharpe tricolore sur une soutane (1), monte à la tribune. Des applaudissemens éclatent : le club a reconnu un de ses orateurs favoris, le prêtre démagogue Simond, membre de la municipalité, mystique redoutable, qui concilie dans ses professions de foi le jacobinisme et l'évangile, Robespierre et Jésus. Un ci-devant capucin lui succède : ce défroqué jette à ses auditeurs un discours blasphématoire et athée (2) qui, sortant de cette bouche et proféré dans ce lieu, leur semble de plus haut goût encore et les fait frémir d'aise. Un trait commun à tous les membres de l'association est, en effet, une instinctive hostilité contre la religion. Elle s'est manifestée d'abord par des attitudes inconvenantes dans les églises, des rires, des coups de sifflet, des huées pendant les offices, au cours des sermons, sur le passage même du saint-sacrement. Ces faits, dénoncés dès novembre 1791, par des curés constitutionnels qui demandent à la municipalité de prendre les mesures nécessaires pour en prévenir le retour (3), étaient répréhensibles assurément, mais, en somme, d'une assez inoffensive polissonnerie. Malheureusement, la résistance du corps ecclésiastique à la constitution civile du clergé, l'imprudente et factieuse lettre pastorale où l'évêque de Grasse, réfugié à Nice au milieu des émigrés, recommande à ses diocésains de ne pas se soumettre aux nouvelles lois (4), ont exaspéré cette hostilité et semblent, dans une certaine mesure, la justifier. Des incidens plus graves se produisent alors. Des iconoclastes s'attaquent aux images des saints et les lacèrent (5),

(1) Henry, I, p. 174.

(2) « Plusieurs prêtres avaient ainsi abondé dans les idées démagogiques et un ex-capucin avait osé, dans son délire, proférer, à la tribune du club, les plus grands blasphèmes contre la vérité de la religion et l'existence de Dieu. » — (Henry, I, p. 359.)

(3) *Archives de Toulon*. — Dossier intitulé : Scandales dans les églises ; lettres du curé de la paroisse de Sainte-Marie à la municipalité, en date des 24 novembre 1791 et 27 février 1792.

(4) Lauvergne, p. 86. — L'évêque de Vence avait fait de même. Ces mandemens avaient été répandus à plusieurs milliers d'exemplaires dans les deux diocèses.

(5) *Ibid.*, p. 136.

avec la même rage qui les poussera bientôt à la destruction des emblèmes monarchiques. D'autres clubistes se plaisent à profaner les églises et y donnent rendez-vous à des femmes de mauvaise vie (1). Scandales et sacrilèges ne rassasient pas encore la fureur croissante de leur impiété. Ils viennent « à la porte des temples, armés de nerfs de bœufs, de bâtons et de sabres; ils tombent ensuite à coups redoublés sur les fidèles et n'épargnent point les membres du clergé (2). » Leurs femmes les imitent: « A Toulon, des mégères se portaient aux abords des églises, accablant d'injures les dames pieuses qui s'y rendaient et allant même quelquefois jusqu'à les fouetter publiquement (3). » Le club confond désormais dans une égale exécration l'aristocrate et le prêtre, l'ancien régime et l'Église. Le simple croyant lui est suspect au même titre que le ci-devant gentilhomme : fidélité à Dieu ou fidélité au roi inquiètent, irritent pareillement l'intolérance de sa foi révolutionnaire et lui semblent dignes de pareils châtimens. Ainsi se forme, se précise peu à peu dans son esprit, la doctrine meurtrière de l'extermination en masse de tous les dissidens, déclarés ou secrets, de la Révolution. Vienne la Terreur, — la Terreur officielle, légale, si l'on peut dire, — le club est prêt à adopter, à pratiquer toutes les mesures que le système recommande : car lui-même, du jour qu'il a commencé d'exister, a commencé aussi de terroriser.

Poussons plus avant l'analyse. Après avoir dit ce que le club déteste, cherchons à montrer ce qu'il aime. L'étude de ses sympathies n'est pas moins instructive que celle de ses haines.

Il aime l'indiscipline, il applaudit avec transport à tout acte de rébellion. Des troubles ayant éclaté à Aix, en décembre 1790, les officiers du régiment de Lyonnais voulurent faire marcher la troupe pour rétablir l'ordre. « Les grenadiers s'y sont opposés, — écrit la Société des amis de la constitution d'Aix à celle de Toulon, — et le brave Ferréol, lieutenant de grenadiers, s'est comporté *avec le plus grand patriotisme : il mérite d'être élevé au plus haut grade; il a empêché tout le régiment de marcher* (4). » Un si beau trait excite l'enthousiasme du club de

(1) *Archives de Toulon.* — Jugemens, imprimés sur affiches, du tribunal populaire en 1793.

(2) Lauvergne, p. 136.

(3) Henry, I, p. 357. — De nombreux faits analogues sont cités par Taine. (*Révolution*, I, p. 240 et 241.)

(4) *Archives de Toulon.* — Dossier intitulé : le club patriotique de Toulon; lettre de la Société des amis de la constitution d'Aix à celle de Toulon, du 15 décembre 1790.

Toulon. Il adresse aussitôt des félicitations aux sous-officiers de Lyonnais. « Frères et amis, les remercîmens de vos concitoyens vont être la récompense de votre patriotisme... La patrie depuis longtemps vous mit au nombre de ses plus vaillans défenseurs : *elle vous conte aujourd'hui parmi ses meilleurs citoyens.* Grenadiers, honorés-vous de ce glorieux titre. Le droit de la vertu est d'être cité pour modèle et vous venés d'acquérir à Aix le droit d'être celui de tous les soldats patriotes. » Et il se hâte d'offrir l'affiliation à la Société « pour MM. les sous-officiers et grenadiers qui ont contribué à votre généreuse résolution (1). » Cette marque d'approbation collective donnée à des mutins ne lui suffit pas. Le principal auteur de la rébellion n'a-t-il pas conquis des titres à un hommage particulier et plus éclatant? Le même jour, la Société écrit au lieutenant Ferréol : « Monsieur, l'expression manque à nos sentimens. Que pourrions-nous vous dire qui ne fût au-dessous de ce que vous avés fait à Aix? *Il en faut revenir à cette noble simplicité des temps héroïques.* L'assemblée patriotique de Toulon a voté que votre nom serait mis au-dessus de la place de son président et surmonté d'une couronne de chêne. Nous vous demandons l'honneur de vous affilier à la Société des amis de la constitution dont nous sommes membres (2). »

Insurrection contre la société ou résistance à l'autorité des chefs militaires : la sympathie du club est acquise à toutes les révoltes. Les forçats même ont droit à ses bonnes grâces. Le bagne n'est-il pas une Bastille toujours debout et n'évoque-t-il pas le souvenir maudit de l'autre, « de cet horrible monument que des siècles barbares avaient élevé et entretenu pour servir la passion de nos anciens tirans... de ce colosse affreux qui renfermait tant d'innocentes victimes (3) ? » A quoi bon s'assembler si souvent devant le modèle de l'odieuse prison, expédié de Paris et déposé dans une des salles de la maison commune? A quoi bon « pleurer et se lamenter à l'aspect du tableau représentant le cercueil des victimes trouvées mortes dans les cachots, » et pousser « des cris de haine et de vengeance contre les assassins de Latude, lorsqu'un habitué du lieu faisait le récit pathétique de la longue agonie de ce malheureux jeune homme (4)? » Sans doute, le bonnet vert

(1) *Archives de Toulon.* — Même dossier; lettre du 17 décembre 1790.

(2) *Ibidem.*

(3) *Archives de Toulon.* — Lettre du sieur Palloy, « patriote, entrepreneur de la démolition de la Bastille, » à M. le maire de Toulon, en date du 22 juin 1790. Il annonce l'envoi d'un modèle de la Bastille. Ce modèle existe encore. On peut le voir au musée de Toulon.

(4) Lauvergne, p. 87 : — « La foule s'empressait de toucher la dalle provenant des

et la casaque jaune marquent encore du signe d'infamie plus d'un innocent, aussi digne de pitié que cet infortuné, dont la touchante histoire résume tous les crimes du passé. Arrière donc à ce préjugé qui condamne au mépris ceux qu'une justice souvent inique a condamnés au bagne! La disgrâce qui a frappé ces pauvres gens ne vient-elle pas, en somme, de ce qu'ils ont secoué un joug, — celui des lois restrictives de l'indépendance individuelle, — de ce qu'ils ont protesté contre un assujettissement, fait acte d'hommes libres, en un mot?.. Galériens attachés à la chaîne, soldats rivés à l'étroite et dure discipline du régiment: les uns aussi bien que les autres sont des victimes de l'ancien régime, des frères malheureux, opprimés, qu'il faut plaindre, qu'il faut aimer, qu'il faut aider à s'affranchir. Et c'est pourquoi le club, qui roue de coups les fidèles à la porte des églises pour se faire la main en attendant d'égorger les curés, se constitue protecteur en titre de la chiourme, lui rend visite, reçoit d'elle des adresses de remercîment. « Nous sommes pénétrés de ce que le club fait pour nous. Nous tâcherons de le mériter. Votre patriotisme ne pouvait se montrer avec plus d'éclat qu'en nous honorant de votre présence... Vous ne dédaignez pas les enfans des patriotes. Braves citoyens, que notre reconnaissance est vive! *Qu'elle nous excite à la vertu!* Nous vous supplions d'assurer les amis de la constitution que nous partageons la douleur des peuples dans ce moment et que la cimentation de la liberté de la nation remplit nos cœurs d'allégresse. Pour les forçats: Duplessy (1). »

IV.

Depuis que s'est constitué, à Toulon, cet « organe nouveau, supplémentaire et parasite qui, à côté des organes légaux, se

pierres du cachot et *sur laquelle était empreint le portrait du roi;* elle écoutait avidement, les yeux fixés sur un plan de la Bastille, la description qu'on lui faisait de cette affreuse prison... » — Notez à quel point ces conférences publiques sur la Bastille, entourées d'une savante mise en scène, de plans, d'images destinées à émouvoir la sensibilité des spectateurs, — ces « leçons de choses » faites en présence d'un modèle où se trouve, enchâssée comme une relique, la dalle d'un des cachots, — devaient frapper les esprits. Nous assistons ici à la genèse même d'une de ces tenaces et indestructibles légendes que la démonstration la plus claire de leur fausseté ne parvient pas à extirper de la conscience populaire.

(1) *Archives de Toulon.* — Cette curieuse pièce n'est malheureusement pas datée. Il est probable qu'elle se rattache à une affaire d'avril 1790 qui nous est connue, grâce à une autre lettre adressée, le 28 de ce mois, par les forçats, à M. Richard, maire, dont il sera question plus loin.

développe dans le corps social... cette sorte d'excroissance dévorante dont l'envahissement est irrésistible (1), » toutes les affaires locales passent par les mains du club et n'arrivent à celles des corps chargés de l'administration de la cité, du district ou du département, que traitées à l'avance, triturées et déjà résolues par lui. Là, comme dans le reste de la France, il est « un vrai tribunal d'inquisition, » un « colosse de despotisme (2). » Maître des élections, grâce au découragement des modérés qui s'abstiennent, à Toulon comme partout (3), et le laissent voter seul en faveur de candidats qu'il a choisis et qui, tenant leur mandat de son puissant patronage, obéissent servilement à ses injonctions, il est maître absolu de la municipalité et, par elle, de la ville. Mais les affaires de la commune, du district, du département même ne suffisent pas à assouvir ses appétits de domination, à calmer la fièvre d'activité qui le dévore. Il promène sur les départemens voisins la surveillance aiguë de son « œil » redoutable; il porte plus loin même ses regards, jusqu'à la frontière, jusqu'à Paris; il plane sur la France entière et, dès qu'il a découvert quelque chose de suspect, il dénonce. Écoutez sa profession de foi. Nous sommes, dit-il, « fiers de notre innocence et de notre civisme, inébranlables dans notre amour pour la constitution et dans nos efforts pour en propager les principes, *infatigables dans notre surveillance pour l'observation des lois et dans notre activité pour en dénoncer les infractions* (4). » Surveillance et propagande : tout son programme tient dans ces deux mots. Et il est pénétré de l'importance de sa tâche ; elle prend tout son temps, absorbe toutes ses pensées. C'est avec une conviction profonde qu'il écrit aux Amis de la constitution d'Avignon : « Pardonnez à la brièveté de notre lettre. *Le bien de la patrie en danger remplit tous nos momens* (5). »

Cette tâche, en effet, est énorme. Ces centaines, bientôt ces milliers de sociétés populaires qui, du sein de la décomposition générale, ont surgi, non-seulement se sont affiliées à la société des Amis de la constitution de Paris, sorte de « maison mère », cerveau et cœur de l'association, qui élabore la pensée directrice et qui la transmet (6), — mais elles se sont affiliées entre elles.

(1) Taine, *Révolution*, I. p. 272.

(2) Ces expressions se trouvent dans une pétition des officiers de la garde nationale de Besançon à l'Assemblée, citée par Taine. — (*Révolution*, II, 54.)

(3) Voir les chiffres instructifs donnés par Taine au sujet de ces abstentions. (*Révolution*, II, p. 373-374.)

(4) *Archives de Toulon*. — Correspondance du club ; lettre du 21 novembre 1790.

(5) *Ibidem*. — Lettre du 17 décembre 1790.

(6) Voici un exemple qui fera bien comprendre le mécanisme de ces affiliations. Le

Ainsi s'est formé le réseau souple et serré, au centre duquel veille le club des Jacobins. Celui-ci relie et noue les uns aux autres tous les fils de cette gigantesque toile d'araignée qui enlace la France, qui paralyse jusqu'à la plus faible manifestation de sa libre et sincère volonté. Or, toutes ces sociétés solidaires échangent des communications, des avis, des renseignemens de toute sorte, des offres de service, des congratulations, des certificats de civisme ; elles se font part de leurs inquiétudes, de leurs soupçons, de leurs espérances, de leurs affaires particulières, de leurs vues générales... De là, une correspondance immense et incessante. Le club de Toulon a-t il, par exemple, reçu avis de la présence à Aix d'un individu suspect ? Aussitôt, il prévient la société sœur, lui jette le cri d'alarme, l'exhorte à agir sans retard et sans ménagement contre le traître : « *Salus populi suprema lex esto !* Et quel droit particulier ne s'anéantit pas devant le droit national ? *Cicéron eût-il sauvé la République, s'il eût respecté dans Catilina le droit de citoyen romain* (1) ? » Graves paroles ! Sous la forme un peu pédante du souvenir classique qu'elles rappellent, elles laissent entrevoir comme une première ébauche, molle encore, mais qui se précisera bientôt, de la farouche doctrine du salut public, invoqué comme raison suffisante en faveur de tant de crimes ! Le même jour, — 17 décembre 1790, — le club de Toulon écrit aux sous-officiers et aux grenadiers du régiment de Lyonnais, au lieutenant Ferréol, comme on l'a vu plus haut, pour leur offrir l'affiliation, aux Amis de la constitution d'Avignon, pour accepter celle qu'ils lui proposent. Et il en est de même tous les jours. Le club est une sorte de ministère universel et mystique : le ministère de la volonté du peuple. Sa compétence s'étend à toutes les matières d'ordre politique indistinctement. Après avoir délibéré, dans ses séances, sur les innombrables questions qu'il considère comme tombant de droit sous sa juridiction, il les tranche, dans ses

club de Toulon écrit, le 12 mai 1791, aux jacobins de Paris : « Frères et amis, nos frères d'Hyères nous ont fait part de la condition que vous avés mise à leur affiliation, qui est *que leur demande soit appuyée par deux sociétés voisines*. Nous nous empressons de vous garantir leur patriotisme et leur dévoûment à la Constitution. Nos frères d'Antibes nous ont aussi prié par leur dernière lettre d'appuyer leur demande en affiliation auprès de vous. Cette société, *à qui nous n'avons accordé notre affiliation qu'après nous être complètement assurés de leur civisme*, nous en a donné en diverses occasions des preuves non équivoques et *surtout par la surveillance active qu'ils exercent sur des pays limitrophes*. Ils ont soin de nous instruire exactement de tous les mouvemens des aristocrates réfugiés dans les États de Savoie... » — (*Archives de Toulon*; correspondance du club.)

(1) *Archives de Toulon*. — Correspondance du club; lettre du club de Toulon à la Société des amis de la constitution d'Aix, du 17 décembre 1790.

lettres, du ton autoritaire et rogue d'un potentat aussi convaincu de son infaillibilité, que sûr de son omnipotence. Juge-t-il, par exemple, insuffisantes les mesures prises par le gouvernement pour déjouer les complots des « ennemis de la constitution » et protéger les frontières ? Il somme la municipalité de réclamer auprès de l'assemblée le renvoi des ministres (1). S'est-il avisé que cette même assemblée, — en essayant, par le décret du 10 mai 1791, de modérer la fureur de pétitionnement qui s'est emparée du pays (2), — que la constitution, en subordonnant à une condition de cens la qualité d'électeur, ont, pour parler le langage du temps, porté atteinte à un droit naturel, « imprescriptible et sacré » du citoyen ? Vite, il rédige une impérieuse adresse à l'Assemblée et la met en demeure ou de se dissoudre ou de révoquer ces décrets « plébicides et liberticides » qui ont « réduit le peuple à la triste condition des ilotes », qui lui ont ôté « jusqu'au droit de se plaindre, dernière consolation des malheureux (3). »

(1) *Archives de Toulon.* — Délibération du club, du 3 août 1790. — Admirez ici l'ingéniosité du mécanisme qui met artificiellement en branle ce qu'on appelle alors la volonté de la nation ! Le ministère a déplu aux Jacobins de Paris. Ceux-ci ont donné aussitôt le mot d'ordre aux innombrables sociétés affiliées à la leur. — Les clubs, obéissant docilement à l'impulsion reçue, inondent l'Assemblée de pétitions, d'adresses, de sommations, entraînent à leur suite les municipalités dans la même campagne : l'Assemblée cède sous cette formidable poussée, qui a toutes les apparences d'une manifestation spontanée de l'opinion publique, alors qu'elle n'est, en réalité, que le choc en retour, si l'on peut dire, de la volonté tyrannique, adroitement déguisée, d'une poignée de brouillons, d'intrigans et de sectaires. Toute cette tactique est exposée avec franchise dans les *Mémoires de Grégoire*, I, p. 387, cités par Taine, qui conclut excellemment : « Il faut que l'Assemblée marche, sinon on la traîne. » — (*Révolution*, II, p. 58.)

(2) Ce décret prohibait les pétitions collectives et n'autorisait plus que les pétitions individuelles. C'était enlever au parti jacobin un de ses moyens d'action les plus efficaces. Il cria aussitôt à la tyrannie.

(3) Adresse du club à l'Assemblée, citée par Henry, I, p. 172. Cette adresse fut imprimée et envoyée à toutes les sociétés populaires avec lesquelles le club de Toulon était en relations. Elle contient des passages bien intéressans : « Nos législateurs, les Amis de la constitution ont depuis longtemps juré de sacrifier leur vie pour la défense de vos sages décrets... Le serment qu'ils ont prêté ne peut être vain, et ils compteront au nombre de leurs ennemis, non-seulement ceux qui attenteraient à leur liberté à force ouverte, mais encore ceux qui, abusant de la confiance de la nation, *chercheraient sous le manteau spécieux de la loi à les charger de nouvelles chaînes. Les législateurs qui ont mis au jour la sublime Déclaration des droits de l'homme et du citoyen seraient-ils les premiers à la violer?...* La série des décrets présentés par le comité de constitution et adoptés par l'Assemblée nationale, malgré les efforts des bons citoyens, est une preuve non équivoque de cette dure vérité. L'un... attache toute la puissance du citoyen à la majeure ou moindre quantité de métal dont il est possesseur. *Ce décret injuste priverait l'immortel auteur du Contrat social, nous ne dirons pas de représenter ceux qu'il aurait éclairés, mais de choisir celui qu'il croirait digne*

Affaires étrangères, complications diplomatiques, sont aussi bien de son ressort que les affaires intérieures. Trois patriotes de passage à Nice ont-ils été malmenés par des agens de recrutement qui veulent les enrôler de force dans les troupes du roi de Sardaigne, le club gourmande aussitôt le consul de France, lui reproche durement d'avoir manqué à son devoir en ne couvrant pas ses nationaux d'une suffisante protection. Le plus autoritaire des monarques, mécontent d'un de ses agens, oserait à peine lui adresser une aussi cruelle réprimande. Mais quoi ! le club est un souverain absolu qui a relégué l'urbanité au nombre des conventions hypocrites de l'ancien régime et qui s'en vante. « Le ton de liberté que notre missive respire vous étonnera peut-être ; mais, monsieur, les Amis de la constitution ne connaissent pas les ménagemens et la duplicité ci-devant appelée politesse (1). » Un maître, en effet, est-il tenu à des formes courtoises lorsqu'il tance son valet ?

Autoritaire et despote, le club peut l'être impunément, car sa domination s'étaie sur un savant système d'intimidation qui fait trembler la ville entière devant lui. L'un des premiers et mieux qu'aucun autre en France, le club de Toulon a compris l'emploi de l'émeute, sa vertu toute-puissante et irrésistible. L'émeute est son instrument de règne. Il s'en sert pour prévenir toute insurrection contre sa monstrueuse tyrannie, pour paralyser d'avance, par la terreur seule qu'il inspire, tous ceux qu'il soupçonne d'être en secret impatiens de son joug. L'émeute est son art propre, l'objet favori de son étude ; il en possède à fond la théorie et, mieux

de sa confiance... » L'expédition de cette adresse à l'Assemblée fut annoncée, par le club, à Robespierre en ces termes : « Robespierre, car votre nom vaut lui seul l'éloge le plus pompeux, *la Société des amis de la constitution a reçu avec reconnaissance le nouveau discours que vous lui avez fait passer et elle a de suite délibéré une adresse à l'Assemblée nationale* pour lui demander la révocation des décrets plébicides et liberticides du marc d'argent... Continués, bon citoyen, à éclairer la nation sur ses véritables droits,.. etc. » — (*Archives de Toulon*; correspondance du club; lettre du 14 mai 1791.) Ici encore on trouve un exemple d'application de la tactique exposée plus haut. La Montagne veut reviser un des articles de la constitution. Robespierre prononce un discours contre cet article. Le discours est envoyé, par les Jacobins, à la Société populaire de Toulon, qui se hâte d'intervenir, dans le sens indiqué, auprès de l'Assemblée. Le branle est donné à Paris : la machine se met en mouvement dans le pays tout entier. Et voilà encore une opinion factice, intéressée, l'opinion d'une infime minorité, qui va être présentée aux législateurs comme le vœu de la nation !..

(1) *Archives de Toulon*. — (Correspondance du club; lettre du 16 mai 1791, au consul de France à Nice.) — Le club de Pontarlier décidait, à la même époque, l'abolition « de l'usage de se découvrir pour saluer son semblable » et recommandait à ses membres « d'éviter soigneusement, en parlant, de se servir des mots : J'ai l'honneur. » — (Taine, *Révolution*, II, p. 48.)

encore, la pratique. Il excelle à la préparer et, quand il en a dressé le programme, il l'exécute avec une incomparable perfection. A-t-il surpris quelque velléité de résistance dans la population qu'il malmène, qu'il pressure, qu'il décime, dans l'un des corps administratifs qu'il asservit ou qu'il brave ? Ses espions lui ont-ils révélé, par exemple, qu'une partie de la garde nationale murmure contre lui et cherche secrètement un appui auprès du directoire départemental ? Que cette haute assemblée, composée de membres de la bourgeoisie libérale et modérée, médite de recourir à la représentation nationale pour délivrer la ville (1)? Aussitôt les meneurs, dans une série de séances tumultueuses, chauffent à blanc les esprits des membres de l'association. Des déclamations furibondes retentissent à la tribune, des motions incendiaires éclatent. Toute cette tourbe grossière, rassemblée à Saint-Jean, se grise de paroles violentes, d'invectives, de menaces. Quand elle est arrivée au paroxysme de la fureur, on la lâche. La meute enragée se rue dans la ville, la parcourt avec des clameurs sauvages, des gesticulations frénétiques, qui redoublent chaque fois qu'elle passe devant la maison d'un suspect, d'un ennemi du club. On se contentait, dans les premiers temps, de faire halte un instant sous ses fenêtres et de le régaler, en manière de sérénade, d'une audition du « Ça ira », accompagné de gestes expressifs. Un peu plus tard, à partir de 1792, on tâche de le saisir et on le pend. Bientôt, on portera en triomphe des têtes coupées, on forcera des *ci-devant* à baiser ces faces blêmes, plantées à la pointe des piques (2). La population paisible se cache et tremble derrière ses volets clos, au passage de la horde hérissée de sabres, de piques et de baïonnettes, qui hurle à plein gosier des refrains sanguinaires. Et c'est là ce qu'on appelle « une promenade civique. » Pas de semaine où le club n'en offre à Toulon le spectacle terrifiant. Aux momens de crise, ces promenades se renouvellent chaque jour. La malheureuse cité est ainsi tenue dans un état chronique de stupeur et d'épouvante qui abolit en elle toute énergie, toute faculté de résistance, qui la livre pieds et poings liés à ces sicaires. Quelque chose de cette terreur a passé dans les termes, singulièrement expressifs, qu'emploie, pour dépeindre ces scènes, un historien toulonnais qui en fut le témoin dans sa jeunesse. « Le club

(1) *Archives de Toulon*. — Correspondance du club; lettre à M. Ricard, député de Toulon, du 21 novembre 1790 : « Nous venons d'apprendre que le directoire départemental du Var... vient d'écrire à l'Assemblée nationale pour obtenir l'interdiction du club de la ville de Toulon... »

(2) Lauvergne, p. 127 : « Les assassins forçaient les portes des royalistes et leur donnaient le choix entre une accolade au trophée et une corde de réverbère. »

de Saint-Jean, dit Lauvergne, domina tous les pouvoirs du lieu sans exception. Ses velléités de désordre s'annonçaient par une émeute dont le bruit suffisait à l'effroi qu'il voulait propager; lorsqu'il voulait frapper de plus rudes coups, *le lion sortait de l'antre en rugissant*, il parcourait la ville en semant dans les familles paisibles l'épouvante et la désolation (1). » La « promenade » achevée, la bête regagnait sa tanière ; et, dans la ville muette, consternée, pas une voix ne s'élevait pour proposer à ces milliers d'hommes inoffensifs, parmi lesquels elle venait de prélever encore son sanglant tribut, de s'unir enfin contre elle et de l'abattre. Cela dura trois ans : de juin 1790 à juillet 1793. Pendant trois longues années, une bande de scélérats audacieux, composée par portions à peu près égales d'énergumènes et de malandrins, put terroriser à merci près de trente mille citoyens honnêtes, ayant pour eux, outre leur innocence, le droit, la loi, la force même, — puisqu'ils avaient le nombre, — mais manquant de la résolution nécessaire pour défendre, contre la plus odieuse des oppressions, leur liberté, leurs biens et leur vie. Devant un pareil spectacle, l'historien confondu s'arrête, ne sait plus que penser ni que dire, et se demande ce qui lui doit inspirer le plus d'horreur et de dégoût, de la férocité des bourreaux ou de la lâcheté des victimes...

L'ESPRIT PUBLIC ET L'ÉMIGRATION.

I.

Cette activité désordonnée, dont la correspondance du club de Toulon nous fournit les indices, n'est point particulière aux quelques centaines d'individus remuans et bruyans qui composent cette société populaire : elle est la marque même de l'époque, son signe propre et distinctif. Jamais l'âme humaine n'a été plus troublée, plus vibrante qu'en ce temps-là. On peut douter qu'à l'époque même des grands conflits religieux du XVIe siècle, qui l'ont si violemment émue, tant et de si puissantes passions se soient déchaînées sur elle, l'aient ainsi agitée en tous sens, labourée jusque dans ses profondeurs, fouettée de souffles si impétueux. Depuis que cette grande et terrible Révolution est commencée, la France a perdu le repos. Elle a les yeux ardemment fixés sur Paris, et la

(1) Lauvergne, p. 106.

persistance même de cette contemplation l'hallucine. Toute parole dite là, tout événement qui s'y accomplit, retentissent aussitôt avec une violence extraordinaire jusqu'aux extrémités du corps, avidement tendu, de la nation. De là ces tressaillemens soudains, tantôt de crainte et tantôt d'espérance, aujourd'hui d'allégresse et demain de colère, ces transports convulsifs qui la secouent. Une vie intense s'est éveillée dans le pays; il sent plus vite, plus fortement qu'autrefois; mais cette sensibilité s'est développée jusqu'au point où elle devient maladive; où la volonté d'un peuple, comme celle d'un individu menacé de démence, perd l'harmonie de son fonctionnement normal et, procédant par impulsions brusques, donne le sceptacle inquiétant d'une force déréglée qui ne sait plus ce qu'elle fait et qui ignore où elle va. Si la France tout entière a la fièvre, Toulon est un des points où l'on peut observer les manifestations les plus caractéristiques de la maladie régnante.

Cette maladie a pour premier symptôme la prédominance exclusive des préoccupations d'ordre politique. — Autrefois, sauf le cas où de grands intérêts nationaux tels qu'une guerre, un traité, étaient en jeu, chacun en France s'occupait de ses affaires d'abord, de celles de sa province, de sa ville, de son bourg ou de son village ensuite, et fort peu de celles de l'État. Au roi et à ses ministres était dévolu le soin de veiller sur celles-là et de les régler de la façon la plus avantageuse et la plus honorable pour le pays. Depuis 1789, l'ordre est interverti : c'est aux affaires de la nation qu'on s'intéresse par-dessus tout. Le mal ne serait pas grand, ou même il n'y aurait là qu'un avantage au lieu d'un mal si, à ce zèle, s'unissaient l'expérience et la modération requises pour aborder d'aussi graves et complexes matières. Mais tout le monde se croyant apte à les traiter sans le moindre apprentissage préalable, tout le monde croyant avoir une opinion raisonnée sur elles, avec le droit d'exprimer cette opinion sous mille formes, articles de journaux, brochures, pamphlets, affiches, adresses, pétitions, discours ; de l'imposer par des manifestations bruyantes ou par la force même, au besoin, il en résulte que cet intérêt passionné pour la chose publique, cette fureur de s'ingérer sans titre ni mandat dans le gouvernement du pays, de donner des conseils aux pouvoirs légaux et de discuter leurs actes, se résout finalement en un affreux désordre, et qu'au lieu de l'activité féconde d'un peuple libre, travaillant dans la plénitude de son indépendance et de sa raison à l'œuvre de ses destinées, la France n'offre plus en spectacle que l'anarchie et le chaos. Qu'on en juge par ce qui se passe à Toulon. « Les affaires de la localité, nous dit expressément

Henry, *n'étaient plus pour l'administration de la ville que des objets bien accessoires; l'état d'agitation pour l'autorité, celui de fermentation et d'émeute pour la population, paraissaient être devenus l'état normal :* les affaires se rapportant à la politique... étaient celles qui dominaient exclusivement tous les esprits (1)... » La conseillère de tant d'inepties, de tant d'iniquités et de tant de violences ; le ferment malfaisant d'agitations stériles où se dépense et s'épuise le meilleur des forces vives d'un pays; la « politique, » — considérée non pas comme une noble et haute science réservée aux plus éclairés et aux plus sages, mais comme une carrière ouverte à la turbulence des brouillons, aux convoitises des ambitieux, à l'intolérance étroite des sectaires, — la néfaste politique moderne vient de naître.

Et qu'on ne croie pas que ce soient les seuls citoyens « actifs, » c'est-à-dire investis à un degré quelconque du droit de suffrage, que la passion nouvelle ait envahis. Tout le monde est atteint. Les enfans mêmes se préparent, sur les bancs de l'école, au métier qu'ils voient universellement pratiquer autour d'eux : ils étudient, ils apprennent, — que dis-je ! — ils savent déjà les phrases creuses et sonores, les formules qu'un futur politicien doit connaître. On les y pousse, d'ailleurs; on leur inculque, avec les règles de l'orthographe, les principes de cette vaine science ; on leur enseigne la langue emphatique qui lui est propre, qu'on parle autour d'eux, et qu'eux-mêmes parleront à leur tour. Voici une pièce manuscrite, dont la grosse écriture hésitante et tremblée révèle des doigts rudes encore au maniement de la plume, de lourds doigts de paysan ou d'enfant : c'est une lettre adressée, en 1790, à la municipalité, par de jeunes élèves du collège de Toulon. Cette municipalité a décidé qu'on leur donnerait désormais en prix le recueil des décrets de l'Assemblée ; elle a invité leurs professeurs à « développer devant eux les principes de la constitution. » Avec une ingénuité qui prêterait à sourire, si elle n'était au fond assez touchante et n'accusait un état d'esprit qui fut général à cette époque, et où l'ironie n'a rien à voir, pas plus que dans toute autre matière de foi, — car il s'agit ici, qu'on le remarque bien, d'une véritable religion qui se fonde, le culte de la Révolution, — ces enfans s'écrient : « Notre unique attention sera de puiser, dans ces ouvrages précieux, ces maximes salutaires qui, en formant l'homme de bien, lui font apprécier ce qu'il vaut, *lorsqu'il ne dégrade point, par une conduite odieuse, sa qualité primitive...* Nous maintiendrons de tout notre pouvoir la constitution, nous la chanterons en

(1) Henry, I, 204.

prose, en vers, nous la traduirons en latin et en toutes les langues connues, enfin nous la prônerons aux quatre coins de la terre, où la destinée pourra nous conduire... Vos très humbles et très obéissans serviteurs *et jeunes citoyens*, les écoliers de la troisième du collège de Toulon (1). » De quoi, si ce n'est de politique, voulez-vous que s'occupent plus tard ces « jeunes citoyens de la classe de troisième, » dévoués à la constitution au point de la vouloir chanter en vers latins, et qui connaissent déjà le catéchisme de Jean-Jacques?

Aussi bien qu'à l'école, la politique a pénétré à la caserne. De la bouche des soldats, comme de celle des collégiens, sortent des paroles naïvement déclamatoires qui sembleront d'une haute signification, pour peu qu'on prenne la peine de chercher et de découvrir, sous l'enflure des mots, la profondeur et, pour tout dire, la noblesse du sentiment qu'ils expriment. « Dites si, depuis que nous sommes dans vos murs, nous nous sommes montrés les esclaves du despotisme, *si nous nous sommes comportés comme les soldats du roi ou comme ceux de la nation*, si nous avons voué obéissance à l'homme ou à la loi? L'honneur du soldat français dépend désormais du discernement de ces principes... » Ainsi parlent, en cette même année 1790, dans une adresse expédiée à la municipalité, au nom de leurs compagnies respectives, les sergens-majors du régiment de Dauphiné (2). De ces sous-officiers, sans doute, la discipline, l'esprit de subordination est suspect. Mais leur dévoûment à la nation, — ce qui somme toute vaut mieux encore, — paraît sincère. Ils discuteront peut-être les ordres de leurs chefs; mais, quand la patrie leur commandera de mourir, ils obéiront.

Au bagne même, chose à peine croyable, l'esprit nouveau s'est glissé, et une ardente sollicitude, pour les intérêts généraux de la nation, se manifeste au milieu de gens qu'on ne s'attendait guère à voir livrés à des préoccupations de cette sorte. Les forçats, ces mêmes forçats amis et protégés du club, dont le « cœur était rempli d'allégresse par la cimentation de la liberté de la nation, » écrivent, en avril 1790, au maire Richard, une lettre plus surprenante encore. Ils ont lu « le n° 96 du *Courrier d'Avignon* » et ils y ont vu que cette gazette les accuse de tramer une révolte. Ils se défendent contre cette accusation en termes chaleureux et comiques. « L'alarme est dans leur cœur. » Ils sont « pénétrés du désir le

(1) *Archives de Toulon*. — Lettre à la municipalité, du 28 mai 1790.

(2) *Archives de Toulon*. — Dossier intitulé : *Sentimens patriotiques des militaires de la garnison*.

plus patriotique. » Ils veulent « désabuser les chefs de la nation et tous les citoyens, » adresser un mémoire à l'Assemblée nationale, une lettre au *Courrier d'Avignon* « pour prouver à toute la terre que l'esprit de rébellion n'est pas parmi eux (1). » Ces forçats méconnus et vertueux qui reçoivent et qui lisent des journaux; qui rédigent des mémoires, des adresses, des rectifications; qui s'intéressent à la chose publique; qui font de la politique, en un mot, eux aussi : l'étrange époque que celle-là!..

Cette invasion de la France par la politique ne va donc pas sans certains avantages qui compensent, dans une assez large mesure, les graves inconvéniens qu'on a signalés. Le désordre, assurément, est partout : dans la commune comme dans l'État. L'administration est soumise à l'ingérence brouillonne et tyrannique des clubs, ou à la brutale pression des émeutes. Le pays est profondément troublé, les crises s'y succèdent avec une rapidité et une violence extraordinaires; toutefois, cette agitation n'est que l'excès d'une vitalité supérieure et, à tout prendre, elle vaut mieux que la mortelle torpeur, l'indifférence glacée qui annonce l'épuisement ou la sénilité d'un peuple. Qu'elle est riche, cette sève surabondante qui bouillonne dans les veines de la nation rajeunie! Amour de la liberté, dévoûment passionné à la chose publique, foi dans l'avenir de la Révolution et dans la mission régénératrice de la France, patriotisme indomptable : un peuple qui porte tout cela dans son cœur peut bien délirer par momens. Et quel cerveau serait assez ferme pour n'être point troublé par les fumées d'un tel vin? Mais ce vin est généreux et tout n'est pas malfaisant dans l'ivresse qu'il provoque; le ferment des plus grandes actions s'y trouve, comme des pires! D'ailleurs, s'il est juste de dire que, dès le premier ébranlement reçu de la Révolution, ce peuple a commencé de déraisonner, il est également équitable d'ajouter que, dans la suite, rien n'a manqué de ce qui pouvait l'aider à perdre tout à fait la tête. Au premier rang de ces influences funestes, qui ont fini par rendre chronique et exaspérer la dangereuse exaltation que quelques accès, à peu près inévitables au début d'une pareille crise, auraient sans doute assouvie et calmée, — chacun sait qu'il faut mettre l'attitude follement provocatrice, le langage et les actes inconsidérés ou criminels des émigrés. Mais il y a des vérités qu'il est bon d'affirmer sans cesse, parce que sans cesse on les conteste ou qu'on les oublie (2). L'exemple de ce qui s'est passé à Toulon

(1) *Archives de Toulon*. — Lettre du 28 avril 1790 à M. Richard, maire.

(2) Ou qu'on les néglige. S'il est permis d'adresser ici une critique à l'historien philosophe qui a marqué d'une si forte empreinte chacun de ses jugemens sur la Révo-

nous permettra de montrer la lourde responsabilité des adversaires de la Révolution, dans cette humiliante éclipse que va subir le doux et humain génie de la France, — devenu tout à coup méfiant, sombre et cruel, sous l'empire de la folie qui l'a peu à peu envahi. En effet, du jour où un ci-devant noble, ou un prêtre insermenté eurent passé la frontière, l'appréhension que ce gentilhomme et ce prêtre ne se fussent expatriés pour conspirer plus à l'aise contre la liberté s'empara du pays tout entier. Ce ne fut d'abord qu'un vague instinct de défiance. Rien ne prouve que, si les émigrés s'étaient contentés de mettre, — comme ils en avaient incontestablement le droit, — leur vie en sûreté, cette prévention ne se fût pas peu à peu dissipée. Mais il leur fallut davantage. Ils commirent le crime inexpiable de conspirer contre cette patrie qui devait leur être sacrée, quelque dure et injuste qu'elle se fût montrée envers eux. Ils ne daignèrent même pas conspirer en secret : c'est ouvertement, au grand jour, qu'ils bravèrent, qu'ils provoquèrent, qu'ils menacèrent. Le simple instinct devint alors, et par leur faute, une conviction raisonnée, fondée sur des faits, une passion impérieuse et inexorable. La France, de bonne foi, crut en péril cette Révolution sortie du fond de ses entrailles ; et elle entra aussitôt en fureur.

II.

Dans les derniers mois de 1789, après les sanglantes journées des 5 et 6 octobre surtout, un grand nombre de gentilshommes avaient rejoint, à Turin, le comte d'Artois, réfugié dans cette ville auprès de son beau-père le roi de Sardaigne. Ils attendaient là les événemens, les yeux fixés sur cette France qu'ils n'avaient quittée qu'à regret, et où de tenaces illusions leur persuadaient qu'ils allaient pouvoir rentrer bientôt en triomphateurs. Chassés par la crainte, — une crainte amplement justifiée par les intolérables persécutions dont on les avait accablés (1), — ils étaient devenus à leur tour un sujet de crainte pour les partisans de la Révolution qui, n'ayant laissé à ces malheureux d'autre ressource que l'exil, ne leur pardonnaient pas néanmoins de s'être exilés. Beaucoup d'entre eux, trouvant Turin trop éloigné ou trop triste, avaient choisi pour résidence un point encore plus rapproché de la fron-

lution, le reproche qu'on oserait faire à M. Taine est de n'avoir pas suffisamment mis en lumière certaines causes de cette démence sanguinaire qui, comme les intrigues des émigrés et les menaces des puissances, sont absolument étrangères à la Révolution elle-même.

(1) Voyez Taine : *Révolution*, I, p. 204 à 211 et 388 à 436.

tière et s'étaient établis dans la riante ville de Nice, où le consul de France, Leseurre, homme intelligent et actif, très dévoué à la Révolution, surveillait leurs menées et tenait soigneusement au courant de leurs irritantes fanfaronnades, de leurs propos, de leurs intentions et de leurs actes, les municipalités des villes qui, comme Antibes, Toulon et Marseille, étaient plus particulièrement menacées par les projets d'invasion que ces fous ne prenaient même pas la peine de dissimuler.

Dès le mois de février 1790, Leseurre donne l'alarme. Il envoie à la municipalité de Toulon le signalement d'un agent des émigrés chargé par eux d'une mission secrète en France ; en même temps, il annonce la prochaine invasion du territoire par le comte d'Artois à la tête d'une armée de plusieurs milliers d'hommes (1). La municipalité remercie et promet de faire bonne garde. Elle communique aussitôt ces nouvelles aux municipalités voisines. Un frémissement de crainte et de colère court d'un bout à l'autre du département. Ah! c'est là ce qu'ils méditent, ces aristocrates maudits, campés à deux pas de la frontière!.. Ils guettent le moment de la franchir, de fondre sur des villes désarmées, de rentrer en France avec l'assistance des tyrans étrangers, d'y restaurer l'ancien régime aboli, toutes les iniquités et toutes les servitudes dont la nation s'est enfin délivrée : les dîmes, les péages, les corvées, les lettres de cachet! Aux armes, citoyens!.. Et les demandes de fusils, de sabres, de canons, de poudre, de balles et de boulets arrivent de toutes parts à Toulon. Marseille, La Seyne, Ollioules, Saint-Nazaire, La Valette, en réclament à l'envi (2). A quel plus noble usage, qu'à la défense de la liberté conquise et menacée, pourraient servir ces innombrables engins de guerre dont l'arsenal est plein? Qu'on le vide, s'il le faut, mais qu'on arme ces milliers de patriotes prêts à combattre et prêts à mourir!.. Des armes! c'est le cri que pousse la France tout entière en même temps que le département du Var. Si ces armes se sont trempées dans un autre sang que celui des ennemis de la patrie, qui donc les a mises aux mains de ceux qui en ont fait un si terrible usage?

Trois mois se passent, dans l'attente énervante d'une agression, toujours différée par l'indécision et l'impéritie de ceux qui la préparent, mais regardée toujours comme imminente par ceux qu'elle menace. L'anxiété dont le pays est étreint ne se fait nulle part sentir avec plus de force que dans les départemens que bordent

(1) *Archives de Toulon.* — Dossier contenant la correspondance de Leseurre, consul de France à Nice, avec la municipalité, en 1790 et 1791, ainsi que d'autres pièces relatives aux menées des émigrés.

(2) *Ibid.*

ces frontières, de l'autre côté desquelles on voit, on entend les émigrés tramer ouvertement leurs complots contre la Révolution, avec des airs de jactance, de ridicules rodomontades, qui trahissent l'incurable présomption de ces têtes légères. Dans ces départemens-là, on ne vit plus. Une étrange fièvre d'inquiétude, d'universelle défiance, de colère s'est emparée des esprits, les trouble, les affole, les prédispose aux résolutions violentes. Tout devient matière à soupçon. Le moindre fait, démesurément grossi par ces imaginations surchauffées, prend aussitôt des proportions énormes et menaçantes. Le chevalier de Moriès, par exemple, voulant faire, en juin 1790, un voyage d'agrément par mer le long des côtes, s'avise-t-il de commander à un marchand de Toulon divers pavillons destinés à pavoiser son bateau? Le comité de recherches ouvre immédiatement une enquête; cette commande lui paraît suspecte; ces pavillons ne vont-ils pas servir à faire, « aux ennemis de la liberté, » des signaux? Et un volumineux dossier gonflé d'interrogatoires, de procès-verbaux, de dépositions, se forme sur cette ridicule affaire (1). Deux journaliers viennent affirmer qu'ils ont vu, sur la montagne appelée le « Baux de quatre heures, » un pavillon blanc élevé et abaissé à deux reprises différentes (2). Signal royaliste évidemment : nouvelle enquête, nouveau dossier, nouvelles transes dans la ville et recrudescence de fureur contre les traîtres.

Reste à savoir si ces craintes, assurément excessives, étaient toutes imaginaires; si le péril qui, après leur avoir donné naissance, les entretient, les renouvelle et les ravive sans cesse, était chimérique ou réel. Qu'on en juge. — Le 8 juillet 1790, le consul de France à Nice adresse une circulaire aux Français réfugiés dans cette ville. Le marquis de La Planargia, gouverneur-général de la cité et du comté de Nice, l'a engagé, au nom de sa majesté sarde, « à insinuer à messieurs les Français qui se trouvent à Nice, qu'il est bon qu'ils quittent le séjour de ladite ville parce que, d'après les avis qu'on a reçus, ni eux ni le païs ne peuvent y trouver leur compte. » Le roi ne refuse pas de leur donner asile dans ses États, mais il entend que les émigrés choisissent pour résidence des villes éloignées de la frontière et « qu'ils ne se réunissent pas en grand nombre dans la même ville. » Les villes fortifiées leur sont interdites; Casal, Verceil, Carmagnole, Novare, sont autorisées à les recevoir. Ils sont invités à se conformer à ces ordres « dans le moindre délai possible (3). » Pourquoi ces mesures sévères? Une

(1) *Archives de Toulon.* — Affaire Moriès du 27 juin 1790.

(2) *Archives de Toulon.* — Procès-verbal de la déposition de deux journaliers, du 7 décembre 1791.

(3) *Archives de Toulon.* — Lettre du consul de France à Nice, du 8 juillet 1790.

lettre de la municipalité d'Antibes à celle de Toulon nous l'apprend : « Messieurs, la ville de Nice ne sera plus le repaire des aristocrates qui s'y étaient réfugiés. Sa Majesté sarde, *indignée de leur conduite*, les en a chassés avec défense d'approcher de six lieues de sa côte (1). » Ainsi, l'attitude des émigrés à Nice est telle, si imprudente, si provocante, que le propre beau-père du comte d'Artois est réduit à leur défendre de rester dans le voisinage de la frontière. L'ordre, à la vérité, fut révoqué quelques jours après, mais non pas sans que la cour de Turin leur recommandât expressément de ne plus abuser désormais de l'hospitalité qu'on leur accordait. « Les Français réfugiés dans cette ville sont parvenus à faire révoquer l'ordre qui les obligeait à la quitter, mais il leur a été enjoint de se comporter avec la plus grande modération. C'est M. le comte d'Artois qui leur a obtenu cette faveur (2). » Cet avertissement aurait dû, à ce qu'il semble, sinon couper court à leurs intrigues, du moins les induire à y mettre un peu plus de circonspection. Mais quelle prise un conseil de prudence pouvait-il avoir sur ces écervelés qui, à Nice comme à Coblentz ou à Bruxelles, plaçaient au rang de leurs plus graves préoccupations des intrigues galantes, de futiles querelles de préséance, de simples questions d'uniformes (3)? Ils continuèrent donc : les uns, — les fortes têtes du parti, les politiques, — à prophétiser bruyamment la prochaine restauration du roi dans la plénitude de son autorité, c'est-à-dire le retour de l'ancien régime ; les autres, — les jeunes, les mousquetaires de la cause, — à menacer et à braver de loin la Révolution, qui cependant ramassait contre eux ses forces et qui, dès la première passe du duel où ces téméraires la provoquaient, allait briser comme verre leurs fragiles épées de cour. « La fermentation extrême dont je suis témoin, — écrit Leseurre le 17 novembre 1790, — non de la part du pays, mais de ceux qui s'y sont retirés ; son augmentation sensible depuis quelques semaines ; diverses assemblées entre eux où l'on m'assure qu'a été signée une confédération pour sacrifier biens et vies à une contre-révolution ; le nombre considérable de ceux ailleurs, qui, dit-on, ont donné leurs signatures ; des propos violens jusqu'aux spectacles, dans les caffés, les rues, les boutiques ; l'annonce, que même des principaux ne dissimulent pas, d'une prompte revanche dont quelques-uns fixent l'époque au plus tard

(1) *Archives de Toulon.* — Lettre de la municipalité d'Antibes à celle de Toulon, du 12 juillet 1790.

(2) *Ibid.* — Lettre de la municipalité d'Antibes, du 16 juillet 1790.

(3) Voyez Forneron, *Histoire générale des émigrés*, I, p. 246 et suiv.

en janvier ou février; l'arrivée imprévue à Turin de M. de Calonne, de l'abbé son frère et d'autres; le ton plus fier que tous reprennent : tout chés eux décèle un redoublement d'espoir fondé sur quelque grande entreprise (1). » A côté de cet avis général, déjà passablement alarmant, le détail précis, le fait concret qui frappe l'imagination populaire: « Une première démonstration de leur association est un uniforme qui vient d'être adopté par le party. Le fond de la couleur est bleu, le bouton en cuivre, portant une fleur de lys dans le champ (2). » Leseurre enfin conclut : « On a certainement des vues pour s'emparer de quelque port comme de Toulon ou de Marseille, peut-être des deux. Quelqu'un a entendu dire : si le port était incendié... Je vous laisse, messieurs, à tirer les inductions de ce peu de mots recueillis : mais ils m'effraient... On ne voudrait pas, sans doute, s'engager dans l'intérieur du royaume sans auparavant s'assurer d'une clef par où recevoir des secours. Le projet sur Beflord (Belfort) éclaire sur le plan à supposer (3)... » Qu'on juge de l'effet que devaient produire de pareilles révélations sur des esprits inquiets et ombrageux, déjà trop disposés à voir partout des traîtres! Faut-il s'étonner si, instruits d'un si noir complot, ils ont suivi le conseil de Leseurre : « Le meilleur moyen, pour déconcerter, est de paraître en mesure contre tout projet hostile, de *redoubler d'activité pour en découvrir les partisans secrets* (4). »

Et chaque jour arrivent de nouvelles preuves de la grande conspiration ourdie à Nice par les émigrés. Le 20 novembre 1790, le consul de France ajoute, en post-scriptum, à sa lettre du 19 : « Depuis ma lettre écrite, on m'a assuré que l'exécution du plan se tentera beaucoup plus tôt ; je recueille mes notions de diverses parts qui n'ont rien de commun. » Le 25, il écrit : « L'explosion doit se faire au plus tard en février ; d'autres disent beaucoup plus tôt... On ne peut garantir qu'Antibes soit un des objets, mais il y a lieu de craindre, et la chose est probable parce qu'il faut un point d'appui et que c'est la ville la plus à portée... Il est aussi très vraisemblable qu'on fera en même temps des tentatives ailleurs, surtout contre les ports de France, parce qu'on a des intelligences partout. Les forces extérieures ne sont pas les seules à redouter, *mais ce sont les affidés intérieurs qui sont à craindre, parce qu'étant inconnus, on ne sait à qui on doit se fier*. Il est sûr à

(1) *Archives de Toulon*. — Lettre du consul de France à Nice, à la municipalité, du 19 novembre 1790.

(2) *Ibid*.

(3) *Ibid*.

(4) *Ibid*.

n'en pouvoir douter que l'on travaille à Nice à estamper plusieurs milliers de boutons en cuivre, ayant dans le champ une fleur de lis en creux (1)... » Est-ce tout ? Non. « Trois chariots chargés de ballots d'uniformes français et de caisses d'armes sont partis du port de Limpia dans la direction de la frontière (2). » Un garde national d'Antibes étant allé à Nice en uniforme est hué, insulté, poursuivi par une foule, à la tête de laquelle se trouvent des réfugiés français porteurs de la cocarde noire. On lui arrache sa cocarde tricolore et on la foule aux pieds ; il n'est délivré que par l'intervention de deux ordonnances du gouverneur qui le renvoie, le lendemain, par mer à Antibes, encore tout meurtri des coups qu'il a reçus (3). Le prince de Condé, déguisé, s'est présenté à Turin chez l'armurier du roi de Sardaigne et lui a demandé s'il pouvait se charger d'une fourniture de dix mille fusils de munitions. Le marché a été conclu. L'armurier a envoyé un émissaire à Saint-Étienne pour y embaucher des ouvriers. Les réfugiés français qui se trouvent à Turin « se sont liés entre eux par un serment solennel dont l'objet n'est point public, mais que l'on présume être une ligue contre la Révolution (4)... » Une correspondance est découverte, qui prouve que les émigrés nouent des intelligences dans l'armée, cherchent à gagner à prix d'or des sous-officiers et des soldats à leur cause (5). Au mois de décembre, ce n'est même

(1) *Archives de Toulon.* — Lettre du consul de France à Nice, du 25 novembre 1790.

(2) *Ibid.*

(3) *Archives de Toulon.* — Procès-verbal dressé par la municipalité d'Antibes sur l'insulte faite à Nice à un de ses gardes nationaux. Le fait est postérieur de quelques semaines à ceux qu'on réunit ici : le procès-verbal est daté du 11 janvier 1791. Une lettre de Leseurre, à la municipalité d'Antibes, nous apprend que le gouverneur de Nice, M. de La Planargia, fit punir ceux qui avaient malmené le garde national, et qu'il adressa une sévère réprimande aux réfugiés français complices de ces violences.

(4) *Archives de Toulon.* — Lettre de Leseurre, sans date, mais évidemment de la même époque.

(5) *Archives de Toulon.* — Procès-verbal dressé, le 23 novembre 1790, par la municipalité d'Antibes et constatant la découverte, chez un sieur Audibert, de lettres échangées par cet individu avec le chevalier de Villeneuve-Tourette, et lui donnant des renseignemens sur l'esprit des deux régimens de Provence et des Ardennes. L'esprit des officiers et des sous-officiers est bon. « Provence est toujours le même, attaché d'amour pour son roi et animé du désir de répandre son sang pour le lui prouver. Il reste encore la plus grande partie des soldats des Ardennes qui pensent dans le sens de la Révolution... Je n'ai rien épargné de toute façon pour cimenter l'amitié qui règne entre les sous-officiers. Je désirerais faire plus du côté de la bourse, mais je ne suis pas riche, ayant femme, enfans et un modique emploi.., etc. » Le 29 novembre, nouvelle lettre de Leseurre : « L'on suit toujours le plan d'une contre-révolution. On parle du rassemblement d'une armée pour agir du côté des Alpes, composée de troupes des princes d'Italie. On y fait entrer celles du roi de Sardaigne, mais j'ai tout lieu d'en douter, et je ne vois encore rien qui l'annonce. Un grand person-

plus d'invasion, de complot contre la Révolution qu'il s'agit, mais d'une sorte de Saint-Barthélemy tramée contre les patriotes. « Je me vois avec douleur dans le cas de vous confirmer la phrénésie des Français émigrés. Le même emportement et la même violence règnent toujours dans leurs propos. J'en suis instruit par diverses voyes ; les menaces sont affreuses, nulle tête n'est assés sacrée pour être respectée ; ils prétendent avoir dans Paris même un parti assés nombreux pour tout oser avec espoir de succez ; il n'attend, disent-ils, que l'étincelle pour éclater. Ils annoncent une grande entreprise vers le 1er janvier. Les lettres particulières de Coblentz sont montées sur le même ton (1)... » Leseurre ajoute, il est vrai, ces paroles remarquables : « Ces discours sont si universels, se tiennent avec si peu de précaution dans plusieurs maisons françaises principales, semblent se répandre même avec tant d'affectation, *paraissent si peu proportionnés aux moyens, que je suis bien tenté de croire que ce n'est que pure forfanterie, et qu'à défaut de forces suffisantes au dehors, on tâche de semer l'inquiétude, l'effroi, la terreur au dedans pour achever d'y mettre la confusion, dans l'espoir de faire naître la contre-révolution de l'excès du désordre même* (2)... » Les imaginations ne sont pas moins hantées désormais par cette révélation terrifiante d'un projet d'égorgement en masse, formé contre les patriotes par les perfides adversaires de la Révolution. A nous, qui sommes de sang-froid, l'accusation ne paraît pas reposer sur une base bien solide. Mais à des gens qui traversaient une pareille crise, qui vivaient en pleine lutte, dont toutes les facultés d'enthousiasme, de crainte, de colère, étaient démesurément tendues et vibrantes, qu'importait, je vous le demande, qu'une telle idée fût déraisonnable ?.. Se figure-t-on qu'ils avaient, — était-il même possible qu'ils eussent, — conservé l'équilibre mental nécessaire pour examiner froidement un fait, discerner le vrai du faux, le chimérique du réel ?.. Non ; ils pensaient, comme ils agissaient, par impulsions brusques et irréfléchies. La dénonciation de Leseurre manquait de vraisemblance : elle n'en parut que plus clairement démontrée. Le propre de toutes les convictions profondes n'est il pas de trouver, dans l'absurdité même

nage la commanderait et aurait en second un général prussien, que l'on suppose à Milan pour en diriger les opérations. On ajoute que l'on est sûr de 80 millions pour la former et l'entretenir, que le pape en prête 12... et le surplus avancé par divers princes et États. Je ne garantis pas ces bruits. Il est aussi question d'un concile que le pape convoquerait sur les affaires de l'Église : c'est le moyen favori de nos prélats réfugiés ici... »

(1) *Archives départementales du Var à Draguignan.* — Lettre du consul de France à Nice, du 19 décembre 1791. Série L, 256.

(2) *Ibid.*

d'une croyance, des raisons de croire davantage? D'ailleurs, Leseurre lui-même qui, au mois de décembre 1791, ne parlait encore, comme on l'a vu, de ce complot qu'avec de prudentes réserves, se laisse gagner quelque temps après à l'universelle crédulité, à la manie de tout grossir, de tout dramatiser, d'apercevoir derrière les incidens les plus insignifians, des dessous ténébreux, d'effrayans abîmes de mystère. Ce ferme esprit se trouble comme les autres; tout sens critique l'abandonne, il divague à son tour : « De fortes raisons me laissent croire que ce n'est point sans fondement que l'on assure qu'un affreux complot avait été formé pour égorger, dans plusieurs de nos villes des départemens méridionaux, les citoyens que la fureur des contre-révolutionnaires avait proscrits. Un plan général de massacre avait été concerté... *Deux mots de guet avaient été donnés. Le premier, que j'ignore encore, mais dont j'espère être instruit, devait être prononcé par celui chargé de l'assassinat et, si la personne à qui il s'adressait ne répondait pas par le second mot, elle eût aussitôt été percée du fer meurtrier: or, ce second mot, qui devait sauver ou condamner la victime, était erro*. On a entendu ces mêmes gens convenir que cette abominable conspiration avait été découverte avant le tems et avait rendu victimes les acteurs qui s'étaient chargés d'un rolle dans cette noire machination; mais enfin ils se flattaient de renouer la trame et que le coup n'était que différé. C'était singulièrement contre Marseille que le premier acte de cette horrible tragédie était dirigé (1). » Si ce Leseurre, que sa correspondance nous montre pourvu d'une singulière perspicacité, d'un sens politique à la fois très solide et très fin; si un homme obligé par sa profession même à observer, à juger froidement, à peser ses paroles, en est là, où voulez-vous qu'en soient les autres? Douteront-ils encore, alors que lui ne doute plus? Hésiteront-ils à suivre le conseil que lui-même leur donne, à plusieurs reprises, de se défier des « ennemis intérieurs, » de surveiller « les traîtres du dedans, » plus redoutables que ceux du dehors? Et si tout le monde ou à peu près finit par devenir suspect, si les prisons se remplissent, si l'horrible guillotine se dresse, qui donc, en somme, a déchaîné cette fureur de suspicion et de vengeance? C'est, à n'en pas douter, ce que Leseurre appelle avec force : « la phrénésie des Français émigrés. »

(1) *Archives départementales du Var*, série L, 257; lettre du consul de France à Nice du 10 août 1792.

III.

Mais ce n'est pas la crainte et la colère seules qu'excitent, à Toulon, l'insolente attitude et les provocations des émigrés campés à Nice. Un autre sentiment plus noble trouve aussi, dans ces menaces, le plus puissant stimulant : l'amour de la patrie grandit en même temps que l'anxiété et se fortifie de tout ce qui l'augmente. On ne se contente pas de trembler pour la France et pour la liberté. A les voir en péril, on s'aperçoit qu'on tient à elles plus qu'à la vie même : en sorte que, — chose étrange, — cette crainte partout répandue, au lieu de déprimer les âmes, les élève bien audessus de leur niveau ordinaire, leur découvre la sublime beauté des sacrifices noblement consentis aux grandes causes, leur donne enfin cette forte trempe d'héroïsme qui a sauvé la Révolution, — et la patrie avec elle.

Ce point est mis en une vive lumière par la correspondance qu'échangent entre elles les municipalités des départemens menacés. Voici une lettre qu'écrit la petite ville de Cette à Toulon, en juillet 1790 (1). Cette vient d'avoir, par un de ses citoyens « dont le zèle pour le maintien de la Constitution est généralement connu, » la révélation « du plan des sinistres desseins des ennemis du bien public. » Une alliance a été conclue entre l'Espagne, la Sardaigne, l'Autriche et la Prusse. Un de « nos princes fugitifs » en sera le généralissime. Les alliés préparent une double attaque, sur Montdauphin et sur Perpignan. Les contre-révolutionnaires espèrent avoir pour eux Aigues-Mortes, Agde, Toulouse, Montauban, Lyon. « Leur projet est d'attaquer Nîmes et de le razer. » La municipalité de Cette a cru devoir donner à celle de Toulon « cet avis intéressant, » afin que les Toulonnais puissent se mettre en état de défense, « courir au secours de leurs frères menacés, » annoncer par des signaux l'approche des ennemis de l'État. Et les obscurs officiers municipaux qui ont écrit cette lettre trouvent, pour conclure, cette formule admirable qui en condense en trois mots tout l'esprit : « Nos bras, nos cœurs et nos vies sont à vous. » Ah ! les braves gens ! quelle mâle simplicité ! quelle sincérité d'accent ! quel profond sentiment de la solidarité nationale !..

Antibes manque de canons. Sentinelle avancée de la France du côté de la frontière sarde, la vaillante petite ville a, dès la fin de juillet 1790, mis en batterie sur ses remparts le peu de pièces dont elle dispose. Elle ne se fait aucune illusion sur la valeur de

(1) *Archives de Toulon.*

ses préparatifs de défense. « Jamais il y eut de magasins plus mal approvisionnés que les nôtres; tous les affûts sont pourris, il n'y a point de madriers pour établir de plates-formes et, si nous avions un siège à soutenir, tout serait hors de service en vingt-quatre heures... Nous n'avons que huit hommes pour la garde du fort et pas un seul sur nos remparts pour veiller sur les canons qui sont en batterie (1). » La situation, qui nous est ainsi dépeinte en août, ne s'est pas améliorée en novembre. « Nous avons peu de bras... Nos remparts manquent de canons et de tous les attirails de guerre nécessaires pour la défense d'une place (2). » De l'autre côté du Var, qui marque la frontière entre la France et les États sardes, à deux pas d'Antibes par conséquent, les émigrés s'agitent, s'organisent, préparent l'invasion du territoire français. Antibes, évidemment, est destinée à essuyer le premier choc. Elle n'en doute pas, du moins. « Des avis certains, que nous venons de recevoir de Nice, nous annoncent que les esprits y sont dans la plus grande fermentation, que les réfugiés y abordent de partout et en grand nombre, et que notre ville court des dangers parce que c'est contre elle qu'ils semblent diriger leurs forces, pour avoir une place de guerre et un point de réunion (3)... » Si peu en état qu'elle soit de résister à une attaque, Antibes n'est pas moins résolue à se défendre. « Nous sommes, messieurs, dans une situation véritablement critique... Cependant nous sommes loin de nous décourager. Le sang de nos anciens Provençaux coule dans nos veines, et nous le garderons toujours pur et sans tache. *Nous avons juré de vivre libres ou mourir, et jamais nous ne fausserons notre serment* (4)... » Marseille, à qui cette lettre est adressée, mande aussitôt à Toulon : « MM. les officiers municipaux d'Antibes nous écrivent que le sang des Phocéens coule dans leurs veines; c'est ce même sang qui vous anime ainsi que nous, et qui nous fait chérir la liberté avec idolâtrie. Non, messieurs, *un peuple qui a brisé ses fers ne les reprend pas*, et nous pouvons attendre avec une tranquille fermeté les attaques des ennemis de la Révolution, certains qu'elles échoueront contre le bouclier du patriotisme (5). » En même temps qu'à Marseille, Antibes avait annoncé à Toulon sa généreuse résolution

(1) *Archives de Toulon.* — Lettre de la municipalité d'Antibes du 9 août 1790 à celle de Toulon.

(2) *Archives de Toulon.* — Lettre du 22 novembre 1790, de la municipalité d'Antibes à celle de Marseille.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) *Archives de Toulon.* — Lettre de la municipalité de Marseille à celle de Toulon, du 27 novembre 1790.

de s'ensevelir, s'il le fallait, sous ses propres ruines, plutôt que de se rendre. Écoutez en quels termes ; et, si vous trouvez de l'emphase, de la déclamation dans ces paroles, gardez-vous, comme d'une impiété, de sourire ! Car cette emphase est sincère ; elle n'est que la traduction toute naturelle, — on pourrait presque dire toute simple, — d'un sentiment qui, ayant acquis chez ces gens-là une force extraordinaire, ne pouvait plus s'exprimer avec des mots ni des formes ordinaires : et nous déclamerions comme eux, n'en doutez point, si la vigueur amoindrie de nos âmes nous permettait d'aimer la patrie comme ils l'ont aimée ! « Il est de notre devoir, disait Antibes, de vous instruire que la chose publique est en danger et que les réfugiés français qui sont à Nice font les préparatifs nécessaires pour venir s'emparer de notre place... *Nous mourrons s'il le faut, mais nous mourrons libres... Nous nous ensevelirons sous les ruines de notre patrie. Ils n'iront jusqu'à vous qu'en marchant sur nos cadavres expirans, et nous ne vous demanderons ensuite qu'un marbre avec cette inscription :* ICI FUT ANTIBES (1). » Toulon réplique sur le même ton : « Écrivez-nous tous les jours... Si l'ennemi s'approche, nous volerons vers vous... La municipalité, la garde nationale, *seront jalouses d'aller participer à l'honneur de vos sacrifices pour la patrie*, à la deffense de vos possessions et à la destruction des ennemis du bien public. *Envoyez-nous dès lors vos femmes et vos enfans ;* ils trouveront des cœurs susceptibles d'un véritable amour ; *ils partageront la frugalité de nos foyers que le déshonneur n'aura jamais souillés ;* ils occuperont les places de ceux qui auront volé vers vous, *et qui ne sauraient leur raporter d'autre nouvelle, que celle d'avoir réussi avec vous à les maintenir dans la jouissance de leur liberté* (2). » Que pensent, de cet héroïque dialogue entre les deux villes, ceux qui accusent la Révolution d'avoir seulement lâché la bride aux pires instincts de l'homme ? L'antiquité nous a-t-elle transmis quelque chose de plus beau ? Qu'importe un peu d'enflure dans les mots, quand il y a tant de noblesse dans les idées, tant de grandeur dans les actes !

Et cet héroïsme n'est pas un accès éphémère : il se soutient, il dure, il coule sans s'épuiser du cœur de ces hommes, il marque de son empreinte leurs pensées et leurs actes de chaque jour. —

(1) *Archives de Toulon.* — Lettre de la municipalité d'Antibes à l'administration du département du Var du 22 novembre 1790. Cette lettre fut imprimée, sans doute pour être distribuée aux communes du département. Elle est citée par Lauvergne, p. 79.

(2) *Archives de Toulon.* — Lettre du 25 novembre 1790, écrite par le comité de recherches de Toulon à MM. les officiers municipaux de la commune d'Antibes.

« MM. les administrateurs du département sont venus à notre secours, » écrit encore la municipalité d'Antibes à celle de Toulon. « Sous peu de jours, nous serons hors d'insultes, *et alors nous attendrons avec une espèce d'impatience les ennemis. Mais nous craignons qu'ils ne trompent notre attente*, parce que les traîtres sont toujours lâches (1)... » — L'héroïsme est devenu l'état d'esprit même de la nation tout entière. S'il se manifeste d'abord sur les points voisins de ceux où les émigrés trament leurs complots, il gagne de proche en proche jusqu'aux parties de la France qui semblent n'avoir rien à redouter de l'invasion. Une généreuse envie de coopérer au salut commun s'empare de villes du centre qui pourraient, en des temps de moins chaude solidarité nationale, se désintéresser d'un péril dont la menace est pour elles si lointaine. A la nouvelle d'une prochaine agression des émigrés et de leurs alliés contre Antibes, Le Puy s'émeut et veut aussitôt, comme Toulon, voler au secours de la vaillante petite ville. Un registre est déposé à la maison commune ; les jeunes gens viennent en foule s'y inscrire ; en quelques heures, une légion de volontaires est formée (2). L'Auvergne a soif de combattre et de mourir pour la Provence, c'est-à-dire pour la patrie. Car il n'y a plus d'égoïsme nulle part : à l'étroit particularisme provincial s'est substituée une haute et large conception de la nation. Cette idée nouvelle vaut à elle seule des armées ; elle va produire des miracles, et c'est assurément un des plus beaux spectacles offerts au monde que cet universel élan d'un grand peuple qui vient de prendre conscience de lui-même et qui, poussé à bout par de folles provocations, se dresse tout à coup, animé d'une force invincible que ses ennemis ont mise en lui par ces provocations mêmes.

Tel est en effet le résultat inattendu des intrigues de l'émigration. Elles inquiètent, elles irritent la nation ; mais elles développent en même temps jusqu'au paroxysme le sentiment patriotique, elles resserrent, elles fortifient l'unité du pays, elles le préparent peu à peu à l'idée de combattre jusqu'à la mort pour son indépendance ; elles font aimer la Révolution à beaucoup de gens qui ne l'auraient, ni aimée avec la même chaleur, ni servie avec le même dévoûment, si ses adversaires n'avaient eu la maladresse d'obliger tout Français à confondre la cause de la Révolution avec celle de la patrie elle-même. Vienne la crise de la première invasion, la France est prête. Elle s'attendait à ce choc : elle le repousse victorieusement. Et ce sont les émigrés

(1) *Archives de Toulon.* — Lettre du 29 novembre 1790.

(2) *Archives de Toulon.* — Lettre de la municipalité du Puy à celle d'Antibes, du 18 décembre 1790.

qui, en la tenant depuis deux ans sur le qui-vive sans une minute de repos, ont de leurs imprudentes mains bandé ce terrible ressort qui brise tout, leurs alliés et eux-mêmes, le jour où il se détend. Otez de l'histoire de ce temps ce fait capital : l'émigration ; ou supposez, — cette seconde hypothèse étant plus acceptable, — qu'au lieu de prendre dès le premier jour une attitude fanfaronne, provocante et agressive, l'émigration n'ait été que l'ostracisme volontaire d'un certain nombre de Français s'éloignant de leur pays jusqu'au jour où, l'animadversion populaire qui les en chassait s'étant enfin calmée, il leur eût été loisible d'y rentrer paisiblement et de s'accommoder tant bien que mal du nouvel ordre de choses, qui lui-même se fût accommodé d'eux, — et c'est ainsi précisément que les choses se passèrent dix ans plus tard, au temps du consulat : — tout change aussitôt. Sans l'émigration, la Révolution eût été tout à la fois moins terrible et moins grande ; les faits et les hommes y eussent été de proportions plus normales, y eussent moins complètement échappé à la mesure ordinaire, — qui ne peut pas leur être appliquée, — puisqu'ils la dépassent de toutes parts. L'émigration est indubitablement responsable en grande partie des pires excès de la Révolution : elle a, sinon provoqué, du moins entretenu et exaspéré l'inquiétude, la défiance, la colère, qu'on trouve comme élémens essentiels au fond de ce délire meurtrier qui s'empara du pays. Mais, — qu'on le remarque bien, — dans le même temps qu'ils obligeaient la Révolution à faire ainsi banqueroute à ses belles promesses de fraternité, de justice et d'amour, qu'ils la poussaient à se déshonorer en commettant, à son tour, toutes les iniquités et toutes les violences qu'elle avait chaleureusement flétries, — les émigrés, par cela même qu'ils créaient, concurremment avec l'état d'esprit anxieux, d'où sont sortis les crimes, l'état d'esprit héroïque, d'où sont sorties les grandes actions de cette tragique époque, préparaient sans le savoir le salut de cette Révolution dont ils tramaient la perte. Bien plus, ils travaillaient à sa réhabilitation future autant qu'à son salut présent et avec la même inconscience : puisque, grâce à eux, la Révolution allait pouvoir présenter leurs complots comme excuse de ses fureurs et racheter la grandeur de ses crimes par la grandeur de son patriotisme. Et c'est un problème historique dont l'intérêt n'est pas médiocre de savoir, — non pas si l'émigration a exercé une grande influence sur la marche de la Révolution, ce qui est depuis longtemps hors de doute, — mais si l'émigration peut-être n'aurait pas, tous comptes faits, rendu service à la Révolution.

GEORGE DURUY.

ATHÈNES

AU MOYEN AGE

Ferdinand Grégorovius, *Geschichte der Stadt Athen im Mittelalter*, 2 vol. Stuttgart.

Athènes au moyen âge, quel contraste dans ces trois mots! L'on a peine à se figurer de quelle vie a pu vivre la radieuse capitale de la civilisation hellénique au milieu des ténèbres et des frimas que l'invasion avait amenés à sa suite, et l'on se demande s'il n'eût pas mieux valu pour elle, en tout état de cause, mourir de sa belle mort que de végéter ainsi! Tant de germes féconds conservés dans son sein eurent-ils du moins le privilège de provoquer dans l'empire d'Orient l'une ou l'autre de ces renaissances éphémères qui, dans l'empire d'Occident, ont précédé la renaissance classique proprement dite? Athènes, en un mot, a-t-elle été une de ces cités privilégiées qui ont gardé intacte la tradition du passé jusqu'au jour où le prince prédestiné est venu réveiller la Belle au Bois dormant?

Telles sont les questions qui se pressent à l'esprit lorsque l'on ouvre le livre que l'historien de la Rome médiévale, le biographe d'Athénaïs et de Lucrèce Borgia, Ferdinand Grégorovius, a publié peu de mois avant sa mort prématurée, et qu'il nous a laissé comme son testament littéraire. Avec l'ardeur d'un esprit généreux, Grégorovius a voulu s'attaquer à un sujet nouveau, pour lequel ses études antérieures ne pouvaient lui être d'aucun se-

cours; je veux dire que de toutes les conquêtes précédemment réalisées par lui, il n'a entendu mettre en œuvre qu'une seule, la méthode historique et le secret, non moins précieux, de présenter ses récits sous la forme la plus attachante.

L'*Histoire d'Athènes au moyen âge* fait pendant à l'ouvrage classique de Grégorovius, l'*Histoire de Rome au moyen âge*, quelles que soient d'ailleurs les différences entre les deux cités : Rome, siège de l'Église, redevenant capitale de l'Europe civilisée; Athènes tombée au niveau d'une simple bourgade; Rome reprenant et développant les enseignemens du monde antique, Athènes en perdant jusqu'au souvenir. Il est vrai qu'à la place d'Athènes un autre centre intellectuel surgit dans l'empire d'Orient et propagea plusieurs siècles durant, contrairement à l'opinion commune, la culture classique sous toutes ses faces, dans l'art aussi bien que dans la littérature. Mais en remplissant ce rôle glorieux, Byzance y apporta les préoccupations théologiques et l'étroitesse de conception qui s'incarnent dans le mot byzantinisme. Il n'en est pas moins certain que ce furent des savans byzantins, les Gémiste Pléthon, les Bessarion, les Lascaris, qui apportèrent en Italie, au XVe siècle, la bonne parole et provoquèrent le triomphe que la philosophie platonicienne remporta sur les enseignemens d'Aristote, donnant ainsi à tout l'ensemble de la renaissance sa physionomie hautement spiritualiste.

I.

A l'époque de la fondation de la ville qui devait si promptement l'éclipser, Athènes possédait encore assez de prestige pour que Constantin, ses successeurs et jusqu'au fanatique Théodose, évitassent de toucher, soit à ses institutions, soit à son enseignement, soit à ses monumens, chefs-d'œuvre consacrés par une admiration séculaire. Telle était la fascination de la civilisation hellénique qu'en plein IVe siècle un des héritiers de l'empire forma le projet, pendant qu'il étudiait à l'université d'Athènes, de rompre avec la religion de la majorité de ses sujets et de revenir aux anciens dieux. Mais une extrême tolérance semble avoir également tempéré chez les professeurs athéniens l'ardeur des convictions philosophiques, car, en même temps que Julien l'Apostat puisait dans leurs leçons le culte du polythéisme, deux autres jeunes gens, non moins fameux dans la suite, saint Grégoire de Nazianze et saint Basile le Grand, se fortifiaient à ses côtés dans la foi chrétienne. Quelle ironie du sort que la rencontre, aux approches de l'année 355, de ces trois condisciples!

Sur les problèmes, si attachans, que soulève l'histoire de cette

époque de transition, sur le passage de l'ancien au nouveau culte, sur le spiritualisme désintéressé des derniers représentans du paganisme, champions d'un parti désormais condamné, les informations font malheureusement défaut dans le travail de Grégorovius, et il nous faut recourir au tableau qu'en a tracé M. Boissier dans son ouvrage, aussi vivant qu'érudit, sur la fin du paganisme. Le silence n'allait d'ailleurs pas tarder à se faire autour de l'université athénienne : après avoir maintenu sa réputation jusque vers la fin du ve siècle, elle déclina rapidement. Un dernier triomphe était réservé à un de ses membres : en 421 l'empereur Théodose II épousa la fille du philosophe Léontius, la célèbre Athénaïs ou Eudoxie.

Au début, les monumens ne furent pas moins bien partagés que l'université. L'ouragan qui anéantit tant d'autres villes, l'invasion passa sur Athènes aussi bien que sur Rome sans guère laisser de traces. Les deux cités eurent en ceci une destinée commune : tandis que devant Rome l'apparition miraculeuse de saint Pierre et de saint Paul empêcha Attila de porter une main sacrilège sur la capitale du monde chrétien, devant Athènes, la légende nous montre Alaric s'arrêtant à la vue du héros Achille, debout au pied des remparts, et d'Athéna Promachos, marchant tout armée autour de l'enceinte. Le chef des Visigoths se contenta de pénétrer dans la cité avec une escorte et de frapper une contribution de guerre.

De même que le Panthéon de Rome, mais longtemps avant lui (avant l'année 362, d'après les recherches récentes de M. Strzygowski), le Parthénon fut converti en église, et la vierge Marie y prit la place de la vierge Athéna. On constate ici une différence des plus tranchées entre les deux capitales : tandis qu'à Rome les chrétiens des premiers siècles évitaient autant que possible, ainsi que M. de Rossi l'a démontré, d'établir leurs sanctuaires dans des édifices contaminés, à leurs yeux, par la souillure indélébile du paganisme, à Athènes et dans l'Attique, la transformation des temples en églises a été la règle, ainsi qu'il résulte des recherches de M. Petit de Julleville.

On ne saurait trop insister sur ce point : Athènes garda ses œuvres d'art plus longtemps que n'importe quelle ville grecque. Au temps d'Alaric, elle possédait encore le colosse de bronze de Phidias, représentant Athéna Promachos, le Quadrige de l'Acropole, la Lionne de bronze élevée en l'honneur de Leæna, la maîtresse d'Aristogiton, le Cheval de Troie, le Persée de Myron, l'Artémise Leukophryné, l'Erechthée et l'Eumolpe du temple d'Athéna Polias, les statues de bronze des trois Tragiques, et bien d'autres chefs-d'œuvre. Il fallait que la cité eût bien peu souffert pour que la

Stoa Poikilé conservât encore, au temps de Théodose II, les peintures de Polygnote. L'Athéna chryséléphantine de Phidias orna le Parthénon jusqu'en 429 : à ce moment, elle fut enlevée par des chrétiens, sans que l'on ait réussi à découvrir où et comment a péri ce chef-d'œuvre fameux entre tous.

Cependant, l'essor de la nouvelle capitale de l'empire d'Orient ne pouvait pas manquer, à la longue, de faire dériver du côté du Bosphore les élémens de vitalité et de richesse que la Grèce avait retenus jusqu'alors. L'embellissement de Byzance coûta également à Athènes les dernières de celles de ses œuvres d'art qui étaient susceptibles d'être transportées au loin. Les empereurs païens avaient donné le signal de ces expropriations pour cause d'utilité publique ; les empereurs chrétiens s'engagèrent résolument dans la même voie, et enlevèrent les chefs-d'œuvre de Praxitèle, de Myron, de Lysippe et de tant d'autres statuaires célèbres. A un moment donné, la primitive basilique de Sainte-Sophie renfermait quatre cent vingt-sept statues grecques, le plus étonnant musée de sculpture que l'imagination puisse rêver, et dans le nombre une foule de divinités, fort surprises, à coup sûr, de servir d'ornement à un sanctuaire chrétien. Notons à ce sujet que les Byzantins de la première heure n'éprouvaient nullement pour les productions de la sculpture la même aversion que leurs héritiers du VII[e] ou du VIII[e] siècle, qui en vinrent, en véritables iconoclastes, à proscrire tout ce qui pouvait rappeler les idoles, c'est-à-dire toutes les statues grandes ou petites. De même que dans la Rome impériale, les effigies monumentales des souverains s'élevèrent sur les places publiques : la statue équestre de Justinien subsista jusqu'en plein XV[e] siècle ; un dessin, conservé au sérail et récemment publié par M. le docteur Mordtmann dans la *Revue de l'art chrétien*, nous montre l'empereur coiffé de la *toufa*, espèce de diadème à plumes, la droite levée, la gauche occupée à tenir le globe : ce n'est plus un dieu, mais c'est encore quelque chose de plus qu'un simple mortel.

En résumé, le drainage administratif et scientifique, on est en droit de l'affirmer, causa plus de dommages à Athènes que les dévastations des Barbares, et lord Elgin put s'autoriser d'illustres exemples lorsqu'il dépouilla le Parthénon de ses frontons et de ses métopes.

II.

Du VI[e] au X[e] siècle, des ténèbres impénétrables masquent les vicissitudes de la malheureuse Athènes : certains érudits sont allés jusqu'à affirmer que pendant cette longue nuit la patrie de Périclès

et de Platon n'était plus qu'un désert. Ces exagérations réduites à leur juste valeur, il n'en demeure pas moins constant qu'Athènes perdit le peu qui lui restait encore de prospérité et de culture. A peine si, de loin en loin, la visite d'un souverain jetait sur la cité déchue une lueur éphémère. L'empereur Constance II y fit une apparition en 662-663, l'empereur Basile II en 1018 : ce fut le dernier représentant de l'empire d'Orient qui foula ce sol classique.

Cependant le sang athénien passait encore pour si noble qu'à deux reprises les empereurs d'Orient vinrent chercher au pied de l'Acropole des héritières pour le trône impérial. En 770, Irène, l'ambitieuse et criminelle Irène, fut choisie par Constantin Copronyme comme épouse de son fils, le futur Léon IV ; en 807, la nièce d'Irène, Athénienne comme elle, fut mariée avec Staurakios, l'héritier présomptif.

Il n'est pas impossible que dans ces siècles troublés quelques copistes aient végété au milieu des ruines, mais toute production littéraire nouvelle y avait à coup sûr depuis longtemps cessé. (Il nous faut aller jusqu'au xv[e] siècle pour trouver de nouveau, ne fût-ce qu'un simple chroniqueur !) Cela était surtout vrai de l'université, naguère encore si célèbre. Grégorovius a fait justice à ce sujet d'une légende accréditée jusqu'à nos jours ; il a démontré, pièces en main, que cette institution n'existait depuis longtemps plus que de nom, que ce que les chroniqueurs de l'Occident en rapportent (le gouvernement de la Géorgie aurait envoyé chaque année vingt jeunes gens à Athènes pour y faire leurs études ; des prélats, des médecins anglais, y auraient complété leur éducation, etc.) est une illusion à ajouter à tant d'autres. N'importe, cette tradition si répandue de la supériorité de l'école d'Athènes prouve combien le souvenir de l'antique splendeur de ce foyer par excellence des lettres et des sciences avait conservé de vivacité d'un bout à l'autre de l'Europe.

Dans le dernier tiers du xii[e] siècle, l'arrivée d'un archevêque né en Phrygie et élevé à Byzance, Michel Akominatos, le frère aîné du célèbre historien byzantin Nicétas, et l'élève d'Eustathe, si elle ne rendit pas à l'Attique sa prospérité matérielle ou sa culture intellectuelle, jeta, du moins, quelque lustre sur une contrée si cruellement déchue. Pendant plus de trente ans, de 1175 environ à 1205, ce noble prélat présida aux destinées de l'église d'Athènes. Lorsqu'il fit son entrée, la population le reçut avec enthousiasme : des représentations théâtrales et même des danses signalèrent sa prise de possession. Et quelle merveilleuse résidence épiscopale que l'Acropole, quelle cathédrale incomparable que le Parthénon ! Akominatos, ébloui, le qualifia de temple admirable

et radieux, de résidence royale pleine d'agrément, de foyer sacré de la lumière qui s'échappe du sein de la mère de Dieu.

Le nouveau pasteur, quelque misérable que fût ce troupeau parqué au milieu de ruines et de décombres, n'hésita pas, dans son allocution, à proclamer que ses ouailles étaient les dignes héritiers des Athéniens d'autrefois; il célébra la gloire quinze fois séculaire de leur cité, patrie de l'éloquence et de la sagesse, et évoqua le souvenir de la plus belle des fêtes antiques, la course aux flambeaux. Ayant reçu de la main de ses prédécesseurs le flambeau sacré, il ne voulait pas, déclara-t il, se féliciter d'avoir pris possession de son siège pastoral avant d'avoir gagné, lui aussi, la couronne de l'athlète. Il exhortait ensuite les Athéniens à conserver les nobles mœurs de leurs aïeux, les plus libéraux et les plus hospitaliers des Grecs, les plus passionnés pour l'éloquence et la musique. « Bientôt, ajouta-t-il, je découvrirai, à leurs sentimens, si les citoyens actuels d'Athènes descendent de cette semence dorée. En tant que chrétiens, ils doivent surpasser de beaucoup les vertus d'Aristide, d'Ajax, de Diogène, de Périclès et de Thémistocle ou des combattans de Marathon. Autrefois, ajouta-t-il, brûlait sur l'Acropole la lampe éternelle de l'impiété, mais pareil à la lueur d'un ver luisant, ce feu follet pâlit lorsque le soleil de la vérité se leva avec la Cora virginale, et délivra la forteresse de la tyrannie de la fausse Parthénos...

Le Parthénon, en effet, s'il avait depuis longtemps perdu les ornemens dont l'avait doté la magnificence des contemporains de Périclès et de Phidias, s'était enrichi, surtout au temps de Basile, de peintures et d'une foule d'offrandes précieuses. On venait de près et de loin pour admirer une lampe en or, dont l'huile, affirmait-on, ne s'épuisait jamais.

Akominatos, on l'a vu par nos quelques extraits, se piquait à la fois de littérature et d'érudition; ses discours et ses mandemens abondaient en citations mythologiques ou historiques, en prosopopées, en artifices oratoires de toute sorte. Tantôt, il conseillait aux stratèges athéniens de relever l'autel de la pitié, tantôt, il comparait l'empereur Isaac l'Ange, qui venait d'exterminer Andronic, à Harmodius et à Aristogiton. Rien de plus attachant que ce mélange d'enthousiasme pour le paganisme et de ferveur chrétienne, de réminiscences homériques et de versets empruntés à la Bible. Il prouve combien, en plein moyen âge, la tradition classique conservait d'empire sur l'esprit des lettrés grecs.

L'évocation d'un passé si glorieux était malheureusement plutôt de nature à déprimer les descendans dégénérés des Athéniens qu'à exciter leur émulation; ne connaissant que le grec vulgaire, ils

ne comprenaient même plus la langue savante et pompeuse que leur parlait leur pasteur. Aussi, celui-ci ne tarda-t-il pas à revenir de ses illusions. Dans une nouvelle allocution, il laissa un libre cours à sa douleur, à son indignation : « O ville d'Athènes, s'écria-t-il, mère de la sagesse, à quel degré d'ignorance es-tu réduite! Lorsque je prononçai récemment mon discours de bienvenue si simple, si exempt d'art et de prétention, il me semblait que je vous disais des choses incompréhensibles dans une langue étrangère, tel que le persan ou le scythe. »

La contemplation des merveilles enfantées à Athènes par tant d'artistes célèbres pouvait-elle, du moins, consoler le noble archevêque de vivre dans ce Sahara intellectuel ? A l'en croire, en dehors des monumens groupés sur l'Acropole et de la lanterne de Démosthène, il ne serait plus resté à ce moment que des ruines informes : de l'*Heliæa*, du *Péripatos* et du *Lycée*, plus de trace ; l'Aréopage seul montrait encore ses rochers dénudés ; du Pœcile, on n'apercevait plus que de pauvres vestiges, au milieu desquels paissaient les brebis.

La misère qui régnait dans cette région autrefois si fertile n'excusait que trop l'ignorance de ses habitans. La sécheresse, jointe aux incursions des pirates, avait fait de l'Attique un désert : dans les bois d'oliviers, elle avait tari les ruisseaux, dans les jardins les sources ; Callirrhoé ne coulait plus ; les abeilles avaient abandonné l'Hymette ; les brebis, les pâturages. Akominatos se persuadait qu'il habitait une autre Jérusalem, assiégée par les Babyloniens ; pareil à Jérémie, il versait des larmes amères sur ces remparts démantelés, sur ces rues désertes, sur cette populace vêtue de haillons, trompant sa faim avec du misérable pain d'orge. Plus d'industrie, plus de commerce. Tandis qu'à Thèbes et à Corinthe les fabriques de soieries prospéraient de plus belle, Athènes ne comptait plus un seul tisserand habitué à travailler cette matière précieuse ; il fallait faire venir de loin jusqu'aux charrons.

La déchéance intellectuelle n'indignait pas moins le savant prélat, nourri dans tous les raffinemens d'une capitale telle que Byzance. Dans cette ville provinciale, ne possédant pour toutes ressources littéraires qu'une bibliothèque archiépiscopale qui tenait dans deux armoires, Akominatos craignait de devenir un barbare ; par mesure de précaution il avait apporté de Byzance une petite collection de manuscrits comprenant les œuvres d'Homère, d'Aristote, de Galien, d'Euclide, de Thucydide, de Nicander et de quelques autres écrivains de l'âge d'or.

Tant de déceptions n'empêchèrent pas Akominatos de se prendre d'une affection profonde pour ses nouveaux concitoyens ; à tout

instant il usa de ses relations politiques pour défendre leurs intérêts auprès du pouvoir central. Plus tard, lorsqu'il lui fallut se retirer devant la conquête franque, il ne cessa, du fond de l'île de Chio, où il avait cherché un asile et où il mourut vers 1220, d'entretenir avec eux une correspondance assidue. Bien plus, une fois il brava toutes sortes de dangers pour revenir en secret dans son ancien diocèse.

On est heureux de voir planer sur Athènes cette belle et noble figure, et on ne saurait trop vivement féliciter l'historien allemand de l'avoir mise en lumière avec tant de sagacité et d'amour.

III.

Quelles que fussent, au point de vue de la culture intellectuelle, les différences entre Athéniens et Byzantins, du moins les uns et les autres parlaient la même langue et pouvaient évoquer des souvenirs communs. Mais qu'attendre de cette chevalerie bardée de fer, ne connaissant que le culte de la force ou la loi féodale, qui s'abattit sur la Grèce après la chute de la dynastie des Anges et le démembrement de l'empire d'Orient? — Deux siècles et demi durant, jusqu'à la conquête turque, des aventuriers français, aragonais et italiens foulèrent aux pieds ce sol sacré. Peut-être si les Grecs du XIIIe siècle avaient conservé un fonds de culture plus considérable, eussent-ils pu les assimiler à la longue, de même que leurs ancêtres avaient jadis conquis leurs vainqueurs les Romains. Mais dégénérés comme ils l'étaient, ils furent exploités et rançonnés sans pitié par ces farouches conquérans. Aussi cette aventure qui s'appelle l'établissement de l'empire latin d'Orient n'aboutit-elle qu'à une déchéance plus profonde encore pour la malheureuse Grèce et la malheureuse Athènes.

Est-ce à dire que les édifices splendides qui restaient debout n'aient pas frappé l'imagination d'Othon de La Roche, qui fonda, en 1205, le duché d'Athènes, et celle de ses compagnons? Leurs dimensions, non moins que l'originalité de leur structure, mirent en œuvre toutes les ressources de la fantaisie du moyen âge, et bientôt, celle-ci se greffant sur le *folk-lore* grec et byzantin, chaque ruine eut sa légende, une légende bizarre, où la superstition la plus grossière s'alliait à un enthousiasme naïf. A cet égard, Athènes n'eut rien à envier à Rome : la légende de Phidias et de Praxitèle vint former le pendant de celle du sorcier Virgile. M. Sathas, l'historien de la littérature grecque au moyen âge, a montré par des exemples frappans comment une foule de ces mythes helléniques, oubliés par le peuple qui les avait créés, se conservèrent dans des langues étrangères; comment d'autres, ayant

perdu leur caractère légendaire, furent transformés en épisodes historiques. En revanche, ajoute M. Sathas, on vit des personnages historiques métamorphosés en êtres fabuleux. A cette dernière catégorie appartiennent Phidias et Praxitèle : ils furent changés en saints, en philosophes nus, en hommes de marbre et de bronze, enfin en jongleurs qui pouvaient tenir dans leurs mains des masses de fer rouge.

Grégorovius n'est pas éloigné de croire que le monument choragique de Lysicrate donna naissance à cette légende du *Roman d'Alexandre* qui attribue à Platon l'érection d'une colonne, haute de cent pieds, au sommet de laquelle brûlait une lampe qui éclairait tout Athènes :

« En milieu de la ville ont drecié un piler.
« C piés avoit de haut, Platons la fist lever.
« Deser ot une lampe... »

Le *Liber Guidonis,* de son côté, fait des Propylées une fondation de Jason!

Rien ne prouve que des superstitions si étranges aient protégé ces ruines augustes contre le vandalisme, soit des indigènes, soit des étrangers. A distance, leur prestige était plus grand : la bulle par laquelle le pape Innocent III créa notre compatriote Bérard archevêque d'Athènes (1206) rend hommage, en un langage élevé, quoique singulièrement subtil, à tant de souvenirs glorieux : « La grâce de Dieu ne permet pas que l'antique gloire de la ville d'Athènes périsse. Lors de sa fondation première, cette cité nous offre, comme dans un prélude, la figure de la religion moderne divisée en trois parties; elle a d'abord adoré trois divinités fausses, ensuite elle a transformé ce culte, rendu à trois personnages, en celui de la vraie et indivisible Trinité. Elle a également échangé l'étude de la science profane contre l'amour de la sagesse divine; elle a fait de la forteresse de la célèbre Pallas le siège humble de la glorieuse mère de Dieu; elle a acquis la connaissance du vrai Dieu, après avoir longtemps auparavant élevé un autel au Dieu inconnu. »

Des intuitions d'un passé si glorieux se rencontrent jusque chez les personnages les moins lettrés : Pierre IV, roi d'Aragon et duc d'Athènes, déclare en 1380 que « l'Acropole est le joyau le plus riche de la terre et de telle valeur que tous les rois de la chrétienté ne pourraient pas créer son pareil. »

Ces sympathies, longtemps purement platoniques, finirent par amener un résultat considérable. La politique a été pour peu de chose dans le mouvement qui a poussé tant de nations à prendre enfin le parti de la Grèce contre ses oppresseurs; les souvenirs historiques, le philhellénisme, ont pesé d'un poids plus lourd dans

la balance, et une fois de plus, le génie d'Athènes a séduit l'Europe.

IV.

Au début, le réveil des études archéologiques ne profita guère à Athènes. On s'explique difficilement pourquoi l'ancienne capitale de l'Attique resta délaissée, alors que tant d'artistes, de philologues et d'épigraphistes exploraient Constantinople, l'Asie-Mineure, les îles. En dehors d'un croquis du Parthénon, pris au xve siècle par le fameux antiquaire et voyageur Cyriaque d'Ancône, croquis récemment publié par M. Mommsen, en dehors de quelques autres relevés, insérés dans le recueil de l'architecte Julien de San-Gallo, c'est à peine si la renaissance italienne a accordé une attention aux monumens de la Grèce. Tout entière à l'imitation des modèles romains et à l'application des théories de Vitruve, elle témoignait d'ailleurs le même dédain aux chefs-d'œuvre de l'architecture dorique conservés dans le sud de l'Italie et en Sicile. Seul, probablement, Raphaël, en qui, on le sait aujourd'hui, l'artiste se doublait d'un archéologue, conçut le projet de faire relever par des dessinateurs spéciaux les principaux monumens antiques soit de la Turquie, soit de la Grèce; mais sa mort prématurée arrêta brusquement le travail. La copie, dans une esquisse pour la *Bataille de Constantin*, de plusieurs des têtes de chevaux de la frise de Phidias, voilà ce qui reste aujourd'hui d'une tentative si généreuse et qui promettait d'être si féconde.

Le xvie siècle en vint à ce degré d'ignorance sur la situation véritable d'Athènes qu'en 1573 un savant allemand, Martin Crusius, écrivit à Constantinople pour demander s'il était vrai que la cité, mère de toute science, était complètement anéantie, et qu'il n'en restait que quelques cabanes de pêcheurs.

On sait si, depuis, l'érudition a regagné le temps perdu; on sait aussi quelle part glorieuse notre pays a prise à cette résurrection, par l'initiative de savans ou d'artistes tels que le marquis de Nointel, Carrey et Spon, Choiseul-Gouffier et David-Leroy, le marquis de Laborde et Paccard, dont l'œuvre a été reprise et complétée de nos jours par les membres de notre École française d'Athènes, à laquelle son nouveau directeur, M. Homolle, imprime une impulsion si vigoureuse, ainsi que par les architectes pensionnaires de l'Académie de France à Rome. On ne pouvait venger plus noblement l'Athènes du xixe siècle, de l'indifférence que les ducs français des maisons de La Roche et de Brienne avaient témoignée, pendant une domination de plus de cent ans, à l'Athènes du moyen âge.

EUGÈNE MÜNTZ.

HISTOIRE

D'UN

CABINET MINÉRALOGIQUE

Tous les enfans et beaucoup de grandes personnes considèrent le Jardin des Plantes de Paris comme une ménagerie où ils vont voir des fauves, des singes et des oiseaux au plumage multicolore. On les étonnerait fort en leur apprenant que la présence des animaux, qui constitue pour eux la seule attraction de cet établissement, est relativement récente. Jusqu'au milieu du XVIII[e] siècle, le Jardin des Plantes, comme son nom l'indique, ne fut qu'une institution de botanique, créée par Louis XIII en faveur de son médecin Hérouard sous le nom de *jardin des plantes médicinales et potagères*.

Lorsque Buffon fut nommé, par Louis XV, intendant du Jardin, il en augmenta les services, fonda un cours et un musée de zoologie et continua la collection de miniatures du duc d'Orléans qui devint, par ce fait, un monument unique au point de vue scientifique et artistique. Cependant, à sa mort, en 1788, le muséum d'histoire naturelle était loin d'avoir l'importance qu'il a actuellement : c'est durant la Révolution qu'il prit le rapide accroissement qui en fit l'établissement le plus complet et le plus vaste du monde en son genre.

D'abord, la ménagerie royale, conservée à Versailles dans le jardin du château, fut, un beau jour de l'année 1792, expédiée à Paris aux

membres de la commune, qui, ne sachant que faire de ces nouveaux administrés, les adressèrent immédiatement au Jardin des Plantes, avec ordre à l'intendant de les y loger. Telle est l'origine de la Ménagerie, aujourd'hui si populaire.

Les autres séries furent constituées de la façon suivante. Au XVIII[e] siècle, les princes et les grands seigneurs avaient l'habitude, en France, comme dans le reste de l'Europe, de s'occuper d'histoire naturelle et d'en collectionner les séries les plus diverses. Aussi, lorsque durant la Révolution, on décréta la confiscation des propriétés des émigrés, on trouva parmi les biens mobiliers pris chez un grand nombre d'entre eux des collections variées en ce genre; on les attribua à l'État et elles furent successivement versées, en vertu de décrets et d'arrêtés, dans des dépôts publics, mais surtout, on le comprend, au Jardin des Plantes.

En même temps, nos conquêtes, à travers l'Europe, nous mettaient en possession de musées nombreux que nos généraux faisaient transporter à Paris, dans les établissemens nationaux. Ainsi deux collections importantes, celle du stathouder de Hollande, dont Pichegru s'était emparé en 1795, et celle du prince de Condé, conservée à Chantilly et dont la confiscation avait été prononcée par la Convention, vinrent, pour une large part, constituer les sections de physique et de minéralogie du Muséum.

La seconde de ces collections, celle des princes de Condé, ne quitta pas Chantilly, pour être installée à Paris, au Jardin des Plantes, sans être en butte à bien des vicissitudes dont quelques-unes nous ont paru assez intéressantes pour être contées ici.

I.

Le duc de Bourbon, premier ministre de Louis XV, après la mort du régent, avait fait, dans les opérations de Law, une fortune colossale. Disgracié et exilé dans son château, en 1726, à l'arrivée au pouvoir de son successeur, le cardinal Fleury, il se livra à l'étude de l'histoire naturelle et s'occupa à réunir une collection des plus complètes.

A peine est-il retiré à Chantilly, où il vit dans la plus grande opulence, qu'il recrute des correspondans dans toutes les parties du monde : tantôt il prie le supérieur des Récollets du Canada de lui envoyer les types des oiseaux les plus bizarres de l'Amérique du Nord; une autre fois, il donne mission à un capitaine de vaisseau de la compagnie des Indes de lui rapporter tout ce que l'on peut acheter de coquillages dans les Indes occidentales. D'autres missionnaires, jésuites, lazaristes ou franciscains et des

diplomates même, sont sans cesse chargés de lui procurer des pièces pour sa collection ; à Paris, enfin, il achète à des marchands, ou se fait céder par des amateurs, des séries d'objets déjà toutes constituées (1). Aussi, lorsqu'il meurt, en 1740, le cabinet de Chantilly existe-t-il déjà, et son fils et héritier, le futur généralissime de l'armée émigrée, appelle pour le diriger un savant français du nom de Valmont de Bomare (2).

La minéralogie était de beaucoup la partie la plus importante de ce cabinet. Or, au milieu du XVIIIe siècle, cette science était encore fort peu avancée, quand un savant suédois, Wallerius, professeur à l'université d'Upsal, inventa une classification nouvelle, qui, pour l'époque, fut considérée comme des plus pratiques, et adoptée dans tous les milieux scientifiques; il divisait le règne minéral d'après les apparences physiques et extérieures des corps, en quatre classes; les pierres, les terres, les minerais et les concrétions. On était encore bien loin du classement minéralogique moderne fondé sur deux sciences premières, la chimie et la cristallographie, par l'étude desquelles on détermine la composition et la formation des matières, pour leur appliquer leur famille et leur espèce.

En France, Valmont de Bomare se fit le propagateur le plus ardent du système de Wallerius; il traduisit ses principaux mémoires en français et, mettant ses principes en pratique, il classa le cabinet minéralogique de Chantilly suivant les règles qu'il avait données.

Lorsqu'en 1783 le roi Gustave III vint en France, il reçut à Chantilly une hospitalité grandiose ; les chasses, les fêtes, les bals et les festins se multiplièrent en son honneur. De retour dans ses États, il voulut témoigner au prince de Condé sa reconnaissance d'une façon qui fût agréable à son hôte, et, comme il avait été frappé de l'importance de son cabinet minéralogique, et que, d'autre part, on n'avait pas manqué de faire valoir que le

(1) Voir les papiers (quittances, inventaires, notes, etc.), concernant la composition des différentes parties de cette collection. Papiers confisqués au moment de la Révolution, envoyés à Paris et conservés dans les archives du muséum d'histoire naturelle de Paris, carton n° 1. — Nous devons à cette occasion remercier particulièrement M. Chaizal, chargé de la conservation des archives du Muséum, pour l'amabilité avec laquelle il nous a accueilli et pour tous les renseignemens qu'il a bien voulu nous donner et qui ont considérablement facilité nos recherches.

(2) Valmont de Bomare, né à Rouen en 1731, mort à Paris en 1807, naturaliste, auteur de nombreux ouvrages dont les principaux sont : *Traité de minéralogie ou Nouvelle exposition du règne minéral*, avec un *Dictionnaire nomenclateur et des tables synoptiques*, 1772, 2 vol. in-8° ; *Dictionnaire raisonné universel d'histoire naturelle*, dont cinq éditions, variant de 5 à 10 volumes, parurent successivement de 1765 à 1800.

classement en était inspiré par l'une des illustrations de son pays, il commanda au plus célèbre ébéniste de Suède, Gustave Haupt, qui avait été longtemps apprenti dans les ateliers parisiens, un meuble d'une forme bizarre, destiné à contenir les types des minéraux du nord de l'Europe classés dans des casiers multiples, suivant les principes de Wallerius.

Ce meuble est un des plus extraordinaires chefs-d'œuvre de l'ébénisterie. De forme rectangulaire et monté sur pied, sa charpente est en bois de rose et ses côtés décorés de marqueterie, en peuplier ou sapin colorié (c'est ainsi, du moins, que l'a décrit Bernardin de Saint-Pierre). La partie supérieure formée en piédestal, avec gorge et frise en bronze doré, supporte une pyramide de cristaux constituant une masse considérable et quelque peu informe pour l'œil. Au centre de l'entablement sur lequel repose la partie supérieure du meuble avec cette masse de minéraux, sont en relief les armes de Condé en bronze fondu, ciselé et doré, surmontées de la couronne fleurdelisée de prince français, avec les bâtons de grand maître et les colliers des ordres. Le centre du devant du meuble s'abat quand on l'ouvre, comme une table de secrétaire, et sert de pupitre. Quand il est fermé, il présente une grande surface verticale, décorée d'une marqueterie de bois de diverses couleurs rehaussés de mastics également polychromes, représentant des guirlandes de fleurs et de lauriers, avec des torches allumées, symbole du flambeau de la science, des marteaux et autres outils nécessaires aux arts et à l'industrie.

A l'intérieur se trouvent vingt-quatre petits tiroirs de même forme, contenant chacun un grand nombre de cases dans lesquelles le roi de Suède avait fait mettre les échantillons minéralogiques.

En arrivant, ce présent royal reçut une place d'honneur, dans la première des quatre salles de la galerie d'histoire naturelle qui existaient au moment de la Révolution.

La première était le cabinet de physique; on y pénétrait par une galerie célèbre dans l'histoire du château, nommée galerie « des Conquêtes » ou des « Actions de M. le Prince (1), » parce que les victoires du grand Condé y étaient représentées en douze grands tableaux. Tout porte à croire que ce salon de Chantilly donna au roi Louis-Philippe, lorsqu'il créa le musée historique de

(1) Voir la disposition de cette partie du château qui n'a pas été détruite, dans Blondel, *Traité d'architecture*. — Dulaure, *Histoire des environs de Paris;* Paris, Furne, 1838, 6 vol. in-8°. — Mérigot, *Promenades et itinéraires des jardins de Chantilly;* Paris, 1791, p. 24.

Versailles, l'idée de la grande galerie de l'histoire de France, où sont peintes les batailles célèbres de notre pays.

En entrant par la galerie « des Conquêtes » dans ce cabinet de physique, qui était à l'un des angles du château, on trouvait à gauche et en face des fenêtres qui éclairaient la pièce, des séries d'armoires ou vitrines murales renfermant des instrumens de physique.

Entre les croisées, il y avait d'autres vitrines et, dans le fond, au milieu du panneau, on voyait le fameux meuble minéralogique, ayant, devant lui, au centre, divers objets de dimension assez grande tels qu'un planétaire, des télescopes, une balance romaine, etc.

Par un passage étroit, dont les murs étaient entièrement couverts de panoplies, d'armes et de vêtemens de sauvages (1), on pénétrait dans trois autres pièces consacrées au cabinet d'histoire naturelle proprement dit. Elles étaient, comme la première, garnies tout autour d'armoires et de gradins au centre. Dans les armoires se trouvaient des bocaux, des oiseaux et des animaux empaillés, et sur les gradins, des coquillages et d'autres objets qui n'avaient rien à redouter des injures de l'air ni de la poussière. Au plafond et au-dessus des portes étaient accrochés des crocodiles empaillés, des lézards, des cornes de cerfs et de rennes, des fanons de baleines, des noix de coco et d'autres objets analogues, qui aujourd'hui nous paraîtraient d'une ornementation un peu bizarre (2).

Dès les premiers mouvemens de la Révolution, les Condé émigrèrent, laissant leurs collections intactes dans leurs diverses demeures et, au mois de juin 1792, les scellés étaient mis au château de Chantilly où tout était demeuré tel quel. Mais, au lendemain du 10 août, comme la destruction des emblèmes de la féodalité et des effigies des conspirateurs avait été décidée, un bataillon de la garde nationale parisienne, celui des Récollets, après avoir touché un certain nombre de cartouches, se mit en campagne, traînant à sa suite trois pièces de canon avec leurs caissons, sous le commandement du chef de bataillon Douay et d'officiers municipaux revêtus de leurs insignes. Ils se dirigèrent d'abord sur Écouen,

(1) Ces pièces, transportées pendant la Révolution au musée du Louvre, furent rendues au prince de Condé en 1816. Elles sont aujourd'hui, en partie, montées en panoplies dans la salle à manger du château, de chaque côté de la porte d'entrée. Archives nationales, F^{17} 1093^{4}.

(2) Extrait des inventaires dressés les 13-14 et 15 juin 1792 par les commissaires chargés d'apposer les scellés, et le 18 mai 1793 par Lamarck, Bernardin de Saint-Pierre et Valentiennes. (Archives nationales F^{17} 1131.)

où ils détruisirent quelques armoiries et brisèrent deux ou trois statues des princes de la famille de Condé (1), puis sur Chantilly, où ils enlevèrent les pièces de canon ou plutôt les petits modèles d'artillerie du système Vallières, que l'on voit encore au musée d'artillerie, et mutilèrent aussi quelques marbres (2).

Heureusement, sauf des matelas, des couvertures et des draps ou autres effets de logement, rien des collections ou des meubles de valeur ne fut pillé. Le cabinet d'histoire naturelle entre autres n'eut pas à souffrir de cette expédition, mais comme il avait une très grande réputation, le directoire du district de Senlis craignit qu'on ne le dilapidât en en distrayant quelques-uns des objets qu'il renfermait, principalement des pépites ou échantillons d'or représentés au nombre de cent vingt, et qu'il était facile de dissimuler et de réaliser ensuite. Par une série de lettres, il insista auprès du ministre de l'intérieur et de la commission d'instruction publique de la Convention nationale pour qu'on le débarrassât de la responsabilité qui lui incombait, en faisant transporter à Paris cette collection (3).

A la fin de l'année 1792, les administrateurs du district de Senlis firent un récolement sommaire et constatèrent que rien n'avait été détourné ou dérangé, « sauf le catalogue qu'avait dressé Valmont de Bomare et qu'il fut impossible de retrouver. » Cela aurait été d'autant plus difficile que ce catalogue n'avait jamais existé et que Valmont de Bomare s'était contenté d'étiqueter chacun des objets sans en faire un inventaire raisonné (4).

Le 27 mars 1793, la Convention nationale rendit un décret chargeant deux membres de la commission des monumens et les citoyens Bernardin de Saint-Pierre et Daubenton (5) d'aller prendre possession des objets du cabinet d'histoire naturelle et de les faire transporter au Jardin des Plantes de Paris. Daubenton, à cause de son grand âge et de ses infirmités, refusa cette mission ; il fut remplacé par un autre professeur du Muséum, Valentiennes, auquel on adjoignit le citoyen Gaillard, marchand d'histoire naturelle, c'est-à-dire empailleur d'animaux.

Bernardin de Saint-Pierre et ses collègues allèrent à Chantilly et

(1) Voir le rapport conservé aux Archives de Seine-et-Oise; pièces révolutionnaires concernant la commune d'Écouen.

(2) Rapport du directoire du district de Senlis. (Archives nationales F[17] 1131.)

(3) Archives nationales F[17] 1131.

(4) Voyez la lettre de Valmont de Bomare au ministre de l'intérieur du 17 décembre 1792. (Archives de Condé.)

(5) Lettre du 4 avril 1793 adressée par le ministre de l'intérieur au président de la Convention nationale. (Archives nationales F[17] 1131.)

dressèrent un inventaire des plus complets. Ils étaient partis sans avoir touché aucuns fonds pour leurs frais de voyage et leur déplacement. Tout le temps que dura leur séjour, Bernardin de Saint-Pierre réclama de quoi subvenir à ses besoins les plus usuels et à ceux de ses compagnons; mais ses demandes restèrent vaines et, le travail terminé, il rentra à Paris sans avoir rien acquitté de ses dépenses, mais non sans rapporter les pièces justificatives de ses débours et même le menu de chacun de ses repas qu'un psychologue amoureux d'analyses et de recherches physiologiques peut encore étudier dans les papiers du comité de l'instruction publique de la Convention (1).

Rentré à Paris, Bernardin de Saint-Pierre, conformément au décret de la Convention qui ordonnait le transport du cabinet de Chantilly, fit le compte de ce que coûteraient l'emballage, le voyage et l'installation, et l'évalua à la somme de 86,000 livres.

C'était non-seulement une grosse somme pour l'époque, mais la pénurie d'argent était telle, puisque les commissaires n'avaient même pas reçu leurs frais de déplacement, que Bernardin de Saint-Pierre crut qu'il ne l'aurait jamais à sa disposition.

Il avait la direction du Jardin des Plantes depuis la veille du 10 août, date de sa nomination, la dernière qu'eût faite Louis XVI. En l'investissant de sa charge, le roi lui avait adressé quelques mots : « J'ai lu vos ouvrages, ils sont d'un honnête homme, et j'ai cru nommer en vous un digne successeur de Buffon. » Or Bernardin de Saint-Pierre, littérateur inimitable dans ses peintures de la nature, était loin d'être un savant au sens exact du mot (2), et encore plus éloigné d'être un administrateur. Si sa direction se fût prolongée, les choses seraient sans doute restées en l'état, et jamais les objets de Chantilly n'auraient même été emballés. Aussi, sentant par suite de l'impossibilité où il était de réussir, combien sa situation était fausse, il céda la place, et Daubenton fut élu directeur à l'unanimité par l'assemblée des professeurs du Muséum.

Aussitôt en fonction, ce savant, quoique fort vieux et surtout très usé physiquement, prend en main les affaires du Muséum et tire des événemens un excellent parti; il s'occupe tout de suite de réduire les frais de transport et d'installation des objets qu'il avait à recevoir : d'abord il demande à l'administration des

(1) Archives nationales, F[17] 1131.

(2) Comme il se plaignait un jour à Bonaparte du silence des savans à l'égard des études qu'il avait consacrées à la théorie des marées, qu'il attribuait à la fonte des glaces polaires, le premier consul lui répondit : — « Savez-vous le calcul différentiel? — Non. — Eh bien! allez l'apprendre, vous vous répondrez à vous-même. »

subsistances soixante tonneaux de farine vides, qu'il fait envoyer à Chantilly et qui servent à emballer les objets de la collection, économisant la confection des caisses. Il insiste aussi pour qu'on lui délivre les parquets des principales pièces du couvent du Val-de-Grâce qu'on vient de séculariser (1), et, les ayant obtenus, les amène dans les salles du deuxième étage de la grande galerie du Muséum, que Buffon avait fait élever, mais qui n'est pas encore aménagée (2).

Puis il donne l'ordre au menuisier du Muséum, le sieur Lasseigne, et à l'entrepreneur des transports Sellier, de se rendre à Chantilly, de procéder à l'emballage des collections, et de les conduire par bateaux jusqu'à Paris.

Le travail d'emballage fut long. Comme la Convention n'avait répondu aux objurgations de Daubenton qu'en accordant un crédit de quinze mille francs, cette somme fut bientôt absorbée, et les ouvriers refusèrent de continuer leur besogne si on ne les payait pas. Il fallut obtenir successivement, par les moyens les plus détournés, la délivrance réitérée de petites sommes qui permirent de ne pas laisser abandonner les travaux en cours. Enfin, après bien des difficultés, les soixante barils, les vitrines, les tables, ainsi que le fameux meuble de Gustave III, qui avait fait l'admiration des commissaires et qu'ils estimaient cinq mille francs, arrivèrent au Muséum par les flotteurs de l'Oise et de la Seine.

Daubenton n'était pas encore à la fin de ses peines : une fois en possession de la collection et des divers matériaux destinés à l'exposer, il n'avait plus un sou en caisse, et il se trouvait dans l'impossibilité d'aménager les salles, de poser les parquets du Val-de-Grâce, de monter les armoires et les vitrines et d'y installer les objets. Il avait beau renouveler ses instances auprès de la Convention, aucune réponse favorable ne lui arrivait, et il n'y avait pas de raison pour que les objets et les vitrines ne demeurassent à jamais relégués sous un hangar, lorsqu'une circonstance des plus fortuites permit de procéder à l'installation des collections et assura au muséum d'histoire naturelle une importance considérable.

(1) Toutes ces ressources extraordinaires auxquelles eut recours Daubenton amenèrent dans le devis une économie totale de 25,275 livres ; rien que l'emploi des parquets du Val-de-Grâce substituait une dépense de 3,250 francs à une dépense primitive de 13,850 francs.

(2) Cette galerie qui existe encore aujourd'hui, mais qui ne sert plus que de magasin, se trouve en bordure de la rue Geoffroy-Saint-Hilaire (ancienne rue du Jardin-du-Roi). Jusque vers 1833, elle fut la seule dont se composa le musée, et elle n'avait primitivement qu'un seul étage.

II.

Marat venait d'être tué, et sa popularité, accrue par l'apothéose de son martyre, avait pris auprès du peuple et du gouvernement les proportions d'une déification. Il avait laissé, vivant modestement, sinon même précairement, à Genève, un frère du nom d'Olivier qui se livrait à des travaux d'histoire naturelle, s'occupant particulièrement de la conservation d'insectes. Olivier Marat avait acquis en ce métier une certaine réputation, et il était passé maître en l'art de collectionner, en les maintenant intactes, des araignées et des chenilles soufflées. Pour préparer ces dernières, il introduisait dans leur orifice antérieur ou postérieur un chalumeau ; puis, en soufflant, il expulsait de leur enveloppe extérieure toutes les matières qu'elle contenait. Les chenilles ainsi vidées étaient piquées ensuite dans des boîtes.

Au lieu de végéter tristement en Suisse, Olivier Marat crut pouvoir s'autoriser de son habileté et aussi de la déification dont son frère était l'objet à Paris, pour solliciter un emploi qui lui assurerait, sans grand'peine, l'aisance pour le reste de ses jours. Il alla trouver le ministre plénipotentiaire de la république française à Genève, le citoyen Soulavie, ancien gazetier, auteur de plusieurs mémoires apocryphes des grands hommes du XVIII[e] siècle, et il le pria de le recommander chaudement, tant au ministre de l'intérieur qu'à Daubenton, directeur du Muséum, à l'effet d'obtenir une place d'aide-naturaliste, et surtout un logement dans les bâtimens du Muséum.

Soulavie n'eut garde de perdre une occasion d'exercer son style épistolaire. Il remit à la femme d'Olivier Marat deux lettres, l'une pour le ministre, l'autre pour Daubenton. Dans cette dernière, il demandait au « Nestor de l'histoire naturelle » de faire valoir auprès des professeurs du Muséum les talens d'Olivier Marat et terminait en lui rappelant des souvenirs personnels. « Peut-être, te ressouviendras-tu, citoyen Daubenton, qu'il y a seize années que je m'occupay de quelques descriptions de basaltes et objets de cette nature. Je retrouve ici des sçavans qui me parlent de toy ; je retrouve des vues et des tableaux sublimes de la nature, et, en outre, des patriotes qui, par une révolution, viennent d'établir les droits de la nature et de l'homme. Je te souhaite les jours de Nestor (1). »

(1) Archives du muséum d'histoire naturelle (lettre du 29 pluviôse an II).

Daubenton n'avait rien à répondre à la lettre de Soulavie; mais il recevait en même temps une autre missive, celle-là officielle, et signée du ministre de l'intérieur qui lui disait : « ... Je t'invite, citoyen, à prendre avec les professeurs du Muséum une délibération sur l'admission d'Olivier Marat..... En attachant ce naturaliste à ton établissement, ce sera, à la fois, récompenser les talens, servir les sciences et acquitter dans le parent du défenseur des droits du peuple une partie de ce que la république devra toujours à sa mémoire. Je t'engage à destiner, en même temps, un logement à Olivier Marat dans les bâtimens du Muséum et à en mettre sa femme immédiatement en possession; elle le disposera en attendant l'arrivée de son mari (1). »

Daubenton réunit l'assemblée des professeurs pour examiner les pièces envoyées à Genève pour prouver les talens de naturaliste d'Olivier Marat et pour décider de son admission comme employé logé au Muséum. On voit d'ici le vénérable Daubenton, âgé de près de quatre-vingts ans, dont la figure si souvent reproduite, le montre entièrement voûté avec le visage imberbe, la bouche souriante et la physionomie béate d'un bon vieillard, le dessus du crâne entièrement chauve et de longues mèches de cheveux blancs pendant sur le dos et les épaules et encadrant ses traits; autour de lui, Antoine-Laurent de Jussieu, Lamarck et Geoffroy Saint-Hilaire, tous l'honneur et la gloire de la science française, examinant les chenilles soufflées et les araignées piquées par Olivier Marat, et déclarant que les insectes qui leur sont présentés sont dans l'état le plus avantageux; qu'ils remarquent surtout des chenilles soufflées et une araignée très bien conservée, « objets rares dans les collections d'histoire naturelle, disent-ils, à cause des difficultés qu'on rencontre en les préparant, » et ils constatent « qu'une collection soignée et disposée de la sorte serait du plus grand intérêt pour l'étude de l'histoire naturelle (2). »

Ce premier examen terminé, Daubenton, d'accord avec ses collègues, rédigea une lettre conçue avec tant d'habileté qu'il est impossible encore aujourd'hui, cent ans après qu'elle a été écrite, de savoir si les termes en sont sérieux ou s'il ne faut les prendre que pour un persiflage de l'esprit le plus délicat. « Les professeurs, écrit le vieux savant au ministre, ont partagé unanimement les sentimens que t'a inspirés le frère de l'ami du peuple, de l'homme qui a défendu ses droits avec tant de courage et qui a si bien servi

(1) Archives nationales F-17 1131 (lettre du 19 ventôse an II).

(2) Lettre des professeurs du Muséum au citoyen Paré, ministre de l'intérieur, 19 ventôse an II. (Archives nationales F17-1131.)

la cause de la liberté. Nous sommes prêts à faire tout ce qui sera en notre pouvoir pour remplir ton vœu à l'égard d'Olivier Marat et à te donner cette preuve de notre dévoûment et de notre patriotisme. — Mais, — et c'est ici que commence la malice, — pour y réussir, citoyen ministre, il est nécessaire que tu nous appuies auprès de la Convention nationale. Nous t'adressâmes vers la fin de frimaire le devis des dépenses qu'exige la nouvelle organisation de l'établissement pour 1794... et cependant rien n'a encore été statué sur le devis en question. Les fonds pour l'année courante ne sont point encore décrétés, de sorte que l'établissement est sur le point d'en manquer dans un moment où il en a le besoin le plus urgent... Toutes ces circonstances nous mettent pour l'instant dans l'impossibilité de suivre le vœu si ardent de notre cœur à l'égard d'Olivier Marat, et de lui procurer la place que tu nous demandes parce que nous n'avons aucuns fonds dont nous soyons sûrs de pouvoir disposer. Mais si le devis pour l'année 1794 est agréé par la Convention nationale, alors Olivier Marat pourra avoir une place d'aide-naturaliste. Mais il est indispensable avant tout que les traitemens à accorder aux personnes qui rempliront lesdites places soient décrétés. En les obtenant de la Convention nationale, tu nous mettras en état de donner une preuve du patriotisme qui nous anime, en accordant au frère et à la belle-sœur de l'ami du peuple la place que tu réclames en leur faveur (1). »

Le ministre de l'intérieur fut quelque peu embarrassé, mais il ne pouvait hésiter, et il dut plaider la cause du Muséum devant la commission d'instruction publique de la Convention nationale. En mettant en avant le nom du frère de l'ami du peuple et en invoquant les argumens que lui fournit l'arrivée inopinée de ce personnage dans la question, il obtint le vote des fonds demandés. On put alors organiser les salles et mettre en place les collections.

En même temps, les professeurs s'occupèrent de préparer un logement pour Olivier Marat et son épouse et de lui conférer un emploi quelconque dans cet établissement lorsque le 9 thermidor survint: Daubenton et ses collaborateurs n'avaient probablement pour l'ami du peuple qu'un enthousiasme et un amour de circonstance, que la fin de la Terreur devait singulièrement modérer; aussi profitèrent-ils du changement de l'opinion publique pour ne pas donner à Olivier Marat ce qu'on leur avait demandé pour lui, et il est probable que le frère de l'ami du peuple, éconduit du Jardin des Plantes, continua à végéter à Genève en soufflant des

(1) Lettre du 23 ventôse an II. (Archives nationales F17-1131.)

chenilles avec un chalumeau ou en piquant des araignées sur un bouchon.

Le meuble de Wallerius eut, au contraire, tous les honneurs que l'on refusa à Olivier Marat et fut placé au centre de la galerie du Muséum. Mais les armoiries de la famille de Condé qui le décoraient avaient offusqué les patriotes, et Bernardin de Saint-Pierre, tout en faisant valoir dans son rapport combien la collection contenue dans ce meuble était importante, tant au point de vue scientifique qu'au point de vue historique, et tout en insistant pour le conserver avec les minéraux qu'il contenait sans en changer le classement, avait proposé de retirer ces armoiries et d'y substituer le médaillon de Wallerius ou une inscription à sa louange (1). Nous ne savons si cette substitution eut lieu ou si dans le sanctuaire de la science le meuble minéralogique de Chantilly demeura tel que le roi de Suède l'avait fait faire : cette dernière hypothèse nous paraît la plus vraisemblable. On se contenta, sans doute, de retirer l'inscription qui rappelait qu'il avait été donné au prince de Condé par le roi de Suède, inscription qui était au moins inutile dans le cabinet national d'histoire naturelle.

La possession de ce meuble de valeur, si apprécié des connaisseurs alors employés au Muséum, avait mis les conservateurs de cet établissement en goût d'obtenir d'autres objets d'art de la même provenance. Les professeurs qui avaient été envoyés à Chantilly pour y examiner le cabinet d'histoire naturelle ne s'étaient pas lassés, durant leur séjour, d'admirer certaines statues qui ornaient la demeure de Condé, en particulier, celles d'une Ariane, d'une Hébé et de deux Vénus, dont l'une, dans leurs notes, est qualifiée d'impudique. Le 3 brumaire an IV, ils demandèrent au ministre de l'intérieur que ces objets d'art leur fussent concédés pour servir à l'ornementation du musée ou de ses jardins, prétextant qu'à Chantilly elles avaient la même destination (2). Comme ils ne recevaient pas de réponse, ils réitérèrent leur demande. Mais les ministres ne crurent pas devoir y acquiescer. D'autres vieillards vénérables profitèrent des œuvres d'art, objets d'une si vive convoitise; car les statues furent attribuées au conseil des anciens et placées au Luxembourg, où, successivement, les sénateurs et les pairs de France en eurent la jouissance jusqu'en 1820, époque où elles rentrèrent à Chantilly.

Quant aux différens objets du cabinet d'histoire naturelle des

(1) Catalogue des livres de la Bibliothèque du château de Chantilly, dressé par Bernardin de Saint-Pierre. (Archives nationales F[17]-1131.)

(2) Archives nationales F[17]-1192[4].

princes de Condé, comme beaucoup d'entre eux faisaient double emploi avec ceux de collections déjà existantes ou d'autres collections également confisquées à des émigrés, on les répartit entre les musées et cabinets des écoles centrales des départemens que fonda la Convention. Ceux que l'on conserva à Paris furent mélangés, classés au mieux suivant le système fameux de Wallerius, encore en usage à cette époque, sans souci de leur provenance. Depuis le commencement du siècle, ces classemens, devenus à leur tour trop anciens, ont été abandonnés et chaque échantillon a été de nouveau placé et replacé conformément aux principes nouveaux de la science.

Quand le prince de Condé revint en France en 1814, un des premiers soins de ses mandataires fut de réclamer les objets de ses collections. Le ministre de l'intérieur d'alors, l'abbé de Montesquiou, donna l'ordre au directeur du Muséum de rendre ce qu'il en restait. On fit comme d'habitude quelques difficultés, l'administration répondit qu'il était impossible de retrouver les minéraux du roi de Suède, puisqu'on en avait disposé, en partie, pour des établissemens de province et qu'on ignorait l'identité de ceux qui pouvaient encore subsister à Paris. Le prince de Condé, qui attachait plus d'importance au meuble qu'aux minéraux, ne réclama plus que celui-ci, sans souci du reste. On le lui rendit en 1816 (1), et une fois rentré à Chantilly, on le remit en état, on y rétablit l'ancienne inscription relatant la donation, et aujourd'hui il se trouve dans l'une des salles du château, entouré d'objets d'art et d'histoire.

La plupart de ceux qui le voient dans le salon où il est ne se doutent pas qu'il vint, il y a un siècle, en même temps que les rhinocéros, les girafes et les cacatoès de la ménagerie de Versailles, contribuer à la création du Jardin des Plantes, et tandis que depuis ces animaux sont morts, il subsiste et rappelle les généreux efforts de la Révolution française pour la création d'établissemens scientifiques, et témoigne davantage encore de la munificence d'un prince de la maison de France, qui, agissant dans le même dessein, a mis, par un don splendide, son pays en possession d'une des collections les plus belles qui existent au monde.

GERMAIN BAPST.

(1) Voir, aux archives du Muséum (carton de la correspondance), les lettres en date des 7-8 juillet, 13-17 août 1814, échangées à cet effet.

CHATEAUBRIAND

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT (1)

M. de Lescure vient de nous donner le *Chateaubriand*, dans cette galerie des *Écrivains français* qui compte déjà tant d'agréables portraits et deux ou trois petits chefs-d'œuvre. C'est justice de remercier ici l'initiateur de cette utile entreprise, M. Jusserand, qui en poursuit l'achèvement avec un zèle infatigable. On lui doit d'autant plus d'éloges qu'on met plus de paresse à lui obéir. Nos vieux maîtres auront par ses soins leur Panthéon; l'on gravera sur le fronton cette devise: Aux grands hommes les lettrés reconnaissans — et désireux de les faire revivre, ne pouvant les faire oublier.

Malaisée est la tâche des collaborateurs qui s'attaquent à nos premiers personnages littéraires. Comment réduire aux dimensions de la miniature, comment présenter sous un jour nouveau ces grandes figures, tant de fois étudiées? Je plaignais à l'avance M. de Lescure. Il s'est tiré de ces difficultés à son honneur, en insistant sur la biographie de Chateaubriand avec sa conscience habituelle, avec sa curiosité informée. Il puise aux meilleures sources, il écarte le douteux; le portrait qu'il nous montre reste dans la bonne vérité moyenne. On lui reprochera peut-être d'avoir glissé trop rapidement sur l'œuvre: trois pages pour le *Génie du christianisme*, c'est peu. Mais attendait-on un nouveau commen-

(1) *Les Grands Écrivains français.* — *Chateaubriand*, par M. de Lescure; Hachette, 1892.

taire sur le livre où tant d'habiles gens se sont escrimés? S'il y a quelque découragement dans cette façon de se dérober, elle marque surtout beaucoup de modestie. Quand il traite des écrits de Chateaubriand, M. de Lescure passe volontiers la parole aux maîtres de la critique, il choisit avec tact les jugemens qui ont le plus de poids. Son essai répond à l'objet que se propose la collection des *Grands écrivains*, et c'est le premier mérite de ce genre d'ouvrages; ils doivent résumer pour le grand public, en traits faciles et précis, les notions généralement acceptées sur des hommes dont le nom est illustre, dont la vie et les œuvres sont souvent ignorées. On s'éloignerait du but en s'attachant à des opinions singulières, en cherchant à briller sur un point d'érudition. Cette retenue a dû coûter à M. de Lescure, qui est un rare érudit; il y faut louer une preuve d'intelligence.

J'ai quelque embarras à parler d'un livre où je rencontre des lignes trop obligeantes et une invitation redoutable. Elle se trompe d'adresse, les raisons en apparaîtront à M. de Lescure sans qu'il soit besoin de les dire, si nous tombons d'accord sur les conclusions de cette étude. Après lui et avec une liberté qu'il n'avait pas, je voudrais marquer deux ou trois traits saillans dans la physionomie de Chateaubriand. Devant un portrait bien fait et qu'on ne saurait avoir la prétention de recommencer, il est permis au passant d'interroger le regard du modèle, de hasarder ses conjectures sur l'âme qui s'y livre.

Il écrivait, dans la préface des *Mémoires d'outre-tombe:* « Qu'on sauve mes restes d'une sacrilège autopsie; qu'on s'épargne le soin de chercher dans mon cerveau glacé et dans mon cœur éteint le mystère de mon être. » Soin bien inutile, en effet: le scalpel du médecin n'avait plus rien à chercher. Dans ces douze volumes, achevant l'œuvre des livres qui les avaient précédés, l'homme dévoilait à chaque page « le mystère de son être. » Quand on les a longtemps pratiqués, quand on a confronté leurs aveux sincères et leurs réticences concertées avec tout le cours d'une vie aujourd'hui inondée de clarté, on connaît Chateaubriand jusque dans les moelles; il est facile de dégager l'essentiel de ce cœur et de ce cerveau.

Il s'est fait durant huit siècles: goutte à goutte, avec le sang batailleur, les révoltes et la fidélité grondeuse, la foi naïve et les âpres passions d'une longue lignée de seigneurs bretons. Avant tout, c'est un gentilhomme breton. Il se déguisera suivant les temps, et de la meilleure foi du monde, en libéral, en démocrate sur le tard; doctrines qui ne tiennent pas plus à la chair qu'un habit de circonstance; il sera toujours un féodal, son donjon intérieur restera

imprenable. Il est le plus complet et le plus magnifique produit du vieil orgueil nobiliaire; il le transformera pour d'autres applications, mais sans en altérer le métal solide, tel que sa race le lui a forgé. Chez le dernier de cette race, le père de François-René, « mon géniteur, » comme il l'appelle, l'orgueil du nom était devenu un sentiment exclusif, une monomanie. « Une seule passion dominait mon père, celle de son nom. » Les *Mémoires* nous peignent avec une pointe d'ironie le seigneur de Combourg, passant ses journées à classer des parchemins devant son arbre généalogique; et leur auteur ne s'avise pas qu'il fait la même chose, durant les quinze dernières années de sa vie, par le livre qu'il écrit, par les attitudes qu'il fixe patiemment, par ce labeur de tous les instans avec sa collaboratrice dévouée, labeur qui n'a qu'un objet : l'édification de sa gloire. — Vanité pour vanité, le travail du père était plus désintéressé ; il travaillait pour une race, pour les morts, pour les enfans à naître, pour une idée, en somme; le fils ne se donnait la même peine que pour son individu. — Chateaubriand ne dit pas de ses aïeux, comme Vigny :

Si j'écris leur histoire, ils descendront de moi.

Il est plus sincèrement indécis entre ses deux orgueils : celui du passé, dont il aime à faire fi, sachant bien que la parure sied mieux quand on la porte négligemment; celui qu'il tire de lui-même, et qui s'enfle pour absorber l'autre. Son tort est de tourner en dérision une faiblesse qu'il partage au fond. Avec des vues plus soutenues, il aurait pu l'avouer et la défendre. Ces vieux seigneurs que nous avons encore connus, dans nos provinces, et qui n'avaient qu'un souci, qu'une idée fixe, l'ancienneté de leur race, que faisaient-ils dans leur ignorance, sinon proclamer d'instinct l'arrêt le plus certain de nos sciences, la valeur capitale de l'hérédité dans la formation des groupes et des individus?

Ainsi Chateaubriand hérita de l'orgueil accumulé pendant des siècles, et qui allait se nourrir en lui d'un nouvel aliment. Mais cet orgueil féodal, comme l'a si clairement établi le grand historien de nos *Origines*, est indissolublement lié aux deux acquisitions morales du moyen âge chrétien, la conscience et l'honneur. Je ne voudrais pas dire qu'il les engendra, et cependant? Orgueil, conscience, honneur, de quelques noms qu'on veuille appeler les vertus et les défauts branchés sur une tige commune, c'est le legs reçu par René de ses ancêtres, c'est l'axe de fer qui va le soutenir contre les poussées furieuses d'un autre élément, celui qui domine la nature propre de Chateaubriand : le Désir, dont il demeure la plus mémorable incarnation littéraire.

Au début de l'*Essai sur les révolutions*, il cite avec admiration un fragment de Sanchoniathon sur l'origine du monde. « La source de l'univers était un air sombre et agité, un chaos infini et sans forme. Cet air devint amoureux de ses propres principes, et il en sortit une substance mixte appelée Πόθος ou le Désir. Cette substance mixte fut la matrice générale des choses ; mais l'air ignorait ce qu'il avait produit. » Voilà bien la cosmogonie qui convenait à Chateaubriand : c'est l'histoire et l'explication de son âme. Sans doute, le mythe phénicien s'applique à toute la nature, à tous les êtres : l'homme, créé dans un baiser, vit et meurt du désir. Mais celui qui nous occupe a porté le désir à un tel degré de violence, il a tendu si fort ce grand ressort de la vie, qu'il a semblé lui donner de nouvelles applications et presque inventer une nouvelle passion, pour laquelle on dut chercher des noms nouveaux. La « langueur secrète, » le « vague des passions, » le « mal du siècle, » tout ce qui fait la substance de *René*, des œuvres postérieures où l'écrivain a développé *René*, et enfin du romantisme sorti de ces œuvres, tout cela peut se résumer dans cette vieille chose et ce vieux mot, le désir. Comment cet éternel principe de vie et de souffrance a pris soudain une physionomie inconnue et une acuité singulière, c'est ce qu'un peu de réflexion fait vite apercevoir.

L'antiquité païenne, à l'exemple des peuples primitifs, bornait ses conceptions de l'autre vie à une continuation de la vie terrestre, plus ou moins améliorée. Par suite, le désir qui agitait les hommes, si puissant qu'il fût et si loin qu'il s'élançât, n'embrassait jamais qu'un idéal connu. Dans les Champs-Élysées et jusque dans l'Olympe, il retrouvait les objets agrandis de ses aspirations coutumières ; il partait de l'homme pour concevoir quelque chose de *plus*, rien d'*autre*. Le christianisme vint rompre brusquement cet équilibre et bouleverser la perspective : il donna comme objet suprême au désir un infini de délices ignorées. Par comparaison avec cet infini, tous les contentemens d'ici-bas n'étaient que misère et dégoût. Tant que la foi fut vive et entière, on n'imagina point les tourmens d'un René ; il n'y avait pas exaspération des grands désirs terrestres, mais transport de ces désirs aux choses éternelles ; on n'eût pas osé concevoir alors une commune mesure entre les joies rêvées au ciel et celles que l'on continuait de chercher dans la créature. Les plus violentes passions connaissaient leur égarement et la limite de leur bonheur ; elles ne prétendaient pas anticiper sur la félicité infinie. Le plus beau coup de génie d'un poète chrétien est d'avoir deviné, quand il prêtait ses sentimens à une païenne, la nuance que revêtiraient les sentimens des chrétiens retombés dans le paganisme. Phèdre la donne par avance dans quelques-uns de ses gémissemens, par exemple, quand elle s'écrie :

Dieux! que ne suis-je assise à l'ombre des forêts!

Ce sont les mots et la mélancolie propre de René : « Je crus tout à coup que les bois me seraient délicieux. » Cependant le temps arrive où la foi vacille et s'évanouit dans un grand nombre d'âmes; le ciel chrétien s'est fermé. Ces âmes ramènent sur la terre l'immense désir tiré là-haut depuis tant de siècles; mais elles l'y ramènent altéré à jamais des biens inouis qu'on lui avait promis, réduit à chercher dans le fini de quoi combler l'attente accoutumée de l'infini. Alors apparaît la terrible disproportion, entre des satisfactions qui ne se sont pas accrues depuis l'antiquité païenne et un désir démesurément grandi depuis lors. Les bannis ne peuvent oublier le paradis perdu, ils le cherchent dans le champ de ronces. L'heure va venir où les poètes, mêlant deux ordres de sentimens distincts chez l'amant du moyen âge ou du XVII[e] siècle, écriront *le Lac* et *Rolla*. L'heure est venue où René peut paraître, avec « son grand secret de mélancolie, » sentir comme il sent, et se faire entendre de tous.

Pourquoi le nouveau mode du désir, amplifié et retombant sur lui-même, fut-il suscité de préférence par ce petit Breton? Les *pourquoi* nous échappent : mais nous voyons bien *comment* tout prédisposait le petit Breton à le ressentir. L'hérédité lointaine lui avait mis dans le cœur la rêverie sauvage des gens d'Armor. L'hérédité immédiate y avait exprimé toutes les puissances de la mer. Les recherches de M. de Lescure ajoutent quelques traits significatifs à la physionomie du comte de Chateaubriand. Cet homme froid et taciturne avait l'esprit d'aventure, et jamais il ne quitta des yeux la mer. Embarqué à quinze ans, blessé au siège de Dantzig, il passe plus tard aux Iles pour y rétablir sa fortune. Revenu à Saint-Malo, il affrète jusqu'à cinq vaisseaux pour augmenter cette fortune; et tandis que ses bâtimens font la course à Saint-Domingue ou aux Antilles, la pensée du gentilhomme armateur les suit sur l'océan, avec d'autant plus de passion, que leurs prises doivent relever la grandeur de sa maison. Ainsi le père a ramassé durant toute sa vie des visions de flots et de terres lointaines, des secousses de tempêtes, des bruits de vagues et des souffles du large qui dorment obscurément dans son souvenir; il en fait à son insu l'âme de René, du fils qui dépensera en prodigue ce capital mort de rêve accumulé. Lui-même, ce fils, né sur la grève, fouetté des embruns, il grossit de ses premières acquisitions le trésor intact qu'il a reçu; ses premiers regards ont suivi les fuites d'oiseaux et de voiles, dans ces doutes de l'horizon marin où l'œil croit saisir encore ce qui a décrû et s'est évanoui; il en conservera le *plus loin* triste, indélébile, qu'on voit aux yeux des

enfans de l'océan. Partir sur les eaux fut son premier désir; il y était destiné; une circonstance fortuite l'arrêta, comme il allait prendre passage sur l'*Indien*, en armement pour Pondichéry. Jusqu'à son dernier soupir, il a toujours dû partir sur l'*Indien*.

Mais c'est surtout à Combourg que le cœur et l'imagination ont pris leur forme inaltérable. Il s'en rendait compte, il l'a dit en maint endroit : « C'est dans les bois de Combourg que je suis devenu ce que je suis, que j'ai commencé à sentir la première atteinte de cet ennui que j'ai traîné toute ma vie, de cette tristesse qui a fait mon tourment et ma félicité. » Chacun a dans la mémoire l'inoubliable tableau de ces lieux et de ces journées, où tout semblait calculé pour renforcer les dispositions natives de l'enfant, pour augmenter la pression qui a fait jaillir, pendant soixante ans, les sources de son génie. Le jour où le chevalier sortit de la Cour Verte, avec cent louis dans sa poche et la vieille épée de son père, pour « s'avancer sur la terre inconnue, comme Adam après son péché, » *René* était fait virtuellement dans son esprit; et le reste de son œuvre n'est qu'un appendice explicatif de *René*. Viennent les grands voyages et les révolutions, les misères et les hautes fortunes, tous les événemens mémorables qui ont heurté l'homme privé et l'homme public, ils ne changeront pas le fond de cet homme; tout ce qu'ils pourront sur lui, ce sera de polir aux angles le caillou de granit, qui s'est cristallisé à Combourg avec ses propriétés définitives.

C'est à Combourg que, par la seule force de son désir, il a créé de rien la sylphide, maîtresse de sa vie. On s'est beaucoup moqué de cette invention, on a voulu y voir un placage, un exercice de style. Que c'était mal connaître le poète! Sa première chimère fut plus vivante, plus réelle, que toutes les créatures de chair et d'os qu'il a magnifiées par la suite; ou plutôt elle les contenait toutes, et les créatures ne furent que ses pâles incarnations. Elle est peut-être la seule qui l'ait eu. On ne sent pas Chateaubriand, si on ne le voit pas sur la bruyère, au tomber des jours d'automne, avec sa magicienne, « roulé dans ses cheveux et dans ses voiles, » cruellement et délicieusement possédé par cet être toujours présent. On ne le comprend pas, si on ne trouve point dans cet épisode la clé de toute son existence; et c'est à très juste titre qu'il a intitulé ce chapitre des *Mémoires :* « Révélation sur le mystère de ma vie. » Je m'étonne qu'un furet de physiologie comme Sainte-Beuve n'ait pas aperçu tout ce qu'il y avait là pour lui.

Jusqu'au jour où Chateaubriand reviendra reposer au Grand-Bé, les diverses et furieuses poursuites de sa vie n'auront qu'un but, étreindre la sylphide. Elle s'appellera tour à tour la femme, telle ou telle femme, le pouvoir, tel ministère ou telle ambassade, la gloire,

les pays que l'imagination voit dans un mirage, le poème flottant dans l'esprit; et je crains bien que la religion servie par l'écrivain, ce soit encore elle. A peine née, elle est déjà tout cela : « Par un autre jeu de mon imagination, cette Phryné qui m'enlaçait dans ses bras était aussi pour moi la gloire et surtout l'honneur. » A travers ses métamorphoses, elle personnifiera le même rêve, pâture du même désir. Le désir n'arrêtera par instans ses poursuites que devant l'injonction de l'autre fantôme qui a pouvoir sur Chateaubriand, l'orgueil, l'honneur. Et durant les minutes où il croira étreindre la sylphide, il n'éprouvera que lassitude et tristesse; parce que le désir trop violent en a joui d'avance, en imagination; parce qu'au moment de se donner, elle substitue à sa place une réalité grossière, et c'est la sylphide qu'il aime.

D'abord, et pendant longtemps, il la chercha dans la femme. Dès les années de Combourg, on sait la redoutable équivoque dont son cœur faillit être victime; on ne saura jamais ce qu'il a mis de souvenir ou ajouté d'imagination à la fiction de *René*. « Je croissais auprès de ma sœur Lucile, notre amitié était toute notre vie. » Passons. Depuis lors, depuis Charlotte Yves jusqu'à Mme Récamier, il semble bien que la sylphide ait pris successivement la figure de toutes les nobles ombres qui passent dans les *Mémoires*. C'est à peu près toute la société féminine de l'empire et de la restauration; un seul nom excepté, peut-être, celui de Mme de Chateaubriand. Quand l'âge vient condamner sans l'éteindre cette forme du désir, il se révolte avec une angoisse tragique : vieillir, ce fut le seul malheur qui l'accabla vraiment et qu'il supporta sans grâce. On connaît l'anecdote rapportée par Sainte-Beuve. — « Vous me paraissez bien triste aujourd'hui, lui disait un matin Mme de Pastoret, en le rencontrant seul dans une allée du parc de Champlâtreux. — Ah! madame, vous l'avouerai-je? répondit-il; il m'arrive aujourd'hui un grand malheur. — Et quoi donc? — C'est que j'ai aujourd'hui quarante ans. — Il voulut du moins se donner ces malheureux quarante ans un peu plus tard que nature. » Et comme, malgré tout, il demeura rebelle à cet avertissement de l'âge, ses admirateurs purent craindre qu'il les affligeât par une vieillesse sans dignité. Le péril en fut grand, on le devine en lisant *les Enchantemens de Prudence*. Son orgueil, frein perpétuel de son désir, le préserva; son orgueil, et la bonne fortune qu'il eut de tomber, aux années de faiblesse, sous la froide domination d'une personne dévouée, mais aussi très calculée, jalouse de ménager une gloire qu'elle avait faite sienne, et qui barra la route aux folies. Comme Louis XIV, ce roi de l'esprit si peu maître de lui-même eut le bonheur de trouver sa Mme de Maintenon; une Mme de Maintenon plus belle, plus poétique, aussi experte à bien encadrer un noble

couchant, à le garder contre les basses misères où glissent les Louis XV.

C'est l'apothéose de l'Abbaye-aux-Bois que le nom de Chateaubriand évoque tout d'abord pour nos imaginations; tant on a mis d'application à nous persuader que ce dernier attachement fut sa grande affaire intime. Mais pour connaître le secret de cette force qui lui donna l'empire intellectuel, pour trouver ce secret dans l'illimité du désir, il faut rechercher l'homme en ces années triomphales dont il garda toujours l'âpre regret, de 1800 à 1810. Chez lui aussi, le consulat valut mieux que l'empire. Grâce aux nombreuses publications qui ont précisé les aveux des *Mémoires*, grâce surtout aux aimables livres de M. Bardoux, on peut rétablir pour chacune de ces années le registre changeant de ses préoccupations féminines; et parfois le registre devrait être tenu en partie double. Entre temps, il écrivait, c'est-à-dire qu'il allait cueillir des bouquets de rêves et de gloire pour les déposer aux pieds de la divinité du moment. Ne le dit-il pas lui-même en partant pour son pèlerinage de Terre-sainte? — « J'allais chercher des images,.. » — et, ajoute-t-il plus tard, « et de la gloire pour me faire aimer. » Pour se faire aimer à l'Alhambra, qui était le but secret et véritable du voyage. Ce que Bonaparte avait fait pour séduire la France, en lui revenant avec le prestige de l'Orient soumis à ses armes, Chateaubriand imagine de l'accomplir pour séduire une femme, en lui rapportant l'Orient soumis à sa plume. Il travaille pour et par ses inspiratrices; il va leur lire, tout bouillant, le chapitre ou l'article politique qu'il vient de composer; parfois il le reçoit de leur suggestion ou le modifie à leur caprice, comme son rival Benjamin Constant. En 1801, il écrit la meilleure part du *Génie du christianisme* sous les yeux de Mme de Beaumont, dans cette retraite de Savigny où il partageait le nid de la pauvre « Hirondelle, » où « elle copiait les citations du livre. » — Elle en mourra, comme Mme de Custine; il leur paiera sa dette avec deux phrases somptueuses, drapées sur leurs cercueils. Lors même qu'on ignorerait ces détails biographiques, il suffirait de lire avec attention les livres de Chateaubriand, — voire les plus graves, — pour y sentir à chaque page que la pensée et le style ne sont qu'une offrande perpétuelle, une transposition de l'amour. Quelque coin de l'univers dont il retrace le tableau, et jusque dans les scènes religieuses, paysages et cérémonies sont des voiles derrière lesquels son désir s'élance pour chercher l'idole. Il l'avoue ingénument en revenant dans les *Mémoires* sur sa belle description de la prière en mer : « Je me figurais qu'elle palpitait derrière le voile de l'univers qui la cachait à mes yeux. »

Si j'insiste sur ce côté de l'homme, c'est qu'il explique à mon

sens tout l'écrivain, ses procédés, sa valeur particulière, sa domination universellement subie. Sainte-Beuve l'a bien aperçue, « cette flamme profane et trop chère qu'il portera, qu'il couvera partout, jusqu'au milieu des scènes et des sujets les plus faits pour ramener à l'austérité simple, qui transpirera comme un parfum d'oranger voilé. » Mais le critique la diminue et la ravale, quand il n'y voit « qu'un élément très positif, élément profane et païen : l'homme de désir, au sens épicurien. » Non ; cette flamme est l'âme même de Chateaubriand et l'essence de son génie, une dans ses manifestations célestes et terrestres ; elle est le Désir, créateur de toutes choses, au sens du mythe ancien ; le souvenir du ciel perdu et l'attente de l'ineffable, au sens chrétien. Sainte-Beuve se trompe surtout quand il signale, comme une cause d'infériorité littéraire, ce qu'il appelle « le désaccord entre l'inspiration véritable et le résultat apparent, le manque d'harmonie et de vérité au sein des plus beaux ouvrages. » En attaquant par ce joint l'œuvre d'art dans le *Génie du christianisme*, « il y a usé ses dents, » comme l'a dit M. Brunetière. La puissance littéraire de notre grand poète naît précisément de cette contradiction entre les sujets qu'il traite et le tour de sentiment qu'il y porte. Sa sensibilité le destinait naturellement à la littérature de passion. Supposons qu'il fût venu cinquante ans plus tôt, dans la licence du XVIIIe siècle ; il eût fait des vers galans. Supposons-le cinquante ans plus tard, dans le relâchement de nos lettres contemporaines ; il eût fait des romans montés de ton, où toute son ardeur se serait donné libre carrière. Dans les deux cas, on peut l'affirmer à coup sûr, sa prise sur les imaginations et les cœurs aurait été moindre, son rang littéraire demeurerait moins éminent. Il eut ce tourment et ce bonheur, qu'il faut souhaiter à tout écrivain, d'être perpétuellement contrarié sur sa pente. Ici encore, son orgueil le servit bien ; si, comme on peut le présumer, le respect de sa condition maintint Chateaubriand dans les sujets sérieux et dans le style soutenu. Il dut aussi au besoin de l'action, plus fort chez lui que le goût d'écrire, la direction prise par son talent à l'encontre de sa nature ; il voulut manier de grandes idées pour agir sur ses contemporains. De ce désaccord intime, qui offusquait Sainte-Beuve, naquit cette vibration musicale des idées sévères ; ce style unique, fort et persuasif comme la passion contenue, pareil aux cimes volcaniques où le sol tremble sous la poussée du feu intérieur, où ce feu jaillit soudain par les moindres crevasses, fondant les neiges d'hiver, brûlant les pieds à côté du glacier. On se rappelle ce qu'en disait Mme de Beaumont : « Le style de M. de Chateaubriand me fait éprouver une espèce de frémissement d'amour ; il joue du clavecin sur toutes mes fibres. »

Alors même qu'il ne pense pas à la femme, comme il n'écrit

jamais que sous l'impulsion d'un désir, cette vibration continue persiste dans sa phrase. Si c'est le désir du pouvoir, ses brochures, ses articles politiques palpitent d'ambition, de colère, d'ironie vengeresse. Les descriptions historiques ou purement pittoresques tirent leur vie et leur éclat du même principe. Chateaubriand, et tous les vrais romantiques après lui, ne regardent pas les scènes de l'histoire ou les aspects du monde avec la sérénité studieuse d'un Goethe. Devant le monde et devant le passé, le premier mouvement de leur *moi* envahissant est de s'assimiler ces objets extérieurs; car il ne se peut souffrir qu'une chose reste en dehors du *moi;* car tout ce que l'on admire est matière à désir. La passion de la couleur locale, de l'exotisme, c'est encore une tentative pour étreindre l'inconnu, pour posséder la sylphide. Le romantique ne va pas au monde, il tire le monde à lui. Et il n'y a qu'un moyen de réaliser cette assimilation : emprisonner les siècles morts ou les paysages lointains dans les mots qui sont notre chose. Plus le désir est intense et plus grande est la puissance de l'écrivain, plus il voudrait embrasser l'univers entier dans une seule de ses périodes. Chateaubriand, l'ayant désiré plus que les autres, reste leur maître à tous. Il lance sa phrase convoiteuse sur cet univers, il la dore aux premiers rayons du jour sur le Taygète ou le Thabor, la trempe dans les eaux du Meschacébé, du Nil et du Jourdain, la promène longuement sur l'étendue triste des mers, l'endort pendant des nuits aux savanes de la Floride et aux déserts de Syrie, l'attarde à recueillir les chants d'oiseaux et les murmures des vents; chemin faisant, il l'élève à Dieu, pour que le Tout-Puissant y laisse quelque chose de sa grandeur et de son éternité; et comme elle ne rapporte pas tout, ce *tout* qui ne remplirait même pas son désir, il la ramène à lui, il la replonge douloureusement dans son cœur; à moins que, las et pris de dégoût, il ne l'arrête court, tremblante et cabrée.

J'ai avancé qu'il avait le besoin de l'action plus que le goût d'écrire. Si l'on s'étonne de l'assertion, qu'on prenne l'ensemble de cette longue vie, qu'on retranche de l'œuvre les parties militantes et de circonstance; il ne restera qu'un moment pour la création littéraire, dans une carrière si diversement remplie. Nous ne nous représentons pas certains grands écrivains faisant autre chose que leur métier d'élection; Chateaubriand n'est pas du nombre, on le voit très bien appliquant ses facultés à d'autres emplois. Il aborda la littérature comme un gagne-pain, dans la misère de l'émigration, dans la gêne du retour en France; ayant réussi, il y prit plaisir; mais surtout il y trouva l'arme de bataille, que ses mains vides cherchaient avec des mouvemens instinctifs d'atavisme. Ce

croisé saisit la plume à défaut de l'épée, pour faire bon service à Dieu d'abord, pour plaire aux dames, gagner des fiefs, pourfendre ses ennemis. Si les temps fussent restés réguliers, Chateaubriand eût servi sur un navire ou dans les mousquetaires, ce cadet eût pointé à la cour et brigué les grandes places. Le fameux manuscrit des *Natchez*, toujours perdu, toujours retrouvé à point quand le besoin s'en faisait sentir, ce manuscrit fût demeuré comme le seul témoignage des rêveries du jeune voyageur; plus tard, ses passions et le tour poétique de son imagination lui eussent dicté des petits vers, entre deux campagnes ou deux intrigues d'ambition. Mais que faire sous Napoléon, à moins que l'on ne songe? quand on est, comme notre Breton, d'humeur trop rétive pour servir un maître aussi dur. A partir de 1814, dès que l'horizon politique s'ouvre devant lui, dès que la sylphide attire vers cette nouvelle chimère une maturité ralentie sur l'amour, il cesse d'écrire, autrement que pour porter des coups. Il ne revient dans la suite au métier que pour réparer ses finances, ou pour préparer silencieusement son mausolée, les *Mémoires*.

Je ne m'étendrai pas sur le rôle politique de Chateaubriand, ayant eu déjà l'occasion de l'étudier. Sans croire avec lui que la guerre d'Espagne fût la grande pensée du siècle, je redirai de ce poète, comme nous le disions l'autre jour de Lamartine, que les gens d'affaires ont trop déprécié cette famille d'esprits. Nous opposions les grandes vues de Lamartine aux habiletés de M. Thiers; on pourrait établir le même parallèle entre Chateaubriand et Talleyrand, ces deux hommes qui se haïssaient cordialement. Certes, Talleyrand était de meilleur service au train quotidien de la politique, à la table d'un congrès; aussi diplomate que Chateaubriand l'était peu, il eût « roulé » cet adversaire dans chaque négociation. Mais Talleyrand ne voyait pas à dix ans devant lui. Nous possédons aujourd'hui ses *Mémoires*, et l'on est stupéfait d'y trouver la preuve que cette vive intelligence n'a rien compris à la Révolution, au changement du monde, à l'avènement de la démocratie. Il n'a vu dans le cyclone qu'un temps de troubles, au sortir duquel on pouvait rebâtir sa maison comme devant. Chateaubriand, abusé sur le moment immédiat par la fougue de son désir, voyait à distance avec le regard de l'historien; il a merveilleusement deviné les suites nécessaires du cataclysme, la fin de tout ce qu'il aimait, l'orientation nouvelle des peuples. L'aigle, facile à prendre à tous les lacets quand il se posait sur terre, retrouvait sa vue perçante en relevant son vol dans les hauteurs. Reconnaissons d'ailleurs qu'il était difficile à un gouvernement d'écouter la voix de ce conseiller quinteux; cette voix qui répétait chaque jour aux Bour-

bons: « Si vous êtes remontés sur le trône, c'est par ma grâce. » Comme elle eût dit volontiers à Dieu: « Si vous êtes rétabli dans le ciel, c'est par mes soins. » Il était plus difficile encore de donner les premières places à un personnage aussi encombrant. Le spirituel Louis XVIII ne s'y résigna jamais, sachant bien qu'une fois sur le devant de la scène, Chateaubriand se fût étalé avec une turbulence qui eût relégué le roi à l'arrière-plan.

Mais ce n'était pas seulement les petitesses de l'homme qui le rendaient impossible; c'était surtout les grands côtés de son caractère et de son intelligence. D'abord, cette roche de fierté dure et sauvage qui affleurait sans cesse, déchirant les petites trames qu'il avait patiemment ourdies pour satisfaire son ambition. Toujours le sans-souci frondeur du Breton, qui lui avait fait manquer sa fortune lors de sa première présentation à la cour, sous Louis XVI; et plus au fond du cœur encore, le brusque dédain de tous les biens convoités, que l'on touche enfin, et que l'on rejette, parce que « ce n'est que cela. » Toujours le rire incoercible, à la Pascal, qui s'empare de lui devant les grandeurs de chair, devant la sienne propre, quand il revêt son habit de ministre ou d'ambassadeur. — « En dernier résultat, tout m'étant égal, je n'insistais pas. En politique, la chaleur de mes opinions n'a jamais excédé la longueur de mon discours ou de ma brochure. » En politique, en amour, en tout. Aussitôt atteinte, la sylphide se métamorphose et l'appelle ailleurs. — « Je n'étais occupé qu'à rapetisser ma vie pour la mettre au niveau de la société, » disait déjà *René*. Il s'y efforce consciencieusement; mais sa vraie nature rebondit et se venge vite; il se rembarque sur l'*Indien*. Voyez, dans les *Mémoires*, le tableau qu'il fait du conseil des ministres, « des diverses attitudes de ces têtes chauves, » et l'envolée vers les anciens rêves qui l'arrache à ce tapis vert. Voyez, dans l'ambassade de Rome, le crayon malicieux et juste d'un corps diplomatique: « Par-ci, par-là, j'ai entrevu de petits finauds de ministres de divers petits États, tout scandalisés du bon marché que je fais de mon ambassade: leur importance boutonnée, gourmée, silencieuse, marche les jambes serrées, à pas étroits; elle a l'air prête à crever de secrets, qu'elle ignore. » Ces ironies trahissent les blessures de son ambition, il regrette ce qu'il méprise, soit; mais tout au fond, quand Chateaubriand parle ainsi, il est plus sincère qu'il ne le croit lui-même; c'est l'enfant de Combourg qui lutte avec le pair de France, et l'enfant a toujours le dernier mot.

Mêmes obstacles à l'exercice du pouvoir dans l'intelligence de Chateaubriand. Indépendant des partis qu'il juge trop bien, rat-

taché au passé par ses traditions et par ses goûts, à l'avenir par ses divinations, trop ouvert pour regarder la vérité sous un seul angle, il est à cheval sur deux époques, il n'a pas d'assiette et de prise sur l'instant présent. D'où sa force comme écrivain, sa faiblesse comme politique. Pour se faire accepter en politique, il faut écarter les grandes vérités qui gênent, ou du moins n'en voir qu'un aspect; il faut s'asservir à un parti, à un système, être tout en arrière ou tout en avant; il faut amputer son intelligence au profit de sa volonté. Les indépendans qui scandalisent les partis, surtout quand ils procèdent comme l'histoire, en reforgeant les armes du passé au service de l'avenir, sont rarement agréés par les rois ou par les peuples; on ne les subit que dans les temps d'exception, au lendemain des grandes catastrophes, lorsqu'il faut tout refondre, comme un Bonaparte; ou à la veille des grandes constructions, lorsque la réalisation d'un idéal national prime tout, comme un Bismarck.

Chateaubriand comprenait parfaitement, — il la dénonce sans cesse, — la paralysie qui résultait pour lui des clartés de son esprit, contraires à la fidélité de son cœur. Fidélité bougonne, comme celle des vieux serviteurs, et souvent plus insupportable à ses princes que d'aimables trahisons. Il contribua à les renverser, sans le faire exprès. Jusqu'à la fin, il porta au foyer du malheur, au Hradschin, à Butschirad, son attachement implacable de fossoyeur; il en rapportait ces peintures grimaçantes dans leur vérité, qui restent ses meilleurs chefs-d'œuvre d'ironie mélancolique. Fidélité chevaleresque néanmoins, et qui servit bien sa gloire. Chateaubriand connut deux grandes tentations dans sa vie politique, en 1804, après le meurtre du duc d'Enghien, en 1830, après la révolution. Les deux fois il chancela, on le dit, je le crois, je l'aime mieux ainsi, c'est plus humain; mais il sortit victorieux des deux épreuves. On a dit aussi qu'en 1830, il résista parce qu'il avait mal jugé du succès; qu'il regretta trop tard sa précipitation... Des anecdotes courent, dans des mémoires encore inédits : « Si l'on faisait appel à un vieux pilote... » — A d'autres! Le gouvernement de Juillet n'eût reculé devant aucun sacrifice pour se parer de ce trophée, si le trophée eût été prenable. Avec son prestige et sa popularité d'alors, il eût ombragé le nouveau trône de plus haut qu'un La Fayette. La félonie glissa sur ce cœur sans l'entamer. Il préféra s'acheminer solitairement vers sa tombe, avec des grognemens de mépris pour ce qui était, avec très peu d'illusions sur le retour de ce qui avait été, avec des visions toujours plus nettes de ce qu'allaient être avant peu d'années la France et le monde. Une fois de plus, son orgueil l'avait bien gardé contre son désir.

L'orgueil et le désir! les deux formes les plus condamnables de la concupiscence, dirait un théologien; les deux sentimens les plus antichrétiens! Est-ce donc là le fond du restaurateur de la religion chrétienne? Je le crois; et en le disant, je ne pense pas diminuer Chateaubriand. Il fut le type supérieur et achevé de toutes nos misères; grandeur relative, purement humaine et peu enviable, mais grandeur encore. Les vrais chrétiens des fortes époques, un Pascal, un Bossuet, eussent regardé avec compassion cette âme vacillante, mal éclairée, sa doctrine mondaine et sentimentale. Le dernier frère convers qui balaie le pavé d'un cloître, ayant fait abnégation de sa personnalité, est plus grand que lui; il n'en eût pas disconvenu. C'est un roi et un apôtre à notre mesure. La volonté cachée qui adapte ses instrumens aux circonstances a tiré grand parti de celui-là. Il est incontestable que le *Génie du christianisme* a relevé une religion; non pas la plus solide et la plus pure; cette croix qu'une femme arbore au frontispice des vieilles éditions, ce n'est ni la croix de bois ni la croix de fer : une croix d'ambre, ou quelque chose d'approchant. Mais la religion du *Génie du christianisme* était la seule qui pût persuader cette société du XVIIIe siècle, ébranlée par l'orage révolutionnaire, fidèle néanmoins à ses habitudes d'esprit, le raisonnement littéraire et la sensibilité. Car il ne faut pas nous laisser tromper par la fausse perspective des millésimes; Chateaubriand, et les hommes faits pour qui il écrit, sont des gens du XVIIIe siècle. Une révolution qui bouleverse le monde prépare des générations très différentes de celles du passé; elle est impuissante à changer le tour d'esprit et de sentiment de la génération qu'elle a surprise. L'*Essai sur les révolutions* est à peine distant de Rousseau et de Mably, il repose sur l'idée fondamentale du XVIIIe siècle : « Heureux sauvages... » Et l'*Essai* se retrouve à chaque page dans le *Génie du christianisme*, avec un éclairage différent, l'idée religieuse en plus. Le *Génie* est un maître livre, mais par le sentiment, qui y est fort, non par les raisons, qui sont faibles. Pourtant, il serait injuste de n'y louer que le sentiment. Avec son coup d'œil politique et son intelligence du grand, Chateaubriand a vu dans l'édifice catholique l'abri naturel et sûr de notre société. Il l'a vu moins fortement que Joseph de Maistre, qui, l'ayant trop vu, a versé durement de ce côté; il l'a vu comme Napoléon; et tandis que Napoléon faisait son profit pratique de cette découverte, Chateaubriand en faisait son profit spéculatif. Il eut le tort d'ajouter à ces parties solides son échafaudage de merveilleux épique, si bien jugé d'un mot par M. Faguet : « Le merveilleux chrétien, c'est une âme chrétienne. » Tel quel, ce livre a fixé le sentiment religieux pour près d'un siècle. Il nous a donné une

poésie et un art religieux. Ce qu'il contenait de substantiel s'est développé en se fortifiant jusqu'à Montalembert et Lacordaire; il a végété dans une autre direction par son vice secret, jusqu'aux arlequinades catholiques de Baudelaire et de Barbey d'Aurevilly. Aujourd'hui, on ne le lit guère; mais il gouverne encore des imaginations qui l'ignorent.

M. de Lescure dresse une liste longue et indulgente des ouvrages de Chateaubriand qui *restent*, que l'on continuerait de lire, selon lui. *Les Martyrs? le Congrès de Vérone??* Mais qui lit? et que lit-on? Rien n'est plus aléatoire que nos conjectures, quand nous enterrons les œuvres littéraires avec notre scepticisme de salon ou de journal. Il y a quelques années, dans une maison perdue au fond des provinces russes, on parlait de Chateaubriand. L'aïeule défendait *Atala*, avec la chaleur du souvenir, contre nos railleries irrespectueuses. Un lettré du sens le plus fin, — pourquoi ne le nommerais-je pas? c'était le commandeur Nigra, — hésitait à prendre parti entre l'attaque et la défense. Pour connaître si *Atala* vivait encore, il proposa sagement de tenter une épreuve sur deux jeunes filles qui n'avaient jamais ouï parler du roman. On leur lut quelques pages; nous retenions nos sourires. Cheveux blanchis du vieux Chactas, quel n'eût pas été votre contentement! L'épreuve était faite; en écoutant les malheurs de l'Indienne, les deux petites sauvages avaient pleuré.

Je croirais volontiers qu'on lit surtout les *Mémoires d'outre-tombe*. Ils ont la préférence de M. de Lescure, de M. Faguet également; et ce dernier en donne la vraie raison : « C'est à la tragédie de notre propre nature que nous nous intéressons dans le monologue tragique de Chateaubriand. » C'est aussi au plus beau des romans historiques, avec un héros central toujours en action, avec mille comparses toujours vivans. Les apprêts de style qui nous laissent froids, quand Chateaubriand les plaque sur une œuvre d'art pur, nous émeuvent dans les *Mémoires*, parce qu'ils sont ici des armes décrochées de la panoplie pour un combat sanglant. Qu'importe s'il y a un masque, et s'il est mal attaché, comme le dit Sainte-Beuve ? C'est un intérêt de plus, et le masque ne dissimule guère les véritables jeux de physionomie. Pour ma part, je verrai toujours la première moitié de notre siècle, les événemens et les hommes, dans les arrangemens majestueux de lignes et de couleurs où l'immortel peintre les a saisis. Ils étaient autres, dites-vous? Ils avaient tort.

Et pourtant, tout cela va sombrer, le miroir avec l'image, les *Mémoires d'outre-tombe* avec la société, les goûts et les passions qu'ils reflètent, le *Génie du christianisme* avec les dispositions de

l'âme et la qualité de foi qu'il a consacrées. Un autre monde surgit, rude, sérieux, pratique, impitoyable aux élégances et aux belles conventions de cette foi légère, de cette âme et de cette société de transition. Démocratie, science, labeur, maux réels, croix arrachée, ou croix de fer... Ce sont vos funérailles, Atala, René, héros et héroïnes de l'Abbaye-aux-Bois, vague des passions et orgueil féodal. Napoléon avait construit la maison sociale du siècle, avec son *Code;* Chateaubriand, la maison idéale, avec son *Génie*. Le monde nouveau ruinera de la même poussée les deux maisons. Le *Génie du christianisme* qu'on lui fera, — et on le lui fera, — sortira d'un laboratoire, il sera le contraire de l'autre. Un savant, un grand savant, peut seul s'en charger. Demander ce livre à un écrivain d'imagination, à un lettré, à un érudit même, c'est demander un pastiche ridicule et inutile. Chateaubriand souffrira une éclipse, car sa grandeur et sa beauté n'ont pas de commune mesure avec la grandeur et la beauté qui s'élaborent présentement. Plus tard, les reflux historiques lui ramèneront sans doute des lecteurs. Mais ne dût-il rester de lui qu'un nom, une influence longuement subie, — et combien de grands écrivains n'ont pas laissé davantage! — ce sera le nom et l'influence du père spirituel de ce siècle, de l'homme qui l'a le plus et le mieux pétri, après Napoléon.

Nous tous qui sommes nés dans son giron, nous lui demeurerons fidèles jusqu'au bout. Il nous a donné notre vision du monde, enchantée ou douloureuse, il nous a passé le mal de son désir, il a accommodé à notre lâcheté le peu de vérité que nous pouvions tolérer. Dans l'esclavage où il a réduit nos imaginations, nous l'admirons et nous l'aimons, comme l'esclave aime et admire le maître de race supérieure qui lui apprit à penser, à regarder, à lire. Nous n'ignorons pas ses misères, ses faiblesses, ses artifices ; nous sourions parfois de ses manies ; nous connaissons aussi sa générosité, sa vaillance, la chaleur et la beauté de ce regard anxieux du ciel. Il ne fut pas un saint, un confesseur ni un docteur ; notre raison place au-dessus de lui les grands voyans de vérité, les grands serviteurs de la justice. Mais notre cœur se défend mal d'une secrète préférence pour celui qui fut le plus noble, le plus merveilleux exemplaire de ce pauvre être que nous sommes tous : un homme qui n'est qu'un homme.

EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mars.

Quand on est dans une situation fausse ou équivoque, quand on s'y est engagé et pour ainsi dire enfoncé à plaisir, comme on l'a fait depuis quelques années, on n'en sort pas aisément, c'est trop certain. L'esprit de parti, et à plus forte raison l'esprit de secte, qui est le grand coupable de toutes les déviations, est implacable dans ses aveuglemens. D'abord, on ne veut pas avouer qu'on s'est trompé, qu'on a fait fausse route, et plutôt que de s'arrêter résolument, on va à la dérive, au risque d'épuiser les mécomptes, de sacrifier par de stériles compromis la paix publique elle-même, les plus précieux intérêts du pays. On se débat dans toutes les contradictions, un jour essayant de se ressaisir parce qu'on sent à demi la vérité, la force des choses, le lendemain retombant sous le joug des solidarités périlleuses et des entraînemens dont on comprend le danger, auxquels on n'ose résister. On mêle toutes les politiques sans se fixer, sans se décider à faire un choix, surtout sans sortir de l'équivoque où l'on traîne une vie toujours disputée, toujours tiraillée. Gouvernement et parlement restent pris entre les courans contraires, — et c'est justement, si l'on peut ainsi dire, au confluent de ces courans opposés, tourbillonnans, que le dernier ministère a momentanément disparu, qu'un ministère nouveau a fait son apparition. Est-ce bien un nouveau ministère? N'est-ce pas plus simplement la continuation de l'ancien et par les hommes qui le composent et par l'esprit qui l'inspire? C'est ce qui resterait à savoir; c'est ce que la déclaration portée par le nouveau président du conseil au parlement et la courte discussion qui s'est engagée aussitôt n'éclaircissent peut-être encore que d'une manière peu décisive.

Un seul fait est certain, c'est qu'il y a eu un changement, un remaniement, et que ce ministère, ainsi reconstitué ou rajusté, a cru devoir se donner un programme pour son avènement. Le président du conseil, M. Loubet, a fait son entrée avec assurance, en homme déli-

béré, parfaitement persuadé qu'il représente un pouvoir nouveau, une politique nouvelle, entendant bien être un personnage sérieux. Il a pris sans façon l'attitude d'un premier ministre pénétré de sa mission et de son importance. A dire vrai, M. le président du conseil s'est peut-être fait quelque illusion, non pas sur son importance, mais sur la nouveauté de son rôle. Cette déclaration même par laquelle il a signalé son avènement n'a rien de particulièrement inattendu et original ; pour une bonne part, elle ressemble à bien d'autres. Le chef du nouveau cabinet a fait son compliment à la chambre de la législation économique qu'elle vient de voter ; il l'a entretenue de toute sorte de projets sur « l'amélioration du sort des travailleurs, » sur l'hygiène des ateliers, sur l'arbitrage entre patrons et ouvriers, sur les caisses de retraites ouvrières, sur la réforme du régime des boissons. Il s'est cru obligé aussi de flatter les passions républicaines, de faire appel à l'union des républicains. C'est l'air de bravoure dans toutes les déclarations. Soit! mais ce n'était là évidemment que la partie facile et banale du programme. Restait le point le plus délicat. Le dernier ministère venait de tomber dans une sorte d'échauffourée pour sa politique religieuse, ou si l'on veut à l'occasion de sa politique religieuse, de ses prétendues négociations avec le Vatican, de ses rapports avec l'Église, de la loi sur les associations ; il était tombé faute de décision et de clarté. Qu'avait à dire le nouveau ministère? quelles explications avait-il à donner et sur ses relations avec le saint-siège et sur le concordat et sur la loi des associations? quelle conduite se proposait-il de suivre dans les affaires religieuses? c'est là que l'attendaient les radicaux impatiens de profiter de cette crise, de pouvoir pour rouvrir le feu contre la politique d'apaisement et irriter les conflits s'ils le pouvaient.

Eh bien ! sur ce point le nouveau ministère n'a fait que continuer l'ancien. Il a tenu à peu près le même langage, et dans sa déclaration et dans le débat auquel il a été immédiatement provoqué. Le chef du cabinet, M. Loubet, comme son prédécesseur, s'est hâté de déclarer qu'il ne se croyait pas la mission de préparer la séparation de l'Église et de l'État, qu'il n'avait d'autre devoir que de « maintenir avec fermeté la législation concordataire. » C'est ce qui a été dit plus d'une fois! M. le ministre des affaires étrangères d'aujourd'hui, qui était le ministre des affaires étrangères d'hier, n'a point hésité à son tour à compléter les déclarations de M. le président du conseil en dévoilant le secret de ces fameuses négociations avec le pape dont on a tant parlé, qui sont tout ce qu'il y a de plus avouable et de plus utile. A ces explications toutes simples, faites pour rassurer à demi les modérés, on a cru devoir, il est vrai, ajouter selon l'habitude quelques gros mots, quelques menaces contre l'Église dans l'espoir de désarmer les radicaux. C'est encore ce qui s'est fait plus d'une fois! Le nouveau

ministère comme l'ancien a cru pouvoir jouer le même jeu, essayer de satisfaire radicaux et modérés. La vérité est qu'il n'a peut-être satisfait ni les uns ni les autres, et que, si la discussion qui s'est engagée a fini par un vote favorable au gouvernement, la question est restée ce qu'elle était il y a un mois; elle n'est pas plus avancée sous le nouveau ministère. Elle n'est qu'ajournée, probablement à une courte échéance : d'ici à peu on se retrouvera !

Ce qu'il y a d'assez curieux à observer, c'est la tactique suivie depuis quelque temps par les radicaux dans leur campagne contre le concordat, contre tout ce qui peut contribuer à la pacification religieuse et morale du pays. Il y a dans la chambre, il y a même au sénat d'habiles stratégistes qui, se sentant impuissans à enlever d'assaut cette séparation de l'Église et de l'État qui est leur rêve, s'efforcent de tourner la difficulté. Ils ont de curieuses roueries de polémiques, pour déguiser la violence d'esprits étroits qui font de la politique une œuvre de secte et de fanatisme. Ils ont découvert que la république ne serait la république que si elle était la guerre aux idées religieuses, que l'État laïque ne pouvait, sans s'humilier et abdiquer, traiter avec l'Église : ils ont failli réussir à glisser par subterfuge, dans un ordre du jour, cette sottise « qu'on ne devait permettre à aucun pouvoir étranger, — c'est-à-dire au pape, — d'intervenir dans notre politique intérieure. »

Qu'est-ce que cela peut signifier? Est-ce que le pape est un souverain étranger dans les pays catholiques? C'est le chef d'un grand culte encore reconnu par l'État, mêlé à notre vie nationale, le directeur des croyances de millions de Français. Ce roi sans royaume, sans territoire, sans armée, est de plus un grand pouvoir moral s'étendant à tout le monde civilisé, invoqué comme arbitre par de plus puissans que lui, et les radicaux, en le traitant en étranger, en ennemi, se montrent aussi peu éclairés pour notre politique extérieure que pour notre politique intérieure. Le pape ne fût-il que ce pouvoir moral placé entre les nations, il y aurait un intérêt évident à le ménager, à rester en amicale intelligence, en rapports constans avec lui. A plus forte raison cette entente est-elle légitime et utile lorsqu'il y a entre la France et la cour pontificale un traité qui, depuis près d'un siècle, a garanti la paix religieuse dans notre pays. — On veut interdire à notre gouvernement de négocier avec le pape! mais alors pourquoi maintient-on auprès du Vatican un ambassadeur dont la présence est l'attestation vivante des intérêts communs que les deux puissances ont sans cesse à régler? Des négociations, il y en a toujours : elles sont le résultat du concordat; elles ont pour objet et le choix des évêques, et les rapports de toute sorte de l'État avec l'Église, et les mille questions qui s'élèvent à tout instant. Le dernier président du conseil, M. de Freycinet, le disait il y a un mois : « Tant que l'Église catholique sera unie à l'État par les liens que vous connaissez, nous serons amenés naturellement à dis-

cuter les questions religieuses avec le Vatican... Et ce n'est pas en ce moment que nous nous abstiendrons de faire ce qu'ont fait tous les gouvernemens, de nous entretenir avec le saint-siège des questions qui intéressent la conduite de l'Église française. » M. le ministre des affaires étrangères a montré l'autre jour ces négociations, pour ainsi dire en action, dans leur simple vérité, par la lecture qu'il a faite de ses dernières instructions à l'ambassadeur de France auprès du Vatican : le nouveau président du conseil n'a pas parlé autrement de nos relations avec le saint-siège.

C'est donc un fait nécessaire, permanent, plus fort que la volonté des radicaux : on vit sous le régime concordataire, régime qui suppose une entente habituelle, des négociations, des transactions de tous les instans; mais si la nécessité est reconnue, si on décline le mandat de préparer la séparation de l'Église et de l'État, parce que cette séparation n'aurait pas de majorité dans le parlement et serait encore plus désavouée par le pays, il faut se décider : il faut parler et agir sans subterfuge! La pire des politiques serait d'invoquer le concordat et de le pratiquer avec des arrière-pensées ennemies et des menaces, d'un ton rogue, en paraissant ménager ou encourager les passions radicales qui en poursuivent la destruction. Un homme qui n'a jamais été un politique, mais qui avait la clairvoyance et la finesse du bon sens, Sainte-Beuve, l'a écrit un jour, il y a un demi-siècle, au courant d'une de ses causeries : « Rien ne fait plus de bruit qu'une secte, rien n'est moins au centre d'un pays et d'un temps. » Voilà toute la question : qu'on laisse la secte faire son bruit, qu'on écoute le pays et qu'on l'avoue! Sans cela, on ne cessera de se débattre dans cette équivoque, dans cette situation fausse d'où on ne peut sortir. Les ministères, le nouveau comme l'ancien, dépendront d'une coalition fortuite qui peut se reproduire demain, — et ce qui est plus grave, la France restera à la merci des passions contraires, sans garantie pour sa paix morale qui est la première condition de sa grandeur.

Avant qu'il soit longtemps, dans ce mouvement universel et rapide des choses du jour, il ne restera plus que bien peu de survivans des générations anciennes. Ils s'en vont les uns après les autres, laissant du moins l'héritage de leurs actions et de leurs services, transmettant à leurs successeurs les traditions généreuses dont ils auront été jusqu'à leur dernière heure les fidèles gardiens. Ainsi vient de s'éteindre ce vaillant serviteur de la France, l'amiral Jurien de La Gravière, arrivé au bout d'une carrière bien remplie et toujours honorée. Il était presque octogénaire; on aurait pu à peine s'en douter jusqu'à ces derniers temps, tant il gardait de feu, de bonne grâce et de zèle au travail. Il ne cessait de chercher ce qu'il pourrait faire encore pour l'honneur, pour l'histoire de ce grand art de la guerre navale qu'il connaissait si bien, après l'avoir si bien pratiqué.

Fils de marin, marin lui-même dès son premier âge, Jurien de La Gravière avait passé sa jeunesse, ses plus belles années à la mer, passionnément dévoué à son état, menant avec une intelligente et courageuse activité cette vie semée de campagnes lointaines, apprenant sous les plus illustres maîtres, les Lalande, les Hugon, les Bruat, à commander à son tour. Il était partout, dans les mers de Chine, dans le Levant, en Grèce, dans le golfe du Mexique, dans la Méditerranée, tantôt simple officier, tantôt plus tard commandant d'un navire ou d'une escadre. Déjà capitaine de vaisseau et chef d'état-major sous l'amiral Bruat dans la Mer-Noire, pendant la guerre de Crimée, il avait sa part d'action et de périls dans cette rude campagne d'hiver où la flotte était la généreuse complice de notre armée de terre. Il avait, avec son héroïque chef, ses journées devant Sébastopol, à Kertch, à Kinburn. Lorsque, déjà amiral à son tour, il était appelé à diriger dans ses débuts l'expédition du Mexique, il n'avait pas tardé à démêler le danger; il l'avait signalé, et par une trêve prudemment négociée, il avait ménagé à son gouvernement le temps de la réflexion; il n'avait pas été écouté, il était même désavoué, rappelé, et en cessant d'être le chef d'une expédition promise à une fin sinistre, il mettait sa fierté à rester du moins sur son escadre, partageant les épreuves de ses équipages décimés par un fléau meurtrier. En 1870, retenu malgré lui par un service de confiance, mais ingrat, d'aide-de-camp auprès de la souveraine, il ne quittait les Tuileries, d'où l'empire venait de disparaître, que pour aller reprendre, en soldat fidèle et dévoué à la France, le commandement de la flotte de la Méditerranée. Il servait encore le pays en lui gardant une escadre intacte et en déconcertant, par sa vigilance, les agitateurs ennemis sur la côte des Alpes-Maritimes. Maintenu en activité après l'âge par le privilège de ses commandemens en chef, l'amiral était resté toujours un conseiller écouté, un guide pour les jeunes officiers qui grandissaient déjà, et bien qu'attaché par ses souvenirs à l'ancienne marine, il ne cessait de s'intéresser à la transformation de notre état naval, à la création de la marine nouvelle. Il s'y est intéressé jusqu'au bout. C'était un de ces marins à la fine et forte trempe, à l'esprit toujours ouvert, au cœur généreux, modèles de droiture et de simplicité. Oui, certes, c'était un marin éprouvé, il a aussi cette originalité d'avoir été un lettré, d'avoir commencé dès sa jeunesse à être l'historien de la marine, et c'est par là qu'il était depuis si longtemps l'hôte toujours bienvenu de cette maison, un collaborateur et un ami pour nous tous.

Voilà près d'un demi-siècle que l'amiral Jurien de la Gravière, entre deux campagnes maritimes, commençait ici même cette autre campagne littéraire. Il la commençait par ces instructifs et aimables récits de ses courses, de ses voyages, de son expédition de la *Bayonnaise;* il n'a cessé depuis de la poursuivre, étudiant tour à tour la *marine d'au-*

trefois et la *marine d'aujourd'hui*, tantôt racontant les grandes actions des flottes françaises, tantôt s'attaquant aux guerres maritimes des Anglais avec les Collingwood et les Nelson ; puis remontant plus haut dans le passé, jusqu'à la marine des Grecs, des Romains, des Byzantins, des Espagnols, jusqu'à Actium ou à Lépante. Le brave amiral était inépuisable d'érudition ! Il se plaisait dans sa retraite à servir encore le pays par ses études, après l'avoir servi de son courage souriant dans l'action, — car il le disait, il l'a écrit, il aimait le courage gai. Il aimait ce courage chez les autres, il l'a toujours eu pour lui, comme il a eu toujours l'esprit net et vif. D'autres le remplaceront dans la carrière et lui succéderont à la tête de nos escadres. Avec lui disparaît l'attachante figure d'un homme qui, par la variété de ses dons, par son caractère comme par ses services, reste l'honneur de la France.

A suivre avec quelque attention dans leur marche, dans leur diversité les affaires du monde, on ne peut vraiment pas dire que la politique du temps soit simple et claire sur notre vieux continent ; elle n'en est pas là ! S'il y a des incohérences, des contradictions, des confusions en France, il y en a dans bien d'autres pays, du Nord au Midi, de l'Occident à l'Orient de l'Europe. Il y en a jusque dans les États scandinaves, où une sorte de conflit constitutionnel, qui n'est pas sans gravité, est engagé entre la Norvège défendant son autonomie et la Suède ; il y en a en Belgique où cette singulière question de la revision constitutionnelle, au lieu de se simplifier, ne fait que se compliquer, divise les esprits, désorganise les vieux partis historiques et prend un caractère de plus en plus aigu. Il y en a surtout en Allemagne, où la politique, livrée à d'étranges oscillations, semble passer par une crise assez profonde, jusqu'ici assez confuse. On est sorti, il est vrai, de ces agitations qui, pendant quelques jours, ont troublé Berlin et ne laissent pas de rester un peu énigmatiques. Ces émeutes, — car ce sont bien des émeutes, où il y a eu des violences, des pillages et où l'empereur lui-même paraît n'avoir pas été toujours respecté, — ces désordres, désavoués par les chefs socialistes, ne sont peut-être qu'un accident ; ils peuvent être aussi le symptôme d'un état moral assez équivoque, aggravé et envenimé par les misères de l'hiver. Ils ont cédé dans tous les cas sous l'action un peu rude de la police. Les émeutes de Berlin sont finies pour le moment, elles ne sont plus qu'un souvenir assez maussade pour ceux qui se figuraient qu'il n'y a d'émeutes qu'à Paris ; mais il y a visiblement dans les affaires d'Allemagne quelque chose de plus, un phénomène plus sérieux, plus significatif. C'est ce qu'on pourrait appeler l'état d'esprit du souverain lui-même, livré à ses perplexités, cherchant sa voie et sa politique.

Ce nouveau règne allemand n'est pas encore bien long ; il est à peine à la quatrième année, et déjà Guillaume II a eu le temps de passer par les phases les plus diverses. Il a eu la phase de l'avènement, des illu-

sions, des exaltations juvéniles, des discours mystiques au peuple prussien, à l'armée, aux évêques. Il a eu aussi bientôt la phase des rêves humanitaires, des rescrits semi-socialistes, des tentatives pour conquérir les ouvriers, des promesses de justice sociale. Depuis quelque temps, le jeune souverain, on le sent, revient sur ses pas; il s'efforce de se ressaisir, de rentrer dans son rôle d'empereur paternel et piétiste. Il a signalé sa métamorphose nouvelle par ce discours à la diète de Brandebourg, qui a été vivement commenté en Europe, qui l'a été aussi en Allemagne et n'a pas laissé d'émouvoir bien des Allemands. Ce discours était certainement curieux par lui-même; il l'était surtout parce qu'il se liait à cette phase de réaction impériale et autocratique dans laquelle le jeune souverain semble entrer aujourd'hui. Guillaume II, c'est bien clair, subit avec impatience la contradiction, et il est assez disposé à serrer les freins de la répression. Il s'inquiète de tout ce qu'il voit autour de lui, des progrès du socialisme, des agitations ouvrières ou révolutionnaires, de la liberté pourtant fort modérée des journaux, de la démoralisation dont les dernières scènes de Berlin ne sont peut-être qu'une démonstration nouvelle. Il se donne la mission de moraliser son peuple, sans oublier de lui faire sentir la force. Presque toutes les lois proposées depuis quelque temps au parlement sont des lois répressives ou prétendues moralisatrices; la réforme scolaire, à laquelle M. de Zedlitz a attaché son nom et que l'empereur lui-même soutient de tous ses efforts, dont il poursuit ardemment le succès, n'est qu'une partie du système. Malheureusement, l'Alsace-Lorraine n'échappe pas à cette bourrasque de répression qui prend pour elle un caractère particulier, qui se manifeste sous la forme d'une loi nouvelle d'état de siège discutée en ce moment même par le Reichstag. Par le fait, sous le régime de cette loi qui n'avait pas semblé nécessaire depuis vingt ans, et qui l'est devenue tout à coup, à ce qu'il paraît, le premier général venu, sur une simple apparence, sur un simple soupçon de danger, pourrait proclamer l'état de siège; le conseil de guerre se chargerait du reste. C'est le pays tout entier livré à la fantaisie discrétionnaire d'un officier ! Cette loi, à dire vrai, a rencontré quelques protestations dans le Reichstag, celle d'un député alsacien-lorrain qui n'est pas un irréconciliable, les critiques de quelques socialistes. Qu'on ne se fasse aucune illusion cependant. Les socialistes allemands se gardent de se compromettre pour l'Alsace-Lorraine; ils se bornent à combattre un régime qui pourrait les atteindre et les envelopper dans le réseau de la répression. Ils sentent pour eux-mêmes le danger de la réaction.

Ainsi vont les choses! L'esprit souffle où il veut, la politique varie avec les pays et les circonstances. En Allemagne, la réaction règne dans les conseils officiels, et l'opinion, bien qu'un peu inquiète de ce qui se passe dans cette jeune tête impériale, ne se sent pas assez forte

pour résister. En Angleterre, c'est le mouvement libéral qui gagne la masse du pays et presse de toutes parts le ministère conservateur ; il marche, il n'a cessé de se manifester depuis quelque temps dans une série de scrutins partiels, et il vient de s'accentuer encore plus par une élection d'un ordre tout local, il est vrai, mais avec cela singulièrement significative. C'est cette élection du conseil de comté de Londres qui est aujourd'hui une sorte d'événement, qui vient de mettre les partis en présence. Qu'est-ce que ce conseil de comté ? c'est une institution nouvelle, on le sait, créée par un acte de 1888, à peu près semblable aux conseils-généraux de France, destinée à être la représentation administrative des diverses parties de la métropole britannique, — sauf la vieille cité de Londres qui reste intacte avec son existence traditionnelle et ses privilèges. Ce conseil, élu pour trois ans, représente, par le fait, trois ou quatre millions d'habitans, et ne compte pas moins de 118 membres. Il a des attributions encore assez mal définies, qui peuvent néanmoins s'étendre singulièrement. On voit quelle est, quelle peut être son importance. Déjà, dans une première élection, la lutte s'était engagée entre libéraux et conservateurs déguisés, pour ce scrutin local, sous les noms de progressistes et modérés. Les progressistes avaient eu assez d'avantages pour pouvoir mettre à la tête du conseil de comté, lord Rosebery, le futur ministre des affaires étrangères d'un cabinet libéral ; ils n'avaient pas une majorité assez forte pour engager une campagne de réformes. Cette fois, la lutte a été plus vive encore qu'il y a trois ans. Les conservateurs, les « ducs » qui sont les premiers intéressés dans l'administration municipale de Londres, se sont jetés dans la mêlée. Les chefs libéraux, sir William Harcourt, M. John Morley, les radicaux représentés par M. John Burns, ont déployé une ardente activité. En définitive, la victoire, une victoire complète, est restée aux progressistes qui vont être au nombre de plus de quatre-vingts, dans le nouveau conseil, et ce succès est d'autant plus sérieux que jusqu'ici les conservateurs passaient pour être les maîtres dans la représentation publique de la métropole anglaise.

Que ces élections gardent un caractère particulier et restent jusqu'à un certain point un fait local, c'est possible : même dans ces limites elles auraient encore une sérieuse importance. Les progressistes ont en effet un programme aussi vaste que hardi. Ils ne cachent pas leur intention de se servir des pouvoirs qui leur sont déjà attribués pour en conquérir de nouveaux, pour étendre l'action municipale à la police, à un certain nombre de services publics, pour arriver à une application plus complète du droit commun à la ville entière de Londres. Ils se proposent de plus une réforme des taxes municipales qui touche singulièrement quelques grands propriétaires, le duc de Westminster, le duc de Portland, le duc de Bedford, possesseurs héréditaires du sol d'une grande partie de la ville de Londres ; ils veulent que les

taxes nouvelles qu'on établira atteignent les grands propriétaires et non plus seulement comme aujourd'hui les locataires utiles qui ont consacré leur industrie à faire prospérer l'héritage, qui ne sont que les détenteurs temporaires des terrains sur lesquels ont été construits de grands quartiers. Ils prétendent en un mot mettre fin à une de ces anomalies qui se perpétuent dans la société anglaise, à une fiction féodale, à ce privilège des landlords recueillant, après une location séculaire, l'opulent bénéfice du travail accumulé sur leur propriété, sans participer aux charges communes, sans payer un penny. Voilà assurément de graves réformes qu'on ne réalisera pas en un jour, que l'esprit anglais saura bien atténuer et ramener aux proportions d'un progrès pratique. Le programme ne reste pas moins avec ses hardiesses. Le succès qu'il a eu à Londres est évidemment quelque chose de plus qu'une manifestation municipale, et il est bien difficile d'admettre que les électeurs qui viennent de peupler de réformateurs leur parlement local se désavouent le jour où ils auront à voter pour leur parlement national. Ils cèdent au courant, — et c'est justement ce qui fait de ces élections du conseil du comté de Londres un événement de mauvais augure pour les conservateurs, un présage encourageant pour les libéraux, à l'approche du grand scrutin qui décidera de la direction des affaires de l'Angleterre.

C'était, il y a peu de jours encore, une question de savoir quelles seraient les conséquences des élections récentes de la Hongrie et de la Roumanie pour les ministères qui dirigent les affaires des deux pays. En Hongrie, le ministère du comte Szapary, malgré quelques avantages apparens de scrutin, reste, à dire vrai, dans une situation difficile devant son parlement. — A Bucharest, c'est une autre affaire. Le ministère conservateur-junimiste qui compte dans ses rangs M. Lascar-Catargi, M. Carp, M. Lahovary, ce ministère roumain a eu une pleine et entière victoire dans les élections de la chambre des députés, comme dans les élections du sénat qui s'achèvent à peine. Vainement les libéraux survivans du parti de M. Bratiano, les libéraux plus modérés, amis de M. Vernesco, se sont alliés dans la lutte : ils n'ont pu échapper à une défaite, qui ressemble à une déroute. Le ministère a obtenu une majorité des trois quarts des voix. Il a dû son succès à la résolution avec laquelle il a mené cette campagne et un peu aussi, sans doute, aux moyens qu'il a su employer, devant lesquels aucun ministère roumain ne recule. C'est l'éternelle histoire de l'abus des influences! Quelle est maintenant la signification, quel sera le résultat de cette victoire électorale? La force du ministère roumain est évidemment tout entière dans l'alliance qui s'est formée entre les conservateurs ralliés autour de M. Catargi, et ceux qui d'un ancien nom de guerre s'appellent les « junimistes, » dont M. Carp est un des plus brillans représentans. Bien que les scissions soient toujours possibles dans les

partis victorieux, il n'y a cependant aucune apparence de divisions prochaines entre des hommes qui viennent de vaincre ensemble, qui ont résumé leur politique intérieure dans un manifeste récent au pays sous ce titre : « Appel aux électeurs ! » C'est un assez vaste programme de réformes économiques et administratives. On commence toujours par là, c'est le meilleur moyen de s'entendre. Quant à la politique extérieure du nouveau ministère roumain, qui sort victorieux des élections, elle ne peut se résumer que dans un mot : la neutralité ! Quelles que soient les préférences ou les sympathies des hommes et du souverain lui-même, il ne peut y avoir d'autre politique à Bucharest parce que c'est l'intérêt du pays : c'est la nécessité des choses, c'est la logique de la situation géographique et diplomatique du petit royaume danubien, c'est la raison d'être et le rôle de la Roumanie en Orient.

L'Orient, même depuis qu'il y a des constitutions et des parlemens, est toujours le pays des surprises, des coups de théâtre, des révolutions soudaines de pouvoir, et la crise ministérielle qui vient d'éclater en Grèce n'est point certes l'épisode le moins curieux de cette curieuse histoire. Cette crise hellénique, en effet, elle a cela d'étrange qu'elle est survenue à l'improviste, qu'on ne sait pas encore d'où elle vient ni où elle peut conduire, quelles raisons secrètes ont déterminé le roi George à frapper d'une révocation sommaire un ministère entouré d'une majorité puissante dans le parlement. Comment tout cela s'est-il passé ? De quelles circonstances nouvelles ou mystérieuses est né cet étonnant imbroglio ? Entre les deux principaux partis qui divisent la Grèce, qui ont pour chefs M. Tricoupis et M. Delyannis, se succédant tour à tour dans l'opposition et au gouvernement, la lutte est toujours ouverte. Il y a deux ans à peine c'était M. Tricoupis qui avait le pouvoir et il avait eu à l'exercer dans des momens difficiles, au lendemain d'une crise où la Grèce avait eu à subir les dures injonctions de l'Europe. C'est aujourd'hui, ou plutôt c'était hier encore, M. Delyannis qui avait la présidence du conseil. Il avait été porté aux affaires il y a dix-huit mois par des élections qui étaient un vrai déchaînement d'opinion, un mouvement violent de réaction contre M. Tricoupis. M. Delyannis avait, dans le nouveau parlement, une majorité passionnée et dévouée ; il a gouverné avec elle depuis près de deux ans.

Ce n'est pas que, même avec l'appui assuré de son parlement, le président du conseil d'hier n'eût encore bien des difficultés, et des difficultés de plus d'une sorte, à vaincre. Il avait d'abord à contenir cette majorité aveugle dans ses passions, acharnée à poursuivre M. Tricoupis jusque dans sa retraite, à le menacer d'une mise en accusation. Depuis un an, une commission d'enquête parlementaire est occupée à chercher des griefs, à rassembler les élémens d'accusation contre l'ancien président du conseil. M. Delyannis voulait bien profiter de l'hostilité toujours vive contre M. Tricoupis et s'armer dans une discussion

parlementaire des griefs amassés contre son prédécesseur; il avait assez de sagacité et de liberté d'esprit pour comprendre le danger d'un procès d'État contre un ancien ministre, et, de fait, il a eu tout dernièrement l'habileté de détourner la colère de ses amis, de faire écarter la mise en accusation de M. Tricoupis ; c'était un succès qui n'a pas été facile à obtenir. — D'un autre côté, il y avait une difficulté peut-être plus sérieuse encore. La vérité est que, depuis longtemps, la Grèce est dans une situation financière des plus critiques, des plus troublées, tellement grave que le gouvernement hellénique a été plus d'une fois sur le point d'être réduit à une humiliante suspension de paiemens. Que cette situation soit le résultat de circonstances plus fortes que toutes les volontés, qu'elle doive être attribuée aux fautes, aux dépenses de l'ancien ministère de M. Tricoupis, le fait existe. Il faut aviser! un emprunt a été récemment essayé, il a échoué. Le ministère, après bien des tergiversations, s'est décidé à proposer aux chambres une sorte de programme comprenant diverses combinaisons financières, divers projets d'impôts nouveaux; mais ce n'était encore qu'un programme qui ne pouvait se réaliser en un jour : il avait de plus l'inconvénient de tous les programmes qui imposent au pays des charges nouvelles. Il ne résolvait rien, et si M. Delyannis avait habilement réussi à se dégager des complications de l'affaire Tricoupis, il restait toujours en face des embarras financiers. C'est justement dans ces conditions générales, ostensibles, que la crise a éclaté brusquement, comme un coup de foudre.

Y a-t-il eu quelque cause particulière et déterminante qui a précipité l'explosion? Ce n'est pas l'éventualité du procès de M. Tricoupis, puisqu'elle était déjà écartée par l'intervention même du président du conseil. Est-ce la gravité de la situation financière qui a décidé la crise? Toujours est-il qu'il y a quelques jours à peine, le roi George a envoyé tout simplement, sans plus d'explications, un de ses secrétaires à M. Delyannis pour lui demander impérieusement la démission du ministère. M. Delyannis, visiblement un peu abasourdi, ne s'est point hâté; il a voulu délibérer avec ses collègues, il a consulté ses amis, et cela fait, on a répondu au roi que le ministère, assuré d'avoir l'appui du parlement, ne pouvait se démettre, mais que le roi avait parfaitement le droit constitutionnel de le révoquer. Jusque-là tout restait indécis. Malheureusement, le ministère paraît avoir voulu en appeler à l'opinion, à une délibération du parlement, à une pression extérieure, tandis que le roi s'obstinait dans ses résolutions, et pendant ce temps les esprits se montaient. Les partisans de M. Tricoupis se remuaient, comme les partisans de M. Delyannis. L'agitation commençait à se manifester dans Athènes, autour du palais, autour du parlement ou de la demeure des ministres. La force militaire entrait en action, on ne savait sur quel ordre. La situation devenait violente, lorsque le roi

prenait le parti de trancher le conflit par une révocation sommaire du ministère qui était censé exister encore, puisqu'il n'avait pas donné sa démission. Le roi, pour l'exécution à laquelle il se décidait, avait pourtant besoin de nouveaux ministres. Il paraît avoir appelé un instant à son aide M. Tricoupis, qui s'est prudemment ou habilement récusé, et alors le roi George s'est adressé à quelques hommes appartenant à ce qu'on appelle un tiers-parti. M. Constantopoulo, M. Philaretos, M. Sokhtouris, M. Mastrapas, qui se sont réunis pour former un ministère de miséricorde ou de transition.

Le roi a usé de sa prérogative, la légalité constitutionnelle est sauve, rien de mieux. On ne peut cependant s'y méprendre, ce n'est probablement pas fini, ce n'est peut-être au contraire que le commencement d'une dangereuse aventure. Le nouveau ministère sera obligé de dissoudre le parlement, de faire des élections, — et qu'arriverait-il si les électeurs irrités renvoyaient au parlement la majorité de M. Delyannis? Ils iraient imprudemment peut-être jusqu'à l'extrémité de leur droit, comme le souverain est allé jusqu'à l'extrémité de son droit, et il est douteux qu'à ce jeu la Grèce regagne le crédit dont elle a besoin, le prestige des institutions libres qui ont été l'abri de son indépendance renaissante.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

Le découvert qui, malgré tant de leçons de l'expérience, se reforme sur la rente française après chaque nouvelle étape de hausse, a dû payer encore, en liquidation de fin février, les frais très onéreux d'une campagne manquée. La crise ministérielle avait provoqué des ventes de spéculation. Les achats de la Caisse des dépôts et consignations ont aidé les haussiers à maintenir le cours de 96. Après la constitution du cabinet Loubet qui laissait les principaux départemens ministériels aux mains des précédens titulaires et notamment les finances à M. Rouvier, la partie était perdue pour les vendeurs. La liquidation leur a infligé un cours de compensation très élevé, 96.60, et un déport qui s'est tendu jusqu'à 0 fr. 18. Il ne restait aux vaincus qu'à procéder à des rachats. Commencés à 96.35 dès le lendemain de la liquidation, ces dégagemens de position ont porté le 3 pour 100 à 97 francs. Un temps d'arrêt s'est alors produit, et la rente, après une légère réaction

à 96.80, reste à 96.85. L'emprunt, compensé à 95.40, a suivi docilement l'impulsion et se tient à 95.97. L'amortissable n'a gagné que 0 fr. 05 depuis la liquidation, le 4 1/2 15.

Les cours actuels, comparés à ceux du samedi 27 février, représentent une plus-value de 0 fr. 80 sur le 3 pour 100 ancien, de 90 sur l'emprunt, de 65 sur l'amortissable, de 40 sur le 4 1/2.

On peut juger, par l'importance des achats de rentes qu'effectue la Caisse des dépôts et consignations pour le compte des caisses d'épargne, de l'influence que ces achats doivent exercer sur cette progression continue des cours de nos fonds publics. Les achats ont porté en 1891 sur un capital de 316 millions de francs, soit 865,000 francs en moyenne par jour, dimanches et fêtes compris. Du 1er janvier au 1er mars 1892, la Caisse a acheté des rentes pour un capital de 53 millions de francs, soit près de 900,000 francs par jour. De tels achats, incessans, finissent par absorber les disponibilités de la place et les titres ne sortent des portefeuilles qu'au fur et à mesure de la hausse des prix. Le fonctionnement de ce mécanisme a faussé depuis longtemps le jeu de la loi naturelle de l'offre et de la demande.

Le 16 courant, un coupon trimestriel sera détaché sur la rente 3 pour 100 ancienne ; le 1er avril prochain, sera détaché le coupon de la rente amortissable. Le dernier versement sur l'emprunt devra être effectué en juillet prochain. Du montant de ce versement sera déduite, comme intérêt sur le capital actuellement payé, une somme de 1 fr. 20 par 3 francs de rente, et la rente nouvelle sera dès lors fondue dans la masse de la rente ancienne. Celle-ci ayant dans l'intervalle deux coupons à détacher, soit 1 fr. 50, il ne devrait y avoir logiquement entre les deux fonds qu'un écart de 30 centimes. Cet écart se maintient cependant encore à 90 centimes. La Caisse des dépôts et consignations porte, paraît-il, de préférence ses achats sur le fonds nouveau, depuis le commencement du mois courant. Le ministre des finances a fait démentir officieusement qu'un projet de conversion du 4 1/2 fût en ce moment à l'étude au ministère.

Parmi les fonds étrangers, les Russes seuls ont montré la même fermeté que la rente française. Le rouble s'est relevé à Berlin de 201.25 à 208.50 sur des rachats du découvert. L'emprunt d'Orient a été porté de 65 à 66 1/2, le 3 pour 100 or, émission d'octobre 1891, de 75 à 76, le Consolidé 4 pour 100 or s'est tenu entre 93.50 et 94. Une souscription, ouverte en Russie le 8 courant, à 85 millions de roubles d'obligations 4 1/2 pour 100 des chemins de fer de Riazan-Ouralsk et de Koursk-Kieff, a été couverte plusieurs fois.

Le 4 pour 100 or hongrois s'est tenu aux environs de 92 francs. L'attention du public financier sur le marché autrichien est toujours concentrée sur le projet de régularisation de la *valuta*. Les commissions d'enquête réunies à Vienne et à Pest pour donner, à titre purement

consultatif, leur opinion sur les bases et conditions de l'opération, ont terminé leurs travaux. Les experts se sont prononcés pour l'adoption de l'étalon d'or. La relation entre la nouvelle monnaie d'or et le florin papier sera fixée au cours du jour.

Les valeurs turques n'ont subi que d'insignifiantes variations; l'Unifiée, très ferme, a été portée à 485.

Les fonds d'État de l'Europe méridionale ne se sont pas relevés de la dépréciation et du discrédit dont ils ont été si rudement frappés depuis plusieurs mois. Les rentes helléniques, malgré le coup de théâtre de la chute du cabinet Delyannis devant une manifestation de la prérogative royale, sont restées immobiles, à 315 les obligations 5 pour 100 et 275 les 4 pour 100. Le change reste mauvais, aucune réforme financière sérieuse ne pourra être tentée avant le renouvellement de la chambre.

En Italie, la faiblesse des rentrées du trésor a trompé les espérances de M. Luzzatti. Les appréciations les plus optimistes ne permettent pas de prévoir un déficit inférieur à 20 millions pour 1891-92 et à 25 millions pour 1892-93.

La réunion de l'assemblée générale des actionnaires de la Banque d'Espagne a donné au gouverneur de cet établissement, M. Camacho, l'occasion de montrer quels efforts a coûté l'amélioration, d'ailleurs très réelle, des encaisses or et argent de la Banque depuis le vote de la loi de juillet 1891 sur la circulation. Le stock métallique s'est notablement accru, et la circulation fiduciaire a été stationnaire. Mais si la situation de la Banque est relativement bonne et saine, il n'en est pas de même de celle des finances du royaume. Le budget présenté par le cabinet Canovas ne satisfait personne, et la sincérité en est suspectée. L'opinion a promptement dénoncé les jeux d'écriture à l'aide desquels les évaluations de recettes et de dépenses ont été présentées en équilibre à 1 million près. Le taux du change ne cesse de s'élever; aux dernières nouvelles, il atteignait 18 et 19 pour 100.

L'Extérieure, en ces quinze derniers jours, a baissé de plus de deux unités à 57.75.

Le Portugais n'a pas été plus heureux; de 28.40 il a été déprécié jusqu'à 27 francs. Le bilan réel des finances de l'État est encore à établir. Les pourparlers ont commencé cette semaine à Lisbonne entre le ministre des finances et quelques-uns des représentans des porteurs étrangers de fonds portugais.

Les titres des sociétés de crédit ont été très offerts pendant toute la quinzaine. Les uns supportent le contrecoup de la défaveur générale que la débâcle de quelques fonds étrangers a jetée sur les valeurs mobilières autres que la rente française ou les obligations garanties par l'État. Les autres baissent parce que l'on suppose que l'année 1891 ne leur a pas dû être favorable et aura infligé à leurs portefeuilles une

dépréciation plus ou moins étendue, désastreuse peut-être pour une ou deux sociétés. Le Crédit foncier a été ramené de 1,216.25 à 1,200, la Banque de Paris de 636.25 à 616.25, le Crédit lyonnais de 788.75 à 778.75, le Comptoir national d'escompte de 487.50 à 478.75 (un moment même à 455), la Banque d'escompte de 190 à 157.50, le Crédit mobilier de 145 à 140. Les sociétés étrangères n'ont pas été mieux traitées; la Banque des pays autrichiens a baissé de 462.50 à 452.50, la Banque ottomane de 543.75 à 535, le Crédit mobilier espagnol de 95 à 81.25.

Le Crédit industriel avait été assez vivement offert sur l'annonce du projet de fusion avec la Banque de dépôts et de comptes courans. Ce projet a soulevé de telles difficultés et rencontré si peu de faveur chez les actionnaires de l'une et de l'autre société que l'abandon en a été décidé. Les actionnaires du Crédit industriel en ont été informés par le président de la société dans leur assemblée générale tenue le 10 courant, où on a fixé à 15 francs net, comme l'année précédente, le dividende de l'exercice écoulé. L'abandon du projet de fusion a valu aux actions une reprise de 555 à 562.50.

La réduction des tarifs de voyageurs va prendre effet le 1er avril sur les réseaux de nos grandes compagnies. La spéculation baissière ne pouvait négliger cette occasion de peser sur les cours des actions qui, d'ordinaire, par suite de la fixité de leurs dividendes, résultant des conventions de 1883, suivent les oscillations de nos rentes et participent à leur fermeté. L'Est a reculé de 897.50 à 890, le Lyon de 1,460 à 1,432.50, le Nord de 1,745 à 1,710, l'Orléans de 1,522.50 à 1,492.50, le Midi de 1,245 à 1,235. A l'étranger, les Chemins autrichiens et Lombards ont de médiocres recettes et reculent, les uns de 615 à 610, les autres de 206.25 à 200. Les titres des compagnies d'Espagne ont été de nouveau constamment offerts, les Andalous de 275 à 250, le Nord de l'Espagne de 165 à 147.50, le Saragosse de 172.50 à 161.25. En Italie, les Méridionaux ont fléchi de 606.25 à 590. Les obligations des Chemins de fer espagnols ont encore perdu de 15 à 30 francs, selon les séries. La première hypothèque du Nord de l'Espagne ne vaut plus que 329, la cinquième 187.50, l'obligation des Andalous 278 au lieu de 294, le Saragosse 300 au lieu de 313. La dépréciation si profonde de tous ces titres est un vrai désastre pour une partie de l'épargne française.

Le Suez est sans changement à 2,720, le Gaz en hausse de 12.50 à 1,480, sur la probabilité de plus en plus grande d'une entente prochaine entre la compagnie et le conseil municipal. Le marché des valeurs industrielles a été en général assez animé et bien tenu. Des capitalistes cherchent de ce côté une compensation aux pertes que leur ont laissées des placemens en actions de banques et en fonds étrangers.

Le directeur-gérant : Ch. Buloz.